

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MARS 2019

N°190

Direction du Secrétariat Général

SOMMAIRE
RAA de mars 2019

	PAGES
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 22 mars 2019</i>)	3
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 22 mars 2019</i>)	311
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES	510
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS	558

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
HORS COMMISSION	9
ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX	34
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	38
CULTURE	57
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, FRENCH TECH ET ARTISANAT	79
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	101
FINANCES	108
LOGEMENT	124
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	153
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	216
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	250
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE	254
RESSOURCES HUMAINES	261
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	265
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	279
TRANSPORTS ET MOBILITE	295

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2019-108	Commune de Montpellier - Quartier Cambacérès - Cession de diverses parcelles	10
M2019-160	Réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) - Adhésion - Approbation	14
M2019-161	Organisme extérieur - Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Autorisation	17
M2019-162	Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Principe de prise de participation dans une Société par Actions Simplifiée (SAS) patrimoniale - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	20
M2019-163	Modification - Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées	23
M2019-164	Régime indemnitaire - Prime semestrielle - Approbation	27
M2019-165	Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation	30
M2019-166	Adoption des procès-verbaux des séances du 31 janvier et du 21 février 2019	32

N°DELIB	ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX	PAGE
M2019-159	Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Maison insalubre - Abandon de créance - Autorisation	35

N°DELIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGE
M2019-123	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Aides individuelles et actions collectives - Bilan 2018	39
M2019-124	Le Passe Muraille - Atelier et chantier d'insertion ' Métiers du tertiaire et de la communication ' - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	44
M2019-125	Attribution de subventions - Appel à projets 2019 au contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	47
M2019-126	Attribution de subvention à la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M) - Appel à projets 2019 au contrat de ville - Approbation	54

N°DELIB	CULTURE	PAGE
M2019-95	Adhésion à Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux et à la Fédération européenne des cités napoléoniennes - Approbation	58
M2019-96	Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Attribution du label "Exposition d'intérêt national" à l'exposition "L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée Nord-occidentale" - Convention - Approbation et autorisation de signature	61
M2019-132	Affectation de subvention à l'association Secours Populaire Français, Fédération de l'Hérault - "Solid'Art 2019" - Approbation	64
M2019-133	Avenant n°2 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô - Autorisation de signature	67
M2019-134	Direction des Médiathèques et du Livre - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire ' Partir en livre 2019 ' et prise en charge des frais de déplacement des auteurs invités - Approbation	70

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	CULTURE (suite)	PAGE
M2019-135	Direction des Médiathèques et du Livre - Conventions de partenariat avec la Ville de Montpellier, l'Académie de Montpellier et le Réseau Canopé pour l'organisation de la 34ème Comédie du Livre - Autorisation de signature	73
M2019-136	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de la Grande Motte pour des actions pédagogiques entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Conservatoire Municipal	76
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGE
M2019-110	Pacte Métropolitain d'Innovation - Montpellier Capital Santé - Avenant n°2 à la convention de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM - Autorisation de signature	80
M2019-111	Appel à projets conjoint Montpellier Méditerranée Métropole et BPI France (Banque Publique d'Investissement) - Attribution de subventions 2019 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature	83
M2019-112	Convention de partenariat avec l'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements d'enseignement supérieur ou de recherche (AMUE) - Autorisation de signature	87
M2019-113	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet des Bibliothèques Inter-Universitaires (BIU) aux Learning Center - Autorisation de signature	90
M2019-114	CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier (ENSCM) pour le projet Campus Chimie Balard 2020 (CCB2020) - Avenant à la convention de financement	94
M2019-115	Industries Culturelles et Créatives (ICC) - Attribution de subventions dans le cadre du MICC 2019 - Conventions - Autorisation de signature	97
N°DELIB	ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	PAGE
M2019-127	Concession de distribution publique de gaz - Avenant de prorogation de contrats - Autorisation de signature	102
M2019-128	Montpellier Métropole Solaire - Adhésion à l'association Énergies Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) - Désignation d'un représentant	105
N°DELIB	FINANCES	PAGE
M2019-93	Taux d'imposition des taxes directes pour 2019 - Adoption	109
M2019-94	Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2019 - Adoption	113
M2019-129	Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018	115
M2019-130	Attribution d'un fonds de concours 2019 à la commune de Beaulieu - Réalisation d'une salle omnisports - Adoption	121
N°DELIB	LOGEMENT	PAGE
M2019-92	Approbation du Document Cadre des orientations de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole	125
M2019-116	Fonds de Solidarité Logement - Convention de participation volontaire d'ENGIE au FSL Métropolitain 2019 - Autorisation de signature	129
M2019-117	Construction de 38 logements sociaux situés à Montpellier et Saint Jean de Védas - Attribution de subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	132

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	LOGEMENT (suite)	PAGE
M2019-118	Construction de 116 logements sociaux sur les communes de Baillargues, Castelnaule-Lez, Clapiers, Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature	135
M2019-119	Construction de 72 logements sociaux situés à Castries, Murviel-lès-Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subvention à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	139
M2019-120	Construction de 165 logements sociaux d'insertion - Résidence sociale "La Croix Verte" - 590 rue de la Croix Verte à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'Économie Mixte ADOMA - Convention - Autorisation de signature	143
M2019-121	Construction de 22 logements en location-accession - Résidence ' Le Frigoulet ' - Rue de la Billière à Cournonsec - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	146
M2019-122	Construction d'un logement social - Résidence ' Embl'M ' - 32 rue des Amaryllis à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	149

N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGE
M2019-97	Commune de Fabrègues - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Arrêt du PLU et bilan de la concertation - Avis du Périmètre délimité des abords (PDA)	154
M2019-98	Commune de Montaud - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Arrêt du PLU et bilan de la concertation - Avis du Périmètre Des Abords (PDA)	168
M2019-99	Commune de Montpellier - Bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC Cambacérès 1bis - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation	176
M2019-100	Commune de Montpellier - Projet de ZAC Extension Hippocrate - Bilan de la concertation - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation	182
M2019-101	Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SERM - Quartier Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension - Avenue de la Mer - Plaine du Mas de Carbonnier à Montpellier - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	186
M2019-102	Projet Urbain Partenarial (PUP) Dame Jeanne - Ozone Habitat - Commune de Saint Geniès des Mourgues - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature	190
M2019-103	Projet Urbain Partenarial (PUP) Villa Laurent - SCI Urban Stone-Kalelithos - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature	195
M2019-104	Projet Urbain Partenarial (PUP) Violettes et Geraniums - Linkcity - SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON - Commune de Castelnaule-Lez - Convention de PUP - Approbation - Autorisation de signature	200
M2019-105	Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Lignièrès - SAS GGL Aménagement - Commune de Baillargues - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature	205

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER (suite)	PAGE
M2019-106	Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Grisettes - SAS EDYFIS PROMOTION - Commune de Montferrier-sur-Lez - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature	209
M2019-107	Commune de Montpellier - Montpellier Grand Cœur - Secteur Sud-Comédie/Sud Gare - Instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre d'une stratégie de reconquête urbaine	213
N°DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGE
M2019-142	Dissolution du Syndicat Mixte des Etangs Littoraux - Convention de liquidation financière - Approbation - Autorisation de signature	217
M2019-143	GEMAPI - Convention technique et financière de mise en œuvre des plans de gestion des sites Les Salines de Villeneuve et Etang de Vic avec le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature	221
M2019-144	GEMAPI - Convention de gestion du domaine terrestre et maritime du site des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone avec le Conservatoire du Littoral, Sète Agglopôle Méditerranée et le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature	224
M2019-145	Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Plans de gestion du Salaison, du Bérange et de la Cadoule sur la période 2019-2023 - Approbation et demandes d'aides financières	228
M2019-146	Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Plans de gestion du Salaison, du Bérange et de la Cadoule - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation	231
M2019-147	Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin de l'Or - 2019-2024 - Mise en œuvre de la GEMAPI et application du décret ' Dignes ' pour les ouvrages du bassin versant - Demandes d'aides financières - Approbation	235
M2019-148	Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'Étang de l'Or - 2019-2024 - Réduction de la vulnérabilité des bâtiments en zone inondable - Diagnostic de vulnérabilité - Demandes d'aides financières - Approbation	238
M2019-149	Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) du bassin de l'Or - 2019-2024 - Protection rapprochée de Pérols contre les inondations de l'étang de l'Or - Demandes d'aides financières - Approbation	241
M2019-150	Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) du bassin de l'Or - 2019-2024 - Écrêtement amont sur le ru de l'Aigue-Vive à Baillargues - Demandes d'aides financières - Approbation	244
M2019-151	Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) du le bassin de l'Or - 2019-2024 - Réduction des inondations de la Cadoule à Baillargues - Demandes d'aides financières - Approbation	247
N°DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGE
M2019-156	Convention type entre Montpellier Méditerranée Métropole et une association pour la mise en place et la gestion d'un composteur partagé - Approbation	251
N°DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGE
M2019-109	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisations de signature	255

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGE
M2019-131	Véhicules de fonction 2019 - Désignation des bénéficiaires - Approbation	262
N°DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGE
M2019-152	Eau potable - Économies d'eau - Opération AquaMetro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) de Montpellier - Autorisation de signature	266
M2019-153	Ressource en eau et politique agroécologique et alimentaire - Étude d'opportunité technico-économique de développement de Filières Bas Niveau d'Impacts (FIBANI) - Demande d'aides financières - Approbation	270
M2019-154	Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la commune du Crès - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	273
M2019-155	Programme des équipements publics relatif à la desserte des eaux usées - ZAC Saint-Estève - Commune de Pignan - Avenant à la convention - Autorisation de signature	276
N°DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGE
M2019-137	Eurovolley France 2019 - Convention de partenariat pour l'accueil de l'Eurovolley à Montpellier avec le Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019 - Autorisation de signature	280
M2019-138	Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Organisation de la 5ème édition 2019 - Affectation de subvention - Convention d'attribution - Approbation	283
M2019-139	Réseau des piscines - Centre Nautique Neptune - Animations estivales - Dispositif Été Mosson 2019 - Tarification - Approbation	286
M2019-140	Réseau des piscines - Piscine Les Néréides de Lattes - Opération "La Nuit du Sport" - Gratuité d'accès - Approbation	289
M2019-141	Associations et clubs sportifs - Attribution de subvention - Convention d'attribution - Autorisation de signature	292
N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGE
M2019-90	Tramway 5ème ligne - Bilan de la concertation - Approbation	296
M2019-91	Tramway 5ème ligne - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour le dévoiement et le renouvellement de canalisations d'eau potable - Autorisation de signature	301
M2019-157	Convention de financement de la réalisation du franchissement de l'autoroute déplacée et étude du franchissement de l'autoroute existante avec Autoroutes Sud de France - Avenant n°1 - Autorisation de signature	305
M2019-158	Parking Circé - Convention relative à l'installation et au raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations - Autorisation de signature	308

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Hors commission - Commune de Montpellier - Quartier Cambacérès - Cession de diverses parcelles

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle accueille la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier » (CNM). Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu métropolitain identifiés au SCoT de l'agglomération de Montpellier approuvés par délibération n°6863 du 17 février 2006.

Les enjeux s'attachant au projet d'aménagement sont importants pour le devenir du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole puisqu'il s'agit de créer un quartier mixte et un pôle d'affaire, tête de pont de l'écosystème French Tech, autour du pôle d'échange intermodal de la gare Montpellier-Sud de France, tout en valorisant les grands domaines viticoles et en l'ouvrant sur le grand paysage. Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme, au titre notamment de sa compétence « aménagement de l'espace » pour enclencher l'aménagement de ce futur quartier, au titre de sa compétence développement économique pour favoriser, réaliser et promouvoir le pôle d'affaire, et au titre de sa compétence « équilibre social de l'habitat » pour favoriser la mixité sociale.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°11349, en date du 17 janvier 2013, d'élaborer un projet d'aménagement, d'en fixer les objectifs et d'organiser, pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées en application de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 25 juillet 2013 le bilan de cette concertation a été tiré et les objectifs ainsi que le périmètre de l'opération ont été confirmés ainsi que le choix de mettre en œuvre ce projet d'aménagement dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, déclinée ensuite en opérations d'aménagements successives en phase avec le développement du projet urbain d'ensemble.

Par délibération en date du 24 septembre 2013, la Communauté d'Agglomération a approuvé la signature d'un traité de concession confiant la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble de ce secteur à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) devenue SA3M, concession signée le 16 octobre 2013.

Parallèlement à ces démarches, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité réaliser la maîtrise foncière sur l'ensemble du secteur, à l'amiable et par la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique pour constitution de réserves foncières obtenue le 14 juin 2013 et prorogée le 6 juin 2018.

Dans le cadre de la première phase opérationnelle de l'opération d'aménagement d'ensemble du quartier CAMBACERES, la SA3M a sollicité la Métropole pour la cession des fonciers nécessaires aux travaux d'aménagement de la ZAC 1, cadastrés : SV n°7 pour 2819 m², SV n°6 pour 3328 m², SV n°4 pour 5911 m², SV n° 5 pour 11 m², SN n° 34 pour 3899 m², SN n°24 pour 9249 m² et SN n°13 pour 3520 m², SM n° 21p pour une surface de 6580 m², SM n°48p pour une surface de 4952 m², SM n°47 pour une surface de 1440 m², SM n°45 pour une surface de 6 m², SM 49p pour une surface de 1211 m², SM 46p pour une surface de 1476 m², SM n°44p pour une surface de 162 m² et une partie de la route de Vauguières, désaffectée de fait et déclassée pour une surface de 1 660 m², soit une surface totale vendue de 46 224 m² environ. Les documents d'arpentage sont en cours d'élaboration, à l'issue la surface cédée sera définitive.

Il a été convenu entre la Métropole et son aménageur que l'ensemble des cessions à venir dans le cadre de la ZAC 1 s'effectuerait au prix de revient des acquisitions afin de maintenir l'équilibre économique de l'opération, soit un prix de cession de 2 620 782 € environ.

Les services de France Domaine ont évalué la valeur vénale de ces fonciers, compte tenu de leur classement en zone 14AU-1w du PLU de la Ville de Montpellier, à 100€/m² soit 4 622 400€ en indiquant toutefois que s'agissant d'une vente entre une collectivité et son aménageur, qu'il était possible d'admettre que le prix de cession soit au moins égal au prix d'achat majoré des frais de d'acquisition en application des dispositions de l'article R 311-10 du Code de l'urbanisme.

S'agissant du reliquat des parcelles de la ZAC 1 cadastrées SM48p pour une surface de 268 m², SM 21p pour une surface de 879m² et pour la partie de la route de Vauguières pour une surface de 541 m² désaffectée de fait et déclassée, les engagements antérieurement pris par le Conseil d'Agglomération lors de sa séance du 6 février 2014, confirmés par protocole transactionnel en date du 28 mars 2014 puis dans deux premiers actes de vente en date des 31 juillet et 4 août 2014 et 12 août 2014, engagent la Métropole à céder les parcelles cadastrées SM 48p pour 125 m² et SM21p pour 879 m² directement à l'indivision Jamme au prix de 187 000 € et la parcelle cadastrée SM48p pour 143m² et la partie de la route de Vauguières désaffectée et déclassée pour 541m² directement à Monsieur Charles Aimes au prix de 99 000 €.

L'aménagement de ces parcelles fera donc l'objet d'un versement de participation au prorata des surfaces de plancher qui y seront développées à hauteur de 200 euros par m² de surface de plancher en plus du prix de cession.

Pour les parcelles cadastrées SM 48p pour 125 m² et SM21p pour 879 m² au bénéfice de l'indivision Jamme, l'avis des Domaines réactualisé du 14 mars 2019 prévoit un prix de cession de 100 400 euros soit 100 euros du m² de terrain nu, puisqu'il ne s'agit pas d'une vente à l'aménageur.

Pour la parcelle cadastrée SM48p pour 143m² et la partie de la route de Vauguières désaffectée et déclassée pour 541m² au bénéfice de Monsieur Aimes, l'avis des Domaines réactualisé du 14 mars 2019 prévoit un prix de cession de 68 400 euros soit 100 euros du m² de terrain nu, puisqu'il ne s'agit pas non plus d'une vente à l'aménageur.

Les engagements antérieurs pris le 6 février 2014 conduisent la Métropole à proposer en conséquence, les prix de cession suivants :

- Pour l'indivision JAMME, le prix de cession de 187 000€ pour les parcelles cadastrées SM 48p pour 125 m² et SM21p pour 879 m².
- Pour Charles AIMES, le prix de cession de 99 000€ pour la parcelle cadastrée SM48p pour 143m² et la partie de la route de Vauguières désaffectée et déclassée pour 541m².

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession à la SA3M des parcelles SV n°7 pour 2819 m², SV n°6 pour 3328 m², SV n°4 pour 5911m², SV n° 5 pour 11 m², SN n° 34 pour 3899m², SN n°24 pour 9249 m² et SN n°13 pour 3520m², SM n° 21p pour une surface de 6580m², SM n°48p pour une surface de 4952m², SM n°47 pour une surface de 1440m², SM n°45 pour une surface de 6 m², SM 49p pour une surface de 1211 m², SM 46p pour une surface de 1476m², SM n°44p pour une surface de 162m²et une partie de la route de Vauguières, désaffectée de fait et déclassée pour une surface de 1660m², soit une surface totale vendue de 46 224 m² environ, pour un prix de cession de 2 620 782€ environ,
- désigner le lot C3-2, issu de la SM 48p et SM 21p d'une surface de 1 004m² dans le périmètre de ZAC 1 à céder à l'indivision JAMME, en conformité avec les accords pris lors de la délibération du 6 février 2014,
- désigner le lot C4-2 issu pour partie de la route de Vauguières désaffectée de fait et déclassée et de la parcelle SM48p d'une surface de 684m² dans le périmètre de ZAC 1 à céder à Monsieur Charles AIMES, en conformité avec les accords pris lors de la délibération du 6 février 2014,
- désigner l'office notarial de Baillargues, office rédacteur des premiers actes de vente, en vue de la réitération des actes de vente et de leurs suites ;
- dire que les crédits correspondant à cette cession sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Renaud CALVAT, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79588-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- d-27689_PLAN-PARCELLAIRE_2019-03-13-2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI

Hors commission - Réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) - Adhésion - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été conviée à intégrer le réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis à l'invitation de sa Secrétaire Générale Emilia Saiz.

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) représente et défend les intérêts des gouvernements locaux et régionaux sur la scène mondiale, quelle que soit la taille des collectivités qu'elle appuie.

Basée à Barcelone, l'organisation s'est fixée la mission suivante : être la voix unifiée et le défenseur de l'autonomie locale et régionale démocratique, promouvoir ses valeurs, ses objectifs et ses intérêts au travers de la coopération entre les gouvernements locaux comme au sein de la communauté internationale.

Rassemblant plus de 240 000 villes, régions et métropoles ainsi que 175 associations et gouvernements locaux et régionaux, CGLU représente 5 milliards de personnes dans le monde et 140 des 193 pays membres des Nations Unies.

CGLU étant divisé en sept sections régionales, Montpellier Méditerranée Métropole serait intégrée à la section « Europe ». Elle intégrerait alors des commissions thématiques et des groupes de travail et participerait aux différentes rencontres organisées par CGLU, en particulier son Conseil Mondial.

L'adhésion pour l'année 2019 représente 7 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis, et à en devenir membre pour l'année 2019 ;
- prélever les dépenses inhérentes à l'adhésion de ce réseau sur le budget de la Direction du Développement Economique, de l'Emploi et de l'Insertion, dont dépend la Direction Attractivité, Tourisme et Relations internationales, pour un montant de 7000 euros pour l'année 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à prendre tous les actes relatifs à l'intégration de ce réseau et signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-80637-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI

Hors commission - Organisme extérieur - Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) - Modifications statutaires relatives à l'objet social - Autorisation

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SERM au capital de 5 894 000 euros composé de 368 375 actions. Elle détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société. A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, la Ville de Montpellier apparaît comme l'actionnaire public principal de la société à hauteur de 41,38% du capital et occupe à cet effet 5 postes au sein du Conseil d'Administration, dont la présidence de la société en la personne de Max LEVITA.

Le Conseil d'Administration en date du 27/06/2017 a proposé la convocation d'une future Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver le projet de modifications des statuts de la société relatif à l'objet social.

Cette modification statutaire exige, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des entités actionnaires telle que prévue à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : « A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »

L'objet social actuel de la SERM est le suivant : *« Entreprendre, dans le département de l'Hérault et plus spécialement la région montpelliéraine, des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou de réaliser toute autre activité d'intérêt général ; ces activités devront participer à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et être, de ce fait, complémentaires entre elles.*

Ces activités sont réalisées soit pour le compte de collectivités publiques, ou leurs émanations, soit pour celui de personnes privées, soit pour le compte de la société elle-même.

A cet effet, la société effectuera toutes études générales, travaux, gestion, opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, juridiques et financières se rapportant aux objets ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société pourra également intervenir, à raison de ses compétences, en dehors des limites de la zone indiquée à l'alinéa 1 et notamment en Région Languedoc Roussillon et ses Départements limitrophes intervenir en assistance et conseil et réaliser des études, financer, construire, gérer exploiter et entretenir, directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie. »

La SERM souhaiterait développer de nouveaux projets ayant trait à ses activités de construction et de gestionnaire d'équipements et ouvrir son activité vers d'autres prestations lui permettant d'avoir une intervention dans des domaines plus étendus tant en propre qu'au travers de ses filiales.

Il est ainsi proposé de modifier l'objet social de la SERM en y ajoutant les paragraphes ci-dessous exposés : *« Elle pourra également, dans la même perspective, réaliser des opérations de construction d'immeubles de bureaux, de commerces et/ou de logements, en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui, commercialiser lesdits immeubles ou bien les conserver en patrimoine et les mettre en location, ou en assurer la gestion après leur cession. »*

« La société pourra à l'effet de ces activités ou pour en faciliter la réalisation, créer toute société commerciale ou civile, ou toute autre entité de droit privé ou de droit public, participer à cette création ou y prendre des participations. »

Il est par ailleurs proposé de modifier la référence à la Région Languedoc Roussillon en la remplaçant par Région Occitanie dans le paragraphe 3 de l'objet social préalablement indiqué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications statutaires de la SERM relative à l'objet social ;
- autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SERM, Madame Isabelle GUIRAUD, à voter en faveur de ces modifications ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77924-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- STATUTS SERM PROPOSITION MODIF 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Hors commission - Organisme Extérieur - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Principe de prise de participation dans une Société par Actions Simplifiée (SAS) patrimoniale - Autorisation accordée aux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SERM au capital de 5 894 000 euros composé de 368 375 actions. Elle détient 28,73 % du capital, soit 105 844 actions et occupe 4 postes sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 29% du capital, la Ville de Montpellier apparaît comme l'actionnaire public principal de la société, à hauteur de 41,38% du capital et occupe à cet effet 5 postes au sein du Conseil d'Administration, dont la présidence de la société en la personne de Max LEVITA.

Dans le cadre de son intervention aux côtés des collectivités et groupements en tant qu'outil d'accompagnement du développement économique du territoire, le Conseil d'Administration de la SERM en date du 27/06/2017 a approuvé le projet de création d'une filiale, société patrimoniale, dédiée au portage immobilier locatif d'entreprise (bureaux, locaux d'activité, commerces et logements accessoires), aux côtés de la Caisse des Dépôts et Consignations, premier actionnaire financier du collège privé, détenant 18,12% de son capital, et de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, détenant 8,08%.

La diversification de l'activité de la SERM s'inscrit dans une nécessité de répondre aux besoins du territoire, dans l'accompagnement d'implantation des nouvelles entreprises, dans le redéploiement d'entreprises déjà installées, dans la maîtrise du coût de location des surfaces commerciales, dans l'accompagnement de multiples projets notamment liés aux Industries Culturelles et Créatives (ICC), et dans la réalisation d'opérations complexes.

Un plan d'affaires sur les 5 prochaines années a identifié un certain nombre d'opérations à développer, dont quatre projets d'immobilier d'entreprise situés sur le territoire de la Métropole, identifiés pour un montant total d'investissement de l'ordre de 50 M €.

Le schéma qui est proposé est le suivant :

1. Création d'une holding de type Société par Actions Simplifiée (SAS patrimoniale) détenue par la SERM, la Caisse des Dépôts et Consignations, et la Caisse d'Epargne (ou une de ses filiales) ;
2. Cette SAS prendrait des participations dans des sociétés de projets dédiées à chaque type d'investissement (sociétés filles).

Concernant les modalités de création de la SAS Patrimoniale, filiale de la SERM :

La SERM sera nommée statutairement Présidente de cette nouvelle société. Le capital social de la SAS, a été fixé à 2 800 000 € détenu à hauteur de :

- 51% par la SERM (soit une participation de 1 428 000 €) ;
- 20 % par la Caisse des Dépôts et Consignations (soit une participation de 560 000 €) ;
- 29% par la Caisse d'Epargne (soit une participation de 812 000 €).

Les associés s'engagent également à apporter, au maximum, la même somme en compte courant d'associés au fur et à mesure des besoins identifiés par les projets.

La SERM interviendra comme constructeur des futurs investissements dans le cadre de Contrats de Promotion Immobilière (CPI) ou de Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) pour le compte des sociétés de projets de la SAS Patrimoniale.

Les opérations d'investissements devront satisfaire à des critères d'engagement notamment l'intérêt stratégique de l'opération pour le territoire, ou la nécessité d'un accompagnement spécifique (entreprises particulières ou innovantes...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de création d'une SAS patrimoniale détenue par la SERM, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse d'Epargne ;
- approuver le principe de prise de participation de la SERM dans la SAS Patrimoniale à hauteur de 51% du capital soit 1 428 000 € ;
- autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'Administration de la SERM, Monsieur L. JAOUL, Monsieur J-M. LUSSET, Madame I. GUIRAUD, Madame M-H. SANTARELLI, à voter en faveur de cette création ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 7 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79415-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Statuts SAS patrimoniale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Hors commission - Modification - Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il s'agit de définir pour l'année 2019, pour les agents et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire métropolitain. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Métropole, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire métropolitain, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire intercommunal.

A la suite de la parution du décret n°2019-139 du 26 février 2019 (modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006), les conditions de remboursement des frais d'hébergement et de transport survenant dans le cadre de l'exercice des missions des agents et des élus locaux ont été modifiées. La délibération n°M2019-87 du 22 février 2019 doit donc être ajustée et modifiée en ce sens au niveau de la prise en charge des frais d'hébergement.

La seule modification concerne l'ajout d'un seuil de remboursement pour l'hébergement sur le territoire parisien intra-muros, pour lequel le seuil prévu initialement par la délibération n°M2019-87 devient, avec la parution du décret, inférieur au seuil prévu par celui-ci. Les dispositions dérogatoires prévues par les établissements ne pouvant conduire à un remboursement inférieur aux seuils fixés par décret, il convient donc de faire évoluer celui-ci de 100€ à 110€ pour une nuitée. Le reste des dispositions prévues par la délibération reste inchangé.

1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole :

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n°15010 du Conseil de Métropole du 2 novembre 2017 et n°M2018-48 du Conseil de Métropole du 22 février 2018.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les agents sont remboursés à hauteur de :

- **110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;**
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2^{ème} classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 15,25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer, dans le cadre d'un mandat spécial, des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Métropole es qualités.

Selon la définition du mandat spécial approuvée par délibération n° M2018-48 du Conseil de Métropole, celui-ci concerne :

- une mission répondant à cette définition et encadrée par une délibération ad hoc ;
- une mission répondant à cette définition et entrant dans la limite d'une enveloppe budgétaire annuelle correspondant aux crédits approuvés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre strict de ce mandat spécial, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Métropole.

2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que du Directeur Général des Services :

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour Montpellier Méditerranée Métropole par délibération n° 15010 du Conseil de Métropole du 2 novembre 2017 et n° M2018-48 du Conseil de Métropole du 22 février 2018.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire métropolitain, les élus sont remboursés à hauteur de :

- **110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;**
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 15,25 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

Hors de ce cadre individuel, le Président et les élus de Montpellier Méditerranée Métropole sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Métropole. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du mandat spécial seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales, et pour le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire intercommunal nécessaires à la promotion et au développement de la Métropole, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Métropole :

Dans le cadre d'un mandat spécial ayant pour objet la représentation et le développement de la Métropole, des personnalités extérieures peuvent être invitées par l'Etablissement public, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire intercommunal, dans le cadre de manifestations organisées par la Métropole.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Métropole, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Président, du Directeur Général des Services sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits correspondants seront imputés sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-80958-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, René REVOL, Isabelle TOUZARD

Hors commission - Régime indemnitaire - Prime semestrielle - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Il est versé aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole un complément de rémunération de 1 098,50 euros bruts annuels pour les stagiaires et titulaires et de 1 228,24 euros bruts annuels pour les agents contractuels. Versé en 2 fractions semestrielles, en mai et novembre, au prorata de la période d'activité (à condition qu'elle soit supérieure à 3 mois) et du taux d'emploi, ce complément bénéficie aux agents stagiaires, titulaires et contractuels mensualisés, à l'exception des collaborateurs de cabinet.

Dans la perspective du RIFSEEP, régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel créé par le décret n°2014-513 du 20 mai 2014, ce complément pourra être intégré, selon des modalités identiques, dans l'IFSE (Indemnité de fonction sujétions et expertise) instaurée pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Dans l'attente, afin de garantir son égale attribution à l'ensemble des agents publics concernés et conformément au troisième alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 précitée, ce complément est acquis aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole et son versement est acté par la présente, par exception à la limite résultant du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 précitée.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier avait effectivement rappelé, par sa délibération n°4912 du 29 novembre 2002, le maintien de cette prime « instituée au District de Montpellier avant le 27 janvier 1984 » et inscrite chaque année au budget primitif, sous forme de subvention spécifiquement identifiée à l'Association des élus du personnel municipal dès avant 1984, avant d'être reprise par le Comité d'action sociale, sportive et culturelle et enfin intégrée dans la délibération d'adoption du budget pour l'exercice 1991 de l'entité, District, Communauté d'Agglomération puis Métropole.

Ce complément de rémunération collectivement acquis, est établi indépendamment des avantages maintenus conformément aux dispositions de l'article L.5111-7 du Code général des collectivités territoriales, à titre individuel et en lieu et place, notamment aux agents transférés dans le cadre d'un transfert de compétences (L. 5211-4-1) ou de la constitution d'un service commun (L.5211-4-2).

Il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider les modalités de versement du complément de rémunération telles que définies par la présente ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mars 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-81175-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/03/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, René REVOL, Isabelle TOUZARD

Hors commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-80209-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau Commissions ANNEXE Conseil_22.03.19.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI

Hors commission - Adoption des procès-verbaux des séances du 31 janvier et du 21 février 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les procès-verbaux sont annexés à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les procès-verbaux des séances des Conseils de Montpellier Méditerranée Métropole du 31 janvier et du 21 février 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-82115-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Procès-verbal du 31/01/2019

- Procès-verbal du 21/02/2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES
JURIDIQUES, CONTENTIEUX**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires
Juridiques, Contentieux

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASILVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI

Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Maison insalubre - Abandon de créance - Autorisation

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de préemption de terrain, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue propriétaire le 29 décembre 2011 d'un ensemble de terrains et de bâtiments situés à Montpellier.

A la suite de cette acquisition, Montpellier Méditerranée Métropole a repris en gestion la location d'une maison située avenue Albert Einstein, à Montpellier.

Le contrat d'habitation initial avait été signé en 2011 avec la SCI Le Zenith, pour une durée de 3 ans renouvelable et un loyer de 710 euros charges comprises.

Au cours de l'année 2016, les locataires ont informé la Métropole qu'ils souhaitaient un relogement en raison du caractère insalubre de la maison, à l'origine bâtie dans un ancien hangar non-équipé d'un vide sanitaire.

Malgré toutes les actions correctives techniques réalisées sur cette maison et au regard de sa vétusté, il était devenu impossible de répondre de manière satisfaisante aux problèmes techniques signalés par les locataires.

Au vu du contexte du dossier, il est proposé au Conseil que Montpellier Méditerranée Métropole réalise l'abandon de la créance pour les 8 mois de loyers correspondant à la période de novembre 2015 à juin 2016 pour la somme de 5 680 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse des loyers du mois de novembre 2015 à juin 2016 pour un montant de 5 680 euros à Monsieur Kronberger et Madame Gemminger;
- dire que les dépenses sont inscrites au chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74043-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Aides individuelles et actions collectives - Bilan 2018

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ3M).

Véritable enjeu de lutte contre la précarité, le FAJ3M est un dispositif visant à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté âgés de 18 à 25 ans révolus.

Le dispositif intervient à 2 niveaux :

- **Les aides financières individuelles** : pour les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle.

- **Les actions collectives** : soutien financier pour des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

La présente délibération a pour objectif d'informer le Conseil de Métropole du bilan 2018 des aides financières individuelles accordées, ainsi que des actions collectives.

1 – Bilan 2018 des aides financières individuelles de FAJ3M

En 2018, 1120 jeunes de la Métropole, âgés de 18 à 25 ans, ont demandé à bénéficier du FAJ3M. Les demandes concernent 967 jeunes montpelliérains (935 en 2017 – bilan CCAS 2017) et 153 jeunes des autres communes de la Métropole.

892 jeunes (soit 79,6%) ont bénéficié de l'aide individuelle (contre 80,4% en 2017), dont 109 jeunes dans les communes de la Métropole hors Montpellier.

Le taux de rejet des dossiers s'établit à 9,6% et le nombre de dossiers ajournés à 10,7%.

75% des demandes sont des premières demandes, sachant qu'un jeune peut faire jusqu'à 3 demandes dans l'année.

88% des dossiers instruits proviennent de la Mission Locale des Jeunes de la Métropole et de ses antennes. 9,5% des dossiers sont soumis par l'association CORUS notamment pour les jeunes les plus précaires et 5,7% par les agences de la solidarité.

S'agissant de la répartition géographique des demandes d'aide :

COMMUNE	NOMBRE DE DEMANDES
Baillargues	15
Beaulieu	0
Castelnau-le-lez	40
Castries	3
Clapiers	4
Cournonsec	2
Cournonterral	4
Fabrègues	0
Grabels	14
Jacou	3
Juvignac	16
Lattes	9
Lavérune	1
Le Crès	10
Montaud	0
Montferrier	1
Montpellier	967
Murviel-lès-Montpellier	0
Pérols	2
Pignan	0
Prades-le-lez	4
Restinclières	0
Saint-Brès	0
Saint-Drézéry	0
Saint Génies des Mourgues	0
Saint Georges d'Orques	3
Saint Jean de Védas	12
Saussan	0
Sussargues	1
Vendargues	1
Villeneuve-les-Maguelone	8
TOTAL	1 120

2 – Les profils des demandeurs du FAJ3M

Les jeunes garçons sont minoritaires parmi les demandeurs, 45%, soit 513 demandes, contre 55% et 607 demandes pour les jeunes filles. La proportion la plus importante des demandeurs a entre 21 et 23 ans (523 jeunes, soit 47% des demandes). Aux marges de cette fourchette, les plus de 24 ans représentent 34 % des demandes et les moins de 20 ans, 216, soit 19,2%.

Concernant le logement, 22% des bénéficiaires sont hébergés par les parents, 20% chez des amis, souvent en colocation, 38,5% sont locataires d'un logement autonome. Il faut observer que le nombre de jeunes vivant dans des conditions précaires (sans-abri, hébergement social ou d'urgence...) est toujours important, soit 19% du total de demandeurs d'aides FAJ3M.

La majorité des situations soumises au FAJ3M correspondent à des jeunes sans emploi ou possédant un faible niveau de qualification. A noter que 72% sont inscrits à Pole Emploi.

Le niveau de diplôme des bénéficiaires est bas, puisque 39,5% d'entre eux ont quitté l'école avec un niveau IV.

En matière de ressources, 24% des jeunes perçoivent des revenus liés à des salaires (CDD, interim), 21% bénéficient du soutien financier d'amis (partage des loyers en colocation, alimentation...) et 12,8% sont bénéficiaires de la Garantie Jeune.

3 – La finalité des aides individuelles

L'analyse du nombre d'aides déposées par rubrique confirme la prédominance des trois motifs d'aides : la rubrique subsistance concerne presque 1 aide sur 2 et, additionnée aux demandes relatives au logement et à la formation, elles constituent un ensemble qui représente plus de 8 aides sur 10 déposées par les jeunes qui s'adressent au FAJ3M.

La répartition des aides s'établit comme suit : 47% pour la subsistance ; 21% pour le logement ; 10% pour la formation ; 7% en attente de paiement (Garantie jeune, CAF, Pôle Emploi...). Les autres aides n'ont pas de montant significatif.

4 – Les actions collectives FAJ3M en 2018

Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté. Ces opérateurs conventionnés interviennent dans les domaines suivants : insertion professionnelle, violences faites aux femmes, hébergement d'urgence, mobilité, santé et souffrance psychologique...

Par délibérations du Conseil de Métropole du 31 mai 2018 et du 21 décembre 2018, la Métropole a accordé 90 102 € de subventions à 10 associations intervenant dans les domaines précédemment cités.

Par délibération du 18 octobre 2018, la Métropole a lancé un appel à projets FAJ3M Actions collectives dans l'objectif de :

- faire évoluer et redynamiser l'ensemble du dispositif pour 2019 ;
- adapter le dispositif à l'évolution des besoins des jeunes bénéficiaires ;
- créer et animer un réseau de partenaires autour du FAJ3M et de répondre collectivement aux enjeux de solidarité pour les jeunes ;
- mettre en cohérence l'ensemble des actions portées par les partenaires ;
- ouvrir les possibilités d'intervention de la Métropole par rapport aux besoins émergents du public jeune en difficulté.

L'appel à projet a été lancé le 7 décembre 2018 pour une mise en œuvre au 1^{er} trimestre 2019.

5 – Les dépenses du FAJ3M 2018

En 2018, le budget global du FAJ3M s'élève à 399 387 € abondé à hauteur de 272 387 € par l'attribution de compensation du Département et de 127 000 € par la contribution volontaire de la Ville de Montpellier (comprenant la masse salariale du secrétariat du FAJ3M)

Les dépenses pour les aides individuelles se sont élevées à 253 343 €. Les dépenses pour les actions collectives ont représenté 90 102 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de ce compte-rendu,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79726-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la
Ville, Lutte contre les
discriminations, insertion par
l'emploi, aires d'accueil des gens
du voyage

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Le Passe Muraille - Atelier et chantier d'insertion ' Métiers du tertiaire et de la communication ' - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences en termes de politique de la ville et d'insertion par l'économie, Montpellier Méditerranée Métropole soutient des actions favorisant l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi.

Le Passe Muraille porte l'atelier et chantier d'insertion « métiers du tertiaire et de la communication » qui s'adresse à des personnes, jeunes et adultes, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Pour pré-professionnaliser aux métiers du tertiaire et de la communication, ce chantier s'appuie sur des prestations en secrétariat, en bureautique mais aussi sur la participation à des événements ou la réalisation d'actions de communication pour des collectivités et structures de l'Economie Sociale et Solidaires (notamment associations) du territoire.

Les activités du chantier sont des supports pédagogiques dans le cadre d'une démarche globale d'accompagnement à l'emploi où il s'agit de déceler, de faire grandir, de renforcer les compétences techniques des personnes recrutées. Le but est d'améliorer leur champ de compétences, vers des métiers dont les exigences technologiques évoluent sans cesse. Sont principalement visés les métiers du secrétariat, d'agent d'accueil, d'agent administratif et d'aide comptable. Le salarié est au centre du dispositif, il participe à sa reconstruction sociale et professionnelle dans le cadre du chantier.

Ce chantier d'insertion est composé de 12 postes de travail. Les bénéficiaires sont recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de six mois renouvelable. Le chantier est conventionné « atelier permanent », permettant des entrées et sorties permanentes de bénéficiaires.

En 2018, ce chantier a bénéficié à 28 personnes dont 9 ont connu une sortie dynamique avant la fin de l'année 2018 (4 ont retrouvé un emploi durable ou une formation qualifiante et 5 un emploi de transition).

Compte tenu de ces résultats, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole accorde de nouveau son soutien à l'association pour mener à bien cette action en 2019. Il est donc demandé d'attribuer une subvention de 15 000 € sur un budget de 299 604 € sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Etat : 169 323 € (dont salaires, CDDI),
- Département de l'Hérault : 68 200 €,
- Vente de produits / Prestations de services : 7 000 €,
- Montpellier Méditerranée Métropole : 15 000 €,
- Fonds européens : 40 081 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer à l'Association Passe Muraille, une subvention de 15 000 € pour mener l'atelier et chantier d'insertion métiers de la communication et du tertiaire,
- approuver la convention 2019,
- prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- approuver les termes du projet de convention,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78060-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_2019_LE PASSE MURAILLE TERCOM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la
Ville, Lutte contre les
discriminations, insertion par
l'emploi, aires d'accueil des gens
du voyage

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Attribution de subventions - Appel à projets 2019 au contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques dans le cadre d'un appel à projets qui concerne principalement les opérateurs associatifs. Les actions financées doivent répondre aux besoins identifiés sur la base des objectifs et résultats attendus, figurant dans les fiches constituant la déclinaison opérationnelle du contrat de ville.

Au-delà de cet appel à projets, des crédits de droit commun sont également mobilisés par la collectivité sur les territoires, toujours en regard des objectifs poursuivis par le contrat.

L'étude des projets a été réalisée au regard des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville ainsi que des récentes instructions ministérielles. La mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, était attendue sur les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

En 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 179 projets réalisés à destination des habitants des 12 quartiers prioritaires, pour un montant total sollicité de 715 424 €.

A l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, d'une analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au contrat de ville et d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à 82 projets (84 projets en 2018) proposés par 56 associations, pour un total de **232 200 euros** dont :

- 98 000 € pour l'axe développement économique – emploi – insertion,
- 50 700 € pour l'axe culture,
- 83 500 € pour les autres axes du contrat de ville.

Ces projets sont financés sur les crédits de la politique de la ville mais aussi par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi qui consacre une enveloppe de son budget pour le financement d'actions spécifiques sur les quartiers prioritaires, ainsi que par la Direction de la Culture qui mobilise depuis 2018 des crédits spécifiques.

Enfin, pour 3 dossiers relatifs au domaine plus large de la cohésion sociale, après instruction, il est également proposé un soutien financier de la Métropole, pour un montant total de **4 000 euros**, sur des crédits de droit commun.

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :

Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi (Direction du Développement Economique et de l'Emploi)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2019
ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	Dynamique Jeunes Cévennes	2 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Guidance Socio-économique	3 000 €
ALIFE CONSEIL	Plateforme d'Insertion Professionnelle	3 000 €
APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Mediemploi	7 500 €
APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Webactions	3 000 €
APIEU (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain)	A la Découverte des Métiers Verts	2 000 €
APIJE (association pour l'insertion par l'économique)	Expérience Souhaitée	6 000 €
APIJE (association pour l'insertion par l'économique)	Femmes Vip	4 500 €
CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Hérault)	Femmes Egalite Emploi (Fée)	5 000 €
DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	Ival.Com (Valorisation de Compétences de Base et Insertion)	3 000 €
Gammes	Appui Administratif au Réseau Rapsol3M	3 000 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	ASL Mots d'Emploi	3 000 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Ethic et Soins	5 000 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Des métiers à créer	4 500 €
INFORIM Léo Lagrange (Institut de formation et d'insertion Méditerranée)	Le Club : Action Linguistique à Visée Professionnelle	5 000 €
KAINA TV	Reporters Citoyens Numériques	10 000 €
KALISI	L'Emploi pour Toutes	2 000 €
Octopus Expression	Chantiers d'Expression	3 000 €
RESURGENCES 34	Sas Diagnostic Projet	2 000 €
Solidarité Dom-Tom	Bien Manger C'Est Mieux Vivre/Épicerie	2 000 €
Solidarité Dom-Tom	Tri-Atelier	1 000 €
Table de Cana	Des Etoiles et des Femmes	10 000 €
UNI'IONS	Couloises Solidaires	5 000 €
VIA VOLTAIRE	Interface	3 500 €
Total Direction du Développement Economique et de l'Emploi <i>Chapitre 936</i>		98 000 €

Actions relatives au pilier Culture (Direction de la Culture)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2019
Acord Prod	Festival Emergency 2019	1 000 €
ADEMASS (Association pour le développement des mixités artistiques et sociales et des solidarités)	La Grande Parade Métèque 2019	500 €
Allons'z'enfants - Cie Didier Théron	Allons Z'Enfants	5 000 €
APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accompagnement à la culture	1 200 €
ATELLINE	Vagabondage à Celleneuve	4 000 €
BALTHAZAR (Centre des Arts du Cirque)	Arts du Cirque à Figuerolles 2019	1 300 €
BALTHAZAR (Centre des Arts du Cirque)	Arts du Cirque sur les Hauts de Massane	3 000 €
BRAND à PART	Le Cinéma pour Tous	2 000 €
BRAND à PART	Les Ateliers Cinéma	1 000 €
CARTHAGE	Atelier-Musique	500 €
CCI-MSF (Centre Culturel International Musique Sans Frontières)	Solidarité, Éducation, Pédagogie	4 500 €
Cie INTERMEZZO	La Parole aux Enfants du Petit Bard	500 €
CSS 34 (Culture et Sport Solidaires 34)	Luttons Contre l'Exclusion Culturelle	1 500 €
ESSOR	Les Arts au Petit Bard	1 500 €
i. PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Tiers Lieu Artistique et Culturel	2 000 €
KAINA TV	Kaina.Tv	4 000 €
La Vista	Actions Culturelles en QPV	2 000 €
La Vista	Pass Vista	1 000 €
M'S (Mot'son)	Créative Mot'Son	2 000 €
O.D. (Odette Louise)	Actions Culturelles de Proximité	2 500 €
PULX	District Danse	2 000 €
SPF 34 (Secours Populaire Français)	Les Chemins de la Culture	2 000 €
TVD (Association ThéâViDa)	Voyage Vers la Citoyenneté	2 000 €
UNI'SONS	Atelier Hip Hop	2 200 €
UNI'SONS	Renc'Art	1 500 €
Total Direction de la Culture Chapitre 933		50 700 €

Actions relatives aux autres axes du contrat de ville (Service Politique de la ville)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2019
3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Centre Sportif 14-17 ans	2 000 €
3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Stages Sportifs Dimanche 9-17 ans	2 000 €
ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	Dynamique Jeunes Cévennes	2 500 €
ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	LAM - Lieu d'Accès Multimédia	2 000 €
ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	Médiation Sociolinguistique	1 500 €
AFEV (Association de la Fondation étudiante pour la Ville)	Ambassadeurs du Livre	6 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Promotion des Actions Éducatives	1 500 €
APAAAV (Association pour la Promotion de l'Architecture, des Arts Appliqués et Visuels - La Fenêtre)	Les Ateliers Ville	2 000 €
APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Webactions	1 000 €
APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Engage-toi ! Médiation Numérique	2 000 €
APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Sciences au Quotidien - Petit Bard	1 000 €
APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Sciences Dans Mon Quartier - Petit Bard	1 000 €
C.D.S.A.H. (comité départemental sport adapté de l'Hérault)	Sport Adapté Quartier	1 000 €
CBLR (Compagnons Bâisseurs L.R)	Atelier de Quartier Montpellier	5 000 €
CBLR (Compagnons Bâisseurs L.R)	Espace Ressource Habitat Mosson	2 500 €
Cité Citoyenne	Tremplin Vers Un Stage Réussi	1 000 €
CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier et environs)	Osons l'Accompagnement Culturel à la Pompignane !	1 000 €
DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	Ateliers Socio-Linguistiques Adultes	5 000 €
Gammes	Ateliers Linguistiques	3 000 €
GFEN Languedoc (Groupe Français d'Education Nouvelle)	Atelier Alpha Socio Linguistique : Aasl	2 000 €
GSC (générations solidaires et citoyennes)	Objectif Stage Réussi	1 000 €
GSC (Générations solidaires et citoyennes)	Accueil jeunes Oxford 11-17 ans	1 000 €
GTKD	Accès au sport pour tous	1 500 €

HE ! (Association Habiter Enfin !)	Accompagnement au Logement	1 000 €
IVLR (Institut de Victimologie Languedoc Roussillon)	Accompagnements psychologiques psychotrauma	4 000 €
KAINA TV	Reporters Citoyens Numériques	5 000 €
MDA 34 (Maison des Adolescents de l'Hérault)	Actions Spécifiques pour Ados en QPV	1 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Cheminer au Féminin à la Mosson	2 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Génération Solidaires à la Mosson	3 500 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Kawa rencontre police population à la Mosson	2 000 €
Passe Muraille	Jardins Partagés au Cœur de Vert Bois	2 000 €
PSL34 (Profession sport et loisirs 34)	Quart'Asso Montpellier 2019	1 000 €
Rebonds	Essai au féminin	1 500 €
UFOLEP 34 (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)	Accueil Jeunes Mosson	5 500 €
UFOLEP 34 (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)	Intermédiation Services Civiques	5 000 €
UFOLEP 34 (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)	Sport Citoyen 12/17 ans	1 500 €
Total Service Politique de la ville <i>Chapitre 935</i>		83 500 €

Actions relatives à la cohésion sociale (Service Politique de la ville)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2019
ACTEURS (000164)	Ateliers Acteurs - MLDS Monnet	1 500 €
Cité Citoyenne (000226)	Accompagnement à la Scolarité	2 000 €
Mosaïque des Hommes et des Jardins (000139)	Comité scientifique – jardins à visée thérapeutique	500 €
Total financements Droit Commun Politique de la ville <i>Chapitre 934</i>		4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans le tableau ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 933 (Culture), 934 (Action sociale), 935 (Politique de la ville) et 936 (Développement économique) - nature comptable 65748 du budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline NAVARRE.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-80034-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Attribution de subvention à la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M) - Appel à projets 2019 au contrat de ville - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques dans le cadre d'un appel à projets qui concerne principalement les opérateurs associatifs. Les actions financées doivent répondre aux besoins identifiés sur la base des objectifs et résultats attendus, figurant dans les fiches constituant la déclinaison opérationnelle du contrat de ville. Au-delà de cet appel à projets, des crédits de droit commun sont également mobilisés par la collectivité sur les territoires, toujours en regard des objectifs poursuivis par le contrat.

L'étude des projets a été réalisée au regard des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville ainsi que des récentes instructions ministérielles. La mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, était attendue sur les 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, de l'analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au contrat de ville et du bilan intermédiaire du projet, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à la reconduction du projet porté par la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), spécifiquement sur les quartiers politique de la ville, à savoir les « commissions insertion et accompagnement ».

Ce projet s'inscrit dans l'axe développement économique - emploi - insertion du contrat de ville et constitue une des actions du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM). Il vise à coordonner et mettre en synergie une pluralité d'acteurs de terrain intervenant auprès des jeunes des quartiers prioritaires rencontrant des difficultés particulières dans leur insertion professionnelle. L'objectif est de les inscrire dans un véritable parcours d'insertion durable et coordonné.

Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi (Direction du Développement Économique et de l'Emploi)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2019
MLJ3M (Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole)	Commissions Insertion et Accompagnement	20 000 €
Total financements DDEE		20 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 20 000 € à la MLJ3M,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 936 (Développement économique) - nature comptable 65748 du budget principal 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que la subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la MLJ3M,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Gilbert PASTOR, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77033-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO

Culture - Adhésion à Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux et à la Fédération européenne des cités napoléoniennes - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Sites et cités remarquables de France, l'association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux, développe une action globale, politique et technique, urbanistique et économique, sociale et culturelle au sein de commissions thématiques, d'ateliers, de rencontres et de missions d'étude à l'échelon national, européen et international, dans les domaines de la protection et de la valorisation du patrimoine.

Forte de son secteur sauvegardé approuvé le 1^{er} septembre 1977 par décret en Conseil d'Etat, et révisé en novembre 2016, et de ses 3 aires de valorisation de l'architecture et du patrimoine validées par délibération du Conseil de Métropole en date du 29 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole remplit toutes les conditions pour adhérer à cette association.

De plus, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une démarche de labellisation au titre des villes et pays d'art et d'histoire.

En qualité de membre de l'association, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera de documents édités par Sites et cités remarquables de France (lettres d'information, actes et dossiers de séminaires), de formations et séminaires et de dispositifs d'accompagnement de projets.

Elle aura également la possibilité de participer aux échanges d'expériences des collectivités françaises et internationales, aux groupes de travail techniques avec des experts, aux rencontres de partenaires, et à un réseau structuré pouvant porter ses interrogations et attentes auprès des ministères et des assemblées parlementaires.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association s'élève à **4 800 euros**.

Il est par ailleurs également proposé d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la **Fédération européenne des cités napoléoniennes**, association créée en 2004 à l'initiative de Charles Bonaparte, aîné de la dernière branche vivante des Bonaparte.

Cette association regroupe une cinquantaine de villes au travers de toute l'Europe (Ajaccio, Iéna, Waterloo, Austerlitz, etc.) et représente un réseau qui s'étend de l'Espagne à la Russie et de l'Egypte à la Pologne. Elle œuvre à la connaissance et à la reconnaissance d'une part, de l'héritage et de l'influence de la période napoléonienne dans la construction de l'Europe contemporaine, et d'autre part, de l'étendue de l'histoire napoléonienne et ses profondes implications liées aux différentes perceptions par les nations.

Les liens existants entre le territoire de la Métropole et Napoléon sont nombreux. D'imminents personnages qui ont marqué la vie de l'empereur Napoléon ont vécu à Montpellier et ses alentours : Charles-Marie Bonaparte, Jean-Jacques Régis de Cambacérès, Albine de Montholon, Jean-Antoine Chaptal.

Charles-Marie Bonaparte, père de l'empereur Napoléon I^{er} et grand-père de Napoléon III a vécu à Juvignac pour s'y faire soigner auprès de la source d'eau chaude de Fontcaude. Il meurt à Montpellier le 24 février 1785 et sera inhumé dans l'église du couvent des cordeliers (actuel Rockstore, rue de Verdun) jusqu'au 24 mai 1803.

Jean-Jacques Régis de Cambacérès, un des rédacteurs du Code civil, devenu duc de Parme, deuxième consul, puis archichancelier de l'Empire, est né à Montpellier, place Chabaneau, le 18 octobre 1753. Il conseilla efficacement Napoléon et assumait à plusieurs reprises l'intérim du pouvoir. En 1791, pour avoir une résidence dans sa région natale, Jean-Jacques Régis de Cambacérès se porta acquéreur d'un vaste domaine à Saint-Drézéry, propriété du chapitre de la cathédrale de Montpellier.

Statutairement, la Fédération européenne des cités napoléoniennes a pour but de rassembler des cités européennes, sites, communes, intercommunalité dont l'histoire a été marquée par l'influence napoléonienne autour des trois orientations suivantes :

- favoriser les échanges par l'organisation de rencontres, de colloques, de publications en relation avec les universités, les institutions culturelles et les associations d'histoire ;

- promouvoir et soutenir les actions de conservation et de restauration du patrimoine de l'époque napoléonienne (objets, œuvres d'art, monuments, habitat privé, sites...) ;
- développer les actions d'animation et de valorisation du patrimoine à travers la réalisation d'expositions, de manifestations artistiques et culturelles, de circuits de découvertes notamment dans le cadre d'échanges touristique, scolaire ou universitaire.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association s'élève à **3 091 euros**.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à Sites et cités remarquables de France, association des villes et pays d'art et d'histoire et des sites patrimoniaux et à la Fédération européenne des cités napoléoniennes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78280-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD

Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Attribution du label "Exposition d'intérêt national" à l'exposition "L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée Nord-occidentale" - Convention - Approbation et autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le site archéologique Lattara, musée Henri Prades développe un programme d'expositions temporaires destiné à promouvoir et renouveler le propos scientifique de l'établissement auprès de son public. Trois expositions temporaires seront ainsi proposées au cours de l'année 2019 : « Torques et compagnie. Cent ans d'archéologie des Gaulois dans les collections du musée d'Épernay » (23 février au 2 septembre 2019), « Laécriture », exposition d'art contemporain de l'artiste Benoît Maire (28 septembre 2019 au 17 février 2020) et « L'aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée Nord-occidentale » (23 novembre 2019 au 6 juillet 2020).

Au regard notamment de sa dimension scientifique, de son rayonnement national et de sa singularité, le Ministère de la Culture a décidé d'attribuer le label « Exposition d'intérêt national 2019 », assorti d'une subvention d'un montant de 15 000 €, à l'exposition « L'Aventure phocéenne. Grecs, Ibères et Gaulois en Méditerranée Nord-occidentale ».

L'exposition porte sur les Grecs Phocéens, originaires de l'Ionie, qui ont marqué d'une empreinte durable l'espace de la Méditerranée Nord-occidentale. Les contacts et les partenariats qu'ils ont tissés avec les sociétés locales ont accéléré le développement du commerce et favorisé les échanges culturels avec, pour conséquences, une transformation structurelle des sociétés en relation.

C'est l'histoire de cette rencontre entre Grecs, Ibères et Gaulois que l'exposition se propose de mettre en récit sur les territoires situés entre *Nikaia* (Nice) et *Emporion* (Ampurias).

Au sein d'un parcours chronologique (VIII^e – I^{er} s. av. notre ère), différentes thématiques permettront d'appréhender la réalité de ces interactions. Navigations méditerranéennes, relations économiques, contacts culturels, fondation de colonies, dynamiques des comptoirs commerciaux et conflits armés seront ainsi illustrés par plus de 150 œuvres provenant de musées méditerranéens, dont les musées archéologiques de Catalogne et le musée d'histoire de la ville de Marseille.

Cette exposition sera présentée au site archéologique Lattara, musée Henri Prades du 23 novembre 2019 au 6 juillet 2020, puis au musée archéologique de Barcelone à partir d'octobre 2020.

Une convention établie entre le Ministère de la Culture et Montpellier Méditerranée Métropole concernant l'attribution de ce label précise le cadre de l'aide financière accordée ainsi que les modalités de son attribution, et les engagements respectifs des deux parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec le Ministère de la Culture relative à l'attribution du label « Exposition d'intérêt national 2019 »,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits en recettes au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77808-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe financière
- convention label

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Chantal MARION

Culture - Affectation de subvention à l'association Secours Populaire Français, Fédération de l'Hérault - "Solid'Art 2019" - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Les orientations de sa politique culturelle font de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les associations œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire métropolitain et au-delà.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter une subvention à l'association Secours Populaire Français, Fédération de l'Hérault, pour l'organisation de la manifestation « Solid'Art 2019 », salon solidaire de l'art contemporain, qui se déroulera du 22 au 24 mars 2019. Cette manifestation consiste en une exposition d'œuvres d'artistes solidaires, dont les ventes viennent soutenir financièrement l'opération « Vacances pour tous » du Secours Populaire.

Ce salon, dont l'entrée est gratuite pour le public, mobilisera en 2019 près de soixante-dix artistes, artistes locaux, implantés sur le territoire métropolitain, autant qu'artistes reconnus internationalement.

Compte tenu de l'envergure et du rayonnement de cet événement, il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 2 000 € à l'association organisatrice.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subvention à l'association susmentionnée ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention de partenariat découlant de cette affectation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79052-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Convention Subventions Projet 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Chantal MARION

Culture - Avenant n°2 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) pour la gestion des activités artistiques et culturelles sur le Domaine d'Ô a été créé par délibération du Conseil Départemental de l'Hérault en date du 2 mars 2009.

Le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de la loi NOTRe, et par convention en date du 23 décembre 2016, ont défini le transfert au 1^{er} janvier 2018 de la compétence Culture comme la mise à disposition de la Métropole des équipements culturels dédiés aux spectacles vivants situés dans la partie Nord du Domaine d'Ô.

A ce titre, l'EPIC du Domaine d'Ô relève depuis cette date de la gouvernance de Montpellier Méditerranée Métropole.

En application de la convention de transfert susvisée et du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole dispose de tous les pouvoirs de gestion sur les biens qui lui ont été mis à disposition. Afin de garantir la continuité d'occupation et d'activité de l'EPIC du Domaine d'Ô, ont été adoptées par délibération du Conseil de Métropole en date du 27 novembre 2017 la convention d'occupation du Domaine public ainsi que la convention d'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô, qui fixent notamment la composition des instances de contrôles, les missions de service public confiées à l'EPIC, les conditions de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers, les modalités d'approbation des programmes d'actions et de communication établis par l'EPIC, les calendriers de remise des rapports d'activité et financiers mais aussi les recettes et les contributions annuelles versées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux termes de la convention d'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô, et afin que l'EPIC puisse percevoir une partie de la contribution financière afin d'assurer son fonctionnement, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à lui verser la somme 1 541 294,50 € au cours du premier semestre 2019.

Cette même convention prévoit que le montant total annuel de la contribution financière apportée par Montpellier Méditerranée Métropole à l'EPIC soit précisé par avenant. Ceci est l'objet de la présente délibération, qui fixe pour l'année 2019 le montant de cette contribution à la somme de 3 068 589 €, conformément au montant des crédits inscrits au budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole à ce titre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention pour l'exploitation des équipements culturels du Domaine d'Ô ;
- fixer le montant de la contribution financière de Montpellier Méditerranée Métropole à l'EPIC du Domaine d'Ô pour l'année 2019 à la somme de 3 068 589 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer le présent avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Lorraine ACQUIER, M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, Mme Perla DANAN, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le **Président**



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78545-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2 Convention exploitation Domaine d'O.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Joël VERA

Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire ' Partir en livre 2019 ' et prise en charge des frais de déplacement des auteurs invités - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la participation pour la cinquième année consécutive du réseau des médiathèques au temps fort « Partir en livre » du 10 au 21 juillet 2019, manifestation nationale initiée par le Ministère de la Culture et organisée par le Centre National du Livre, la Direction des médiathèques, afin de promouvoir la lecture auprès du jeune public sur ses lieux de vacances ou de loisirs en plein air, a programmé :

- des ateliers et rencontres avec les auteurs-illustrateurs et dessinateurs de bandes dessinées suivants : Monsieur Rémi Courgeon, auteur en résidence de médiation, Mesdames Cati Baur, Mathilde Magnan, Sandrine Dufour, Elsa Huet et Messieurs Quincy Gane, Mickaël Jourdan, Diané Loukakou et David Richard ;
- une création de la Compagnie B.A.O., ainsi que des temps de lectures contées avec l'association Odette Louise.

Aussi est-il proposé dans ce cadre, et compte tenu de l'importance de cette action et de ces intervenants, d'autoriser la demande de subvention du montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre au titre de cette programmation.

Il est par ailleurs également proposé au Conseil d'autoriser aux frais réels des frais de transport, stationnement, hébergement et restauration liés à la venue des auteurs invités sur le territoire de la Métropole, pour un montant maximal évalué à 4 000 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la demande de subvention du montant le plus large possible auprès du Centre National du Livre pour la participation du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à la manifestation littéraire « Partir en livre 2019 » ;
- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, stationnement, hébergement et restauration liés à la venue de ces intervenants, pour un montant maximal de 4 000 € TTC ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76138-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Joël VERA

Culture - Direction des Médiathèques et du Livre - Conventions de partenariat avec la Ville de Montpellier, l'Académie de Montpellier et le Réseau Canopé pour l'organisation de la 34^{ème} Comédie du Livre - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre, manifestation dont la 34^{ème} édition se tiendra du 17 au 19 mai 2019.

La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier. Aussi, afin de préserver la bonne organisation de cet évènement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à disposition de la Métropole. La Ville offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique liés à cette mise à disposition.

A cette fin, il est proposé la conclusion d'une convention, étroitement liée à la programmation de cette 34^{ème} édition, pour l'année 2019. Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit ; les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par la Métropole.

Cette coopération fructueuse entre la Ville de Montpellier et la Métropole permet chaque année le bon déroulement de la Comédie du Livre, qui accueille environ 60 000 personnes.

Par ailleurs, dans le cadre de l'édition 2019 des *Mystères de Montpellier*, le Réseau Canopé et la Ville de Montpellier conviennent d'un partenariat pour la parution, à l'occasion de la Comédie du Livre, d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves durant l'année scolaire, avec le soutien de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale et le Métropole.

Une convention de partenariat entre l'Académie de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Réseau Canopé de Montpellier a pour objet la réalisation, la parution et la diffusion du tome 10 des *Mystères de Montpellier*.

La direction de projet et la réalisation du volume sont assurées par le Réseau Canopé et le financement est pris en charge par la Ville de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole accueille, dans le cadre de la 34^{ème} Comédie du Livre, une rencontre autour de la sortie du livre, et met à disposition du Réseau Canopé un stand pour la promotion du volume. L'Académie de Montpellier assure l'expertise pédagogique du projet et prend à sa charge l'intervention d'un écrivain auprès des classes participantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Académie de Montpellier et le Réseau Canopé pour l'organisation de la 34^{ème} Comédie du Livre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les présentes conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78025-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Mystere_de_Montpellier_Tome_10__002__mo1550841434246.docx
- CDL34_ConventionPartenariat_Ville_Metro_modifiee1550841477891-3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Joël VERA

Culture - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de la Grande Motte pour des actions pédagogiques entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Conservatoire Municipal

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (C.R.R.), établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, le C.R.R. souhaite poursuivre et renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

Le Conservatoire de Musique de La Grande Motte est un établissement municipal d'enseignement de la musique labellisé « École Ressource » par le Département de l'Hérault qui compte près de 300 élèves. Il propose un enseignement qualitatif et structuré, dispensé par une équipe d'enseignants diplômés.

C'est pourquoi il est proposé un partenariat pédagogique ayant pour objet de favoriser les échanges entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier et le Conservatoire Municipal. Les actions proposées permettront aux élèves d'élargir le cadre de leurs pratiques musicales et favoriseront les liens entre élèves et professeurs des classes de piano des deux structures à travers la construction d'un programme de diffusion partagé.

Ainsi les élèves du C.R.R. de Montpellier Méditerranée Métropole auront la possibilité de se produire dans le cadre de concerts du Conservatoire Municipal au petit auditorium du Palais des Congrès de La Grande Motte et les élèves du Conservatoire Municipal de La Grande Motte seront invités à participer aux auditions de classe de piano au C.R.R. Pour l'année 2019, le concert à la Grande Motte est prévu le 12 mai, et l'audition de la classe de piano à Montpellier le 15 avril.

La convention est établie pour l'année scolaire 2018/2019 et pourra être prolongée par tacite reconduction pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la commune de la Grande Motte,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-80494-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat avec La Grande Motte.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
FRENCH TECH ET ARTISANAT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Pacte Métropolitain d'Innovation - Montpellier Capital Santé - Avenant n°2 à la convention de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet REDSAIM - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'État début 2017 un Pacte Métropolitain d'Innovation positionné sur la thématique santé, s'inscrivant ainsi en cohérence avec la démarche « Montpellier Capital Santé » lancée par la Métropole en novembre 2016. Ce sont ainsi 8,3 M€ de crédits qui ont été affectés par l'Etat au Pacte Métropolitain d'Innovation, qui se positionne comme un accélérateur de la démarche « Montpellier Capital Santé ».

Dans le volet innovation du Pacte Métropolitain d'Innovation, six projets innovants et structurants, représentant 44,45 M€ d'investissement ont été retenus bénéficiant de 7,64 M€ de crédits d'Etat (Fonds de Soutien à l'Investissement Local, FSIL) et qui seront cofinancés à hauteur de 3,59 M€ par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet REDSAIM, porté par l'Université de Montpellier est un de ces six projets structurants. Le développement des maladies infectieuses à l'échelle mondiale rend aujourd'hui indispensable la mise en place de nouveaux moyens de prévention et la découverte de nouvelles molécules thérapeutiques. Les infrastructures de confinement contrôlées permettant la manipulation des agents infectieux en laboratoire et sur des animaux modèles sont un maillon clé de la chaîne de création d'anti-infectieux.

REDSAIM a pour objet de reconfigurer la structure A3/L3 (Animalerie/Laboratoire de niveau 3 de confinement) de l'Université de Montpellier et d'augmenter les prestations de la plateforme CEMIPAI (Centre d'études des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuses) afin de les intégrer dans la structuration d'un réseau montpelliérain pour le développement de solutions préventives ou thérapeutiques contre les agents infectieux. Pour répondre à la demande d'établissements et d'industriels, cette reconfiguration proposera deux niveaux de confinements de contraintes différentes : un niveau A3/L3 et un niveau A2/L2 (Animalerie/Laboratoire de niveau 2 de confinement) dont l'offre sur Montpellier est actuellement très insuffisante.

Ce projet est co-financé par l'Etat (858 000 €) et Montpellier Méditerranée Métropole (322 000 €) dans le cadre de ce Pacte Métropolitain d'Innovation. Il est également co-financé par des fonds FEDER (700 000 €), via la Région Occitanie.

Dans ce cadre, une convention a été signée en mai 2017 entre la Métropole et l'Université de Montpellier, pour l'attribution d'une subvention au projet REDSAIM.

Un premier avenant a été signé en août 2018.

Cet avenant n°2 modifie le calendrier du projet prolongeant la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2020. Il est sans incidence financière.

Considérant qu'initialement, dans le cadre du Pacte Métropolitain d'Innovation « Montpellier Capital Santé », la Métropole s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire remplisse des obligations contractuelles, à verser une subvention de 322 000 euros tel que figurant dans l'annexe financière et conformément à la délibération n°14289 du Conseil de Métropole du 14 décembre 2016 relatif à la signature du Pacte Métropolitain d'Innovation « Montpellier Capital Santé » et à la délibération n°14521 du Conseil de Métropole du 29 mars 2017 relatif à la signature de l'avenant au pacte, sur la base d'un coût prévisionnel total du projet d'un montant de 3 570 000 euros TTC et une assiette éligible de 2 308 380 euros TTC.

Le projet se déroulant sur les années 2017 à 2020, il a été inscrit au titre de l'année 2017 une première tranche de la subvention d'investissement d'un montant de 180 000 euros et au titre de l'année 2018 la seconde tranche de la subvention d'un montant de 142 000 euros.

Cet avenant n°2 à la convention de financement se substitue donc à cette dernière et à son avenant conclu en août 2018 dans ses effets pour l'avenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention d'attribution de subventions,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer l'avenant n°2 à la convention d'attribution de subventions, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78251-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 2 à la convention REDSAIM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Appel à projets conjoint Montpellier Méditerranée Métropole et BPI France (Banque Publique d'Investissement) - Attribution de subventions 2019 - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence France Entrepreneurs (AFE), qui a intégré au 1^{er} janvier 2019 la Banque Publique d'Investissement (BPI) France, ont lancé un appel à projets 2019 dédié à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier, co-construit et co-financé à parts égales.

Il s'inscrit dans la continuité d'un premier appel à projets qui avait été lancé en 2018 et qui avait permis de soutenir sept projets en faveur de la création, la reprise et le développement d'entreprises dans les quartiers prioritaires.

Le but est de faire émerger des actions nouvelles porteuses d'innovation ou permettre à des actions existantes de changer d'échelle en faveur de la création, reprise et développement d'entreprises dans les territoires fragiles dans le cadre d'appels à projets co-construits et co-financés avec les Régions et Métropoles retenues.

L'appel à projets conjoint 2019 a été ouvert du 6 au 21 décembre 2018, doté d'une enveloppe de 120 000 € répartie de manière égale entre Montpellier Méditerranée Métropole (60 000 €) et BPI France (60 000 €).

11 projets qui couvrent l'ensemble des quartiers prioritaires ont été déposés par 9 structures.

Le montant des subventions sollicitées auprès de Montpellier Méditerranée Métropole est de 195 500 €, pour un budget total de fonctionnement des actions de 680 093 €. Il est à souligner que les projets soutenus doivent faire l'objet de co-financements.

A l'issue de la phase d'instruction des projets par l'ensemble des partenaires du PODEM (Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain) - Contrat de ville et de BPI France, il est proposé de soutenir 9 projets portés par 8 organismes pour un total de 120 000 €.

La répartition des financements proposés par organisme et projet est la suivante :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
ADIE	Le Microcrédit Adie au cœur des quartiers prioritaires	15 000 €
AIRDIE	Mobilisation des outils de financement et d'accompagnement à la création d'activité	10 000 €
ALIFE CONSEIL	Achats et Quartiers en Occitanie	10 000 €
AXENTS	Animation Territoriale QPV	10 000 €
BGE SUD OUEST	CitésLab	10 000 €
CMA 34 (groupement animé par la CMA)	Parcours de formation multi-acteurs pour les porteurs de projets issus des QPV	30 000 €
CMA34	Professionnalisation des actifs des QPV	9 000 €
CONTEXTART	Couveuse d'entreprises culturelles et créatives - La Mosson	6 000 €
IMPSL	Prêt excellence quartier	20 000 €

Par ailleurs, deux structures bénéficiaient depuis plusieurs années de subventions de « droit commun » et bénéficient d'un co-financement complémentaire via l'appel à projets pour renforcer leurs actions. Il est donc proposé de reconduire le soutien qui leur est apporté par Montpellier Méditerranée Métropole en dehors de l'enveloppe dédiée à l'appel à projets co-financé par la Métropole et BPI France, pour un montant global de 29 500 € selon la répartition ci-dessous :

ORGANISME	ACTION	SUBVENTION
AXENTS	Animation Territoriale QPV	10 500 €
BGE SUD OUEST	CitésLab	19 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions relatives à l'appel à projets 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole et de BPI France en faveur du développement économique des quartiers prioritaires, pour un montant total de subventions de 120 000 € selon la répartition proposée ;
- décider de l'octroi d'une subvention de 10 500 € à l'association AXENTS au titre de l'exercice 2019, pour cofinancer, le projet Animation Territoriale QPV ;
- décider de l'octroi d'une subvention de 19 000 € à l'association BGE Sud-Ouest au titre de l'exercice 2019, pour cofinancer le projet CitésLab ;
- dire que ces crédits sont inscrits au budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- dire que ces subventions seront versées sous réserve de co-financement(s) et de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chaque structure bénéficiaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76924-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention type AAP 3M-BPI France.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Convention de partenariat avec l'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements d'enseignement supérieur ou de recherche (AMUE) - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans le secteur du numérique. De nombreuses actions, avec le Business Innovation Centre (BIC), avec les réseaux thématiques French Tech, avec les événements et rencontres de l'écosystème, sont menées pour accompagner les porteurs de projets, de création d'entreprises, les start-ups, les entreprises plus matures.

Des partenariats sont mis en œuvre avec des structures qui proposent une complémentarité dans les actions permettant ainsi d'assurer une certaine forme d'exhaustivité dans l'accompagnement des entreprises sur le territoire.

L'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements d'enseignement supérieur ou de recherche et de support à l'enseignement supérieur ou à la recherche (AMUE) est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) national qui organise la coopération entre ses membres et sert de support à leurs actions communes en vue d'améliorer la qualité de leur gestion.

L'AMUE compte 181 adhérents, dont 68 universités et 113 établissements, écoles d'ingénieurs ou institutions. L'AMUE est installée sur 2 sites, à Paris et Montpellier.

Les principales missions de l'AMUE sont d'organiser la coopération et servir de support aux actions communes de ses adhérents en vue d'améliorer la qualité de leur gestion :

- en contribuant à l'élaboration de leur système d'information ;
- en leur permettant de disposer d'une offre logicielle répondant à leur diversité ;
- en accompagnant les changements et la modernisation des établissements en matière de pilotage et de gestion ;
- en assurant à leurs personnels des formations ;
- en participant à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche et à la coopération internationale dans ces domaines.

L'AMUE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour proposer un partenariat opérationnel d'une durée de trois ans au bénéfice des start-ups et entreprises du numérique et des adhérents de l'agence.

L'objectif d'un tel partenariat est de permettre à l'AMUE d'entrer en contact avec des acteurs de l'innovation, porteurs de solutions qui pourraient être mises en œuvre pour répondre à des problématiques nouvelles rencontrées par les adhérents de l'agence et sur lesquelles elle-même n'est pas encore positionnée. Cela ouvrirait par ailleurs des perspectives de marché intéressantes pour les start-ups du territoire.

Ce partenariat opérationnel permettra de planifier des moments clés de rencontre entre les adhérents de l'AMUE et les entreprises et start-ups du numérique pour faire émerger des interactions et des projets communs, tels que l'organisation d'une journée open innovation en lien avec le BIC de Montpellier, des rencontres régulières avec l'écosystème sur des thèmes d'actualité en lien avec les activités de l'AMUE et des entreprises, des réunions d'information entre services de la Métropole et de l'AMUE.

Ce partenariat n'implique aucun engagement financier de la part de la Métropole et de l'AMUE autre que la mobilisation des ressources nécessaires à l'organisation des différents temps forts identifiés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'AMUE,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention de partenariat opérationnel pluriannuel, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74701-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat AMUE.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet des Bibliothèques Inter-Universitaires (BIU) aux Learning Center - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La récente compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur 7 grands piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa politique menée pour la préservation des ressources durables, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le de transformation des BIU en Learning Center - porté par l'Université de Montpellier.

Les universités anglo-saxonnes ont été les premières à valoriser les atouts des bibliothèques universitaires et dès le début des années 2000 ont émergé en Europe les premiers Learning Centers : il s'agit de repenser les lieux, les services et les ressources en mettant l'utilisateur au cœur du dispositif et en le rendant acteur du changement. En écho aux mutations de la pédagogie, le Learning center favorise l'autonomie de l'utilisateur dans l'accès à une information adaptée disponible dans un lieu repensé.

Depuis 2010, chaque université ou grande école française affiche l'ambition de se doter de Learning Center. La cartographie des réalisations ou projets en cours a montré le rayonnement de ce nouveau standard au niveau national et le manque criant de projet pour Montpellier ainsi qu'un déséquilibre flagrant au sein de la région. Soulignons dans l'environnement méditerranéen les Learning Centers des Universités de Nice, Aix-Marseille (pour ne parler que des plus récents) et plus largement ceux des Universités de Lyon. Cette situation ne correspond pas au rang de l'Université de Montpellier, 6ème université de France et lauréate de l'ISITE (projet MUSE).

A Montpellier, la dimension interuniversitaire qu'apporte l'existence d'un service interuniversitaire de documentation avec la BIU favorise la conduite d'une politique de site cohérente et pertinente, la mise à disposition de ressources variées et très riches (la BIU se situe au 1er rang sur ce point après les bibliothèques d'Ile-de-France) ainsi qu'une offre importante et de qualité de services sur place et à distance.

Le projet inscrit au CPER 2015-2020 vise à rendre les bibliothèques universitaires de Montpellier plus attractives et performantes sur le plan des locaux, services et ressources et à les mettre à niveau sur le plan national. Il concerne la réhabilitation de 5 sites existants, et inscrit cette réhabilitation dans un contexte global de rénovation de l'offre de formation.

Les BU de l'IUT de Nîmes, BU de l'IUT de Béziers, BU de l'IUT de Montpellier-Sète (site de Montpellier), BU Richter (Droit-Economie-Gestion), BU Sciences (campus Triolet) sont concernées.

Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole concerne uniquement les sites situés sur le territoire métropolitain.

Cette opération est réalisée en deux phases :

- 1ère tranche réalisée en 2018 : BU Sciences, BU Richter : 908 260 €

Dépenses prévisionnelles		Recettes prévisionnelles	
BU Sciences		Montpellier Métropole	100 000 €
<i>Travaux</i>	380 560 €		
<i>Equipements Mobiliers</i>	96 779 €		
<i>Equipements Numériques</i>	100 000 €	Conseil Régional	404 130 €
BU Richter		Etat	404 130 €
<i>Travaux</i>	314 501 €		
<i>Equipements Mobiliers</i>	16 420 €		
Total	908 260 €	Total	908 260 €

- 2ème tranche réalisée en 2019 : BU IUT Montpellier, BU Sciences (suite), BU Richter (suite) : 1 400 001 € :

Dépenses prévisionnelles		Recettes prévisionnelles	
BU IUT Montpellier			
<i>Travaux</i>	77 211 €		
<i>Equipements Numériques</i>	49 998 €		
BU Sciences		Montpellier Métropole	400 000 €
<i>Travaux</i>	496 608 €		
<i>Equipements Mobiliers</i>	29 299 €		
<i>Equipements Numériques</i>	83 850 €	Etat	1 000 000 €
BU Richter			
<i>Travaux</i>	407 789 €		
<i>Equipements Mobiliers</i>	65 345 €		
<i>Equipements Numériques</i>	189 900 €		
Total	1 400 000 €	Total	1 400 000 €

La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet s'élèvera à 500 000 €.

Une première subvention de 100 000 € a été attribuée en 2018 par délibération en date du 29 Mars 2018 n°M2018-109.

La seconde tranche de travaux devant être réalisée en 2019, il est proposé d'attribuer le financement complémentaire de 400 000 € pour ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier pour le projet BIU aux Learning Center de la seconde subvention sur l'exercice 2019 de 400 000 € ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019, chapitre 906 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77615-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de financement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier (ENSCM) pour le projet Campus Chimie Balard 2020 (CCB2020) - Avenant à la convention de financement

Madame Caroline NAVARRE, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le projet « Campus Chimie Balard 2020 » (CCB2020) développé par l'Ecole Nationale de Chimie de Montpellier (ENSCM).

L'objectif de ce projet est de fournir à l'ensemble de la communauté scientifique académique et du monde industriel les moyens technologiques modernes qui permettront d'innover et de favoriser la création de valeurs sur le site montpelliérain.

Pour satisfaire de tels enjeux, les technologies analytiques du pôle chimie Balard regroupées au sein de la Plateforme d'Analyse et de Caractérisation (PAC) se doivent d'évoluer en phase avec les sciences chimiques et instrumentales afin de maintenir à moyen et long termes les capacités de soutien local à la formation, recherche et innovation.

Afin d'accompagner la structuration et le renouvellement de cette plateforme, Montpellier Méditerranée Métropole a validé une contribution financière globale de 1 262 490 € sur un coût total de 4 384 980 €.

Pour information, le plan de financement du projet est le suivant :

- Montpellier Méditerranée Métropole : 1 262 490 €
- Région Occitanie Fonds FEDER : 572 490 €
- Etat : 1 990 000 €
- Autre financement – CNRS : 300 000 €.

Une première tranche de financement a été octroyée en 2016 à hauteur de 567 490 €.

En 2018, une seconde tranche de financement pour un montant de 300 000 € a été votée lors du Conseil du 31 mai 2018 pour l'acquisition de deux équipements Mi-lourds de recherche (BET et DLS).

A la suite d'évolutions tarifaires favorable au projet, l'ENSCM souhaite être autorisée à acquérir des fonctionnalités supplémentaires de l'appareillage DLS par l'achat d'un accessoire non prévu initialement dans la convention et ce, sans impact financier supplémentaire pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est donc proposé un d'avenant à cette convention de financement portant sur l'acquisition d'un équipement supplémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ENSCM pour le projet CCB2020,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Chantal MARION, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77609-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Industries Culturelles et Créatives (ICC) - Attribution de subventions dans le cadre du MICC 2019 - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole accueille sur son territoire plus d'une soixantaine d'acteurs du secteur des Industries Culturelles et Créatives (ICC), constituant un écosystème complet où sont représentés les entreprises, de la start-up au groupe international, les centres de formations et de recherche, les réseaux d'animation, les équipements mutualisés.

Considérant l'importance du secteur des Industries Culturelles et Créatives sur le territoire et son potentiel de croissance, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se positionner en tant qu'entité phare du domaine au plan national voire international. La filière ICC est à ce titre inscrite parmi les 6 filières prioritaires du volet métropolitain du SRDEI pour la période 2014-2021.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit son engagement auprès des entreprises et acteurs des ICC, avec notamment le soutien aux clusters et associations, la mise en place de rencontres entre entrepreneurs et chercheurs, mais également le projet de Cité Créative sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), dont le premier bâtiment opérationnel, la Halle Tropisme, a été inauguré le 18 janvier 2019.

En parallèle, un des enjeux majeurs du développement d'une filière ICC concerne le développement d'événements marquants qui permettent, notamment, d'assurer une visibilité, nationale et internationale, du territoire et de ses acteurs.

C'est dans ce contexte qu'a été impulsé le Montpellier Industries Culturelles et Créatives (MICC) qui se déroulera du 12 au 18 avril 2019.

L'objectif de cette semaine est de faire émerger une dynamique collective par et pour l'écosystème ICC autour d'ateliers, conférences, moments conviviaux entre les professionnels du secteur.

Un appel à idées a été adressé mi-décembre 2018 (clôturé mi-janvier 2019) à ces acteurs pour les inviter à proposer un événement qui leur ressemble pendant cette semaine dédiée aux ICC, auquel une trentaine de structures a répondu. Malgré leur diversité, ces projets ont en commun de créer un lien entre l'industrie, le numérique, l'économie et la culture, critère requis pour valider les projets.

Considérant l'intérêt de ces projets qui s'inscrivent pleinement dans la stratégie métropolitaine visant à renforcer le positionnement de territoire clé du secteur des ICC, il est proposé d'attribuer aux structures associatives impliquées des subventions visant à soutenir l'organisation de ces événements.

La répartition des financements proposés, par organisme et par projet, est la suivante :

Projet	Structure / Président-e ou DG	Montant (€ HT)
Iconic	Idate / François Barrault (Pdt) Jacques Moulin (DG)	25 000,00
Montpellier Ubisoft GaCha	Idate / François Barrault (Pdt) Jacques Moulin (DG)	10 000,00
#Convergence 2	1SensC / Laurent Michaud	2 500,00
Atelier Arcademie Walling on the Moon	ECDC / Sylvie Muller (Pdte) / Salim Zein (Directeur)	2 000,00
CAS-1 / Aux origines	NU Collectif (Nos Urgences Collectif d'artistes) / Yasmine Siblot (Pdte)	1 500,00

Braquage Sonore le Live	Braquage Sonore & Cie / BREYMAYER Canelle (Pdte)	1 500,00
Expo parcours réalité augmentée et miroir temporel	C'est de l'Art / Nathalie ERIN (Pdte)	2 000,00
Rencontres professionnelles du jeu vidéo - Independant Games Workshop Pro	Push Start / Benjamin DIMANCHE (Pdt)	1 500,00
Conférence éthique et jeu vidéo	Sud Piccel / Thomas CARNICER (Pdt)	300,00
Quelle place pour les indépendants dans la filière du jeu vidéo ?	Context Art / Carole PERUCH (Pdte)	900,00
Sous-total Subventions		47 200,00

Le montant total des subventions proposées s'élève donc à **47 200 euros HT**.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions à hauteur de 47 200 euros aux différentes structures identifiées pour le soutien à l'organisation d'événements entrant dans le cadre du MICC entre le 13 et le 18 avril 2019,
- approuver le modèle de convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-80322-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_type_pour_subvention_MICC_20191551955485751-1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUÏ, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Energie et transition énergétique - Concession de distribution publique de gaz - Avenant de prorogation de contrats - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

A la suite de la création de la Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, par voie de conséquence, concédante des réseaux de distribution publique de gaz. Ainsi la Métropole dispose de vingt-trois contrats de concession avec GRDF et de vingt-deux dates d'échéances de contrats différentes allant du 17 mai 2018 au 30 août 2044.

Afin de tendre vers une harmonisation à l'échelle du territoire, il est proposé d'engager un travail en collaboration avec GRDF afin de définir les modalités techniques et financières d'un nouveau contrat de concession métropolitain de la distribution publique de gaz.

Celui-ci prendra en compte le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ainsi que le Schéma Directeur des Energies que la Métropole élabore en partenariat avec les gestionnaires de réseau de distribution d'énergie. En termes de calendrier, l'arrêt du PCAET est prévu en décembre 2019.

Par ailleurs, à titre d'information, des négociations ont lieu actuellement au niveau national avec GRDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine pour définir un cahier des charges de concession type qui pourra être décliné localement.

Ainsi, il est proposé d'attendre ce cahier des charges type, ainsi que le Schéma Directeur des Energies pour finaliser la proposition du nouveau cahier des charges métropolitain pour la concession de la distribution publique de gaz.

Dans l'attente, les trois premiers contrats arrivant à échéance sont ceux de Clapiers (18 mai 2018), Saussan (26 avril 2018) et Vendargues (29 juillet 2019).

La Métropole souhaite donc proroger les dates d'échéance de ces trois contrats de concession au 18 février 2022. Cela permettra de s'aligner sur la date d'échéance du contrat de concession de la Ville de Montpellier et de disposer du temps nécessaire, à la fois au niveau national et local, pour élaborer le nouveau contrat de concession du réseau de distribution publique de gaz.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant de prorogation des contrats de concession de la distribution publique de gaz sur les communes de Clapiers, Saussan et Vendargues jusqu'au 18 février 2022.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78081-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Energie et transition énergétique - Montpellier Métropole Solaire - Adhésion à l'association Énergies Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) - Désignation d'un représentant

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la transition énergétique et écologique depuis de nombreuses années, en valorisant les ressources du territoire pour développer les énergies renouvelables dans un souci permanent de préservation de l'environnement, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles et avec la volonté du développement de filières économiques locales.

Dans la continuité de cet engagement, la démarche Montpellier Métropole Solaire a été lancée en mai 2018 et l'une de ses actions est le soutien aux projets citoyens de financement participatif d'installations photovoltaïques.

Energies Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) en Occitanie est le réseau régional qui fédère plus d'une quarantaine de porteurs de projets engagés dans le développement des énergies renouvelables citoyennes et participatives.

L'association a pour but de faire émerger des projets d'énergie renouvelable citoyens pour :

- co-construire les politiques énergétiques locales avec les habitants et partenaires,
- maximiser les retombées économiques territoriales des projets de production,
- mobiliser de l'épargne de proximité pour financer les projets.

L'offre d'ECLR aux collectivités locales se décline par :

- un appui à l'animation locale : réunions publiques, formations et visites à destination des élus, diagnostic territorial... ;
- un appui à l'émergence : étude d'opportunité juridique et financière, appui à la sélection des partenaires... ;
- un appui au développement : aide à la recherche de financements, étude de faisabilité... ;
- un appui à la création de la société : mise en œuvre de la société, animation des réunions publiques.

Le coût de l'adhésion est de 1 000 € annuel, par ailleurs, un représentant de la Métropole doit être désigné au sein de cette association.

Le Président propose la désignation de Madame Eliane LLORET.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée pour cette désignation. Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Energies Citoyennes Locales et Renouvelables (ECLR) pour un montant annuel de 1 000 € ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein d'ECLR par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- désigner Madame Eliane LLORET comme représentante de la Métropole au sein d'ECLR et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77209-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Finances - Taux d'imposition des taxes directes pour 2019 - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis la réforme de taxe professionnelle, la Métropole se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et cotisation foncière des entreprises (CFE).

Les autres taxes transférées, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux(IFER) et TAXe sur les Surfaces COMMerciales (TASCOM) se voient appliquer un taux national.

Les bases nettes d'imposition notifiées par la Direction Départementale des Finances Publiques le 13 mars dernier s'établissent comme suit :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 160 271 000 €,
- Taxe d'Habitation : 711 809 000 €,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 623 981 000 €,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 2 648 000 €.

En appliquant pour 2019 les taux identiques à 2018, soit une évolution de 0%, conformément aux engagements de stabilité de la fiscalité :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58%,
- Taxe d'Habitation : 12,08%,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167%,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69%.

Le produit attendu s'élève à :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 58 627 132 €,
- Taxe d'Habitation : 85 986 527 €,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 1 042 048 €,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 150 671 €.

A titre d'information, la DDFIP a également notifié les montants suivants :

- Allocations compensatrices : 8 461 095 €
- Taxe Additionnelle au Foncier Non Bâti : 869 276 €
- Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux : 2 099 573 €
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises : 34 265 962 €
- Taxe sur les Surfaces Commerciales : 5 809 659 €

Par ailleurs, la Métropole est contributrice au Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources à hauteur de 18 616 655 €.

Synthèse des produits prévisionnels 2019

Taxes	Bases d'imposition 2019	Taux d'imposition 2019	% d'évolution des taux en 2019	Produit d'imposition 2019 (en euros)
Taxe d'habitation	711 809 000 €	12,08%	0%	85 986 527 €
Taxe sur le Foncier Bâti	623 981 000 €	0,167%	0%	1 042 048 €
Taxe sur le Foncier Non Bâti	2 648 000 €	5,69%	0%	150 671 €
Cotisation Foncière des Entreprises	160 271 000 €	36,58%	0%	58 627 132 €
Total				145 806 378 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36,58%,
- maintenir le taux de Taxe d'Habitation à 12,08%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Bâti à 0,167%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5,69%,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78185-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Etats 1259 4 taxes signés.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Finances - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2019 - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Conformément aux engagements de stabilité de la fiscalité, Montpellier Méditerranée Métropole maintient son taux d'imposition à 11.25% au niveau de 2018, soit une évolution de 0%. Les bases nettes de TEOM notifiées par la DDFIP s'élèvent à 650 629 855€. Le produit attendu à taux constant s'élève à 73 195 859 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11,25%,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78196-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Etats 1259 TEOM signés.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Finances - Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL

Montpellier Méditerranée Métropole a fait une demande d'agrément pour l'obtention du label « *classe préparatoire dans toutes les spécialités relevant du spectacle vivant* » par délibération n°M2018-575 du 18 octobre 2018.

Dans ce cadre et compte tenu du statut particulier de ces élèves préparant l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur de la création artistique, qui seuls bénéficient du statut d'étudiant, il est proposé d'adopter des tarifs identiques (*tarif normal et tarif social*) quel que soit leur lieu de résidence.

Par ailleurs, à la suite d'une erreur matérielle, il convient de modifier les tarifs relatifs aux frais de scolarité à partir du 2^{ème} enfant au conservatoire.

Enfin, des élèves peuvent désormais intégrer le conservatoire tout au long de l'année en fonction de démissions éventuelles. Dès lors, il convient d'adapter les tarifs de manière à prendre en compte la date d'inscription effective.

L'article ci-dessous vient ainsi se substituer au point 1 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018.

Ces tarifs seront applicables pour la rentrée 2019/2020.

1. Tarifs des pré-inscriptions pour les nouveaux élèves :

	METROPOLE	HORS METROPOLE
Hors Temps Scolaire (H.T.S)	20 €	40 €
Horaires aménagés	Gratuit	Gratuit

Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables.

2. Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité hors temps scolaire (HTS) :

	METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
(A1) Cursus Musique, Danse, Théâtre <i>Tarif normal – hors classes préparatoires</i>	40 €	250 €	290 €	80 €	500 €	580 €
(A2) Cursus Musique, Danse, Théâtre <i>Tarif social** - hors classes préparatoires</i>	40 €	100 €	140 €			
Classes préparatoires – <i>Tarif normal</i>	40 €	250 €	290 €	40 €	250 €	290 €
Classes préparatoires – <i>Tarif social**</i>	40 €	100 €	140 €	40 €	100 €	140 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire ***	Gratuit	100 €	100 €	80 €	500 €	580 €

* *Frais de dossier* : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

** *Tarif social* : il s'applique aux revenus non imposables sous réserve de présentation d'un justificatif en cours de validité

*** *2ème enfant au conservatoire* : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

3. Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité pour les cursus spécifiques hors temps scolaire (HTS):

	METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
Cursus spécifiques (B1)	40 €	120 €	160 €	80 €	200 €	280 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire **	Gratuit	100 €	100 €	80 €	200 €	280 €
Tous Cursus Spécifiques - <i>Tarif social</i> (B2)	40 €	100 €	140 €			
Offres spécifiques (C)	40 €			80€		
Chœur d'application (D)	20 €			40€		

* Frais de dossier : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

** 2ème enfant au conservatoire : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

B1- Cursus spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Auditeur libre.

B2 - Tarif social : il s'applique aux revenus non imposables sous réserve de présentation d'un justificatif en cours de validité

C - Offres spécifiques : Orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI

4. Tarifs annuels des frais de dossier et de scolarité horaires aménagés :

	METROPOLE			HORS METROPOLE		
	Dossier*	Scolarité	Total	Dossier*	Scolarité	Total
Cursus Musique et/ou Danse <i>Tarif normal – (E1)</i>	Gratuit			Gratuit		
2ème discipline hors temps scolaire (HTS)	40 €	120 €	160 €	80 €	200 €	280 €

* Frais de dossier : ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire

5. Tarifs trimestriels des droits de location :

Les paiements s'effectuent : au 1er octobre, 1er janvier, 1er avril et 1er juillet.

	METROPOLE		HORS METROPOLE
	1ère et 2ème années	3ème année et suivante(s)	1ère, 2ème, 3ème années et suivante(s)
Tarif normal	36 €	90 €	210 €
A partir du 2ème enfant au conservatoire *	18 €	45 €	
Tarif social (revenus non imposables)	18 €	45 €	

* 2ème enfant au conservatoire : Sous réserve d'un enfant payant déjà le tarif normal ou le tarif social en cursus complet ou spécifique

6. Intégration du conservatoire en cours d'année :

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1^{er} janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié.

En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

PLATEFORME DE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS A GRAMMONT

Il convient de préciser les taux de TVA applicables aux tarifs relatifs au traitement des déchets verts. L'article ci-dessous vient ainsi se substituer au point 1 de la thématique de politique publique « Environnement et gestion des déchets » de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018. Seules des précisions sont apportées, les tarifs délibérés au 01/01/2019 restent inchangés.

La plateforme de traitement de déchets verts de la Métropole est située sur le Domaine municipal de Grammont à Montpellier. Elle accueille les déchets verts issus des points de propreté, ceux des particuliers, ceux des entreprises d'espaces verts, et ceux des services techniques des communes membres. Les particuliers bénéficient d'une franchise de 300 kg.

Les apports des services techniques des communes membres, ainsi que ceux des points de propreté sont admis sur le site en franchise totale. En 2016, la plateforme a traité environ 19 000 tonnes de déchets verts bruts.

	Taux TVA	Tarif HT	Tarif TTC
Admission et traitement, prix à la tonne	10 %	33,64 €	37,00 €
Perte ou casse de la carte d'accès	10 %	9,09 €	10,00 €

MOBILISATION D'UN AGENT

Il convient de préciser les cas d'application des tarifs relatifs à la mobilisation d'un agent.

L'article ci-dessous vient ainsi se substituer au point 3 de la thématique de politique publique « Autres » de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018. Seules des précisions sont apportées, les tarifs délibérés au 01/01/2019 restent inchangés.

Prestations	Unité	Tarifs
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	20,00 €
Tarif de 7h00 à 22h00 dimanche et jours fériés	H / agent	33,00 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au dimanche et jours fériés	H / agent	40,00 €

PARKING « LE PREVOST »

L'article ci-dessous vient s'ajouter à la thématique de politique publique « Transports et Mobilités » de la délibération n°M2018-694 du 21 décembre 2018.

Dans le cadre du transfert de compétence dans le domaine « voirie et espaces publics » des communes vers Montpellier Méditerranée Métropole, les parkings publics sont désormais gérés par la Métropole. En conséquence, le parking « Le Prévost » situé en bord de mer sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, en fait partie.

La tarification appliquée constitue un enjeu important pour la Métropole. Elle doit ainsi constituer un des leviers d'actions d'une politique globale et cohérente en matière de Mobilité et de Déplacements qui soit respectueuse de l'environnement tout en préservant le développement économique et l'attractivité du territoire. Au-delà, la politique tarifaire qui s'applique dans les parkings doit également préserver les intérêts financiers de la Métropole afin de maintenir la capacité d'entretien et d'exploitation de ces parkings transférés.

Le parking « Le Prévost », situé sur la commune de Villeneuve-Lès-Maguelone, de par sa situation de bord de mer, mérite des tarifs cohérents avec sa praticité.

Les tarifs suivants sont applicables de la mi-avril à la mi-septembre :

Plage horaire	Unité	Tarif
08h00 à 18h00	véhicule	5,00 €
18h00 à 20h00	véhicule	2,50 €
08h00 à 20h00	deux-roues	2,50 €

Il est en outre possible d'acquérir une carte de 20 entrées (en vente sur place) au prix de 75,00€.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les précisions et modifications tarifaires apportées ;
- indiquer que les précisions tarifaires pour la plateforme de traitement des déchets verts à Grammont et pour la mobilisation d'un agent seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- préciser que la grille tarifaire du conservatoire à rayonnement régional sera applicable pour la rentrée 2019/2020 ;
- préciser que la grille tarifaire du parking « Le Prévost » sera applicable à partir de la saison estivale 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-73954-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Chantal MARION

Finances - Attribution d'un fonds de concours 2019 à la commune de Beaulieu - Réalisation d'une salle omnisports - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

La Commune de Beaulieu souhaite aménager une salle omnisports au cœur de la ZAC du Renard, dernière zone d'extension urbaine.

La construction de cet équipement sportif et socio-éducatif revêt une dimension structurante importante et s'inscrit dans une volonté de développement qui dépasse manifestement le seul intérêt communal.

Le montant prévisionnel de cette opération (travaux, mobiliers, maîtrise d'œuvre et études) est évalué à 1 697 634 € HT.

Ce projet de salle omnisports, qui est cohérent avec les objectifs du projet métropolitain, bénéficiera aux communes environnantes mais aussi à toutes les communes membres de l'intercommunalité. C'est à ce titre, que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer au financement de cette opération.

Ainsi, dans le cadre du financement de projets réalisés sur le territoire de la Métropole, il est proposé de soutenir financièrement ce projet à hauteur de 100 000 €, sous la forme d'un fonds de concours permettant la réalisation de cet équipement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement d'un fonds de concours de 100 000 € pour le projet présenté ci-dessus,
- dire que le versement de ce fonds de concours est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Beaulieu,
- dire que les crédits sont ouverts au chapitre 905 du Budget de l'exercice 2019,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole de Montpellier ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77017-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Rabii YOUSSEUS

Logement - Approbation du Document Cadre des orientations de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite loi « ALUR ») a initié une réforme importante sur la gestion de la demande et des attributions des logements sociaux, confortée par la loi Egalité et Citoyenneté du 29 janvier 2017 et loi ELAN du 23 novembre 2018. L'enjeu de cette réforme est d'assurer un meilleur équilibre territorial de l'occupation du parc locatif social à travers une politique d'attribution des logements sociaux.

Dans ce cadre, une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) a été installée par Montpellier Méditerranée Métropole. Instance partenariale, co-pilotée par la Métropole et l'Etat, la Conférence Intercommunale du Logement réunit :

- les maires des communes de la Métropole,
- les bailleurs sociaux et les réservataires de logements sociaux du territoire,
- les associations de locataires et les organismes d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

La Conférence Intercommunale du Logement a pour vocation :

- d'adopter dans un Document Cadre les orientations concernant les attributions de logements dans le parc locatif social du territoire de la Métropole, et précisant les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les secteurs qui la composent, et les objectifs de relogement des personnes reconnues prioritaires, ainsi que de celles relevant des opérations de renouvellement urbain ;
- d'émettre un avis sur la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA), qui définit les modalités de mise en œuvre des orientations de la CIL,
- d'émettre un avis sur le Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Informations des Demandeurs (PPGID) et de garantir sa mise en œuvre et son suivi.

Avec 7,5 demandeurs pour un logement attribué, Montpellier Méditerranée Métropole fait partie des quatre Métropoles connaissant une pression de la demande supérieure à la moyenne nationale. Cette pression est davantage marquée encore pour les demandes de mutation et les petits logements. De plus, en corollaire avec le profil socio-économique modeste de la population, l'occupation du parc tend à se fragiliser du point de vue des ressources des locataires, notamment en quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Dans ce contexte, et en lien avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) récemment arrêté et le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2017-2022, la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole, réunie le 29 janvier 2019, a adopté le projet de Document Cadre de Montpellier Méditerranée Métropole, qui fixe trois grandes orientations :

Orientation 1 – Organiser un accueil plus équilibré des populations à l'échelle métropolitaine de manière concertée avec tous les partenaires

Conformément à la loi Egalité et Citoyenneté et la loi ELAN, les objectifs chiffrés suivants sont fixés :

- Objectif chiffré n° 1 : 25% des baux signés hors quartiers prioritaires de la Politique de la Ville en faveur des ménages du 1er quartile et/ou des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain
- Objectif chiffré n° 2 : 50% des attributions prononcées dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville en faveur des ménages des quartiles 2, 3 et 4

Les mesures permettant d'atteindre ces objectifs, sans déséquilibrer le fonctionnement résidentiel, sont :

- o Instituer un partage d'information entre les réservataires et les bailleurs sociaux pour faciliter l'atteinte des objectifs de mixité sociale
- o Poursuivre le principe de délégation du contingent métropolitain aux communes dans le cadre d'un conventionnement sur les objectifs à atteindre
- o Appréhender le rééquilibrage territorial à travers une analyse plus complète des fragilités et des critères plus qualitatifs
- o Veiller au maintien de la mixité sociale dans les secteurs dont l'évolution a été identifiée comme pré-occupante par les partenaires

Orientation 2 – Faciliter les parcours résidentiels des ménages prioritaires, des ménages relogés dans le cadre du Renouvellement Urbain et des ménages en situation de mutation

Conformément à la loi Egalité et Citoyenneté et la loi ELAN, l'objectif chiffré suivant est fixé :

- Objectif chiffré n°3 : Les réservataires et les bailleurs sociaux réservent aux ménages prioritaires au moins 25% des attributions réalisées sur leurs contingents propres.

La stratégie pour atteindre cet objectif repose sur les mesures suivantes :

- o Conforter les dispositifs existant actuellement pour la prise en charge des priorités de relogement
- o Formaliser les modalités de labellisation des priorités 4 du PDALHPD et définir des publics spécifiques propres à la CIL
- o Faciliter et promouvoir l'accès au logement des ménages prioritaires, dans le respect de la mixité territoriale
- o Définir des critères de priorité pour les mutations

Orientation 3 – Accompagner la politique d'attribution en travaillant sur l'attractivité du parc et le cadre de vie

Les mesures d'accompagnement de la politique de peuplement viseront à :

- o Mettre en place une stratégie métropolitaine d'accueil et d'information des demandeurs (lien avec le PPGDID)
- o Calibrer au mieux l'offre nouvelle de logements sociaux et réinterroger les modes de production (lien avec le PLH)
- o Améliorer le parc de logements et son environnement dans les secteurs de renouvellement urbain en lien avec le projet de rénovation urbaine des quartiers Mosson et Cévennes à Montpellier en cours d'élaboration
- o Concourir à l'amélioration de la qualité de vie dans le parc social, en lien avec le Contrat de Ville, les actions des bailleurs et ensemble des politiques publiques

La mise en œuvre de ces orientations fera l'objet d'une Convention Intercommunale d'Attribution, qui définira les capacités d'accueil et des conditions d'occupation des immeubles par secteur géographique, les engagements annuels quantifiés et territorialisés d'attribution de logements à réaliser par bailleur social, ainsi que les contributions des réservataires.

En amont, et conformément à l'article L.441-1-5 du Code de la construction et de l'habitation, les orientations adoptées en Conférence Intercommunale du Logement sont soumises pour approbation au Conseil de Métropole et au Préfet de Département.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Document Cadre des orientations de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76611-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Document Cadre CIL 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Logement - Fonds de Solidarité Logement - Convention de participation volontaire d'ENGIE au FSL Métropolitain 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Fond de Solidarité pour le Logement (FSL) s'inscrit dans les dispositions du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) créé par la loi dite « Besson » du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement, et est destiné à aider les personnes et familles en situation de pauvreté et de précarité connaissant des difficultés de logement.

En 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement a été transféré du Département à la Métropole pour ce qui relève de son territoire. Il est désormais placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par le règlement intérieur du FSL, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

Par ce transfert qui est venu enrichir ses compétences en matière d'habitat, la Métropole peut ainsi agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes.

En tant que fournisseur d'énergie, ENGIE contribue annuellement au FSL, de façon volontaire au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution d'ENGIE vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie (que ce soit pour l'Offre de Marché ou Gaz Tarif Réglementé) mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant le montant de ces mêmes factures.

Le financement du FSL est assuré obligatoirement par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par des partenaires volontaires.

Afin de mettre en œuvre cette contribution d'ENGIE, une convention doit être établie et signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie.

Cette convention a pour objet de préciser :

- la nature et les modalités de versement de la contribution d'ENGIE au FSL Métropolitain, pour l'année 2019 concernant les aides aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie, pour un montant de 73 800 €.
- les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à intervenir avec ENGIE,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77704-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention ENGIE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Logement - Construction de 38 logements sociaux situés à Montpellier et Saint Jean de Védas - Attribution de subvention à l'Office Public de l'Habitat ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de trois opérations de construction neuve prenant place sur les communes de Montpellier et de Saint Jean de Védas totalisant 38 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des trois opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Home Inside » 412 Av. Justice de Castelnau Montpellier Zone 2	« Oaky » Rue Gratien Boyer Saint Jean de Védas Zone 2	« Lorcaë » Rue Saint Hilaire Montpellier Zone 2
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Angelotti Promotion EXO 7 Collectifs 668 m ² 10 6 PLUS / 4 PLAI 2T2 - 6T3 - 2T4	Angelotti Promotion Blue Tango Collectifs 1 372 m ² 23 15 PLUS / 8 PLAI 13T2 - 6T3 - 3T4 - 1T5	Pragma Promotion Zatt-n-Sat Collectifs 380,10 m ² 5 3 PLUS / 2 PLAI 3 T3 - 1 T4 - 1 T5
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Participation Montpellier Méditerranée Métropole	1 511 692 € 34 800 € 11 000 € 1 428 892 € 37 000 €	3 102 437 € 69 600 € 11 500 € 2 936 237 € 85 100 €	857 984 € 14 700 € 5 500 € 819 284 € 18 500 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à ACM Habitat de 37 000 € pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Home Inside », avenue Justice de Castelnau à Montpellier ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 85 100 € pour la construction de 23 logements locatifs sociaux, résidence « Oaky », rue Gratien Boyer à Saint Jean de Védas ;
- apporter une subvention à ACM Habitat de 18 500 € pour la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Lorcaë », rue Saint-Hilaire à Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76598-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan de localisation Home Inside
- convention Home Inside
- plan de localisation OAKY
- convention OAKY
- Lorcaee_Conv_Subv_ACM__Lorcaee_Montpellier.docx
- Lorcaee_Localisation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Logement - Construction de 116 logements sociaux sur les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subventions à la SA d'HLM FDI Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de six opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Clapiers, Villeneuve-lès-Maguelone et Montpellier, totalisant 116 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 2 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social et de 5 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des six opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Castella » Rue Jean Vilar Baillargues Zone 3	« Le Théano » ZAC Euréka – lot 19A » Castelnau-le-Lez Zone 2	« Intim'East » Rue Joseph Delteil Clapiers Zone 2
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Terres du Soleil Agence MDR Collectifs 40,90 m² 1 LLS complémentaire 1 PLAI 1 T2	- Sophie Delhay Collectifs 3 759,06 m² 60 LLS 39 PLUS / 21 PLAI 4 T1 – 13 T2 – 36 T3 – 6 T4 – 1 T5	FDI Promotion Jérôme RIO Collectifs 703,60 m² 11 LLS 7 PLUS / 4 PLAI 3 T2 – 5 T3 – 3 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt Action logement Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	91 522 € 7 800 € 2 000 € 59 722 € 0 € 17 000 € 5 000 €	8 661 420 € 163 800 € 120 000 € 6 200 821 € 420 000 € 1 636 799 € 120 000 €	1 564 952 € 31 200 € 11 500 € 1 192 752 € 27 000 € 280 500 € 22 000 €

Opération	« Les Lavandières » Rue Marius Bouladou Villeneuve-lès-Maguelone Zone 3	« Ilot Vergne » Rue Adam de Craponne Montpellier Zone 2	« La Mostra » Rue Georges Denizot Montpellier Zone 2
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	FDI Promotion Julien Blanchard Individuels 155 m² 2 LLS 2 PLUS 2 T3	- Caremoli-Miramond Collectifs 1 514,29 m² 26 LLS 18 PLUS / 8 PLAI 11 T2 - 13 T3 - 2 T4	FDI Promotion SARL Chambon/Lebert Collectifs 942,40 m² 16 LLS 10 PLUS / 6 PLAI 6 T2 – 8 T3 – 2 T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Subvention Commune Prêt CDC Prêt Action logement Fonds propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	328 173 € 0 € 1 000 € 21 500 € 253 672 € 0 € 42 001 € 10 000 €	3 231 881 € 69 600 € 52 000 € 0 € 2 442 281 € 135 000 € 481 000 € 52 000 €	2 047 870 € 46 800 € 17 000 € 0 € 1 687 071 € 81 000 € 183 999 € 32 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à FDI Habitat de 5 000 € pour la réalisation de 1 logement locatif social, résidence « Castella », rue Jean Vilar à Baillargues ;
- apporter une subvention à FDI Habitat de 120 000 € pour la construction de 60 logements locatifs sociaux, résidence « Le Théano », ZAC Euréka lot 19A à Castelnau-le-Lez ;
- apporter une subvention à FDI Habitat de 22 000 € pour la construction de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Intim'East », rue Joseph Delteil à Clapiers ;
- apporter une subvention à FDI Habitat de 10 000 € pour la réalisation de 2 logements locatifs sociaux, résidence « Les Lavandières », Rue Marius Bouladou à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- apporter une subvention à FDI Habitat de 52 000 € pour la réalisation de 26 logements locatifs sociaux, résidence « Ilot Vergne », rue Adam de Craponne à Montpellier ;
- apporter une subvention à FDI Habitat de 32 000 € pour la réalisation de 16 logements locatifs sociaux, résidence « La Mostra », rue Georges Denizot à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76088-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Castella_Loc Format_Castella.pdf
- Théano_Localisation_F.pdf
- Intim East_localisation.pdf
- Lavandière_localisation.pdf
- Ilot Vergne_Localisation.pdf
- La Mostra_Localisation.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Logement - Construction de 72 logements sociaux situés à Castries, Murviel-lès-Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone - Attribution de subvention à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de quatre opérations de construction neuve prenant place sur les communes de Castries, Murviel-lès-Montpellier et Villeneuve-lès-Maguelone totalisant 72 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	Opération « La Taillade » 14, rue de la Taillade à Castries Zone 3	Opération « Le Parc » Impasse de la Pierre Bleue à Castries Zone 3
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Terres du Soleil Sentein-Brinas Collectifs 734 m ² 12 8 PLUS / 4 PLAI 4T2 - 6T3 - 2T4	- Rubio Collectifs 1 255 m ² 20 8 PLUS / 4 PLAI / 8 PLS 8T2 - 8T3 - 4T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt Action logement Fonds Propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	1 556 858 € 31 200 € 12 000 € 1 097 029 € 125 000 € 279 629 € 12 000 €	3 040 152 € 34 800 € 12 000 € 2 448 352 € 125 000 € 408 000 € 12 000 €

Opération	Opération « Les Saliniers » Route de Saint Georges à Murviel-lès-Montpellier Zone 3	Opération « Soleya » 333 Avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone Zone 3
Caractéristiques : Promoteur VEFA Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	Premalis A+ architecture Collectifs 1 962 m² 29 19 PLUS / 10 PLAI 6T2 - 16T3 - 7T4	Icade NBJ Architectes Collectifs 579 m² 11 7 PLUS / 4 PLAI 6T2 - 4T3 - 1T4
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêt Action logement Fonds Propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	4 040 084 € 78 000 € 29 500 € 3 150 591 € 165 000 € 587 993 € 29 000 €	1 231 973 € 31 200 € 11 000 € 954 457 € 88 000 € 136 316 € 11 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 12 000 € pour la réalisation de 12 logements locatifs sociaux, résidence « La Taillade », 14 rue de la Taillade à Castries ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 12 000 € pour la construction de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Le Parc », Impasse de la Pierre Bleue à Castries ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 29 000 € pour la construction de 29 logements locatifs sociaux, résidence « Les Saliniers », Route de Saint Georges à Murviel-lès-Montpellier ;
- apporter une subvention à la SA d'HLM PROMOLOGIS de 11 000 € pour la construction de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Soleya », 333 Avenue de Mireval à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76810-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- localisation "la taillade"
- convention "la taillade"
- plan de localisation le parc
- convention "Le parc"
- plan de localisation "les saliniers"
- localisation "Soleya"
- convention "les saliniers"
- convention soleya

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Logement - Construction de 165 logements sociaux d'insertion - Résidence sociale "La Croix Verte" - 590 rue de la Croix Verte à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'Économie Mixte ADOMA - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'Economie Mixte ADOMA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 165 logements sociaux d'insertion, résidence sociale « la Croix Verte », 590 rue de la Croix Verte à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Linkcity, comprend 165 logements sociaux financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Thomas Landemaine domicilié à Montpellier, le projet est composé de 165 T1' et développe une surface habitable de 3 463m².

ADOMA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % les deux emprunts d'un montant total de 6 308 430 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 3 401 843 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 2 906 587 €.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5217-1 et les articles L. 2252-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	3 401 843 €	2 906 587 €
Durée	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances	annuelle	
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20 %	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Modalité de révision	simple révisabilité	
Taux annuel de progressivité	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction, et de 50 ans pour le prêt PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'économie mixte ADOMA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ADOMA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 100 % ouvre un droit à réservation portant sur 20 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 6 308 430 €, représentant 100 % des deux prêts sollicités par la Société Anonyme d'Economie Mixte ADOMA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 165 logements sociaux d'insertion, résidence sociale « la Croix Verte », 590 rue de la Croix Verte à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Société Anonyme d'Economie Mixte ADOMA, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77110-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- localisation croix verte
- convention croix verte

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Logement - Construction de 22 logements en location-accession - Résidence ' Le Frigoulet ' - Rue de la Billière à Cournonsec - Garantie d'emprunt à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 22 logements en location-accession, résidence « Le Frigoulet », rue de la Billière à Cournonsec. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur STS, comprend 22 logements financés en Prêt Social de Location-Accession (PSLA). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Philippe RUBIO.

ACM Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 3 315 852,00 € qu'il sollicite auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	3 315 852 €
Durée totale du prêt :	5 ans
Périodicité :	trimestrielle
Amortissement :	In fine
Date de versement des fonds :	Sous 3 mois
Conditions financières	Euribor 3 mois + 0.90% (plancher 0.90%)
Base de calcul :	Exact / 360
Conditions de remboursement anticipé :	Possible et gratuit à chaque date d'échéance
Commission d'engagement	0.10% du montant du prêt

Au cas où l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et place, sur simple notification de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 3 315 852,00 €, représentant 100 % du prêt sollicité par ACM Habitat, auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels pour la réalisation de 22 logements en location-accession, résidence « Le Frigoulet », rue de la Billière à Cournonsec ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et ACM Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77123-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Logement - Construction d'un logement social - Résidence ' Embl'M ' - 32 rue des Amaryllis à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), d'un logement social, résidence « Embl'M », rue des Amaryllis à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Crédit Agricole Immobilier, comprend 8 logements, dont un financé en Prêt Locatif Social (PLS) objet de la présente délibération. Le programme est conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain CAREMOLI – MIRAMOND.

Immobilière Méditerranée demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 161 184 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant total de 112 257 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant total de 48 927 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Les caractéristiques financières des prêts consenties par la Caisse des Dépôts et Consignations, charges et conditions du prêt définies dans le contrat n°90358, sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	112 257 €	48 927 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.45%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum	
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%	
Modalité de révision	double révisabilité limitée	
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et de 60 ans pour les prêts PLS foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Immobilière Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par Immobilière Méditerranée est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si Immobilière Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Immobilière Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 120 888 €, représentant 75 % des deux prêts sollicités par la SA d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation d'un logement social, résidence « Embl'M », 32 rue des Amaryllis, à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°90358 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76948-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- plan de situation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Fabrègues - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Arrêt du PLU et bilan de la concertation - Avis du Périmètre délimité des abords (PDA)

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

CONTEXTE :

Par délibération du 26 Septembre 2006, le Conseil Municipal de Fabrègues a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune. Compte-tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015, la compétence PLU a été transférée à la Métropole.

La Commune, par délibération en date du 06 Mars 2018 et conformément à l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, a autorisé, Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure d'élaboration du PLU communal.

Par délibération du 29 Mars 2018, le Conseil de Métropole a décidé d'opter pour un contenu modernisé du PLU de Fabrègues. Cette modernisation du contenu du PLU s'appuie, en très grande partie, sur les outils réglementaires existants. Elle a permis de réinterroger leur contenu et leur forme en vue de faciliter leur utilisation, d'accroître la traduction opérationnelle des règles édictées et de mieux prendre en compte les enjeux contemporains de l'urbanisme.

En outre, l'élaboration du PLU de Fabrègues intègre les nouvelles dispositions juridiques issues des différentes lois intervenues depuis 2006, notamment les lois relatives au Grenelle de l'Environnement et la loi « ALUR ».

La délibération de prescription de l'élaboration du PLU, en 2006, fixe plusieurs objectifs, en particulier :

- Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel, agricole et architectural,
- Assurer le maintien et le développement de l'activité agricole,
- Définir une stratégie de réinvestissement urbain,
- Intégrer le risque d'inondation et d'incendie, encadrer les futurs secteurs à vocation économique et de loisirs,
- Favoriser les modes actifs de déplacements,
- Promouvoir une approche durable de l'urbanisme,

Tout au long de la construction du projet de PLU, la Métropole avec la Commune a tenu des réunions avec les Personnes Publiques Associées, afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat).

PRINCIPAUX ENJEUX DU DIAGNOSTIC

Concernant les enjeux issus de la réalisation du diagnostic territorial, ils peuvent être synthétisés et hiérarchisés comme suit :

a. Le tissu urbain

Un noyau historique « puissant » à renforcer

Le centre-bourg composé du noyau historique et des extensions du 19^{ème} constitue le pôle de vie central de Fabrègues. Il regroupe les principaux commerces et équipements publics. Le cœur historique est identitaire, mais parfois peu fonctionnel. Conforter et renforcer le cœur du village, allant de la circulade jusqu'à la RD613, est un enjeu majeur pour le fonctionnement de la zone urbanisée.

Cette dynamique passe par un réinvestissement prioritaire à proximité du cœur de ville et par la reconquête des espaces publics (voies, parcs, jardins, etc), « ciment » de la ville.

Un linéaire en mutation : la RD 613

La polarité du centre-bourg est secondée par le linéaire commercial et de services de la RD613, qui s'étend du Coulazou à l'ancienne poste. Vecteur d'accès mais aussi de découverte, la RD613 joue un rôle essentiel dans l'image perçue du territoire et dans le fonctionnement du village. Ainsi, il apparaît nécessaire d'effectuer une requalification de l'organisation commerciale de la RD613 ainsi qu'une valorisation de ses espaces publics et de ses dents creuses, afin de l'affirmer comme boulevard urbain, liant le village et les futures extensions Sud.

Une ville scindée en deux entités par le Coulazou :

- un secteur Ouest composé du centre-villageois de Fabrègues et de son pourtour (habitat pavillonnaire et équipements scolaires) ;
- un secteur Est dominé par l'habitat pavillonnaire et les équipements sportifs.

Le Coulazou reste identifié par les populations comme une véritable coupure physique entre les parties Est et Ouest du village. Les efforts engagés pour faire de cette coupure urbaine un nouveau vecteur de continuité physique et ressentie sont à poursuivre.

Une évolution attendue des mobilités avec l'aménagement d'une nouvelle ligne de TCSP

L'arrivée d'une nouvelle ligne de Transport Collectif en Site Propre (TCSP) au sein du territoire fabréguois va initier une dynamique nouvelle en termes de déplacements : en drainant des déplacements automobiles extérieurs, notamment depuis les communes de Courmonterral et de Saussan et en générant de nouveaux déplacements doux au sein de la commune ; mais également en terme de densification urbaine.

Les portes d'accès au tissu urbain fabréguois : structurer les entrées du village

Les premières perceptions de la commune de Fabrègues depuis la RD613 s'opèrent à travers un tissu de zones d'activités : les ZAE des 3 Ponts et des Hauts de Fabrègues à l'entrée Est, et la ZAE des 4 Chemins à l'entrée Ouest. Le franchissement du Coulazou par la RD613 au niveau du Pont Vieux marque un seuil important et symbolique d'entrée véritable dans la ville depuis la RD613 à l'Est. Cette entrée de ville sera affirmée par le projet urbain de La Fabrique.

Les entrées Nord par la RD 185 depuis Courmonterral et la RD 27 depuis Saussan seraient quant à elles à affirmer et à requalifier.

Des interactions insuffisantes entre les différentes polarités identifiées : une trame publique à valoriser

La valorisation de la trame publique est une action participant à un meilleur fonctionnement de la ville, mais aussi à la qualité de son cadre de vie. La qualité des perceptions de l'espace public incitera (ou non) à la marche à pied et aux modes actifs en général, et plus largement à la vie sociale.

Les valorisations à mener sont les suivantes :

- travailler à la « diffusion du Coulazou » au sein du village, notamment améliorer les transparences entre le Coulazou et le centre-ville par un système de coulées vertes ;
- valoriser le réseau d'espaces publics et de places publiques du cœur du village, valoriser la trame publique entre le centre-villageois et la RD613 ;
- reconquérir les espaces publics de la RD613 correspondant à la traversée du village, ainsi que l'entrée Est ;
- développer une véritable trame publique entre le centre et le secteur Ouest, notamment par la revalorisation de l'avenue de la Fontasse, puis par une clarification de la trame du chemin d'Agnac ;
- qualifier les voies, en privilégiant les modes actifs : un traitement adapté aux différentes fonctions des voies sera à apporter ; cette hiérarchie apportera de plus une meilleure lisibilité aux déplacements dans la zone urbanisée.

b. Le paysage et le patrimoine bâti

Les entités paysagères

Afin de préserver le paysage communal et de maintenir l'identité fabrégquoise, les enjeux sont les suivants :

- maintenir le caractère agricole de la plaine, dominé par les espaces cultivés, viticoles et naturels mais soumis à d'importantes pressions urbaines ;
- préserver et renforcer les structures paysagères singulières de la plaine agricole : trame verte, mas et domaines agricoles ;
- qualifier et marquer les limites de la ville.

La trame végétale

La trame végétale joue un rôle majeur sur le territoire communal ; il s'agit donc de :

- préserver, renforcer ou reconstituer les structures végétales caractéristiques des entités paysagères de la commune, révélatrices d'un patrimoine bâti historique ou d'une richesse environnementale.
- valoriser le vallon du Coulazou comme une trame verte urbaine structurante, à même de relier les deux parties de Fabrègues ;
- prolonger la revalorisation du vallon du Coulazou au-delà de la simple traversée de la ville et des barrières physiques de la RD613 et de l'ancienne voie ferrée (avec, par exemple, un réseau de cheminements doux et cycles à connecter aux sentiers de promenade du massif de la Gardiole) ;
- constituer un « tissu naturel et végétal » créant de la ville au même titre que le « tissu urbain »,

Les limites de la ville (zones de contact entre les espaces urbains et les espaces agricoles et naturels)

La limite Nord, agricole, a vocation à jouer le rôle d'une coupure d'urbanisation entre Fabrègues et Saussan. Sur les limites Sud de la ville, il conviendra de préserver l'habitat vis-à-vis des nuisances des grandes infrastructures (A9/LNMP/LHT) et d'assurer l'intégration paysagère des zones d'extension urbaine depuis les points de vue lointains de la Gardiole et de l'autoroute.

Pour la limite Ouest, l'espace agricole situé entre l'urbanisation existante et future (secteur de Pica Novès), espace encore partiellement cultivé, composé de friches et traversé par la ligne haute tension, sera à revaloriser.

Le patrimoine bâti et archéologique

Les éléments recensés du patrimoine communal (éléments bâtis remarquables et vestiges archéologiques) seront à préserver.

c. Les dynamiques socio-économiques

La population

La dynamique socio-économique de Fabrègues est marquée par :

- un ralentissement de la croissance démographique depuis dix ans malgré un léger regain ces dernières années ;
- une population vieillissante : les retraités sont surreprésentés au sein de la commune ;
- une évolution des structures familiales des ménages avec une nette augmentation des familles monoparentales, des ménages d'une personne et une part importante de couples sans enfants.

Dans ce contexte, quel renouvellement de la population peut-on prévoir ? Quelles conséquences en termes de maintien des équipements ? L'arrivée d'une population jeune (avec la réalisation de programmes de logements accessibles) aura des conséquences positives sur la dynamique démographique.

Le logement

La dynamique du logement est marquée par :

- l'augmentation importante de la vacance entre 2009 et 2014, ainsi que des résidences secondaires ;
- la prédominance des maisons unifamiliales ;
- des résidences principales majoritairement tenues en propriétés mais la part des locations a tendance à augmenter ;
- une forte carence en logement locatif social malgré de gros efforts de rattrapage (objectifs du PLH 2013-2018 non atteints).

L'économie

La dynamique économique de Fabrègues est liée à l'importance du tissu d'entreprises (dans les secteurs des services, du commerce/artisanat et de la construction notamment) réparties dans plusieurs zones d'activités qui exercent une réelle attractivité à l'échelle locale ; la requalification des zones « anciennes » est un enjeu fort.

d. L'agriculture et le tourisme

L'agriculture

Pour l'agriculture, les enjeux sont nombreux et dépassent le cadre communal (enjeux métropolitains mis en œuvre dans le cadre du SCoT) sont les suivants :

- préserver les terres agricoles de la plaine et permettre la diversification des cultures (productions alimentaires) ;
- autoriser les constructions nécessaires à l'agriculture mais en veillant à limiter leur impact sur les paysages et sur l'environnement ;
- permettre le changement de destination des bâtiments agricoles de qualité afin de préserver le patrimoine bâti et permettre des compléments d'activités aux exploitants ;
- permettre des projets d'énergies renouvelables sur le territoire à condition qu'ils ne nuisent pas aux perspectives paysagères et à la pérennité des activités agricoles (projets photovoltaïques en toiture de bâtiments uniquement).

Fabrègues possède de nombreux atouts à valoriser dans le cadre de la politique « agroécologie et alimentation » de la Métropole :

- un potentiel diversifié en fonction de la structure du territoire : plaine agricole et cultures diversifiées à vocation alimentaire métropolitaine (mosaïque agricole), garrigues de la Lauze et massif de la Gardiole favorables au pastoralisme et à la diversification ;
- des premières initiatives en agroécologie qui ont été lancées, l'une sur la plaine et l'autre sur les garrigues de La Lauze ;
- le Domaine de Mirabeau, site pilote pour la reconquête de la biodiversité qui accueille la première entreprise viticole d'insertion et vise à installer d'autres porteurs de projets pour redéployer la production alimentaire destinée à la restauration collective de Fabrègues ;
- l'Association Foncière Agricole de la Lauze, pilotée par le CEN et la commune de Fabrègues pour redéployer le pastoralisme sur 365 ha de garrigue dont 160 ha au titre des compensations environnementales ;
- l'extension du réseau AQUADOMITIA et notamment le réseau secondaire et tertiaire sur la commune ;
- la présence de structures agricoles dont des coopératives.

Le développement touristique et des loisirs

Le développement touristique (et des loisirs) est un enjeu pour l'économie locale ; il s'agit de :

- permettre l'évolution des mas agricoles et anciennes demeures existantes de qualité vers de hébergement hôtelier, chambres d'hôtes, gîtes etc., dans une logique de découverte qualitative de la commune, de préservation du patrimoine bâti et de compléments d'activités aux agriculteurs ;
- privilégier les constructions nouvelles pour l'hébergement hôtelier dans les zones urbanisées, à proximité du centre, afin de participer à sa dynamisation, plutôt qu'en périphérie, dans les zones d'activités ;
- préserver et valoriser les paysages de valeur de la commune ainsi que son patrimoine bâti, vecteurs d'attractivité touristique ;
- pérenniser la vocation touristique de la commune et améliorer la qualité des abords et des liens entre les sites touristiques (village-vacances, camping, chambre d'hôtes, golf, centre équestre, etc).

e. L'environnement

Concernant les enjeux issus de l'analyse de l'état initial de l'environnement ils peuvent être synthétisés et hiérarchisés comme suit :

- **La nécessité d'une redéfinition des zones de développement urbain** en vue d'assurer la protection de la fonctionnalité des corridors écologiques et réservoirs de biodiversité : notamment le réservoir du massif de la Gardiole et les transparences écologiques entre la plaine de Fabrègues et la plaine de Courmonterral.
- **La nécessité d'un encadrement du potentiel de construction en zone naturelle et agricole** afin de limiter les impacts sur la fonctionnalité des milieux naturels (définition d'un zonage spécifique pour les réservoirs et corridors).
- **La prise en compte des risques naturels**, en particulier le PPR « inondation » en vigueur, mais également le risque feu de forêt via le maintien d'une interface tampon entre les zones de développement urbain et les espaces forestiers de la Gardiole.
- **La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers** : adaptation du développement urbain aux besoins réels liés à la croissance démographique de la commune afin de préserver au mieux l'armature des espaces naturels et agricoles du territoire, et de préserver les parcelles à fort potentiel agronomique
- **La prise en compte des paysages** dans le choix des sites de développement urbain et dans le traitement de ce développement pour une intégration paysagère optimale.
- **L'intégration des enjeux liés au SDAGE**, via notamment :
 - Des choix urbains qui doivent être cohérents avec les possibilités de raccordements aux différents réseaux de la commune (eau potable et assainissement) ;
 - Une limitation de l'imperméabilisation des sols ;
 - La prise en compte des zones d'expansion des crues et des espaces de fonctionnalité de la trame bleue (zones humides)
- **La prise en compte des risques technologiques**, et notamment les servitudes liées au passage de la canalisation de gaz traversant la commune
- **La préservation du patrimoine bâti d'intérêt**, en particulier celui qui ne fait pas l'objet de mesures de protection (monument historique, etc) et rendu vulnérable aux modifications architecturales.
- **La prise en compte des enjeux liés au changement climatique** : développement des énergies renouvelables, promotion des déplacements doux via notamment des choix d'urbanisation qui doivent être privilégiés à proximité d'espaces desservis par les transports en commun, etc
- **La prise en compte des nuisances** (bruit, etc)

LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES :

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) au débat tel que le prévoit l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal a débattu sur ces orientations le 17 Juillet 2018. Le Conseil de Métropole a débattu le 19 Juillet 2018.

Les orientations du PADD s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en trois défis déclinés en une quinzaine d'orientations.

Défi 1 – Un territoire précieux, un projet acclimaté

- o *Valoriser les motifs paysagers et identitaires de la Commune*
- o *Valoriser les fonctions agricoles*
- o *Protéger les espaces naturels et restaurer les continuités écologiques*
- o *Préserver et valoriser la ressource en eau*
- o *Adapter le développement urbain face aux nuisances et aux risques naturels*

Fabrègues s'inscrit dans le défi d'un territoire précieux, par un projet acclimaté et vise à retrouver un fonctionnement harmonieux ville-nature en intégrant le facteur environnemental, la valorisation des ressources et les risques naturels comme une donnée essentielle d'un développement urbain et humain harmonieux.

Le projet communal vise à préserver et à valoriser les éléments forts du territoire communal comme :

- la vallée du Coulazou (avec le vaste parc urbain qui lui est associée),
- la vaste plaine agricole et nourricière au sein de laquelle un modèle de développement spécifique est préconisé et un grand domaine support potentiel de ferme ressource (Domaine de Mirabeau identifié comme « pôle agro-écologique d'excellence »),
- le massif de la Gardiole, important réservoir de biodiversité offrant un cadre paysager de grande qualité à la commune.

Défi 2 – Un territoire équilibré et efficace

- o *Pérenniser les fonctionnalités et l'identité de Fabrègues au sein de la Plaine Ouest*
- o *Affirmer une centralité urbaine élargie au-delà du cœur historique*
- o *Accompagner qualitativement la densification des quartiers résidentiels récents*
- o *Définir des projets d'extension urbaine qualitatifs*
- o *Favoriser les déplacements avec le cœur de Métropole*
- o *Favoriser les déplacements de proximité*

Au sein du territoire métropolitain, Fabrègues se positionne dans l'*armature urbaine des petites villes et des villages en archipel* identifiée dans le défi « un territoire équilibrée et efficace ». Ce défi consiste à promouvoir un urbanisme privilégiant l'investissement sur les tissus urbains existants ou en cours de formation et des extensions urbaines économes en espace et de préserver les équilibres entre villes et villages.

À travers ce défi, la commune porte le projet d'une requalification urbaine globale (voir le projet de « nouvelle centralité élargie » de part et d'autre de l'ancienne RN113 aujourd'hui avenue Georges Clémenceau) accompagnant un développement urbain structuré renforçant la place du centre.

Défi 3 – Une commune dynamique et attractive

- o Répondre à l'attractivité et au rayonnement métropolitain
- o Proposer une offre de logements accessible et diversifiée
- o Développer et valoriser les activités économiques
- o Maintenir et renforcer l'offre communale en équipements et en services de proximité

À l'image du territoire métropolitain dans lequel elle se situe, Fabrègues est une commune attractive, marquée par une forte dynamique démographique. La commune marque son ambition de répondre efficacement à l'attractivité et au rayonnement de la Métropole en proposant notamment une offre importante et diversifiée en matière de logements et d'activités économiques.

LES SECTEURS DE PROJETS

Les secteurs de projets du PLU de Fabrègues sont au nombre de 5. Ils concernent à la fois des projets liés à des opérations de logements pour assurer les besoins du projet démographique de la Commune, la création de zones d'activités et la réalisation de projets agricoles.

a. Les secteurs de développement en tissu mixte :

Secteur Sud RD613-Fabrique et Garelle :

Accolé au centre la commune, ce site est composé des sites de la Fabrique et de la Garelle, séparés par le chemin de la Chicane. L'ensemble de la zone est situé en continuité de la RD613.

Le secteur représente une surface d'environ 9 hectares répartie entre une partie Nord dite « La Fabrique » et une partie Sud dite « La Garelle » et correspond à un secteur d'extension du SCoT. Ce secteur est très bien desservi par l'axe routier central de la commune, justifiant ainsi de son attractivité en termes de développement urbain.

Ce site est ciblé pour l'extension des espaces urbains, notamment résidentiels. Ces opérations comportant 35% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession abordable) et répondent à la demande en logements dans la commune.

Les grands principes d'aménagement retenus pour l'urbanisation future du secteur sont les suivants :

- **Le traitement paysager de la limite de la ville** ; il s'agit de ménager une transition douce, sous la forme d'une haie bocagère et de plantations d'arbres de haute tige, entre l'urbanisation située en limites Sud et Est et les espaces agricoles environnants ;
- **Le traitement qualitatif des « portes d'entrée » sur la RD613** et des connections entre les nouveaux quartiers Sud et le centre ancien (avec déploiement des modes « doux ») ; les deux carrefours qui desservent le chemin de la Fabrique et le chemin rural vers La Chicane seront aménagés pour bien marquer l'accroche des nouveaux quartiers sur l'avenue Georges Clémenceau et distribuer les circulations ;
- **L'intégration paysagère des ensembles bâtis** ; les ensembles collectifs notamment (de hauteur limitée à R+2+attique maximum) seront implantés avec un recul important par rapport aux voies et « en éventail » afin de ménager d'importants espaces libres végétalisés entre chaque îlot bâti ;
- **La valorisation de la façade commerciale** ; il est prévu de réinvestir l'espace situé au droit du centre commercial avec la création d'un espace public (de type parvis) et d'une nouvelle façade urbaine commerciale.

Secteur Puech Long

Ce site est situé à l'ouest du centre urbain de la commune de Fabrègues. Ce secteur représente une surface d'environ 5 hectares et correspond à un projet d'extension du SCoT. Cette opération comportera 35% de logements locatifs sociaux et 20% de logements en accession abordable et répondent à la demande en logements dans la commune.

Les grands principes d'aménagement retenus pour l'urbanisation future du secteur sont les suivants :

- **Le traitement qualitatif des nouvelles limites de la ville** ; il s'agit d'assurer un traitement paysager des espaces de transition situés en limites Nord et Ouest des nouveaux quartiers. La frange urbaine ainsi créée permettra de gérer les conflits d'usage (entre l'urbain et les espaces agro-naturels), en tenant compte également de la proximité des lignes électriques haute tension, pour la frange Ouest ;
- **L'aménagement de la connexion entre les quartiers Ouest et le centre-ville via le chemin d'Agnac** ; Il prévoit la réalisation d'une voie douce afin de faciliter les déplacements vers le centre-ville de Fabrègues. Le prolongement de cet axe et sa connexion sur le chemin de Pica Novès permettra également de desservir l'Ouest de la commune et le secteur de Launac ;
- **L'aménagement d'un espace public structurant marquant l'entrée du nouveau quartier** ; accessible depuis le chemin d'Agnac, cet espace public central, autour duquel seront implantés les immeubles collectifs, sera le point d'articulation avec le tissu urbain existant.

b. Les secteurs de développement en tissu économique :

Secteur de l'Ecoparc

Ce secteur couvre une superficie d'environ 16 hectares. Le projet consiste à achever la programmation économique de la ZAC du Collège au sein d'un quartier nommé « ÉCOPARC ». Ce secteur est identifié comme « polarité économique d'équilibre » dans laquelle sont prévus un pôle de services et un équipement sportif.

c. Un projet agricole

L'Agro-Ecopôle Mirabeau

Le projet prévoit de réhabiliter les bâtiments existants du domaine pour leur redonner leurs fonctions agricoles initiales ainsi que de réaliser des constructions supplémentaires pour accueillir l'ensemble des activités agricoles souhaitées (viticulture, maraîchage, oléiculture, trufficulture, arboriculture, élevage, transformation (brasserie artisanale).

Il se décompose en trois ensembles distincts reliés par des chemins existants ou à créer ; le « cœur » du projet, autour du domaine existant, accueille les surfaces de stationnement (perméables et naturelles). La bergerie et les serres maraîchères sont positionnées au Nord du domaine,

Le parti d'aménagement retenu pour l'Agro-Ecopôle de Mirabeau exprime une logique d'organisation des activités (et donc des différents éléments du projet) en écosystème.

« L'ensemble des activités et des actifs interagissent entre eux et avec la trame écologique du domaine de Mirabeau. Ils échangent des flux de matière, des flux de connaissances, des flux financiers et ils mutualisent des moyens. (...) »

LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

Parallèlement à l'élaboration du PLU, au regard notamment de la prise en compte du changement climatique et d'améliorer la résilience du territoire, un projet de zonage d'assainissement pluvial a été réalisé sur la base d'une étude conduite par la Commune en 2013, afin de répondre aux enjeux de ruissellement urbain. L'étude s'est déroulée en trois phases pour aboutir à la réalisation d'un zonage et des propositions de prescriptions.

- **Phase 1** : Etat des lieux de l'assainissement pluvial : elle a été consacrée à la collecte des informations existantes concernant le fonctionnement du réseau pluvial et notamment les témoignages des riverains sur le fonctionnement du réseau lors d'événements pluvieux.

Un plan du réseau pluvial a ainsi été établi.

- **Phase 2 : Diagnostic de l'assainissement pluvial :** Sur la base du plan du réseau établi lors de la phase précédente et des levés topographiques, une modélisation du réseau a été réalisée et a permis d'établir les risques de défaillance des différentes branches du réseau, c'est-à-dire les périodes de retour de l'insuffisance du réseau.
- **Phase 3 : Elaboration du zonage pluvial :** Sur la base du diagnostic du réseau ainsi que des enjeux, des prescriptions concernant la gestion des eaux pluviales ont été établies selon deux types de zones

Ce zonage d'assainissement pluvial réalisé sera soumis à enquête publique.

ORGANISATION DE LA CONCERTATION

Par délibération en date du 26 septembre 2006, le Conseil Municipal de Fabrègues a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et défini les modalités de la concertation avec le public.

La délibération susvisée a été affichée pendant un mois sur les panneaux d'annonces publiques de la Mairie. La mention de l'affichage de la délibération a été insérée en caractères apparents dans les annonces légales du *Midi Libre* en date du 19 octobre 2006.

1. Les modalités de la concertation retenues

La concertation a été mise en œuvre et conduite selon les modalités suivantes :

- plusieurs réunions publiques seront organisées pour débattre avec les habitants, les professionnels, les associations, ainsi que toute personne concernée, du contenu des études préalables, du diagnostic, des enjeux et objectifs poursuivis ainsi que des règles,
- une exposition permettant au public de suivre l'évolution du projet sera organisée en mairie aux heures d'ouverture de la mairie,
- un registre destiné à recueillir les observations du public sera mis à disposition en mairie aux heures d'ouverture de la mairie, pendant toute la durée de l'exposition,
- des informations régulières sur l'avancement de l'élaboration du projet seront portées sur le site internet de la Commune,
- les dates de la concertation seront annoncées dans le journal *Midi Libre*, ainsi que sur les supports de communication propres à la Commune (journal municipal, site internet, ...).

2. La mise en œuvre de la concertation

Chacune des modalités de concertation définies par la délibération de 2006 a fait l'objet d'une mise en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration du projet de PLU et notamment aux étapes clé de l'élaboration du PLU.

a. Le registre de concertation

Un registre de concertation coté a été ouvert en Mairie à compter du 19 juillet 2007 pour recueillir les demandes, remarques et suggestions du public. Constituant un vecteur d'expression pour tous, le registre a été mis à disposition sur simple demande à l'accueil de la Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture. L'ensemble des courriers reçus en Mairie a été inséré dans le registre de concertation. Le registre est clos à la date du présent bilan.

Afin de permettre à chacun de s'informer sur le projet de PLU et son évolution, a été mis à disposition en Mairie, en accompagnement du registre de concertation, un dossier comprenant les pièces au fur et à mesure de leur réalisation par les bureaux d'études.

b. Les réunions publiques

La réunion publique est une modalité de concertation qui permet à la fois l'information et l'échange avec la population. La Mairie a ainsi organisé trois réunions publiques au fur et à mesure de l'avancement de l'étude.

- La première réunion publique s'est tenue le 18 juillet 2007. L'objet était de présenter le premier Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les grandes lignes du projet politique et les options d'aménagement retenues. La réunion publique a été annoncée à la population sur le site internet de la Commune et par voie de presse (*Midi Libre* du 18 juillet 2007).
- La deuxième réunion publique s'est tenue le 2 octobre 2018. L'objet était la présentation, après la reprise de l'étude, du diagnostic, de l'état initial de l'environnement et du nouveau PADD. La réunion publique a été annoncée à la population sur le site internet de la Commune et par voie de presse (*Midi Libre* du 24 septembre 2018).
- La troisième réunion publique s'est tenue le 11 janvier 2019. L'objet était la présentation des pièces réglementaires du projet de PLU (Règlement, zonage et OAP). La réunion publique a été annoncée à la population sur le site internet de la Commune et par voie de presse (*Midi Libre* du 6 janvier 2019).

c. L'exposition en mairie

Une exposition destinée à présenter les grandes lignes du PLU a été organisée en Mairie à compter du 24 décembre 2018 et jusqu'à la date du présent bilan, aux jours et heures habituels d'ouverture.

L'objet était de présenter de manière didactique et synthétique, sur 4 panneaux A0 illustrés, le cadre réglementaire de la procédure et ses enjeux, les enjeux issus du diagnostic et de l'état initial de l'environnement ainsi que les orientations générales du nouveau PADD.

d. Les informations dans le bulletin municipal

Tout au long de la procédure, des articles ont été publiés dans le bulletin municipal de Fabrègues pour assurer une bonne information sur l'avancée de la procédure et l'organisation de la concertation afin de susciter la participation de la population.

Ces articles ont été publiés à chaque étape clé de la procédure, tel que listées dans le bilan de la concertation.

La totalité des éditions du journal *FABREGUES INFOS* a été mis en libre accès sur le site internet de la Commune (www.ville-fabregues.fr).

e. Les annonces dans la presse

Afin d'assurer une large diffusion des informations et des étapes clé de la concertation, des annonces ont été régulièrement publiées dans la presse locale telles que listées dans le bilan de la concertation.

3. Le bilan des avis exprimés

Outre l'information du public, la concertation invite aussi les citoyens à s'exprimer. Le registre de concertation et les réunions publiques ont constitué les principaux supports d'expression et d'échanges avec la population.

Le registre de concertation, ouvert dès le 19 juillet 2007 et clôt à la date du présent bilan, a permis de consigner les demandes, remarques et suggestions de la population.

Au total, 15 interventions sont consignées dans le registre, telles que listées dans le bilan de la concertation.

a. Les avis sur les modalités de la concertation

Deux interventions d'un même administré soulignent la nécessité de procéder à une concertation plus ouverte pour que chacun puisse se mobiliser et créer une dynamique participative.

b. Les avis d'ordre général

Le projet de PLU dans ses grandes orientations n'a pas fait l'objet de remarques ni d'oppositions manifestes dans le registre.

Une intervention s'oppose toutefois à l'urbanisation sous forme d'aménagement d'ensemble de la zone de Pica Novès au détriment des propriétaires et de leurs projets.

Les avis d'ordre général relèvent des réflexions et propositions suivantes :

- une intervention pointant des manquements au projet de PLU de 2008, au niveau du diagnostic (éléments du SCoT, du PLH, étude agricole et projets urbains) et en matière d'offre en logements sociaux ;
- trois interventions pour se satisfaire/encourager des outils mobilisés par le PLU dans le sens d'une meilleure protection de l'environnement (Gardiole notamment) et de la nappe phréatique ;
- une intervention proposant des pistes d'aménagement urbain pour une amélioration du fonctionnement urbain : mettre en œuvre le contournement Sud du village pour créer des liens entre les deux parties du village et créer des centres d'activités en relation avec ces liens (aménagement du Coulazou et place de la Mairie) ;
- une intervention pour suggérer une révision du Plan de Prévention des risques d'Inondation (PPRI)

c. Les demandes particulières

Les demandes particulières, au contraire des avis d'ordre général, sont ciblées sur un quartier, une parcelle ou une propriété pour un traitement spécifique par le PLU :

- deux interventions du même administré pour un classement en zone constructible d'une parcelle située en entrée Sud du village ;
- deux interventions du même administré pour un classement en zone constructible (ou autre) du domaine de Launac afin de permettre d'exercer des activités (atelier, ferme pédagogique, hébergement touristique) ; conteste le refus de délivrance de permis de construire (observation hors PLU) ;
- deux interventions pour demander d'autoriser des constructions en R+1 dans l'ancienne ZAC des Campanelles afin de permettre la mise en sécurité des bâtiments comme permis par le règlement du PPRI ;

4. Prise en compte des avis exprimés

Chacune des observations, remarques, propositions et demandes consignées dans le registre a fait l'objet d'une analyse par la Métropole et la Commune, au regard des enjeux et des objectifs du PADD ainsi que du cadre réglementaire applicable au PLU. Elles reçoivent une réponse circonstanciée.

De manière générale, la concertation préalable n'a pas montré d'avis défavorable du public au projet de plan local d'urbanisme dans son ensemble mais plutôt des suggestions ou demandes spécifiques.

Il en résulte un bilan globalement favorable qui conforte la municipalité dans ses choix concernant les orientations générales données au projet de plan local d'urbanisme.

La consultation de la population sur le projet de PLU arrêté se poursuivra dans le cadre d'une prochaine enquête publique.

LE PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS

La loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 (dite « loi LCAP ») a créé une alternative aux actuels rayons de protection de 500 mètres: les Périmètres Délimités des Abords (PDA). Les PDA ont été insérés dans le code du patrimoine, dans le but d'adapter les servitudes de protection aux enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain. En ce sens, ils participent à une meilleure protection du monument historique concerné et des espaces qui participent de son environnement que les rayons de protection de 500 mètres.

Ces PDA obéissent à la même logique que les anciens périmètres de protection adaptés/modifiés en s'affranchissant de la distance de 500 mètres, pour déterminer les secteurs qui contribuent réellement à la mise en valeur du monument historique inscrit ou classé.

Par conséquent, les PDA peuvent être plus restreints ou plus larges que les périmètres de 500 mètres pour s'adapter aux enjeux caractéristiques de chaque secteur concerné.

Par courrier du 5 Juillet 2016, l'Architecte des Bâtiments de France a informé la Commune de Fabrègues de son souhait de création d'un Périmètre Délimité des Abords des monuments historique autour de l'église Saint-Jacques.

Conformément à l'article R621-93 du Code du patrimoine, la Métropole de Montpellier a sollicité la Commune de Fabrègues pour qu'elle se prononce sur ce périmètre.

Par délibération du 17 Juillet 2018, la Commune de Fabrègues a émis un avis favorable au projet de création de ce PDA des abords de l'église inscrite aux Monuments Historiques et a également autorisé la Métropole à achever la procédure parallèlement à la révision du PLU.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan la concertation menée en vue de l'élaboration du PLU de la commune de Fabrègues ;
- arrêter le projet de PLU ;
- dire que la présente délibération ainsi que le projet de PLU seront transmis pour avis aux personnes devant être consultées en application notamment des dispositions de l'article L. 153-16 du Code de l'urbanisme,
- dire que le projet de PLU sera transmis à l'autorité environnementale,
- dire qu'à l'issue de ces consultations, ce projet de PLU sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions de l'article L. 153-19 du Code de l'urbanisme,
- dire que la présente délibération sera affichée pendant une durée d'un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et à la mairie de Fabrègues et que la mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département
- donner un avis favorable à la création d'un Périmètre Délimité des Abords de l'église inscrite au titre des Monuments Historiques.
- soumettre à enquête publique le zonage d'assainissement pluvial
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **29 MARS 2019**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **15 AVR. 2019**

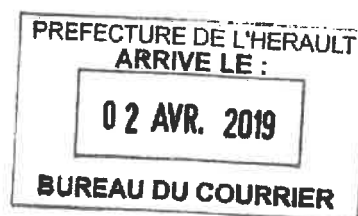
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Dossier PLU Fabrègues



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montaud - Elaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Arrêt du PLU et bilan de la concertation - Avis du Périmètre Des Abords (PDA)

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

CONTEXTE :

Par délibération du 2 octobre 2014, le Conseil Municipal de Montaud a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune. Compte-tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015, la compétence PLU a été transférée à la Métropole.

La Commune, par délibération en date du 22 décembre 2015 et conformément à l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme, a autorisé, Montpellier Méditerranée Métropole à achever cette procédure d'élaboration du PLU communal.

Par délibération du 14 décembre 2016, le Conseil de Métropole a décidé d'opter pour un contenu modernisé du PLU de Montaud. Cette modernisation du contenu du PLU s'appuie, en très grande partie, sur les outils réglementaires existants. Elle a permis de réinterroger leur contenu et leur forme en vue de faciliter leur utilisation, d'accroître la traduction opérationnelle des règles édictées et de mieux prendre en compte les enjeux contemporains de l'urbanisme.

La délibération de prescription de l'élaboration du PLU, en 2014, fixe plusieurs objectifs, en particulier :

- protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel, agricole, paysager et architectural qui constituent les éléments identitaires de Montaud (château de Montlaur, Collines du Serre Rond et du Patus, les puits et fontaines ainsi que les croix communales, etc.) ;
- assurer le maintien et le développement de l'activité agricole ;
- définir, dans un souci d'optimisation des capacités d'évolution des tissus existants, une stratégie de réinvestissement urbain veillant, en particulier, à encadrer efficacement les conditions d'insertion des constructions dans le contexte villageois ;
- intégrer les risques d'inondation, de ruissellement pluvial et d'incendies de forêt dans les choix d'aménagement et de développement communal ;
- encadrer efficacement les futurs secteurs d'extension urbaine, notamment les secteurs dits « les Aspres », « le Plan » et les secteurs Ouest du village, afin de permettre à tous les ménages de se loger, conformément aux dispositions de la loi Grenelle 2, en lien avec les dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale et du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- favoriser le développement des secteurs à vocation économique et de loisirs et déterminer les conditions favorables à la réalisation des équipements nécessaires aux besoins de la population ;
- favoriser les modes actifs de déplacements (vélos et marche à pied en particulier), notamment pour relier les deux parties du village et assurer l'accessibilité aux équipements publics (écoles, plateau sportif...)
- promouvoir une approche durable de l'urbanisme, favorisant notamment la performance énergétique des constructions et la valorisation de sources d'énergies renouvelables, tout en veillant à la qualité des intégrations architecturales et paysagères ;

Tout au long de la construction du projet de PLU, la Métropole avec la Commune a tenu des réunions avec les Personnes Publiques Associées, afin de veiller à la cohérence du projet avec les politiques publiques portées par l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, les Chambres consulaires (Agriculture, Commerce et Industrie et Artisanat).

PRINCIPAUX ENJEUX DU DIAGNOSTIC

Concernant les enjeux issus de la réalisation du diagnostic territorial, ils peuvent être synthétisés et hiérarchisés comme suit :

O Le paysage et le patrimoine :

Le paysage et le patrimoine sont étroitement liés sur le territoire de Montaud. En effet, outre le château de Montlaur protégé au titre des monuments historiques, le patrimoine communal est lié à son paysage agricole et naturel, les points de vue et la qualité des espaces qu'il procure.

Les principaux enjeux paysagers et patrimoniaux se croisent :

- Protéger les vues sur et depuis le château,
- Protéger les vues sur le centre ancien,
- Préserver les diversités de paysages,
- Traiter les franges urbaines et poser des limites urbaines claires,
- Préserver les éléments végétaux structurants, notamment les alignements de bord de route, les pointes végétales dans les zones urbaines (qui permettent d'intégrer les constructions), le caractère végétalisé du relief des Aspres,
- Préserver les premiers plans agricoles qui mettent en valeur le village et le château,
- Mettre en œuvre le Périmètre Délimité des Abords (PDA) du château,
- Préserver le « petit patrimoine ».

O La biodiversité

La commune de Montaud est concernée par plusieurs zonages d'inventaire ou de protection de la faune et la flore. Ces zones à forte valeur écologique couvrent la totalité du territoire communal.

Les enjeux de biodiversité sur le territoire de Montaud sont de préserver les espaces naturels, particulièrement les espaces naturels d'intérêt local (zones humides et milieux associés et garrigues), ne bénéficiant d'aucune mesure de protection réglementaire et de prendre en compte les éléments identifiés de la trame verte et bleue.

O Les risques

Le risque inondation par débordement est défini par le PPRi et est particulièrement présent dans et aux abords du centre ancien. La zone rouge du PPRi sépare le village du quartier des Aspres et impose une coupure d'urbanisation. Le risque inondation par ruissellement complète les parties amont des secteurs touchés par le PPRi. Le risque inondation par ruissellement est identifié sur certains quartiers côté village ancien, et plus ponctuellement sur le secteur des Aspres, autour de la rue du Vallon.

L'aléa feu de forêt est identifié sur les massifs boisés communaux et notamment sur le bois de Montlaur (où se situe le château) et au Nord du village. La partie de la commune la plus concernée par ce risque est sans conteste l'Ouest de la commune, secteur éloigné du village et très peu habité.

O L'agriculture

Les enjeux agricoles sont de :

- Préserver les potentialités de production agricole, notamment sur les terres bénéficiant de l'irrigation (très ponctuellement à l'Est de la commune) et d'un signe de qualité,
- Maintenir la cave coopérative,
- Envisager l'installation d'une aire de lavage/remplissage proches des exploitations,
- Délimiter le plus lisiblement possible la limite entre urbanisation et agriculture, afin de débloquer du foncier à vocation agricole,
- Limiter le mitage.

LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES :

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ont été soumises au débat tel que le prévoit l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal a débattu sur ces orientations le 22 juin 2017. Le Conseil de Métropole a débattu le 28 juin 2017.

Les orientations du PADD s'organisent autour de plusieurs objectifs regroupés en cinq axes déclinés en quinze sous-axes, puis en une cinquantaine d'orientations.

Axe 1 – Fonder le projet sur les éléments naturels

- o Structurer un projet au service de la nature
- o Se prémunir des risques

Axe 2 – Révéler le patrimoine de Montaud

- o Mettre en œuvre le grand paysage et le patrimoine bâti
- o Accompagner le développement touristique
- o Promouvoir les actions et aménagements qualitatifs

Axe 3 – Conforter la vocation agricole de la Commune

- o Préserver les terres agricoles, outil de production
- o Faciliter le fonctionnement des exploitants agricoles

Axe 4 – Encadrer une croissance démographique raisonnée et durable

- o Encadrer une croissance démographique au profit de tous
- o Respecter un usage économe de l'espace
- o Favoriser les initiatives de réduction des consommations énergétiques et d'usage des énergies renouvelables, tout en respectant le paysage

Axe 5 – Conforter la qualité de vie villageoise

- o Structurer les pôles d'équipements et s'appuyant sur le fonctionnement actuel multi-polaire
- o Accompagner le développement des activités économiques
- o Mettre en lien en favorisant les modes de déplacements actifs
- o Poursuivre les initiatives publiques

LES SECTEURS DE PROJETS

Le Plan Local d'Urbanisme de Montaud compte 8 secteurs de projet. Ces derniers concernent à la fois des opérations de logements permettant d'assurer les besoins liés à la croissance démographique de la Commune, un pôle d'équipement et de service et une aire de lavage agricole.

- **L'entrée Sud du village (depuis Saint-Drézéry) :** Les quartiers alentours étant majoritairement composés de maisons pavillonnaires isolées, ce projet permettrait de traiter l'entrée Sud du village, de finaliser l'urbanisation de ce secteur et de traiter l'écoulement des eaux pluviales. Ce nouveau quartier accueillerait 15 à 25 logements.
- **Les Liquettes :** cette extension urbaine permettrait de finaliser l'amorce actuelle du quartier situé Chemin des Genévriers et de réaliser une voirie de bouclage entre cette impasse et la rue du Radabel. Ce nouveau quartier accueillerait 25 à 35 logements.
- **Le Radabel Ouest et le Radabel Est :** Ces deux projets permettraient de finaliser l'urbanisation de la Rue du Radabel en respectant le caractère résidentiel et végétalisé du quartier. Ils permettront, également, de garantir le bon écoulement des eaux pluviales. Ces nouveaux petits quartiers accueilleraient, respectivement, 5 à 10 logements et 6 à 12 logements ;
- **Les Aspres Nord :** tissu pavillonnaire lâche qui présente des potentialités de réinvestissement urbain qu'il conviendrait d'encadrer, afin d'organiser la densification autour d'une voirie faisant le lien entre le village, la Rue des Genévriers et vers le futur quartier des Liquettes et d'insérer soigneusement ces 10 à 15 logements vis-à-vis des habitations voisines tout en respectant le caractère végétalisé du quartier ;
- **Les Aspres Sud :** tissu pavillonnaire lâche qui présente des potentialités de réinvestissement urbain qu'il conviendrait d'encadrer, afin d'organiser la densification autour d'une voirie de bouclage (entre la Rue de Montlaur et le Chemin des Romarins) et d'insérer soigneusement ces 10 à 15 logements vis-à-vis des habitations voisines ;
- **Le parc sportif :** il accueillerait des équipements sportifs de plein air et un commerce multi-service. Son positionnement en lien direct avec les équipements existants et en bordure de la route principale lui procure une accessibilité très aisée à pied comme en voiture. Ce parc sportif permettrait de faire le lien entre les deux entités urbaines du village, scindées par la zone inondable.
- **Une aire de lavage pour les agriculteurs,** sur la zone de prélèvement de l'eau potable, afin de répondre à un besoin collectif et ainsi de réduire les pollutions diffuses ;
- **Le projet de PLU** permet également la création d'une miellerie communale, l'implantation d'une résidence senior et l'extension du cimetière.

LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

En parallèle de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, il s'est agi de réviser le zonage d'assainissement des eaux usées datant de 2008, notamment afin :

- D'ajuster les contours du zonage d'assainissement collectif au projet d'urbanisation prévu par le Plan Local d'Urbanisme et à la situation existante ;
- D'évaluer si la capacité de traitement de la station d'épuration est suffisante pour absorber les effluents supplémentaires programmés au PLU.

Ce zonage d'assainissement des eaux usées sera soumis à enquête publique.

LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL

En parallèle de la procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, la Commune de Montaud a lancé une étude hydraulique globale afin de clairement mettre en évidence le fonctionnement hydraulique sur le territoire communal.

Cette étude est structurée suivant un schéma directeur d'assainissement pluvial qui permettra en outre de :

- Décrire le fonctionnement pluvial existant avec un diagnostic du réseau structurant ;
- Établir des prescriptions relatives aux risques pluviaux dans les zones ouvertes à l'urbanisation dans le cadre du PLU.

Ce zonage d'assainissement pluvial sera soumis à enquête publique.

ORGANISATION DE LA CONCERTATION

Par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil Municipal de Montaud a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et défini les modalités de la concertation avec le public.

La délibération susvisée a été affichée pendant un mois sur les panneaux d'annonces publiques de la mairie. La mention de l'affichage de la délibération a été insérée en caractères apparents dans les annonces légales du *Midi Libre* en novembre 2014.

1. Les modalités de la concertation retenues

La concertation a été mise en œuvre et conduite selon les modalités suivantes :

- mise à disposition d'un recueil d'observations en mairie,
- mise à disposition des éléments d'études en mairie,
- organisation d'une ou plusieurs réunions publiques,
- un ou plusieurs articles dans le journal d'information municipal et sur le site internet de la Commune

2. La mise en œuvre de la concertation

Chacune des modalités de concertation définies par la délibération de 2014 a fait l'objet d'une mise en œuvre tout au long de la procédure d'élaboration du projet de PLU (lors des phases d'études plus particulièrement).

a. Le registre de concertation et éléments d'études mis à disposition

Un registre de concertation coté a été ouvert en Mairie à compter du 18 novembre 2016 pour recueillir les demandes, remarques et suggestions du public. Constituant un vecteur d'expression pour tous, le registre a été mis à disposition sur simple demande à l'accueil de la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture. Le registre est clos à la date du présent bilan.

Afin de permettre à chacun de s'informer sur le projet de PLU et son évolution, a été mis à disposition en mairie, en accompagnement du registre de concertation, un dossier comprenant les projets de pièces du PLU, au fur et à mesure de leur réalisation.

b. Les réunions publiques et information sur le site internet de la commune

La réunion publique est une modalité de concertation qui permet à la fois l'information et l'échange avec la population. La mairie a ainsi organisé trois réunions publiques au fur et à mesure de l'avancement de l'étude.

La première réunion publique s'est tenue le 18 novembre 2016. L'objet était de présenter le diagnostic et les enjeux communaux.

La deuxième réunion publique s'est tenue le 12 mai 2017. L'objet était de présenter le Projet d'Aménagement et de Développements Durables (PADD), les grandes lignes du projet politique et les options d'aménagement retenues.

La troisième réunion publique s'est tenue le 19 juin 2018. L'objet était la présentation des projets d'OAP et de plan de zonage ainsi que les grands principes réglementaires.

Les trois réunions publiques ont été annoncées à la population sur le site internet de la Commune.

c. Les informations dans le bulletin municipal

Tout au long de la procédure, des articles ont été publiés dans le bulletin municipal de Montaud pour assurer une bonne information sur l'avancée de la procédure et l'organisation de la concertation afin de susciter la participation de la population.

Ces articles ont été publiés à chaque étape clé de la procédure tel que listés dans le bilan de la concertation.

d. Les annonces dans la presse

En supplément et afin d'assurer une large diffusion des informations et des étapes clés de la concertation des annonces ont été publiées dans la presse locale, afin d'annoncer les réunions publiques et de rappeler la mise à disposition, en mairie, du registre de concertation et des pièces du Plan Local d'Urbanisme.

3. Le bilan des avis exprimés

Outre l'information du public, la concertation invite aussi les citoyens à s'exprimer. Le registre de concertation et les réunions publiques ont constitué les principaux supports d'expression et d'échanges avec la population.

Concernant les réunions publiques, les questions et remarques exprimées par la population sont restituées dans les comptes-rendu en annexe du bilan de la concertation.

Le registre de concertation, ouvert dès le 18 novembre 2016 et clôt à la date du présent bilan, a permis de consigner les demandes, remarques et suggestions de la population.

Au total, 6 interventions relatives au Plan Local d'Urbanisme sont consignées dans le registre.

o Les avis d'ordre général

Le projet de PLU dans ses grandes orientations n'a pas fait l'objet de remarques d'ordre général ni d'oppositions manifestes dans le registre.

o Les demandes particulières

Les demandes particulières, au contraire des avis d'ordre général, sont ciblées sur un quartier, une parcelle ou une propriété pour un traitement spécifique par le PLU :

- Une observation pour demander d'augmenter la constructibilité et la valeur foncière du terrain de la cave coopérative en zone urbaine (classement et périmètre de la zone, emprise au sol, hauteur).
- Une observation pour demander d'augmenter la constructibilité (emprise au sol, règle de prospect) d'une parcelle en zone urbaine ;
- Une observation pour demander la suppression, sur une parcelle en zone urbaine, d'un emplacement réservé destiné à l'élargissement du Chemin des Romarins ;
- Une observation pour demander la suppression d'une implantation spécifique sur une parcelle en zone urbaine ;
- Une observation pour demander le maintien d'un Espace Boisé Classé (EBC) en zone urbaine ;

4. Prise en compte des avis exprimés

Chacune des observations, remarques, propositions et demandes consignées dans le registre a fait l'objet d'une analyse par la Métropole et la Commune, au regard des enjeux et des objectifs du PADD ainsi que du cadre réglementaire applicable au PLU. Elles reçoivent une réponse circonstanciée au sein du bilan de la concertation.

De manière générale, la concertation préalable n'a pas montré d'avis défavorable du public au projet de plan local d'urbanisme dans son ensemble mais plutôt des suggestions ou demandes spécifiques.

Il en résulte un bilan globalement favorable qui conforte la municipalité dans ses choix concernant les orientations générales données au projet de Plan local d'urbanisme.

La consultation de la population sur le projet de PLU arrêté se poursuivra dans le cadre d'une prochaine enquête publique.

LE PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS

La loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 (dite « loi LCAP ») a créé une alternative aux actuels rayons de protection de 500 mètres : les Périmètres Délimités des Abords (PDA). Les PDA ont été insérés dans le Code du patrimoine, dans le but d'adapter les servitudes de protection aux enjeux patrimoniaux territorialisés et à la réalité du terrain. En ce sens, ils participent à une meilleure protection du monument historique concerné et des espaces qui participent de son environnement que les rayons de protection de 500 mètres.

Ces PDA obéissent à la même logique que les anciens Périmètres de Protection Modifiés (PPM) en s'affranchissant de la distance de 500 mètres, pour déterminer les secteurs qui contribuent réellement à la mise en valeur du monument historique inscrit ou classé.

Par conséquent, les PDA peuvent être plus restreints ou plus larges que les périmètres de 500 mètres pour s'adapter aux enjeux caractéristiques de chaque secteur concerné.

Par courrier du 11 avril 2018, l'Architecte des Bâtiments de France a informé la Commune de Montaud de son souhait de création d'un Périmètre Délimité des Abords des monuments historique autour du Château de Montlaur.

Conformément à l'article R.621-93 du Code du patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Commune de Montaud pour qu'elle se prononce sur ce périmètre.

Par délibération du 29 mai 2018, la Commune de Montaud a émis un avis favorable au projet de création de ce PDA des abords du Château inscrit aux Monuments Historiques.

A l'occasion de cette concertation sur le PLU, le Périmètre Délimité des Abords (PDA), a fait l'objet d'une observation pour demander d'élargir son périmètre. Cette remarque a été transmise à l'Architecte des Bâtiments de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan la concertation menée en vue de l'élaboration du PLU de la Commune de Montaud ;
- arrêter le projet de PLU ;
- dire que la présente délibération ainsi que le projet de PLU seront transmis pour avis aux personnes devant être consultées en application notamment des dispositions de l'article L. 153-16 du Code de l'urbanisme ;
- dire que le projet de PLU sera transmis à l'autorité environnementale ;
- dire qu'à l'issue de ces consultations, ce projet de PLU sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions de l'article L. 153-19 du Code de l'urbanisme ;
- dire que la présente délibération sera affichée pendant une durée d'un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et à la mairie de Montaud et que la mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département ;
- donner un avis favorable sur le projet de Périmètre Délimité des Abords du Château de Montlaur, inscrit au titre des Monuments Historiques ;
- soumettre à enquête publique le zonage d'assainissement des eaux usées ;
- soumettre à enquête publique le zonage d'assainissement pluvial ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **29 MARS 2019**

Pour extrait conforme,
le **Président**



Philippe SAUREL

Publiée le : **12 AVR. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Dossier PLU Montaud.pdf



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Noël SEGURA, Bernard TRAVIER

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC Cambacérès 1bis - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Lors du Conseil de Métropole du 19 juillet 2018, l'opération dénommée *ZAC Cambacérès 1 bis*, située au sud-est de la Ville de Montpellier en limite de la *ZAC Cambacérès 1*, a été engagée. Conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, la délibération correspondante a défini les objectifs poursuivis par l'opération ainsi que les modalités de concertation du public préalables à la création de l'opération d'aménagement d'ensemble.

Portant sur un périmètre de 18 ha, ce projet de ZAC est inclus dans le périmètre de la concession d'aménagement confiée à la SA3M par une délibération du 24 septembre 2013, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) autour de la gare Montpellier Sud de France et son intégration au sein d'une polarité mixte, d'un pôle tertiaire bénéficiant de l'effet vitrine le long des grands axes de déplacement et de l'écosystème innovant *French Tech* engagé par la Métropole.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de *ZAC Cambacérès 1 bis* reprennent pleinement les objectifs généraux énoncés au moment de l'opération d'aménagement d'ensemble tout en les complétant.

Ces objectifs peuvent se résumer comme suit :

- accueillir de grands équipements sportifs métropolitains et assurer leur desserte et les conditions de leur intégration urbaine,
- réaliser et promouvoir un pôle urbain mixte, innovant et support des nouvelles pratiques urbaines autour du sport, du loisir et de la santé,
- créer les articulations nécessaires entre ce nouveau quartier et les quartiers environnants, par l'aménagement d'une « ville intense et mixte » autour de l'ossature structurante constituée par les grands équipements sportifs,
- installer la trame paysagère de la « nature urbaine », préserver et valoriser les paysages remarquables notamment en interface avec le paysage du cours d'eau de la Lironde,
- poursuivre l'intégration des infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés avec la construction de bâtiments venant constituer une « enveloppe urbaine protectrice »,
- mettre en œuvre une approche innovante en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité et le programme « Cité intelligente » avec l'ambition de faire de ce quartier, dans le prolongement de la *ZAC Cambacérès 1*, un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer la ville intelligente, active et solidaire de demain.

Conformément aux modalités arrêtées par la délibération du 19 juillet 2018, la concertation relative à l'engagement de cette opération sous forme de ZAC s'est déroulée selon les modalités suivantes :

- la délibération du 19 juillet 2018 a été affichée au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en Mairie de Montpellier du 3 septembre 2018 au 7 janvier 2019,
- le dossier d'études a été mis à disposition du public à la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture habituels, du 17 septembre 2018 au 9 janvier 2019. Il comprenait la délibération du 19 juillet 2018, un plan de situation, un plan prévisionnel du périmètre de l'opération, une notice explicative des objectifs et enjeux du projet, un registre destiné à recueillir les observations du public,
- une exposition présentant les principaux enjeux de la ZAC a été présentée dans le hall d'accueil de l'hôtel de Métropole du 17 décembre 2018 au 9 janvier 2019,
- une réunion publique de concertation présidée par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole s'est tenue le 14 décembre 2018 à l'hôtel de Métropole (salle Pelloutier),
- un article présentant le projet et annonçant ces modalités de concertation a été publié dans l'édition de décembre du journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole et de celui de la Ville de Montpellier (parus la première semaine de décembre),
- deux annonces présentant le projet et annonçant les modalités de concertation ont été publiées dans les éditions du Midi Libre du 3 décembre et du 12 décembre 2018,

- une rubrique présentant le projet a été créée sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue de cette première étape de concertation, seulement trois observations et/ou remarques ont été portées sur les deux registres mis à disposition du public. Aucun courrier physique ou électronique n'a par ailleurs été reçu dans le cadre de cette concertation.

Lors de la réunion publique du 14 décembre 2018, entre 70 et 80 personnes étaient présentes dans la salle et quatre d'entre elles se sont exprimées. Cette réunion portait aussi sur l'extension de la ligne 1 de tramway jusqu'à la gare Montpellier Sud de France.

De façon synthétique, les observations et remarques formulées sur le projet de ZAC Cambacérès 1 bis portaient sur les points suivants :

- **Voiries et stationnement :**

A ce sujet il est principalement demandé de « limiter la vitesse et prévoir des voies piétonnes et cyclables sur la rue du Mas Rouge et les voies d'accès au futur quartier; de prévoir des axes routiers et des stationnements de capacité suffisante, notamment pour le stade ».

Les principales voies d'accès au quartier seront, d'une part, la rue du Mas de Brousse, requalifiée pour devenir l'axe majeur d'accès à la gare Montpellier Sud de France, avec un ouvrage sur l'A709 élargi et, d'autre part, le mail nord, voie nouvelle qui viendra se connecter à la rue du Mas Rouge et à l'avenue Georges Frêche. Ces axes seront suffisamment dimensionnés afin de gérer le trafic notamment à destination de la gare et du pôle sportif et seront pourvus de voies cyclables protégées.

Les voies internes au quartier seront apaisées (type « zone 30 »), privilégiant les zones de partage afin de limiter la vitesse et de donner une large place aux piétons et aux cycles.

L'offre de stationnement nécessaire au pôle sportif sera rationalisée, en s'appuyant sur une offre propre au stade complétée par une offre mutualisée à l'échelle du quartier (Odysseum, programmes immobiliers tertiaires en façade de l'A9, ...). Le prolongement de la ligne 1 du tramway permettra également de limiter le besoin en stationnement pour cet équipement.

- **Préservation des paysages et de la biodiversité :**

« Quelle préservation des paysages remarquables et de la biodiversité notamment les vignes présentes le long de la rue du Mas Rouge ? »

L'aménagement du quartier s'insère dans un environnement paysager et patrimonial marqué par un maillage de Mas et Domaines dans leurs écrans paysagers, qui seront préservés et mis en valeur : le Mas de Brousse et son parc seront requalifiés, le Château de la Mogère, classé monument historique et mis en valeur au sein d'un nouveau parc paysager de 30 ha, le Domaine de Comolet, le Domaine de Beauregard, mais aussi le Mas de Gallières et ses boisements préservés le long de la rue du Mas Rouge et le Mas Rouge.

Les vignes présentes le long de la rue du Mas Rouge ne présentent pas de qualité particulière ni de protection. Elles feront l'objet d'une compensation auprès de la filière agricole, à définir avec les services de l'Etat. En revanche, les vignes classées AOC (Appellation d'Origine Contrôlée) présentes autour du Domaine de Comolet sont préservées.

- **Inondabilité du quartier et des quartiers existants à l'aval :**

La ZAC Cambacérès 1 et son dispositif de gestion des eaux pluviales ont fait l'objet d'une autorisation formelle des services de l'Etat dans la mesure où il a été démontré que le volume de rétention aménagé dans le Parc de la Mogère assurera la protection du futur quartier contre les inondations. Il permettra en outre de réduire les risques de débordements du cours d'eau du Nègue Cats à l'aval. La ZAC Cambacérès 1bis fera elle aussi l'objet de dispositifs de rétentions hydrauliques paysagers.

- Le quartier prévu « n'est-il pas trop dense » ?

L'objectif est, au contraire, de faire la part belle aux espaces publics généreux : de larges voies de circulation seront ainsi dégagées, ainsi que des espaces publics confortables affectés aux piétons et aux cycles. De vastes espaces de rétentions hydrauliques seront également traités pour constituer des parcs paysagers.

- Pollution et nuisances sonores liées aux infrastructures :

A l'instar de la ZAC Cambacérès 1, la protection du nouveau quartier par rapport aux nuisances liées aux infrastructures reposera notamment sur la construction d'immeubles tertiaires continus venant constituer un linéaire-écran le long des infrastructures et seront conçus pour limiter la propagation des ondes sonores et des particules fines.

Il est précisé que plusieurs remarques ne concernent pas directement le projet Cambacérès faisant l'objet de la concertation, mais font essentiellement le constat général des impacts sonores et sur le paysage des infrastructures adjacentes au quartier Cambacérès, notamment l'A9 déplacée, le contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier et la gare Montpellier Sud de France.

Une question relative à l'opportunité d'un nouveau stade a également été soulevée. La création de cet équipement ne fait pas l'objet de la présente concertation : des procédures spécifiques de concertation et d'information du public seront engagées au sujet de cet équipement en temps utile.

Enfin, une remarque lors de la réunion portait sur l'extension de la ligne 1 de tramway : cette remarque est très favorable à son prolongement tel que cela est prévu.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan doit être arrêté par délibération du Conseil de Métropole. Il apparaît que la concertation organisée sur le projet Cambacérès 1bis n'a fait l'objet que d'une mobilisation relative malgré le dispositif d'information et d'annonce mis en place par la Métropole. Le projet de création de ZAC Cambacérès 1 bis n'a pas suscité d'opposition de la part du public.

Le périmètre retenu *in fine* représente une superficie de 18 ha. Le programme prévisionnel affiné au cours de la phase de concertation qui vient d'être menée prévoit :

- un stade de football d'environ 25 à 30 000 places,
- une salle couverte d'environ 4 000 à 6 000 places devant accueillir la pratique, y compris en compétition, du handball et du basket,
- 1 000 à 1 500 m² de SDP de logements diversifiés (libres, abordables, sociaux, étudiants),
- environ 80 000 m² de SDP de locaux tertiaires,
- des services, commerces et équipements de proximité en lien avec le quartier et le stade.

Conformément aux articles L.112-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale Languedoc Roussillon doit être sollicitée sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la concertation, incluant l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, sera ensuite soumis à la participation du public par voie électronique.

Il est proposé de retenir les modalités suivantes pour cette procédure spécifique :

- Publication, 15 jours avant le démarrage, d'un avis :
 - o dans la presse locale,
 - o sur le site internet de la Métropole
 - o par affichage au siège de la Métropole et à la Mairie de Montpellier.

Cet avis annoncera les dates et modalités de mise à disposition du dossier et de participation du public, dont le déroulement sera le suivant :

- mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Métropole, pendant une durée de 30 jours,
- mise en place d'une adresse électronique destinée à recueillir les avis du public pendant cette durée de 30 jours,
- mise à disposition, à l'accueil de la Métropole, d'un dossier papier et d'un registre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan de concertation préalable à la création de la *Zone d'Aménagement Concerté Cambacérès I bis* sur la commune de Montpellier, tel que présenté dans la présente délibération et dans son annexe,
- engager la participation du public par voie électronique selon les modalités définies ci-avant conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 11 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76252-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- compte rendu de la réunion publique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Noël SEGURA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Projet de ZAC Extension Hippocrate - Bilan de la concertation - Modalités de participation du public par voie électronique - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-379 du 19 juillet 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a fixé les objectifs et les modalités de concertation pour la création d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) sur le secteur Extension Hippocrate, conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme.

Ce secteur compte environ 7,4 hectares et il est encadré par :

- l'avenue Nina Simone au nord,
- la rue du Mas de Barlet à l'ouest,
- l'A709 au sud,
- la route de Vauguières à l'est.

Il est classé au PLU en partie en zone AU0-2, secteur d'urbanisation future, et en partie en 3AU, dite zone « de hameau » à constructibilité très limitée. Il est occupé aujourd'hui par quelques habitations et des friches, dont certaines sont propriétés de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'environnement de ce secteur est en pleine évolution. Il bénéficie d'ores et déjà de la réalisation de la ZAC Hippocrate, quasiment achevée, de l'avenue Nina Simone, du déplacement de l'autoroute A9 mis en service en 2017, permettant à terme la transformation de l'actuelle plate-forme de l'A709 en boulevard urbain, et de la création de la gare Montpellier Sud de France au sud de cette infrastructure. Il est rejoint par l'urbanisation des différents quartiers de Port Marianne, dont le développement se poursuit désormais le long de l'avenue Nina Simone (Parc Marianne, République) mais aussi par l'engagement du quartier Cambacérès au sud de l'A709. Le prolongement de la ligne 1 de tramway viendra border ce secteur sur son côté est pour desservir le lycée Pierre Mendès France tout proche et la gare nouvelle.

Ainsi, ces évolutions majeures apportent à ce secteur un contexte urbain de plus en plus prononcé, qu'il convient de prendre en compte pour lui offrir des perspectives d'évolution en harmonie avec son environnement. Pour ce faire, la ZAC est l'outil le mieux adapté pour maîtriser sa programmation et son aménagement urbains futurs. Cette nouvelle ZAC prendra la dénomination « Extension Hippocrate ».

L'excellente desserte de ce secteur par les avenues structurantes de Port Marianne, mais aussi la proximité de la ligne 1 de tramway prolongée, en font un lieu privilégié pour répondre aux nombreuses demandes d'activités nécessitant une façade sur rue, la proximité de services urbains et un environnement de qualité.

Toutefois, il convient d'immerger ces activités au sein d'un quartier urbain doté d'une mixité fonctionnelle qui réponde à la demande des entreprises désireuses de s'implanter en ville.

Aussi, la vocation de ce secteur est celle d'un quartier mixant activités et habitat, structuré sur l'avenue Nina Simone et l'A709, axes fédérateurs le long desquels pourront se développer des établissements apportant une plus-value à cette partie de la ville, tant par la complémentarité des services offerts, notamment avec le secteur médical, que par la qualité de l'architecture et des perspectives urbaines.

Sa programmation devra prendre en compte celle des quartiers voisins, Hippocrate, République, Parc Marianne, Cambacérès, ainsi que la proximité d'Odysseum et de la gare Montpellier Sud de France.

Il est rappelé que les objectifs proposés pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- structurer les façades de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas de Barlet en cohérence avec les secteurs mitoyens de Parc Marianne, République et Hippocrate notamment, qui bordent l'avenue Nina Simone jusqu'à l'avenue Raymond Dugrand ;
- permettre l'implantation de logements et d'activités afin de pouvoir mixer les usages et tenir la cohérence des volumétries sur l'avenue Nina Simone et la rue du Mas de Barlet au travers des différentes ZAC ;
- offrir une mixité programmatique activités, logements, tenant compte des effets de façades et de visibilité depuis la future ligne de tramway 1 (prolongement), la route de Vauguières et l'A709, mais aussi de la proximité des pôles d'activités que sont Odysseum et la clinique du Millénaire ;

- définir des affectations et des volumétries adaptées en lien avec les habitations existantes, afin de les intégrer harmonieusement. Il est précisé que les maisons habitées sur le site seront préservées et intégrées au projet afin qu'elles puissent muter progressivement, si les propriétaires le souhaitent.

Environ 550 logements et 30 000 m² de surfaces d'activités tertiaires sont envisagés.

L'article L.103-2 du Code de l'urbanisme précité dispose notamment que doivent être associés, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Conformément aux modalités de concertation adoptées par la délibération n°M2018-379 du 19 juillet 2018, la concertation s'est déroulée de la façon suivante :

- la délibération n°M2018-379 du 19 juillet 2018 a été affichée au siège de la Métropole (50, place Zeus à Montpellier) et en mairie de Montpellier du 03 septembre 2018 au 18 janvier 2019 ;

- un article présentant le projet et rappelant les modalités de concertation a été publié dans l'édition de janvier du journal d'information de Montpellier Méditerranée Métropole et dans celui de la Ville de Montpellier, parus la première semaine de janvier ;

- une réunion publique de concertation, présentée par Madame Chantal Marion, Vice-Présidente déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine, a eu lieu le 17 janvier 2019 en salle Pelloutier (siège de la Métropole), pour présenter le projet. Une vingtaine de personnes étaient présentes lors de cette réunion publique. Madame Marion a présenté le contexte urbain, les contraintes et atouts du site, les objectifs d'aménagement et la programmation envisagés. A l'issue de cette présentation, le public n'a formulé aucune question ;

- un dossier de concertation a été mis à disposition du public à la mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture habituels, du 03 septembre 2018 au 18 janvier 2019. Il comprenait :

- . la délibération du 19 juillet 2018,
- . un plan de situation,
- . un plan prévisionnel du périmètre de l'opération,
- . une notice explicative des objectifs et enjeux du projet,
- . un registre destiné à recueillir les observations du public.

Aucune remarque ou question n'a été portée aux deux registres mis à disposition.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan doit être arrêté par délibération du Conseil de Métropole. Il apparaît que la concertation organisée sur le dossier d'Extension Hippocrate n'a fait l'objet que d'une mobilisation relative malgré le dispositif d'information et d'annonce mis en place par la Métropole. Le projet de création de ZAC Extension Hippocrate n'a pas suscité d'opposition de la part du public.

Conformément aux articles L.112-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale Languedoc Roussillon doit être sollicité sur l'étude d'impact du projet de création de la ZAC.

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la concertation, incluant l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, sera ensuite soumis à la participation du public par voie électronique.

Pour ce faire, il est proposé de retenir les modalités suivantes : publication, 15 jours avant le démarrage, d'un avis :

- o dans la presse locale,
- o sur le site internet de la Métropole
- o par affichage au siège de la Mairie de Montpellier,

Cet avis annoncera les dates et modalités de mise à disposition du dossier et de participation du public :

- o Mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Métropole, pendant une durée de 30 jours,
- o Mise en place d'une adresse électronique destinée à recueillir les avis du public pendant cette durée de 30 jours,
- o Mise à disposition à l'accueil de la Métropole d'un dossier papier et d'un registre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan de concertation préalable à la création de la Zone d'Aménagement Concerté Extension Hippocrate sur la commune de Montpellier,
- engager la participation du public par voie électronique selon les modalités définies ci-avant conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76311-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Noël SEGURA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SERM - Quartier Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension - Avenue de la Mer - Plaine du Mas de Carbonnier à Montpellier - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne à Montpellier, le Conseil Municipal a approuvé en juillet 2005 la signature avec la Société d'Aménagement de la Région de Montpellier (SERM) d'une convention publique d'aménagement dénommée « Quartier Port Marianne – Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier », devenue depuis concession d'aménagement, en vue de l'aménagement d'un territoire d'une superficie d'environ 40 hectares, étendue en 2011 puis 2018 jusqu'à 51 hectares, pour y réaliser plusieurs secteurs à vocation principale d'habitation, en mixité avec des activités de commerces, de services et de bureaux, ainsi que des équipements publics.

Les objectifs principaux retenus pour ce projet sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le parc Georges Charpak (environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services) ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'avenue Nina Simone, la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9 (devenue A709), dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier (environ 500 logements) ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, afin d'accueillir des bureaux et logements ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'avenue Joan Miró, destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1^{er} degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand et aménager les voiries structurantes (avenue Nina Simone et avenue Joan Miró).

En 2017, l'engagement d'un dialogue compétitif pour la désignation d'un architecte urbaniste coordonnateur sur le secteur de la Baume, dans le but d'engager une opération d'aménagement sous forme de ZAC, ainsi que les études d'urbanisation du secteur Mas de Combelle situé au sein de la concession et dont les équipements publics induits devraient être financés dans le cadre de Projets Urbains Partenariaux, ont permis d'intégrer ces deux opérations au bilan de la concession.

En 2018, l'aménageur SERM a également vu ses missions évoluer afin de pouvoir établir des Projets Urbains Partenariaux (PUP) ou tout autre financement alternatif des équipements publics sur les secteurs de la concession non couverts par une ZAC.

Les opérations d'aménagement mises en œuvre au sein de la concession ont notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics, ou l'adaptation de ceux existants, aux futurs besoins des habitants.

Un certain nombre de ces équipements sont aujourd'hui de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...).

Or, le caractère complexe d'une telle opération d'aménagement urbain, ainsi que l'imbrication de projets urbains partenariaux avec les autres actions de la concession d'aménagement, dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, incitent à effectuer la programmation et la réalisation de ces équipements de la façon la plus intégrée possible.

Conformément à la loi relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique dite loi MOP, lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

Au vu de ces éléments, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier proposent que ce soit la Ville, dans le cadre de la concession Port Marianne – Parc Marianne, qui réalise la totalité des équipements nécessaires à l'aménagement des opérations développées au sein de cette concession. De ce fait, la Ville de Montpellier se verra transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de la Métropole.

Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera, à l'intérieur de la concession d'aménagement en vigueur, aux équipements suivants :

- Equipements de voiries et réseaux réalisés dans le cadre de la concession d'aménagement, notamment les avenues Raymond Dugrand, Nina Simone, Mondial 98, Joan Miro ;
- Equipements à réaliser au titre de conventions de Projets Urbains partenariaux (PUP), ou situés dans le périmètre de secteurs de PUP approuvés par la Métropole.

Le montant prévisionnel des travaux nécessaires à la réalisation desdits équipements publics, hors ingénierie et frais sur travaux y compris les travaux préparatoires et préliminaires, les raccordements aux réseaux extérieurs et le phasage des réalisations est estimé à 36 846 579 € HT (valeur octobre 2018).

Le coût de l'ensemble des opérations sera financé par la Ville de Montpellier ou son aménageur, dans le cadre de la concession d'aménagement.

Concernant les projets hors ZAC, les parties conviennent de prévoir par la suite l'établissement de PUP tripartites entre la Métropole, le constructeur et l'aménageur portant engagement précis sur les équipements à réaliser et le montant de la participation attendue. Le principe de perception directe des recettes de PUP par l'aménageur y sera réaffirmé.

Les conditions de remise des ouvrages à la Métropole après réception des travaux sont précisées dans la convention.

Le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage sera conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par résiliation de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics des opérations menées au sein de la concession d'aménagement Port Marianne – Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer, plaine du Mas de Carbonnier conduite par la Ville de Montpellier et son aménageur la SERM, telles que précisées ci-dessus et dans le projet de convention ;
- approuver les termes de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76539-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention
- annexe au projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Noël SEGURA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Dame Jeanne - Ozone Habitat - Commune de Saint Geniès des Mourgues - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini notamment aux articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R. 332-25-1 à R. 332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé au Nord du cœur historique de la Commune de Saint Geniès des Mourgues, sur une parcelle concomitante à la cave coopérative de vinification et est classée en zone UD et en secteur UD1 du PLU.

Cette zone est composée d'une urbanisation mixte où habitat et activités se côtoient.

La société « OZONE HABITAT » va déposer sur ce secteur une Déclaration Préalable « divisions » (DP « divisions ») sur une unité foncière de 2 048 m² sur la parcelle cadastrée AP 48, dont 79 m² rétrocédés à la Métropole, soit une surface finale de 1 969 m². Le projet, qui se situe dans la rue d'Encornet, consiste en la création de 3 lots avec le maintien du bâti existant (4 lots au total).

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « OZONE HABITAT » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Ces équipements publics sont les suivants :

- une participation à l'aménagement de la voirie,
- une participation aux travaux de superstructure incluant une participation à l'agrandissement de l'école primaire et une participation à l'agrandissement de l'école maternelle,
- l'acquisition d'une partie du foncier à hauteur de 79 m² pour permettre la réalisation des travaux d'aménagement de la voirie.

La convention de Projet Urbain Partenarial ne peut mettre à la charge des aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant prévisionnel du coût total HT des équipements publics s'élève à **119 162 € HT**.

Nbr de logts	3	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût H.T
		Participation aux Equipements Publics communaux de superstructure : agrandissement école primaire (4096 euros) et école maternelle (3912 euros)	8 008 €
		Foncier (79 m²)	3 950 €
		Voirie Impasse des écoles	36 041 €
		Voirie rue d'Encornet	57 937 €
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME	105 936 €
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME + MOA conduite PUP 5%	119 162 €

La part mis à la charge de l'aménageur représente un montant prévisionnel de **47 068 € HT**.

La répartition des coûts est la suivante :

- les travaux d'aménagement de la voirie Impasse des écoles sont pris en charge à 28 % par le pétitionnaire privé et les travaux de la Rue d'Encornet sont pris en charge à 50 % par le pétitionnaire privé.
- Une participation à l'extension de l'école primaire ainsi qu'une participation à l'extension de l'école maternelle calculées sur la base d'un montant forfaitaire au logement.

Une contribution foncière est prévue dans le cadre de cette convention de PUP. En effet, La société « OZONE HABITAT » s'engage à apporter en paiement le terrain non bâti ci-après :

- 79 m² détachés de la parcelle cadastrées AP 48 le long de la rue d'Encornet pour permettre la réalisation des travaux publics d'aménagement de la voirie d'accès aux futurs lots.

Cette contribution foncière est évaluée à hauteur de **3 950 € HT** par France Domaine et sera déduite de la participation numéraire de la société « OZONE HABITAT ».

Nbr de logts	3	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût H.T	A la charge de Ozone Habitat (H.T.)		Part publique (H.T.)	
				Participation foncière	Participation numéraire		
		Participation aux Equipements Publics communaux de superstructure : agrandissement école primaire (4096 euros) et école maternelle (3912 euros)	8 008 €		100%	8 008 €	
		Foncier (79 m²)	3 950 €	3 950 €	-	3 950 €	
		Voirie Impasse des écoles	36 041 €		28%	10 092 €	22% 7 929 €
		Voirie rue d'Encornet	57 937 €		50%	28 968 €	
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME	105 936 €	3 950 €		43 118 €	7 929 €
		TOTAL GENERAL DU PROGRAMME + MOA conduite PUP 5%	119 162 €			43 118 €	5% 13 226 €

Ce PUP propose donc de mettre à la charge de la société « OZONE HABITAT » la réalisation d'une part des aménagements qui s'élève à **47 068 € HT**, dont **43 118 € HT de participation numéraire** et **3 950 € HT de participation foncière**.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « OZONE HABITAT » et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière. Le périmètre du projet urbain partenarial est fixé pour une durée maximale de quinze ans et correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet urbain partenarial. Il exonère cette parcelle de taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée maximale de cinq ans.

Une quote-part de cette participation, soit **8 008 € HT.**, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Saint Génies des Mourgues pour les travaux relevant de sa compétence. Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du Projet Urbain Partenarial ;
- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « OZONE HABITAT » et notamment le montant de participation de la société au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 5 années ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal – chapitre 908 - de la Métropole ;
- approuver le projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Génies des Mourgues dans le cadre de la convention de PUP « Dame Jeanne » susvisée,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mars 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79475-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/03/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan et perimetre de PUP
- projet de convention initiale de PUP
- projet de convention de reversement au profit de la commune

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT, Noël SEGURA

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Villa Laurent - SCI Urban Stone-Kalelithos - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini notamment aux articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R. 332-25-1 à R. 332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le secteur d'implantation de la future opération est situé au nord du cœur historique de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et est classé en zone UA du PLU pour la parcelle AM43 et en zone UDa du PLU pour la parcelle AM42. Ce secteur est composé d'un tissu bâti assez dense et continu où l'habitat, les activités et services se côtoient.

La Société « SCI URBAN STONE - KALELITHOS » a déposé sur ce secteur une demande de permis de construire le 30 janvier 2019 en mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, sur une unité foncière de 1551 m², concernant les parcelles cadastrées AM 42 et 43. Le projet, qui se situe au 82 Chemin de la Mosson, consiste en la réalisation de 22 logements collectifs dont 7 logements sociaux, du RDC au R+1 + R+2 partiel. Il comprend la réalisation d'un sous-sol de 36 places de stationnement en R-1.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « SCI URBAN STONE - KALELITHOS » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Ces équipements publics sont les suivants :

- Une participation à l'aménagement de la voirie,
- L'installation d'un poteau incendie,
- Le renforcement du réseau Enedis,
- Une participation aux travaux de superstructure.

La convention de Projet Urbain Partenarial ne peut mettre à la charge des aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant prévisionnel du coût total HT des équipements publics s'élève à **86 742 € HT**.

Nbr de logts	22	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût H.T.
		Participation aux Equipements Publics communaux (superstructure)	24 506 €
		Renforcement réseau Enedis	41 236 €
		Défense incendie	9 000 €
		Voirie chemin de la Mosson	12 000 €
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME			86 742 €

La part mis à la charge de l'aménageur représente un montant prévisionnel de **69 647 € HT**.

La répartition des coûts est la suivante :

- les travaux d'aménagement de voirie sont pris en charge à 95% par les pétitionnaires privés et à 5% par la Métropole, car la viabilisation du Chemin de la Mosson est nécessaire pour la mise en sécurité de l'accès de l'opération sur cette voie ;
- la création d'un poteau incendie est pris en charge à 100% par l'aménageur dans la mesure où son dimensionnement est nécessaire pour répondre à la sécurité au sein du périmètre du PUP ;
- une participation à la création de salles d'activités et équipements sportifs ainsi qu'une participation au nombre de place en crèche que l'apport de population de l'opération engendre ;
- le renforcement du réseau Enedis est pris en charge à 40% par Enedis, le solde de 60% étant mis à la charge de l'aménageur dans la mesure où l'extension répond uniquement aux besoins de l'opération.

Nbr de logts	22	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût H.T	A la charge de Urban Stone - Kalelithos (H.T)		PART PUBLIQUE (H.T)	
		Participation aux Equipements Publics communaux (superstructure) : Places en crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant des travaux est évalué à 1 650 000 € soit 19 215 € à la charge du constructeur. Participation à la création de nouvelles salles d'activités et équipements sportifs pour un montant de 1 600 000 € représentant 5 291 € à la charge du constructeur.	24 506 €	100%	24 506 €	0%	0 €
		Renforcement réseau Enedis (pris en charge à 40% par Enedis)	41 236 €	60%	24 741 €	0%	0 €
		Défense incendie	9 000 €	100%	9 000 €	0%	0 €
		Voirie chemin de la Mosson	12 000 €	95%	11 400 €	5%	600 €
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME			86 742 €		69 647 €		600 €

Aucune contribution foncière n'est prévue dans le cadre de cette convention de PUP.

Ce PUP propose donc de mettre à la charge de la société « SCI URBAN STONE - KALELITHOS » la réalisation d'une part des aménagements qui s'élève à **69 647 € HT**.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCI URBAN STONE - KALELITHOS » et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière. Le périmètre du projet urbain partenarial correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet urbain partenarial et exonère cette parcelle de taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée maximale de cinq ans.

Une quote-part de cette participation, soit **24 506 € HT**, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour les travaux relevant de sa compétence. Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du Projet Urbain Partenarial ;
- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCI URBAN STONE - KALELITHOS » et notamment le montant de participation de la société au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 5 années ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 908 ;
- approuver le projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et Villeneuve-lès-Maguelone dans le cadre de la convention de PUP « Villa Laurent » susvisée ;
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78695-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe 1 plan de localisation et périmètre PUP
- Convention de reversement au profit de la commune
- Projet de convention initiale de PUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Violettes et Geraniums - Linkcity - SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON - Commune de Castelnau-le-Lez - Convention de PUP - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L. 332-11-13 et L. 332-11-14 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R. 332-25-1 à R. 332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut également être intégrée à cette participation.

La société SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON d'une part, est titulaire d'une promesse de vente sur le territoire de Castelnau-le-Lez des parcelles cadastrées AR2 et AR3 pour une superficie totale 2015m², sur laquelle elle envisage de réaliser une opération de construction.

L'opération consiste en la création d'une résidence de 42 logements collectifs, dont 30 logements locatifs intermédiaires et 12 logements locatifs sociaux.

Cette opération est enregistrée sous le permis de construire n°PC03405718M014 déposée en mairie en date du 14 décembre 2018.

La société LINKCITY d'autre part, est titulaire d'une promesse de vente sur le territoire de Castelnau-le-Lez des parcelles cadastrées AS 0255, AS0256, AS0257, AS0258, AS0259, AS0260, AS0261, AS0262, AS033, AS034, AS035, AS036, pour une superficie totale de 2 614m², sur laquelle elle envisage de réaliser une opération de construction.

L'opération consiste en la création d'une résidence de 88 logements.

Cette opération est enregistrée sous le permis de construire n°03405718M0110 déposée en mairie en date du 04 décembre 2018.

Il apparaît que ces opérations, rendent nécessaire un certain nombre d'équipements publics, qui sont les suivants :

- l'extension des réseaux ENEDIS, GDF et Orange ;
- l'extension des réseaux AEP (alimentation en eau potable) et EU (eaux usées) ;
- l'enfouissement des réseaux aériens existants Enedis et Orange ;
- l'extension du réseau d'eau pluvial (EP) ;
- l'aménagement de la voirie impasse des violettes et des géraniums ;
- l'aménagement de la parcelle AS 292 en zone de stationnement avec aménagement paysager ;
- le remplacement de l'éclairage public existant et complément ;
- la mise en place de la signalisation horizontale et verticale.

Nature		Cout total du programme de travaux
Aménagement voirie	L'aménagement de la voirie impasse des violettes et des géraniums	242 906 €
Aménagement parcelle AS 292	L'aménagement de la parcelle AS 292 en zone de stationnement avec aménagement paysager	90 600 €
Etudes préalables aux travaux		9 000 €
Travaux préparatoires		34 500 €
Extension Enedis, GDF, Orange		53 141 €
Extension AEP & EU	extension des réseaux AEP et EU	194 455 €
Enfouissement Enedis & Orange	L'enfouissement des réseaux aériens existants Enedis et Orange	29 000 €
Extension EP		106 970 €
Eclairage public	Le remplacement de l'éclairage public existant et complément.	38 425 €
signalisation	La mise en place de la signalisation horizontale et verticale	4 500 €
Divers, Aléas et imprévus		70 294 €
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME		873 791 €
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME +MOA conduite PUP (5%)		917 480 €

Après identification des besoins des usagers de ces opérations, il apparaît que peuvent être mis à la charge des constructeurs dans le cadre d'une convention de PUP une partie de ces équipements publics.

Ces conventions de PUP à passer avec les sociétés Linkcity et SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON sont aussi à articuler avec les projets sur la parcelle AR101 susceptible de faire l'objet d'une opération de construction/d'aménagement dans des délais proches, en s'appuyant en partie sur les mêmes équipements publics à réaliser que ceux nécessaires aux opérations précitées.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, en application des dispositions de l'article L.332-11-3 II° du Code de l'urbanisme, afin qu'à l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP violettes-géraniums », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics.

Le coût total des équipements à réaliser est fixé à **917 480 € HT**. Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, d'acquisitions foncières et aléas, ainsi que le coût des équipements à réaliser.

Conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3 II° du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Celles-ci sont établies dans le tableau de répartition financier.

Il est également envisagé de délimiter ce périmètre pour une durée de 15 ans.

En conséquence, la participation financière totale mise à la charge de la société Linkcity pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération s'élève à la somme de **376 186 € HT** dont **355 786 € HT** en participation numéraire et **20 400 € HT** de participation en apport foncier.

A travers la convention de PUP, la société Linkcity s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de **376 186 € HT**.

La participation financière totale mise à la charge de la société SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération s'élève à la somme de **237 711 € HT** en participation numéraire et **18 780 € HT** de participation en apport foncier.

A travers la convention de PUP, la société SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON s'engage à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de **256 491 € HT**.

Par ailleurs, la participation financière totale mise à la charge du futur acquéreur de la parcelle AR101, pour la réalisation d'équipements publics rendus nécessaires par l'opération s'élève à la somme de **209 282 € HT** versée en totalité en participation numéraire.

A travers la convention de PUP, le futur constructeur, s'engagera à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de **209 282 € HT**.

Lesdites conventions seront passées entre Montpellier Méditerranée Métropole et les différentes sociétés citées ci-dessus et préciseront toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du PUP inclut l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par les trois aménageurs. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du PUP et exonère ces parcelles de Taxe d'Aménagement (part métropolitaine) pour une durée de 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée ci-dessus et au regard des dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du Projet Urbain Partenarial ;
- approuver les termes des conventions de Projet Urbain Partenarial à établir entre Montpellier Méditerranée Métropole et les trois constructeurs et notamment le montant de participation des sociétés au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 5 années ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79281-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 tableau de répartition financière
- Plan de localisation et périmètre du PUP
- projet de convention initiale de PUP Linkcity
- projet de convention initiale de PUP SNC COGEDIM LANGUEDOC ROUSSILLON

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Lignières - SAS GGL Aménagement - Commune de Baillargues - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

La future opération de construction, située au nord de Baillargues, sera au sein d'un secteur à vocation résidentiel, occupé principalement par des habitations individuelles. Ce secteur est classé en zone 2AUb et en zone 1UDa du PLU de la commune.

Le secteur, appelé « Les Lignières », consiste au montage d'un projet urbain partenarial périmétral.

Ce périmètre, dénommé « Les Lignières », est fixé pour une durée maximale de 15 ans et correspond au périmètre total des assiettes foncières de l'ensemble des trois opérations envisagées. L'exonération de la taxe d'aménagement dans ce périmètre est fixée pour une durée de 10 ans.

En effet, sur ce secteur, trois aménageurs envisagent de réaliser des opérations de logements sur une emprise foncière totale de 49 539 m². Ce PUP périmétral regroupera donc trois opérations d'aménagement au total.

Cet aménagement d'ensemble, inséré dans le tissu urbain existant, porte sur la création de 288 logements environ qui se répartissent comme suit :

- pour la société « GGL Aménagement » : 213 logements envisagés dont 1/3 de logements sociaux,
- pour l'opérateur (non identifié à ce jour) sur l'ilot composé des parcelles AW0028p* AW0030p* AW0096p* AW0084 (* : *pour partie de parcelle cadastrale*) : 30 logements envisagés,
- pour l'opérateur (non identifié à ce jour) sur l'ilot composé de la parcelle AW0082 : 45 logements envisagés.

La Société « GGL Aménagement », a déposé une demande de permis d'aménager sur une unité foncière de 39 860 m², constituée par les parcelles cadastrées AW0185, AW0079, AW0081, AW0086, AW0176, AW0177 et AW0178 en partie.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société, « GGL Aménagement » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

La convention de Projet Urbain Partenarial ne peut mettre à la charge des aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Ces équipements publics sont les suivants :

- Des travaux d'adduction et de renforcement en eau potable,
- Des travaux de renforcement du réseau d'assainissement d'eaux usées et la création d'un poste de refoulement,
- La mise en place de deux poteaux incendie et le renforcement du réseau d'eau potable afin de répondre aux normes en vigueur,
- Des travaux d'aménagement de voirie.

En sus des travaux précités, il est demandé les participations financières suivantes :

- La création de classes supplémentaires induit par l'apport de population générée par l'opération,
- Le déplacement des lignes haute tension au droit de l'opération,
- Les compensations environnementales liées à l'arrêt du CNPN.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant prévisionnel du coût total HT des équipements publics s'élève à **3 293 665 € HT**.

La part mise à la charge de GGL Aménagement est égale à **1 965 832 € HT**.

Le montant des travaux d'aménagement de voirie et d'espace public dans le périmètre du PUP a été réparti entre les trois îlots puisque ces travaux répondent aux besoins générés par ces opérations.

Aucune contribution foncière n'est prévue dans le cadre de cette convention de PUP.

La convention de Projet Urbain Partenarial propose donc de mettre à la charge de la société « GGL Aménagement » un montant de **1 965 832 € HT** ; à la charge du second opérateur non identifié à ce jour, un montant de **298 132 € HT** ; à la charge du troisième opérateur non identifié à ce jour, un montant de **276 389 € HT**.

Lesdites conventions seront passées entre Montpellier Méditerranée Métropole et les différents opérateurs identifiés ci-dessus et préciseront toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Une quote-part de cette participation, soit **1 277 662 € HT**, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Baillargues pour les travaux relevant de sa compétence. Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention.

Le périmètre du Projet Urbain Partenarial est fixé pour une durée maximale de 15 ans et inclut l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par les 3 aménageurs. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial et exonère ces parcelles de Taxe d'Aménagement (part métropolitaine) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du Projet Urbain Partenarial ;
- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « GGL Aménagement » et notamment le montant de participation de la société au vu du coût prévisionnel de l'opération, de la nature des travaux ainsi que du périmètre du projet ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de la Métropole, chapitre 908 ;
- approuver le projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et Baillargues dans le cadre de la convention de PUP « Les Lignières »,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les deux conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-80132-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 à la délibération tableau de répartition financière
- Annexe 2 à la délibération périmètre du PUP Les Lignières
- Annexe 3 projet de convention initiale de PUP Les Lignières - opération GGL
- Annexe 4 projet de convention de reversement à la commune de Baillargues - PUP Les Lignières - opération GGL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Grisettes - SAS EDYFIS PROMOTION - Commune de Montferrier-sur-Lez - Convention de PUP - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le projet urbain partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

La société « Edyfis Promotion » titulaire d'une promesse de vente des parcelles cadastrées AH 45, 75, 97, 99 et 100, sur le territoire de Montferrier-sur-Lez, d'une superficie de 8 460 m² envisage de réaliser une opération d'aménagement composée de composé 11 villas en R+1 comprenant 13 logements dont deux logements sociaux et d'un bassin de rétention.

Cette opération rendant nécessaire un certain nombre d'équipements publics, la société « Edyfis Promotion » s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'une convention de PUP.

Ces équipements publics sont les suivants :

- La réalisation d'équipements publics - travaux :
 - L'aménagement de la voie d'accès à l'opération : renforcement de l'éclairage public, aménagements paysagers, création d'un mur de soutènement, création d'une bordure le long du côté opposé au projet ;
 - La réalisation d'un plateau surélevé boulevard de la Lironde ;
 - Le renforcement du réseau d'eau pluviale : Bétonnage du fossé en sortie du bassin – dépose de l'ancienne buse et pose de la nouvelle - réfection de chaussée et pose d'un cadre de sécurité
 - La création d'une chambre de raccordement sur le réseau TELECOM existant.
- La réalisation d'équipements publics de superstructure :
 - Participation pour les équipements publics de superstructure liés à la jeunesse.

La convention de Projet Urbain Partenarial ne peut mettre à la charge des aménageurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, le montant prévisionnel du coût total H.T. des équipements publics s'élève à **181 047 € HT**.

Postes	Coût travaux HT (MOE, études et aléas inclus)
Espace public - Aménagement voirie (dont maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage et études et 10 000 € de foncier)	114 300 €
Espace public - plateau surélevé	11 500 €
Réseau d'eau pluviale	4 000 €
Télécom	2 000 €
Superstructure – Participation pour les équipements publics de superstructure liés à la jeunesse	40 626 €
MOA (5%)	8 621 €
Total HT	181 047 €

Ce coût prévisionnel, comprenant tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, d'acquisitions foncières et aléas ainsi que le coût des équipements à réaliser.

La part mis à la charge de l'aménageur représente un montant prévisionnel de **166 136 € HT**.

La répartition des coûts est la suivante :

- Les travaux de voirie et d'éclairage publics sont imputés à 95% aux pétitionnaires privés, car il est nécessaire essentiellement aux futurs résidents du programme mais il permettra aussi un maillage du quartier.
- Le renforcement du réseau d'eau pluviale, les renforcements et extensions de réseau télécom sont mis en totalité à la charge des pétitionnaires privés dans la mesure où leurs dimensionnements répondent aux besoins des futurs résidents au sein du périmètre du PUP.

Les modalités de partage des coûts des équipements sont fixées conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II° du Code de l'urbanisme.

La convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « Edyfis Promotion » et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Une quote-part de cette participation, soit 40 626 € HT, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montferrier-sur-Lez pour les travaux relevant de sa compétence.

Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention, annexée à la présente délibération.

Le périmètre de PUP, dans lequel les constructions seront exonérées de la part intercommunale de la Taxe d'Aménagement pour une durée de cinq ans, est **joint à la convention**. Cette exonération prendra effet à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention en mairie de Montferrier-sur-Lez et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence il est proposé au conseil de bien vouloir :

- approuver le périmètre de PUP, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3-II du code de l'urbanisme et tel qu'annexé à la présente délibération ainsi que les modalités de partage des coûts des équipements publics qui seront mis à la charge des constructeurs intervenants dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver les termes de la convention de PUP entre la société « Edyfis Promotion » et Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que son périmètre d'application y annexé,
- appliquer une exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement dans le périmètre de la convention avec la société « Edyfis Promotion » pour une période de 5 ans,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal, chapitre 908, de la Métropole,
- approuver le projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et Montferrier-sur-Lez dans le cadre de la convention de PUP « Les Grisettes » susvisée,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78422-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe à la délibération périmètre de PUP
- Annexe à la délibération tableau de répartition financière
- projet de convention initiale de PUP
- Projet de convention de reversement du PUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Montpellier Grand Cœur - Secteur Sud-Comédie/Sud Gare - Instauration d'un périmètre d'étude dans le cadre d'une stratégie de reconquête urbaine

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'environnement du secteur intitulé « Sud-Comédie/Sud-Gare », situé entre les places de la Comédie, Gibert, Strasbourg, Carnot, et François Jaumes, est en pleine évolution, notamment par la réalisation de la ZAC du Nouveau Saint-Roch, la réalisation de la ligne 5 de tramway qui génère une évolution du plan de circulation de l'Ouest du centre-ville, la réflexion engagée sur l'axe Comédie-Lez et tout particulièrement sur les trois espaces publics majeurs qui constituent l'opération « Places à tous » (Comédie, Esplanade Charles de Gaulle et Triangle). Il en résulte que ce secteur est soumis à de nouveaux enjeux qu'il convient de prendre en compte pour maîtriser ses évolutions, notamment quant à ses formes urbaines, ses espaces publics et son fonctionnement urbain :

- étude d'une extension de l'aire piétonne (dans laquelle, s'inscrit la piétonisation, en cours, du bas de la rue de Verdun),
- plan d'action de quartier Sud Gare, sur l'amélioration des espaces publics,
- dynamisation commerciale engagée par la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, confiée par la Ville de Montpellier,
- mutabilité, à plus ou moins long terme, du site de GRDF, ex site industriel, sous forme d'un « morceau de ville » à intégrer aux faubourgs environnants,
- étude de la couverture des voies ferrées, entre la gare et le pont de Lattes, pour contribuer à neutraliser la fracture urbaine due au faisceau ferroviaire et assurer une continuité urbaine, bâtie et d'espace public, entre les faubourgs Sud-Comédie et Sud-Gare.

Montpellier Méditerranée Métropole prend par conséquent l'initiative d'anticiper ces transformations pour que celles-ci tiennent compte de l'ensemble du contexte urbain. L'objectif est d'aider les porteurs de projets à prendre conscience du potentiel de ce secteur, que ce soit en terme d'activité, de logement et d'espace public, et à concevoir des projets s'inscrivant dans une dynamique partagée.

Dès lors, et afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations de requalification urbaine futures et les valeurs urbaines et patrimoniales de ce secteur, il s'avère nécessaire dès aujourd'hui de prendre en considération le projet d'aménagement de ce secteur et de délimiter un périmètre d'étude conformément aux dispositions de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme.

L'instauration de ce périmètre d'étude, dont la délimitation de l'aire concernée est jointe en annexe de la présente délibération, permettra à la Métropole et aux instances compétentes, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir:

- prendre en considération le projet d'aménagement tel que décrit ci-dessus ;
- instituer le périmètre d'études et délimiter les terrains affectés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79461-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe Délimitation périmètre d'étude Sud Comédie-Sud Gare.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**

Le solde de trésorerie définitif à la date de dissolution sera réparti selon les mêmes modalités.

Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à la convention de gestion établie avec les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Sète Agglopôle Méditerranée, porte l'animation de la stratégie de restauration des étangs palavasiens.

Elle reprendra donc l'ensemble des biens du SIEL, notamment son véhicule.

La valeur nette comptable des biens transférés non amortis s'élève à 21 195,70 €.

Le Comité syndical du SIEL, lors de sa dernière réunion, a approuvé l'ensemble de ces modalités de dissolution financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de liquidation financière répartissant les résultats comptables actifs et les biens du SIEL entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Sète Agglopôle Méditerranée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78171-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SIEL-liquidation-convention-JANVIER2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Dissolution du Syndicat Mixte des Etangs Littoraux - Convention de liquidation financière - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le syndicat mixte des étangs littoraux (SIEL), a été créé le 22 octobre 1998. Initialement composé de communes, il regroupe désormais Montpellier Méditerranée Métropole et les Communautés d'Agglomération du pays de l'Or et Sète Agglopôle Méditerranée, compte tenu de l'évolution de la législation en vigueur et des compétences de ces structures.

Le SIEL a pour objet :

- d'être acteur de la restauration, de la gestion, de la mise en valeur et de la protection des milieux naturels lagunaires, situés entre les étangs de l'Or et de Thau, dénommés « *Etangs palavasiens* » ;
- d'animer et de coordonner le document d'objectif sur le site NATURA 2000 « *Etangs palavasiens et étang de l'Estagnol* » ;
- de constituer une instance représentative des intérêts des collectivités riveraines des étangs au sein des commissions locales de l'eau des SAGE « *Lez Mosson étangs palavasiens* » et du bassin de Thau et lors de tout aménagement actuel et à venir, afin que soit pris en compte les problèmes liés à la préservation de la biodiversité et de l'intérêt paysager des espaces lagunaires.

Le SIEL était composé d'une équipe de 5 agents, sur 4,5 Equivalents Temps Plein (ETP), localisée sur le site naturel protégé des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone, propriété du Conservatoire du Littoral.

Montpellier Méditerranée Métropole, les deux autres membres et leurs partenaires, compétents pour la Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations (GEMAPI), sur leurs périmètres au 1^{er} janvier 2018, ont préalablement défini les principes de gouvernance suivants :

- rationalisation et simplification de l'organisation interterritoriale GEMAPI sur les deux bassins versants ;
- exercice global de ces nouvelles actions au sein des périmètres de chacun des EPCI compétents dans un souci d'efficacité, de proximité et de subsidiarité, avec possibilité de conventions de prestations ou de gestion ciblées avec les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) ;
- poursuite des études et des actions d'animation à l'échelle des bassins versants ou de plusieurs sous-bassins par les EPTB compétents.

En application de ces orientations, la procédure de dissolution a été lancée en concertation avec le Comité Syndical de cette structure, au premier trimestre 2018 et a déjà abouti à la publication et l'adoption des documents suivants :

- arrêté préfectoral de fin de compétences en date du 17 juillet 2018 prenant acte de la mise en œuvre du processus de dissolution ;
- convention de répartition des personnels du SIEL, effective au 1^{er} janvier 2019, conclue entre les 3 EPCI membres en date du 30 novembre 2018.

La convention de liquidation financière concernant la répartition des résultats comptables, actifs et biens entre les trois structures, clôt ce processus. Après son adoption, un arrêté préfectoral de dissolution viendra définitivement acter la fin de ce syndicat mixte.

Ce document établi, après établissement des derniers comptes administratifs et comptes de gestion, réaffecte les résultats constatés selon la clef de répartition budgétaire établie dans les statuts du SIEL, soit 47.12% pour Montpellier Méditerranée Métropole :

- répartition du résultat de fonctionnement : 28 066,64 €,
- répartition du résultat d'investissement : 8 746,64 €.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Convention technique et financière de mise en œuvre des plans de gestion des sites Les Salines de Villeneuve et Etang de Vic avec le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence GEMAPI relative à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention-cadre avec le Conservatoire du Littoral a été adoptée en 2018 et déclinée sur chaque site naturel protégé concerné par le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone :

- la convention de gestion des marais du Méjean, en lien avec la commune de Lattes, adoptée le 3 décembre 2018,
- la convention de gestion du site de l'étang de Vic en lien avec le CEN L-R et Sète Agglopôle Méditerranée, signée le 3 octobre 2018,
- le site des salines de Villeneuve-lès-Maguelone, en lien avec le CEN L-R et Sète Agglopôle Méditerranée, dont l'adoption est proposée au présent conseil.

La présente délibération propose d'adopter la convention de mise en œuvre des plans de gestion sur les sites de l'étang de Vic et des salines de Villeneuve (sites n°34-295 et n° 34-132), sur l'année 2019. Cette convention définit les engagements respectifs du CEN L-R et de Montpellier Méditerranée Métropole sur les volets opérationnels et financiers afférents au programme d'actions défini conjointement.

Ce programme d'actions est présenté en comité de gestion du site, qui réunit annuellement les acteurs du territoire. Il est inscrit dans les plans de gestion adoptés sur chaque site en 2012 pour les Salines de Villeneuve et en 2015 sur l'étang de Vic.

Il comporte des opérations ayant pour objectifs de :

- conserver ou restaurer les rôles et fonctionnalités de la zone humide (17 % du temps de travail)
- organiser l'accueil et la fréquentation des sites (22 %)
- préserver et mettre en valeur des sites (7 %)
- organiser les activités économiques et traditionnelles (12 %)
- gérer et affiner les connaissances sur les milieux (13 %),
- assurer et conforter la gestion courante des sites (29 %).

Le coût global annuel du programme est estimé à 214 000 €, avec le plan de financement suivant :

- CEN L-R : 12%
- Montpellier Méditerranée Métropole : 54%
- Région Occitanie : 14%
- Département de l'Hérault : 14%
- Sète Agglopôle Méditerranée : 6%

Ce coût couvre notamment les frais liés l'affectation au site des Salines d'un conservateur à temps plein, ainsi que d'un garde-littoral.

La Région Occitanie et le Département de l'Hérault interviennent dans le cadre de la convention pour la gestion et la mise en valeur des espaces naturels sensibles du littoral, dans le Département de l'Hérault, propriétés du Conservatoire du Littoral, sur la période 2018/2020.

Sète Agglopôle Méditerranée contribue au financement d'une part, des missions du CEN L-R et mobilise d'autre part, en régie, les agents/gardes du littoral de son service espaces naturels (à hauteur de 100 jours de travail estimés en 2019) sur les terrains concernés par son périmètre de compétence.

La maison du site des Salines de Villeneuve est située sur le périmètre administratif de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Elle accueille le public et les équipes techniques du CEN L-R, en charge de la mise en œuvre du programme d'actions précédemment détaillé.

La convention précise enfin les modalités de versement et de contrôle de la participation financière de la Métropole. Il est prévu d'apporter un soutien financier au CEN L-R à hauteur de 115 500 € sur 2019 pour la mise en œuvre du programme d'actions. Précédemment la Métropole participait à hauteur de 9 500 €. Les recettes liées à la taxe GEMAPI vont permettre de financer cet effort financier très important et d'atteindre les objectifs du plan de gestion.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention relative à la mise en œuvre du plan de gestion sur les sites du Conservatoire du Littoral, de l'étang de Vic et des Salines de Villeneuve, entre le CEN L-R et Montpellier Métropole Méditerranée,
- apporter un soutien financier au CEN L-R à hauteur de 115 500 € sur 2019 pour la mise en œuvre du programme d'actions 2019 sur les sites de l'étang de Vic et des Salines de Villeneuve,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78566-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de gestion technique et financière salines de VLM et Etang de Vic

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - GEMAPI - Convention de gestion du domaine terrestre et maritime du site des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone avec le Conservatoire du Littoral, Sète Agglopôle Méditerranée et le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence GEMAPI relative notamment à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Une convention-cadre avec le Conservatoire du Littoral a été signée en 2018 et déclinée sur chaque site naturel protégé concerné par le périmètre de la Métropole, sur les communes littorales de Pérols, Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone :

- la convention de gestion des marais du Méjean, en lien avec la commune de Lattes, adoptée le 3 décembre 2018,
- la convention de gestion du site de l'étang de Vic et de Pierre-blanche en lien avec le Conservatoire des Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R) et Sète Agglopôle Méditerranée, adoptée le 26 avril 2018.

La présente délibération propose d'adopter la convention de gestion sur un dernier site propriété du Conservatoire du Littoral sur le territoire de la Métropole, celui du site des Salines de Villeneuve n° 34-295, situé à cheval sur Montpellier Méditerranée Métropole et Sète Agglopôle Méditerranée, sur les communes de Villeneuve-lès-Maguelone, Vic-la-Gardiole et Mireval.

Une précédente convention de gestion de ce site établie en 2010, associait le Conservatoire, le Conservatoire d'Espaces Naturels du Languedoc Roussillon (CEN L-R), Sète Agglopôle Méditerranée et le Syndicat mixte des Etangs Littoraux (SIEL). Cette convention est désormais échue. Par ailleurs par arrêté préfectoral n°2018-1-826, il a été mis fin à l'exercice des compétences du SIEL.

Le projet de nouvelle convention de gestion propose ainsi de restructurer le cadre partenarial et de l'élargir à Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de ses nouvelles compétences.

Situé sur les berges de l'étang de Vic, le site naturel protégé des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone s'étend sur plus de 300 ha. Il offre un paysage façonné par l'activité salinière qui perdura du XII^{ème} siècle jusqu'en 1969. Il est situé au cœur du site Natura 2000 des étangs palavasiens, reconnu zone humide d'importance internationale au titre de la convention de Ramsar. Il intègre le site classé de l'étang de Vic, au titre des paysages. L'acquisition du site par le Conservatoire du littoral en 1992 a permis de préserver cet espace de l'urbanisation. Situé entre 2 pôles urbains (Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole), cet espace est géré dans l'objectif de conserver le patrimoine naturel, paysager et historique remarquable qu'il abrite. Il est ouvert au public et propose plusieurs sentiers permettant d'apprécier la diversité des milieux naturels. Il accueille de multiples usages : chasse, activités de randonnées à pied, à cheval et en VTT, pâturage et propose un programme de découverte au public « Cap sur les salines » dans une dynamique participative : chantiers nature, manifestation artistique (la galerie éphémère), stage petits écolos en herbe, balade guidée...

La convention prévoit que la gestion principale du site soit confiée au CEN L-R qui assure à ce titre la coordination des co-gestionnaires et la gestion opérationnelle du site avec ses propres moyens en personnel. Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole sont co-gestionnaires du site aux côtés du CEN L-R. Ils prennent en charge les opérations structurantes de mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et paysager du site et concourent au financement de la gestion par leur participation financière aux missions du CEN L-R.

La convention est d'une durée de 6 ans à compter de sa signature, reconductible une fois de façon expresse. Un plan de gestion a été établi en 2012 qui fixe les orientations de gestion du site et les actions à mener. Sa mise en œuvre est suivie par un comité de gestion, placé sous l'autorité conjointe des gestionnaires à savoir le Conservatoire du Littoral, le CEN L-R, Montpellier Méditerranée Métropole et Sète Agglopôle Méditerranée.

Les obligations respectives des parties sont les suivantes :

Le Conservatoire du littoral assume les obligations du propriétaire, conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Il s'acquitte des impôts et charges foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens, objet de la présente convention. Il arrête en collaboration avec les gestionnaires, dans le cadre du plan de gestion, les travaux nécessaires à la préservation, à la réhabilitation ainsi qu'à l'accueil du public sur le site et les études complémentaires nécessaires. Il contribue au financement des investissements nécessaires à la conservation, à la restauration et à l'accueil du public, dans la limite de ses disponibilités budgétaires. Il contrôle la gestion du site au regard de ses objectifs statutaires et procède à son évaluation.

Les deux EPCI compétents, à savoir Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole ont en charge sur chacun de leurs territoires respectifs la maîtrise d'ouvrage des opérations de valorisation et d'aménagement du patrimoine naturel, culturel et paysager du site.

Le CEN L-R assure la coordination entre les gestionnaires et la responsabilité opérationnelle de gestionnaire à l'échelle globale du site. Il est plus particulièrement en charge :

- des agents affectés à la gestion du site : accueil du public, surveillance, conduite d'animations, respect des limites de propriété... ;
- du secrétariat du comité de gestion du site (convocation, compte-rendu) ainsi que la rédaction du rapport d'activités annuel ;
- de proposer au comité technique un programme annuel à mettre en œuvre sur le site ;
- du suivi des conventions d'usages ou d'occupation et du recouvrement des recettes du domaine ;
- de l'entretien courant, de la maintenance et la surveillance des terrains, ouvrages, aménagements ;
- de l'accueil et de la sécurité du public au sein des bâtiments et sur le site ;
- de la mise en œuvre du suivi de la connaissance et la contribution à l'évaluation du plan de gestion ;
- de l'animation d'un pôle garderie afin de mutualiser et organiser l'intervention des gardes du littoral ;
- de la mobilisation citoyenne et la médiation avec les usagers dans le cadre d'une démarche d'intendance territoriale environnementale et sociale ;
- de la mise en cohérence des interventions avec la gestion du site naturel protégé de Vic et du lien avec les autres sites du Conservatoire du Littoral (échanges d'expérience, participation aux réseaux).

La Métropole et le CEN L-R, au titre de leurs missions et de leurs compétences, occupent une partie des bâtiments du site des salines. Elles ont élaboré à cet effet une convention fixant les conditions de mise à disposition de moyens opérationnels liés au fonctionnement et à la gestion des bâtiments ; cette convention a été adoptée le 21 décembre 2018 et vient compléter la convention globale de gestion du site des Salines.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du site des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone entre le Conservatoire du Littoral, Sète Agglopôle Méditerranée, le CEN-LR et Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78560-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Plans de gestion du Salaison, du Bérage et de la Cadoule sur la période 2019-2023 - Approbation et demandes d'aides financières

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Le Contrat de Bassin de l'Or 2015-2019 vise à répondre de manière opérationnelle aux enjeux de gestion de l'eau et des milieux aquatiques par l'amélioration de la qualité de l'eau, la maîtrise de la ressource en eau, la prévention des risques d'inondations et la gestion des cours d'eau et de la lagune. Parmi ses actions figurent la mise à jour des plans de gestion des cours d'eau et leur mise en œuvre.

Le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) a engagé dès 2013 la mise à jour des plans de gestion des principaux cours d'eau de son bassin versant, garantissant ainsi la cohérence à la bonne échelle territoriale de ces documents cadre visant à fixer, selon les enjeux, les modalités et priorités de tronçons de cours d'eau à entretenir.

Il convient de préciser qu'en application des articles L.215-14 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 114 du Code rural, l'obligation d'entretien des cours d'eau (lit et berges) incombe aux propriétaires riverains. Dans le cadre de la compétence GEMAPI, la Métropole n'a pas vocation à s'y substituer, mais peut prendre en charge de tels travaux sur des terrains privés dans le cadre d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) dans le cas de travaux d'ampleur ou dans l'intérêt pour le milieu aquatique ou pour la protection contre les inondations, tels que mis en exergue par les plans de gestion. La Métropole peut par ailleurs confier la mise en œuvre de ces travaux aux Etablissements Publics Territoriaux de Bassin de son territoire (EPTB), le SYBLE et le SYMBO.

Les plans de gestion du Salaison, du Bérage et de ses affluents, et de la Cadoule ont été co-construits avec les communes du territoire. Ils ont été définis sur une période de 5 ans, de 2019 à 2023.

Le montant total des travaux à réaliser sur cette période sur le territoire de la Métropole est estimé à 231 125 € HT. Il se répartit de la manière suivante :

- 23 300 € HT pour le Salaison,
- 122 375 € HT pour le Bérage,
- 85 450 € HT pour la Cadoule.

Pour permettre la mise en œuvre du programme pluriannuel, il conviendrait d'approuver les plans de gestion sur le Salaison, le Bérage et la Cadoule. Ils font l'objet d'une approbation dans les mêmes termes par les autres EPCI concernés : Pays de l'Or Agglomération, Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et Communauté de Communes du Pays de Lunel.

Ces travaux seront financés par la taxe GEMAPI. Ils pourront sous condition faire l'objet d'aides financières de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les plans de gestion du Salaison, du Bérange et de la Cadoule sur le territoire de la Métropole pour la période 2019-2023 et d'un montant de travaux estimé à 231 125 € HT.,
- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907,
- solliciter les meilleures aides financières auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78094-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Plans de gestion du Salaison, du Bérange et de la Cadoule - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération à ce même Conseil, il a été proposé au Conseil de Métropole d'approuver les plans de gestion du Salaison, du Bérange et de la Cadoule pour la période 2019-2023.

Ces plans de gestion élaborés par le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO), en concertation avec les communes, sont des documents cadres visant à fixer, selon les enjeux, les modalités et priorités de tronçons de cours d'eau à entretenir de manière cohérente à l'échelle de l'ensemble des bassins versants.

La mise en œuvre des travaux prévus aux plans de gestion par la Métropole, ou par délégation les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) du territoire, le SYBLE et le SYMBO, nécessite au préalable, l'obtention d'une Déclaration d'Intérêt Général (DIG), par arrêté préfectoral pris après une procédure d'enquête publique.

En effet, en application des articles L.215-14 et suivants du Code de l'environnement et de l'article 114 du Code rural, l'obligation d'entretien des cours d'eau (lit et berges) incombe aux propriétaires riverains. Cependant, les collectivités et EPCI exerçant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) peuvent, conformément à l'article L.211-7 du Code de l'environnement, utiliser les articles L.151-36 à L.151-40 du Code rural pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence et visant notamment :

- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal à ce lac ou à ce plan d'eau,
- La protection, la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'intérêt général des travaux résulte :

- de la nature collective des enjeux menacés par les embâcles et l'entretien insuffisant des cours d'eau du bassin versant,
- des objectifs de lutte contre les inondations conformes aux articles L.151-36 du Code rural et L.211-7 du Code de l'environnement,
- de la nécessité de préserver voire restaurer les boisements et végétation rivulaires pour qu'ils conservent leurs fonctions (autoépuration des eaux, maintien des berges, frein aux écoulements, conservation de la biodiversité, etc.),
- de leur compatibilité avec les documents d'orientation s'appliquant sur ces cours d'eau (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône Méditerranée, Contrat de Bassin de l'Or dont PAPI et plan de gestion du Salaison) voire leur mise en œuvre,
- des objectifs de la Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE).

La déclaration d'intérêt général est demandée pour une durée de 5 ans sur la période 2019-2023, en cohérence avec la durée des plans de gestion.

Le Salaison, le Bérange, la Cadoule et leurs affluents sont des cours d'eau non domaniaux. Les propriétés riveraines s'étendent donc jusqu'à la moitié du lit. L'accès aux berges des engins nécessaires au déroulement des travaux se fera en concertation avec les riverains, des conventions de droit de passage leur seront proposées pour arrêter les modalités d'intervention.

Les travaux seront réalisés entre mi-juillet et fin-octobre, hors plantations, lesquelles pourront être réalisées de novembre à mars. D'une manière générale les travaux de restauration, notamment de désembâclement, se feront durant les premières années des DIG et les travaux d'entretien seront répartis sur les autres années.

Les cours d'eau du Salaison, du Bérange et de la Cadoule s'étendant sur les territoires des EPCI voisins de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup et de la Communauté de Communes du Pays de Lunel, les dossiers d'enquête préalable aux déclarations d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien sont approuvés dans les mêmes termes par ces dernières, de manière à obtenir les autorisations réglementaires à l'échelle du bassin-versant.

En complément, les travaux sont soumis à une procédure de déclaration au titre des articles L.214-1 à 214-4, 214-6 et R.214-1 à 214-58 du Code de l'environnement (ancienne loi sur l'eau du 3 janvier 1992) et soumis à une procédure d'évaluation des incidences (articles R.214-32 et R.214-33 du Code de l'environnement).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers d'enquête préalable aux déclarations d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien des cours d'eau du Salaison, du Bérange et de la Cadoule, situés sur le territoire de la Métropole,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'obtention de ces déclarations d'intérêt général,
- requérir à l'issue de l'enquête publique le prononcé des arrêtés correspondants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78095-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) du bassin de l'Or - 2019-2024 - Mise en œuvre de la GEMAPI et application du décret ' Digues ' pour les ouvrages du bassin versant - Demandes d'aides financières - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 15067 du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention-cadre entre l'État, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or portant sur la définition d'un projet de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'étang de l'Or, destiné à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

Ce PAPI du bassin de l'Or pour la période 2019 à 2024 a été labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signée par les représentants de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et du Syndicat Mixte du bassin de l'Or le 19 décembre 2018.

Au sein de l'axe 7 : « Gestion des ouvrages de protection hydraulique », figure l'action 7.1 : « Mise en œuvre de la GEMAPI et application du décret « Digues » pour les ouvrages du bassin versant ».

L'action consiste en la conduite d'études préalables à la définition de systèmes d'endiguement, selon les dispositions du décret « digues » du 12 mai 2015. Le coût de cette action est estimé à 100 000 € TTC, pour les ouvrages relevant de la compétence GEMAPI de la Métropole (les principaux ouvrages concernés sont : la digue de protection de Profil Système à Baillargues, le système de protection contre les crues du Nègue Cats à Pérols, la digue de protection rapprochée en projet le long des Cabanes de Pérols, le bassin d'écêtement projeté sur le Ru de l'Aigues-Vive à Baillargues et la digue du Golf de Massane à Baillargues).

Le plan de financement pour ce montant est le suivant :
Montpellier Méditerranée Métropole : 30%, soit 30 000 €,
État : 50 %, soit 50 000 €,
Département de l'Hérault : 20%, soit 20 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et le Département de l'Hérault pour le financement des études relatives à cette action,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74857-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'Étang de l'Or - 2019-2024 - Réduction de la vulnérabilité des bâtiments en zone inondable - Diagnostic de vulnérabilité - Demandes d'aides financières - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 15067 du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention cadre entre l'État, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or portant sur la définition d'un projet de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'étang de l'Or, destiné à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

Ce PAPI du bassin de l'Or pour la période 2019 à 2024 a été labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signée par les représentants de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et du Syndicat Mixte du bassin de l'Or le 19 décembre 2018.

Au sein de l'axe 5 : « Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens », figure l'action 5.1b : « Diagnostic de vulnérabilité des bâtiments sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ». Les communes concernées sont Baillargues et Pérols. Le coût de cette action est estimé à 50 000 € TTC. Cette action consiste à réaliser des diagnostics sur le bâti public et privé et à accompagner les propriétaires privés pour faciliter la mise en œuvre des travaux préconisés.

Le plan de financement est le suivant :

Montpellier Méditerranée Métropole : 20%, soit 8 333 € HT,

Union Européenne (FEDER) : 10%, soit 4 167 €,

État : 50 %, soit 20 833 €,

Région Occitanie : 20%, soit 8 333 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État, l'Union Européenne et la Région Occitanie pour le financement de cette opération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74806-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) du bassin de l'Or - 2019-2024 - Protection rapprochée de Pérols contre les inondations de l'étang de l'Or - Demandes d'aides financières - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 15067 du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention cadre entre l'État, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or portant sur la définition d'un projet de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'étang de l'Or, destiné à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

Ce PAPI du bassin de l'Or pour la période 2019 à 2024 a été labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signée par les représentants de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et du Syndicat Mixte du bassin de l'Or le 19 décembre 2018.

Au sein de l'axe 7 : « Gestion des ouvrages de protection hydraulique », figure l'action 7.7 : Protection rapprochée de Pérols contre les inondations de l'Étang de l'Or.

Ce projet prévoit la réalisation d'une digue de protection rapprochée à Pérols, au quartier du port, dit « Quartier des cabanes de Pérols ». Ce quartier, d'une centaine d'habitations environ est inondable par les fortes remontées du niveau de l'étang et/ou la submersion marine. L'ouvrage de protection rapprochée sera principalement constitué par un rideau de palplanches dépassant d'environ 70 cm par rapport au sol sur environ 800 m de long. Il sera situé en haut de la berge, entre les habitations du quartier à protéger et l'étang de l'Or. Le coût de cette action est estimé à 1 176 000 € TTC.

Le plan de financement est le suivant :

Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage : 40%, soit 392 000 € HT,

État : 40%, soit 392 000 €,

Région Occitanie : 20%, soit 196 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie pour le financement des études et des travaux de cette opération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74740-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) du bassin de l'Or - 2019-2024 - Écrêtement amont sur le ru de l'Aigue-Vive à Baillargues - Demandes d'aides financières - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 15067 du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention cadre entre l'État, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or portant sur la définition d'un projet de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'étang de l'Or, destiné à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

Ce PAPI du bassin de l'Or pour la période 2019 à 2024 a été labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signée par les représentants de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et du Syndicat Mixte du bassin de l'Or le 19 décembre 2018.

Au sein de l'axe 6 : « Ralentissement des écoulements », figure l'action 6.3 : « Écrêtement amont sur le ru de l'Aigue-Vive à Baillargues ».

Ce projet prévoit la réalisation d'un bassin d'écrêtement de 50 000 m³ en aval de l'autoroute A9 et en amont de la zone urbanisée de Baillargues. Il permettra de protéger 72 habitations contre une crue d'occurrence 30 ans de l'Aigue-Vive. Le coût de cette action est estimé à 2 040 000 € TTC, dont 264 000 € TTC pour les études et 1 776 000 € TTC pour les travaux.

Le plan de financement pour les études est le suivant :

Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage : 20%, soit 44 000 € HT,
Union Européenne (FEDER) : 20%, soit 44 000 €,
État : 40 %, soit 88 000 €,
Région Occitanie 20%, soit 44 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État, l'Union Européenne (FEDER) et la Région Occitanie pour le financement des études relatives à cette opération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74759-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et
gestion des milieux aquatiques

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) du le bassin de l'Or - 2019-2024 - Réduction des inondations de la Cadoule à Baillargues - Demandes d'aides financières - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°15067 du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention cadre entre l'État, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or portant sur la définition d'un projet de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'étang de l'Or, destiné à traiter de manière globale et intégrer les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

Ce PAPI du bassin de l'Or pour la période 2019 à 2024 a été labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signé par les représentants de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et du Syndicat Mixte du bassin de l'Or le 19 décembre 2018.

Au sein de l'axe 6 : « Ralentissement des écoulements », figure l'action 6.6 : « Réduction des inondations de la Cadoule à Baillargues (ZAC de Massane) ».

Ce projet prévoit l'arasement de la crête de la digue du golf située en aval immédiat du remblai de la voie SNCF pour permettre la surverse en cas de crue exceptionnelle et l'ouverture d'un passage de décharge hydraulique pour les crues moyennes de la Cadoule. Le coût de cette action est estimé à 420 000 € TTC (études et travaux). Il permettra de renforcer le niveau de protection des ouvrages hydrauliques existants, réalisés ces dernières années par Montpellier Méditerranée Métropole, pour protéger la ZAC de Massane face aux crues de la Cadoule et du ruisseau de Saint Antoine.

Le plan de financement est le suivant :

Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage : 20%, soit 70 000 € HT,

Union Européenne (FEDER) : 20%, soit 70 000 €,

État : 40 %, soit 140 000 €,

Région Occitanie 20%, soit 70 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État, l'Union Européenne (FEDER) et la Région Occitanie pour le financement des études et des travaux de cette opération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74752-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention type entre Montpellier Méditerranée Métropole et une association pour la mise en place et la gestion d'un composteur partagé - Approbation

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de prévention des déchets et afin de réduire la quantité de biodéchets collectés dans les ordures ménagères, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit ses efforts concourant à l'essor du compostage.

À ce titre, après le compostage individuel et le compostage en pied de résidence, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite développer la pratique du compostage partagé, à l'échelle de zones assimilables à un quartier, intégrant une majorité d'habitat collectif et/ou un groupement d'habitations n'ayant pas la possibilité d'accueillir des composteurs individuels auprès desquels Montpellier Méditerranée Métropole souhaite tester et privilégier la pratique du compostage partagé.

Afin de soutenir la mise en place de ces sites de compostage et accompagner la démarche avec les différents acteurs du projet, et ainsi aboutir à une gestion autonome du site, chaque association s'inscrivant dans cette démarche doit signer une convention ayant pour objet de définir les modalités d'implantation, de fonctionnement et de suivi d'un site de compostage dit « de quartier » en précisant les engagements respectifs de chacune des parties prenantes.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention type à signer avec les associations,
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78606-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 68 Convention type entre Montpellier Méditerranée Métropole et une association pour la mise en place et la gestion d'un composteur partagé_.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERANTIONALES, TOURISME,
PARCS D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisations de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2019, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

« Rencontre Nationale des Missions Locales »

L'Union Nationale des Missions Locales, sous l'autorité de son Président Jean-Patrick GILLE, organise du 09 au 10 mai 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Rencontre Nationale des Missions Locales ». L'ensemble des Elus, des professionnels et des partenaires du réseau des missions locales seront présents à cet événement. Cette rencontre sera l'occasion de valoriser la richesse de l'offre de service des Missions Locales, auprès des jeunes et des entreprises. Environ 600 participants seront réunis.

Une subvention de **10 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« MECAME 2019 »

Le CNRS, sous l'autorité de son Délégué Régional Monsieur Jérôme VITRE, organise du 19 au 23 mai 2019, à l'Hôtel Mercure-Comédie de Montpellier, une manifestation intitulée « MECAME 2019 ». Cet événement est la 5^{ème} édition d'une conférence internationale qui se déroule chaque année dans les pays du bassin méditerranéen (Croatie, Israël, France). Cette conférence pluridisciplinaire réunit une centaine de spécialistes internationaux de la spectroscopie Mössbauer qui est une technique utilisée dans les laboratoires académiques et industriels en chimie, physique, biologie ou géologie. Environ 100 participants seront réunis, principalement des chercheurs étrangers et reconnus au niveau international, ainsi que des étudiants.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« CIAM » (Concours International d'Arbitrage Francophone de Montpellier)

L'Association ASPARTAM, sous l'autorité de sa Présidente Océane MAGNE, organise le 21 mai 2019, à la Faculté de Droit et de Science Politique de Montpellier, une manifestation intitulée « Concours International d'Arbitrage Francophone de Montpellier ». Cet événement est un concours de plaidoirie se déroulant chaque année depuis 20 ans. Une trentaine d'équipes de différents Masters 2 (Ecoles d'Avocat) de toute la France viennent s'affronter lors du Concours. Environ 100 participants seront réunis, principalement des Elèves Avocats Français mais également du Maroc, de la Suisse, du Luxembourg et de Belgique.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« 4ème Congrès Mondial d'Agroforesterie »

Le CIRAD, sous l'autorité de son Président, Monsieur Emmanuel TORQUEBIAU, organise du 20 au 22 mai 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 4ème Congrès Mondial sur l'Agroforesterie ». Cet événement de renommée mondiale qui se tient pour la première fois en Europe (après les Etats-Unis, le Kenya et l'Inde), rassemble des chercheurs du monde entier qui présenteront de nombreuses communications scientifiques en sessions plénières et parallèles. L'agroforesterie (Etude des associations d'arbres et de cultures) est une science novatrice susceptible de répondre à de nombreux enjeux du monde rural dont les questions de changement climatique, d'agroécologie et de biodiversité. Environ 1200 participants du monde entier sont attendus, principalement des acteurs de la société civile, du secteur privé, de l'agriculture, des organisations non-gouvernementales et des bailleurs de fonds de la recherche et du développement.

Une subvention de **15 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Congrès AEI » (Académie de l'Entrepreneuriat et de l'Innovation)

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organise du 03 au 05 juin 2019, à l'Université de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès AEI ». Ce congrès permettra un échange sur l'évolution internationale de la recherche, de l'entrepreneuriat et de l'innovation. Cette manifestation sera ainsi l'occasion de réfléchir à ce qui caractérise l'entrepreneuriat d'aujourd'hui et les perspectives qui s'ouvrent pour demain. Environ 150 participants seront réunis (enseignants, chercheurs, Doctorants et entreprises).

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« 79ème Congrès de la SNFMI »

Le Centre de Recherche Médecine Interne et Hypertension Artérielle, sous l'autorité de son Président, Monsieur Pierre FESLER, organisera du 05 au 07 juin 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 79ème Congrès de la SNFMI (Société Nationale Française de Médecine Interne) ». Le congrès de la SNFMI, est le premier congrès de référence pour la médecine interne. Cet événement a une visibilité nationale dans le domaine de l'enseignement et de la recherche en Médecine interne. Environ 800 participants seront réunis, principalement des médecins (spécialisé en médecine interne), des infirmiers et professionnels de l'industrie.

Une subvention de **8 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« PHILA France 2019 »

L'Association Philatélique Montpelliéraine, sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel SOULIÉ, organisera du 07 au 10 juin 2019, au Parc des Expositions de Montpellier, une manifestation intitulée « PHILA France 2019 ». Cet événement est une exposition compétitive nationale de Philatélie, ouverte au grand public, ainsi qu'un Congrès de la Fédération Française des Associations Philatéliques. Environ 5000 participants seront réunis (Compétiteurs, Négociants spécialisés, visiteurs Français, Espagnols et Italiens).

Une subvention de **22 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« CIFAS France 2019 »

L'association CIFAS France 2019, sous l'autorité de son Président, Monsieur Mathieu LACAMBRE, organisera du 11 au 14 juin 2019, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « CIFAS France 2019 (Congrès International Francophone sur l'Agression Sexuelle) ». Le CIFAS est un évènement qui a lieu tous les deux ans, alternativement en Europe et au Canada. Il rassemble des chercheurs et des intervenants de la communauté scientifique internationale francophone œuvrant dans le domaine de l'agression sexuelle. Environ 700 participants francophones seront réunis.

Une subvention de **7 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Congrès de la SPBI »

La Société de Physiologie et Biologie Intégrative, sous l'autorité de son Président, Monsieur Georges LEFTHÉRIOTIS, organisera du 12 au 14 juin 2019, à la nouvelle Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès de la SPBI ». La Société de Physiologie organisera son 3ème Congrès de Physiologie et de Biologie Intégrative. Le thème principal du congrès sera : « Le mouvement du système intégré à l'échelle cellulaire ». Ce thème transversal et fédérateur sera l'occasion d'aborder un aspect fondamental de la physiologie, base des fonctions de tout être vivant et décliné dans toutes ses dimensions. Environ 250 participants sont attendus (10 pays représentés).

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Colloque Annuel AFDA »

L'université de Droit et de Science Politique de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organisera du 12 au 14 juin 2019, dans les locaux de la Faculté, une manifestation intitulée « Colloque Annuel AFDA ». Le Colloque annuel de l'Association Française pour la Recherche en Droit Administratif (AFDA), est un évènement de très forte notoriété dans la communauté scientifique ainsi que pour les partenaires de l'association. Environ 350 participants seront réunis, principalement des universitaires, chercheurs et étudiants.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« State of the Map France 2019 »

L'Association Open Street Map France, sous l'autorité de son co-Président, Monsieur Louis-Julien DE LA BOLIÈRE, organisera du 14 au 16 juin 2019, à l'Université de Paul Valéry, une manifestation intitulée « State of the Map France 2019 ». Cette manifestation est un évènement accueillant des cartographes français ainsi que des invités Européens et Africains. La 7^{ème} rencontre qui se déroulera à Montpellier sera comme chaque année également très suivie sur les réseaux sociaux et regardée par les autres communautés Open Street Map (OSM) dans le monde OSM. (Près de 5 millions de contributeurs). L'évènement se poursuit ensuite en ligne avec des vidéos très largement regardées. Cet évènement est organisé en lien avec les milieux universitaires et entreprises de géomatiques locales. Environ 300 participants seront réunis.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« BIOMARKER DAYS »

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président, Monsieur Jacques MERCIER, organisera le 25 juin 2019, à la nouvelle Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « BIOMARKER DAYS ». Cette journée a pour vocation de favoriser les collaborations entre les différents acteurs du Biomarqueur que sont les chercheurs, les cliniciens et les entreprises. Cette journée sera l'occasion de faire un point sur les solutions technologiques innovantes dans le développement des Biomarqueurs et des dernières avancées et perspectives en recherche en cancérologie. L'objectif est de faire naître de nouvelles collaborations entre académiques, industriels et cliniciens. Environ 250 participants sont attendus.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« EUROBORON 8 »

Le CNRS de Montpellier, sous l'autorité de son Délégué Régional, Monsieur Jérôme VITRE, organisera du 24 au 27 juin 2019, à l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, une manifestation intitulée « EUROBORON 8 ». Les Conférences européennes sur la chimie du bore (EUROBORON), organisées tous les trois ans, constituent un forum où tous les aspects de la chimie du bore sont abordés par des scientifiques, professionnels et étudiants. EUROBORON revient donc cette année en France à Montpellier. Environ 200 participants sont attendus (Chercheurs, étudiants, industriels venus d'Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Suède, Italie, Etats-Unis, Pologne, République Tchèque, Russie, Australie).

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation

« CONGRES DE L'ANEPF »

L'Association pour le Congrès National 2019 de l'ANEPF à Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Mathurin LE NABAT, organisera du 27 au 30 juin 2019, à l'UFR Pharmacie de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès de l'ANEPF (Association Nationale des Etudiants en Pharmacie de France) ». Ce congrès au rayonnement National, regroupant 24 facultés de France des professionnels et acteurs du monde pharmaceutique a pour but amélioration de la santé publique, la promotion des études de santé, optimisation des études, l'amélioration de la profession de pharmacien. Environ 350 participants sont attendus (Etudiants en pharmacie de Montpellier et des 23 autres facultés de pharmacie de France).

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2019, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Chantal MARION, Mme Béatrice MICHEL.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79076-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1-rencontre missions locales.docx
- 2-MECAME 2019.docx
- 3-CIAM.docx
- 4-AGROFORESTERIE.docx
- 5-AEI.docx
- 6-SNFMI.docx
- 7-PHILA FRANCE 2019.docx
- 8-CIFAS FRANCE2019.docx
- 9-SPBI.docx
- 10-AFDA.docx
- 11-STATE OF THE MAP.docx
- 12-BIOMARKER DAYS.docx
- 13-EUROBORON.docx
- 14-CONGRES DE L ANEPF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Chantal MARION

Ressources Humaines - Véhicules de fonction 2019 - Désignation des bénéficiaires - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, un véhicule de fonction peut être attribué par nécessité absolue de service à certains agents occupant un emploi fonctionnel au sein de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'agit notamment des emplois de Directeur Général des Services, de Directeur Général des Services Techniques, de Directeur Général Adjoint des Services et d'un emploi de collaborateur de cabinet du Président.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-13-1 du Code général des collectivités territoriales, créé par la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, les conditions de cette attribution doivent faire l'objet d'une délibération annuelle.

Il est proposé au Conseil de fixer la liste des emplois de Montpellier Méditerranée Métropole donnant droit à un véhicule de fonction pour nécessité absolue de service comme suit :

- le Directeur Général des Services,
- la Directrice de Cabinet,
- le Directeur Général des Services Techniques,
- les Directeurs Généraux Adjointes des Services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- établir la liste des emplois pouvant bénéficier d'un véhicule de fonction telle que précisée ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76553-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Service public de l'eau et de l'assainissement - Eau potable - Économies d'eau - Opération AquaMétro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) Montpellier œuvre depuis 2007 pour mettre en place des actions de sensibilisation, de conseil et d'accompagnement sur les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Un appel à projets de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lancé en 2015 a été une opportunité de proposer un programme plus complet sur le volet « économie d'eau ».

Ce programme, baptisé **AquaMétro**, était inscrit au Contrat de Métropole et à sa convention d'application, pour la « gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques », signée le 28 janvier 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. A la suite de l'avis favorable du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau, il a été approuvé, en Conseil du 30 juin 2016, par délibération n°13946, les modalités du partenariat avec l'ALEC pour l'année 2016, au travers de la signature d'une convention. Ce partenariat a ensuite été reconduit en 2017 et en 2018.

L'Agence de l'Eau a approuvé en fin d'année dernière son nouveau programme d'aides qui ne lui permet plus d'intervenir sur les actions portées par le programme AquaMétro, lequel a été allégé et reconfiguré pour rester dans l'enveloppe financière accordée jusqu'à présent par la Métropole.

En effet, la pertinence de ces actions est confirmée, car elles concourent à la préservation des masses d'eau utilisées pour l'alimentation en eau de la population. Ainsi, les actions AquaMétro, reprises dans leur totalité, sont celles en réponse aux actions proposées pour l'atteinte du bon état quantitatif des eaux, par les Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) du bassin du Lez – Mosson – Etangs Palavasiens, dont l'animation est portée par le SYBLE, et de l'aquifère Molassique de Castries (entité 556B2), dont l'animation est assurée par le Syndicat Garrigues-Campagne et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient donc d'approuver pour la quatrième année ce partenariat qui comporte plusieurs actions :

- **Consommations d'eau du patrimoine communal et base de données des consommations d'eau dans les communes de Montpellier Méditerranée Métropole** : ces actions visent à identifier et analyser les consommations en eau des équipements communaux et de la Métropole, à bâtir un plan d'actions avec les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, à accompagner les services dans la mise en œuvre et à suivre les consommations pour analyser l'efficacité des actions. Cela comprend l'analyse des consommations des bâtiments et des espaces verts, la création d'une base de données et d'indicateurs, la comparaison à des indicateurs nationaux et locaux élaborés grâce à cette base de données et la définition d'un plan d'actions par commune. Il est nécessaire de poursuivre cette action d'analyse et de suivi des consommations pour aller jusqu'à la mise en œuvre systématique d'actions correctives ou préventives.
- **Défi des éco'minots** : cette action vise le public scolaire en mettant en œuvre des défis éco-écoles pour travailler sur des comportements économes en énergie et en eau. Une vingtaine d'écoles par an, soit environ 3 000 enfants, ont adhéré à ce défi en 2016 et 2017, pour des économies d'eau de l'ordre de 15 à 20%. Cette action permet, outre la sensibilisation des enfants et des personnels éducatifs, de créer du lien et une meilleure dynamique de travail dans les communes avec les agents et les élus. La poursuite de ce défi sur les saisons 2017-2018 et 2018-2019 permettra de toucher la dizaine de communes non encore participantes au défi pour gagner en efficacité sur l'ensemble du territoire de la Métropole. L'ADEME co-finance cette action.

- **Espace Info Eau** : cette action concerne l'accompagnement du grand public à travers un espace dédié à l'eau qui est le pendant de l'espace Info Energie actuel : conseils, centre de ressources, animations, ateliers pratiques... Cette action se renforce d'un partenariat avec la Régie des Eaux, avec des interventions lors de leurs animations, un enrichissement des liens et des sites internet pour améliorer les conseils, trucs et astuces et la création d'un module eau pédagogique.
- **Copr'Eau** : cette action permet de travailler avec des copropriétés, en les accompagnant pour la mise en œuvre de bilan simplifié de leur consommation en eau, en analysant leur niveau de consommation, en sensibilisant et en distribuant des kits économes et en diffusant largement les retours d'expériences.
L'opération d'équipement et de suivi des consommations sur une copropriété, particulièrement efficace et appréciée, sera développée sur 3 copropriétés. *A contrario*, l'action de bilan eau simplifié ne remportant que peu de succès, le travail sera orienté vers les bailleurs sociaux

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat 2019 avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC),
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 067, pour un montant de 69 449 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ,
M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78318-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Opération AquaMetro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Service public de l'eau et de l'assainissement - Ressource en eau et politique agroécologique et alimentaire - Étude d'opportunité technico-économique de développement de Filières Bas Niveau d'Impacts (FIBANI) - Demande d'aides financières - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a adopté par délibération le 29 juin 2015 sa politique stratégique agroécologique et alimentaire visant à répondre aux 5 finalités suivantes :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

L'efficiance de cette démarche nécessite d'œuvrer en transversalité avec la politique de gestion intégrée de l'eau, et en particulier la lutte contre la pollution, compétence statutaire adoptée par délibération du 19 juillet 2018, venant renforcer la compétence eau potable dévolue aux métropoles par le Code général des collectivités territoriales.

Dans ce cadre, il paraît pertinent d'accompagner la transition agroécologique des territoires par le développement de nouvelles filières agricoles ayant peu d'impact sur l'environnement et en particulier sur la ressource en eau, tout en satisfaisant un objectif de rentabilité suffisante aux exploitations. Au-delà de ces deux enjeux clés qui sont l'environnement et la viabilité économique, il s'agit aussi d'enclencher une réflexion sur des cultures adaptées aux phénomènes de changements climatiques et répondant à l'enjeu alimentaire de la Métropole.

Les cultures bas niveau d'impact peuvent être :

- des cultures conduites suivant un mode de production peu impactant pour la ressource en eau (mode de production biologique, pratique de désherbage alternatif aux pesticides, productions certifiées Haute Valeur Environnementale...),
- des cultures intrinsèquement peu impactantes pour la ressource en eau.

Dans ce contexte, il est proposé que la Métropole porte un projet d'action publique visant les objectifs évoqués précédemment, par l'implémentation du projet « FIBANI », pour Filières Locales Bas Niveau d'Impacts. Il s'agit d'accompagner la réflexion sur l'opportunité d'émergence de nouvelles filières agricoles sur le territoire, qui répondraient à 3 grands enjeux :

- Reconquérir et préserver la qualité de l'eau ;
- Accompagner le développement agricole et alimentaire en cohérence avec la stratégie de la politique agroécologique et alimentaire ;
- Faire face aux changements climatiques et ses conséquences sur les exploitations aux filières « classiques ».

Le projet FIBANI est construit en deux temps :

- 1^{ère} phase d'émergence : un état des lieux, portant une vision prospective et analysant la faisabilité technique et économique de nouvelles cultures et de leurs filières de valorisation.
- 2^{nde} phase opérationnelle : son lancement sera conditionné aux conclusions de la phase 1 et visera à entrer dans l'opérationnalité d'installation des filières les plus pertinentes par une expertise et une animation de territoire plus approfondies.

Le projet FIBANI vise une réalisation de l'étude dans sa phase d'émergence en 2019, par un prestataire spécialiste des questions agronomiques, économiques et de dynamique territoriale. Une gouvernance sera instaurée intégrant les partenaires (intercommunalités voisines, organismes de recherche, chambres consulaires, ...) intéressés par la démarche.

Dans le cadre de son 11^{ème} programme d'intervention, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse soutient l'action de reconquête de la qualité de l'eau par le développement de filières à bas niveau d'impact et peut soutenir à hauteur de 70% la phase d'émergence de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- engager la première phase d'émergence évaluée à 30 000 €,
- dire que le montant de cette étude est inscrit au budget annexe de l'eau potable, chapitre 01,
- solliciter les aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse sur cette première phase,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78365-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Service public de l'eau et de l'assainissement - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la commune du Crès - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée « Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette création a eu pour effet la prise en charge de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute, détenue par la Métropole, par la Régie des Eaux.

Dans le cadre de la politique de renouvellement de réseaux mise en œuvre par la Régie et la Métropole, il s'avère que les réseaux de la commune du Crès sont vétustes et anciens, et présentent de façon récurrente des casses et désordres. Il est proposé ainsi de mener une opération de renouvellement d'ensemble, à l'échelle d'un quartier entier, situé entre l'avenue de la Méditerranée et l'avenue de la Garrigue.

Ces travaux consistent à renouveler, sur chacune des rues suivantes, de 100 à 150 ml de réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées :

- rue des Acacias,
- rue des Rosiers,
- rue des Marguerites partie haute,
- rue des Hortensias,
- rue du Commerce.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- **415 800,00 € HT** pour la part eau potable à la charge la Régie,
- **838 200,00 € HT** pour la part assainissement à la charge de la Métropole.

Compte tenu des contraintes de circulation dans ce secteur, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des projets d'assainissement et d'eau potable, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et notamment le coût financier et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Dans cette perspective, la Régie des eaux souhaite déléguer à Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions définies dans une convention de co-maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau potable.

La Métropole sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés. Elle sera pour cela rémunérée à hauteur de 5% du montant HT de la part eau potable de l'opération.

La convention fixe par ailleurs les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques, géotechniques et frais divers, mis à la charge de chaque entité. Elle entrera en vigueur dès sa signature.

Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement, soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

Les études et travaux seront menés sur les années 2019 et 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole, relatif au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la commune du Crès,
- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77133-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Service public de l'eau et de l'assainissement - Programme des équipements publics relatif à la desserte des eaux usées - ZAC Saint-Estève - Commune de Pignan - Avenant à la convention - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°11663 du 26 juin 2013, il a été approuvé le principe de réalisation du programme des équipements publics d'assainissement des eaux usées de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) Saint Estève de la commune de Pignan.

Une convention avec la commune et l'aménageur avait ainsi été signée arrêtant les modalités de réalisation et de financement des travaux de desserte en assainissement de la ZAC et mettant à la charge de l'aménageur une participation à hauteur de 955 250 € HT, soit 1 146 300,00 € TTC. Ce montant comprenait :

- le coût des travaux d'extension des réseaux de collecte évalués à 510 000 € HT soit 612 000,00 € TTC y compris frais d'études et aléas, à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole,
- la participation aux travaux de mise en conformité des équipements d'assainissement desservant la commune de Pignan à hauteur de 685 € par logement, telle que prévue par la délibération du Conseil n°10124 du 21 avril 2011, soit un montant total de 445 250 €.

Dans le cadre de la réalisation des travaux, l'aménageur a dû réaliser un poste de refoulement provisoire afin de prendre en compte un décalage de planning dans la réalisation des travaux à réaliser par la Métropole. Il est proposé que ces frais supplémentaires, non prévus initialement, soient déduits du montant dû par l'aménageur au titre de la convention initiale.

De ce fait, il est proposé un avenant à la convention initiale arrêtant le nouveau montant de la participation due par l'aménageur. Le coût réel des travaux à déduire s'élevant à 47 676 € HT, soit 57 211,20 € TTC le nouveau montant de la participation s'élève à 907 574 € HT soit 1 089 088,80 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention pour la réalisation du programme des équipements publics d'assainissement des eaux usées de la ZAC Saint Estève avec la commune de Pignan,
- dire que le nouveau montant de la participation due par l'aménageur est fixée à 907 574 € HT, soit 1 089 088,80 € TTC.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77141-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Eric PENSO, Joël VERA

Sports et Traditions sportives - Eurovolley France 2019 - Convention de partenariat pour l'accueil de l'Eurovolley à Montpellier avec le Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, fidèle à sa politique sportive à destination du sport haut niveau, soutient l'organisation sur son territoire de manifestations d'envergure nationale et internationale, dont l'audience auprès du public et l'impact médiatique contribuent à promouvoir la pratique sportive et participent au développement local de son territoire.

Compte tenu de la place particulière occupée, à la fois pour des raisons historiques et culturelles, par le volleyball à Montpellier et dans la Métropole, et compte tenu de l'impact prévisible et attendu de l'événement, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité se rassembler dans un partenariat destiné à financer, sur leur territoire, l'organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019, des actions communes d'accompagnement permettant la réussite de l'événement et le développement de la pratique sportive en général et du volleyball en particulier.

En effet, le 1^{er} septembre 2017, la Confédération Européenne de Volleyball (CEV) a décidé d'attribuer la compétition à la France, la Belgique, les Pays-Bas et la Slovénie, au regard de la qualité technique du projet présenté et de l'engagement des quatre fédérations au profit du Volleyball en Europe.

La compétition se déroulera du 12 au 29 septembre 2019 autour de 24 équipes pour un total de 76 matchs. La France accueillera 21 rencontres sur son territoire : l'une des 4 poules qualificative (6 équipes), deux huitièmes de finale, un quart de finale et trois matchs de la phase finale (une demi-finale, le match de classement pour la troisième place et la finale).

Pour assurer l'organisation de la partie qui lui incombe, la Fédération Française de Volleyball a mis en place le « Comité d'Organisation France Volley » ayant vocation à associer l'ensemble des parties prenantes concernées à la conduite de ce projet.

Du fait de la qualité des infrastructures sportives et de la capacité d'accueil de l'Arena Sud de France, de l'accessibilité du territoire et de sa capacité hôtelière, de la qualité du programme d'accompagnement proposé par Montpellier, la Fédération Française de volleyball a décidé le 24 février 2018 de confier aux acteurs du territoire de la Métropole l'organisation des matchs de poule de l'Equipe de France du 12 au 18 septembre 2019.

Forte de son expérience dans l'accueil d'événements sportifs majeurs comme les Coupes du Monde de Football, de Handball et de Rugby, les arrivées et départs du Tour de France, l'accueil des rencontres de l'équipe de France de Volleyball sur le site de l'Arena Sud de France s'inscrit totalement dans le cadre de la politique sportive de la Métropole.

Cet engagement doit être formalisé par une convention de partenariat conclue entre le Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019 (CO France Volley) et les acteurs locaux du territoire de la Métropole, constitués de la Ligue Régionale de Volleyball, du Conseil Régional Occitanie, du Conseil Départemental de l'Hérault, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention définit les conditions d'accueil de l'événement sur le territoire pour la préparation et le déroulement des matchs organisés à Montpellier, les engagements CO France Volley et des acteurs du territoire, les modalités de soutien financier des différentes collectivités partenaires ainsi que les modalités du programme d'hospitalités, de promotion et de communication de l'événement et le programme d'animations périphériques permettant de favoriser la découverte et la pratique du volleyball par tous.

Dans ce cadre, la convention d'accueil prévoit une contribution financière globale de 800 000 € répartie entre la Région Occitanie, le Conseil Départemental de l'Hérault, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2019-5 du Conseil de Métropole en date du 31 janvier 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté le versement d'une subvention de 125 000 €.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole pourra utiliser la charte graphique de l'événement dans le cadre de la communication institutionnelle et de la promotion de l'événement et bénéficiera d'une visibilité sur les différents outils de communication de la manifestation ainsi que sur le site de la compétition.

La convention est conclue pour la durée de l'organisation de l'événement et prendra fin à l'issue du championnat d'Europe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature de la convention d'accueil du Championnat d'Europe de Volleyball « Eurovolley » 2019 avec le Comité d'Organisation du Championnat d'Europe de Volleyball 2019, la Ligue Régionale de Handball, la Région Occitanie et le Conseil Départemental de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77236-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20190314_Convention Territoire_Montpellier.DOCX

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Eric PENSO, Joël VERA

Sports et Traditions sportives - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Organisation de la 5ème édition 2019 - Affectation de subvention - Convention d'attribution - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive, Montpellier Méditerranée Métropole participe à la promotion des sports traditionnels de son territoire.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient la Fête du Taureau, organisée en juin à Baillargues.

Pour faire que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération Française de la course camarguaise, le « Trophée Taurin » de Montpellier Méditerranée Métropole.

La course camarguaise très implantée sur le territoire de la Métropole rayonne également au-delà de ses frontières. Les spectateurs, les sportifs, les manadiers assistent et participent également aux manifestations de course camarguaise sur les communes limitrophes à la Métropole.

C'est dans cet esprit que le Trophée taurin et la Métropole justifient d'un lien particulier avec les communes limitrophes disposant d'arènes permettant d'accueillir des courses camarguaises de qualité comme Lansargues, Mauguio et Lunel.

En 2019, il est proposé de renouveler la manifestation en organisant 11 courses sur le territoire de 11 communes qui sont portées candidates, villages de tradition et de culture taurine : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès Maguelone, Pérols, Le Crès, Lattes, Saint Georges d'Orques, Mauguio, Lansargues et Lunel.

Les courses s'inscrivent dans le calendrier annuel des trophées de l'Avenir et des As de la Fédération Française de la course camarguaise et doivent respecter le règlement et les modalités d'organisation des courses définies dans le cahier des charges du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole.

Elles contribueront à faire rayonner le Trophée Taurin au-delà des frontières de la Métropole.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter **28 000€** de subvention de fonctionnement aux associations métropolitaines suivantes, à raison de **3 500 euros** par club taurin :

- « Le Sanglier » à Baillargues,
- « Le Trident » à Saint Geniès des Mourgues,
- « Association Pérolienne pour la Maintenance des Traditions » à Pérols,
- « Le Trident » à Castries,
- « Le Trident » à Saint Georges d'Orques,
- « Section Taurine Paul Ricard » à Villeneuve-lès-Maguelone,
- « Lou Tau » à Lattes,
- « Joujou » à Le Crès.

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacune de ces associations pour déterminer les conditions d'attribution de cette aide.

Les prix attribués aux meilleurs clubs taurins et aux meilleurs raseteurs de chaque course feront l'objet d'une affectation complémentaire par délibération du Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement de l'édition 2019 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver l'affectation des subventions aux associations susvisées pour l'organisation des courses du Trophée,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933, article comptable 65748,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer les conventions afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-77116-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- TROPHEE TAURIN 3M 2019 CONVENTION ASSOCIATION PEROLIENNE POUR LA MAINTENANCE DES TRADITIONS CAMARGUAISES.doc
- TROPHEE TAURIN 3M 2019 CONVENTION CERCLE TAURIN LE TRIDENT CASTRIES.doc
- TROPHEE TAURIN 3M 2019 CONVENTION CLUB TAURIN LE JOUJOU AU CRES.doc
- TROPHEE TAURIN 3M 2019 CONVENTION CLUB TAURIN LE LE TRIDENT ST GENIES DES MOURGUES.doc
- TROPHEE TAURIN 3M 2019 CONVENTION CLUB TAURIN LE LE TRIDENT ST GEORGES D'ORQUES.doc
- TROPHEE TAURIN 3M 2019 CONVENTION CLUB TAURIN LE SANGLIER A BAILLARGUES.doc
- TROPHEE TAURIN 3M 2019 CONVENTION CLUB TAURIN LOU TAU LATTES.doc
- TROPHEE TAURIN 3M 2019 CONVENTION SECTION TAURINE PAUL RICARD VILLENEUVE LES MAGUELONE.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Eric PENSO, Joël VERA

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Centre Nautique Neptune - Animations estivales - Dispositif Été Mosson 2019 - Tarification - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Le Centre Nautique Neptune, ouvert au public depuis décembre 1969 est intimement lié au quartier de la Mosson dans lequel il est implanté, et accueille chaque année près de 150 000 personnes et 66 associations sportives utilisatrices.

Consciente du rôle primordial de cet équipement structurant du réseau des piscines en matière de lien social, Montpellier Méditerranée Métropole contribue chaque année à renforcer son programme d'animations estivales à destination des jeunes issus de ce quartier prioritaire de la politique de la ville.

Dans ce cadre, depuis plusieurs années, des animations spécifiques sont mises en œuvre chaque été sur cet équipement afin d'offrir une grande variété d'activités aux publics (cours d'aquagym, activités de plein air, badminton, tennis de table, etc.).

Cette année, il est proposé de mettre en place quotidiennement une animation sportive multi-activités à destination des jeunes publics âgés de 8 à 14 ans du 8 juillet au 23 août 2019 en partenariat avec la Ville de Montpellier, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et des associations sportives partenaires.

La première composante de cette animation sportive aura lieu au Centre Nautique Neptune, afin d'accueillir une centaine de jeunes autour d'activités nautiques encadrées par les éducateurs sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole, du 8 juillet au 2 août 2019, du lundi au vendredi, de 15h00 à 17h30, et du 5 au 23 août 2019, les lundis, mercredis et vendredis, de 15h00 à 17h30.

La seconde composante de l'animation réside dans sa complémentarité avec des activités proposées aux jeunes âgés de 8 à 14 ans au sein du stade de la Mosson et du gymnase municipal Jean Bouin et ses plateaux sportifs annexes, afin de pratiquer un mélange d'animations sportives et culturelles (comme par exemple : football, basket-ball, futsal, break dance, etc.). Un appel à projets a été lancé par la Ville de Montpellier auprès des associations sportives qui souhaitent participer à ce programme d'animation.

Afin de permettre l'accès des jeunes aux animations qui seront proposées, il apparaît opportun de mettre en place un tarif d'accès journalier (hors week-end) au Centre Nautique Neptune réduit à 1 € pour la tranche horaire 15h00-17h30.

Ce nouveau tarif préférentiel prendra effet le 8 juillet 2019 et s'achèvera le 23 août 2019 à 17h30.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place d'une animation multi-activités au sein du Centre Nautique Neptune en lien avec la Ville de Montpellier, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et des associations partenaires,
- adopter le nouveau tarif d'accès au Centre Nautique Neptune à 1 € dans les conditions évoquées ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76895-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Eric PENSO, Joël VERA

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Piscine Les Néréides de Lattes - Opération "La Nuit du Sport" - Gratuité d'accès - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

En favorisant l'apprentissage de la natation pour tous, ainsi qu'en permettant aux associations sportives de la Métropole qui le souhaitent d'évoluer au sein de ses installations sportives (stades, piscines, etc.) Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire.

Consciente que l'amélioration du bien-être de ses habitants passe par la pratique d'une activité sportive régulière, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place, depuis 2013, un programme hebdomadaire d'activités à destination du grand public orienté vers la sécurité, la santé, le bien-être, l'éducation et la solidarité. Près de 1700 personnes sont ainsi accueillies chaque semaine dans le cadre de ce programme et plus de 165 animations hebdomadaires sont réparties dans les 14 piscines du réseau.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé d'organiser à la piscine Les Néréides de Lattes la 6^e édition de « La Nuit du Sport », le vendredi 19 avril 2019, de 17h à 21h30. Le but de cette manifestation ouverte au plus grand nombre est de promouvoir les bienfaits de l'activité physique par le biais d'aménagements spécifiques dans la piscine.

Des structures ludiques gonflables, un circuit training, une aquagym géante, un jardin aquatique pour les enfants, et des baptêmes de plongée seront mis à la disposition du public dans une ambiance festive et musicale.

Ces animations sont développées en étroite collaboration avec les associations sportives bénéficiant de créneaux d'entraînement à la saison dans cet établissement.

Dans ce contexte, il est proposé d'autoriser l'accès gratuit de l'équipement aquatique le vendredi 19 avril 2019, de 17h à 21h30.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation de la 6^e édition de « La Nuit du Sport » à la piscine Les Néréides de Lattes,
- autoriser la gratuité des entrées dans cet établissement, le vendredi 19 avril 2019, entre 17h et 21h30,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-76876-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Chantal MARION, Eric PENSO

Sports et Traditions sportives - Associations et clubs sportifs - Attribution de subvention - Convention d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que l'ensemble des subventions de fonctionnement, permettant de soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et plus spécifiquement au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Ces montants intègrent, le cas échéant, les sommes affectées en décembre 2018 avant le vote du budget primitif 2019 (délibération n° 2018-692 du 21 décembre 2018).

Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant proposé
ASPTT Tennis	Fonctionnement		25 000 €
Montpellier Funny Riders (Rollers)	Fonctionnement		1 000 €
Association Montpellier GRS	Projet	Organisation de la « Dany Cup » Tournoi international de GRS qui se déroulera du 22 au 23 juin au Palais des Sports Pierre de Coubertin à Montpellier	3 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- approuver les conventions d'attribution ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-79902-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER ASPTT TENNIS - Conseil du 22 03 2019.doc
- CONVENTION MONTPELLIER GRS Dany Cup - Conseil du 22 03 2019.doc
- BP 2019 CONVENTION MONTPELLIER FUNNY RIDERS (conseil du 22 mars 2019).doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSOUS

Transports et Mobilité - Tramway 5ème ligne - Bilan de la concertation - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la ligne 4, inauguré le 1er juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil a confirmé la poursuite du projet de la ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du Parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiale.

En effet, dans le cadre de la reconversion de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), la Ville de Montpellier et la Métropole souhaitent aménager le Parc Montcalm en un vaste espace vert de loisir de 20 hectares ouvert à la population. Le tracé initial de la ligne 5 dans ce secteur est par conséquent incompatible avec cette ambition.

Par délibération n°14926, du 27 septembre 2017, la Métropole définissait les objectifs et les modalités de la concertation pour un nouveau tracé entre le carrefour route de Lavérune / avenue de Vanières et la place du 8 mai 1945.

Par délibération n°M2018-149 du 26 avril 2018, la Métropole a approuvé la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique de la Ligne 5.

La DUP a été prorogée pour 5 ans par arrêté préfectoral n°2018.I.638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°M2018-148 du 26 avril 2018, la Métropole a approuvé le bilan intermédiaire de la concertation préalable.

Ce bilan a confirmé le passage par la rue Lepic et la traversée de l'EAI, tracé conforme à la DUP initiale. Au-delà, la concertation mise en œuvre a permis d'identifier deux scénarii préférentiels entre l'EAI et le carrefour Lavandin/Lavérune. L'un emprunte la rue des Chasseurs puis la route de Lavérune, l'autre la rue des Lavandins.

Le bilan intermédiaire a également précisé que le passage par le boulevard Paul Valéry puis l'avenue de Vanières n'assurait que partiellement la desserte du quartier Ovalie. Il a donc été demandé de poursuivre le tracé par le boulevard Paul Valéry au-delà de l'avenue de Vanières pour *a minima* maintenir la desserte du quartier Ovalie et améliorer la desserte du quartier Val de Croze (Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville).

Il a donc été proposé de revoir le périmètre de la modification du tracé et par conséquent celui de la concertation pour le fixer entre la rue des Chasseurs et le rond-point Paul Fajon et ainsi poursuivre la concertation.

Concertation du 5 – 26 juin 2018

Du 5 au 26 juin 2018, une exposition présentant les différents tracés entre le boulevard Paul Valéry et le rond-point Paul Fajon a été organisée. Ont été exposés :

- un rappel du tracé de la ligne 5 déclaré d'utilité publique ;
- un rappel du bilan intermédiaire de la concertation ;
- un plan et, sous forme de tableau, les caractéristiques de chacun des 4 scénarii présentés à la concertation ;
- un plan d'ensemble des 4 scénarii.

Pour rappel, les 4 scénarii proposés étaient :

- Variante A : Place de Chine – Avenue du XV de France ;
- Variante B : Rue Pierre Bouyeron – Rue Benezech ;
- Variante C : Rieucoulon ;
- Variante D : Rouget de Lisle.

Cette présentation a été mise en ligne également sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

Durant la même période et sur le même lieu, un registre à feuillets non mobiles a été mis à disposition afin de recueillir les observations du public.

Ces modalités de concertation ont été portées à la connaissance du public par voie de presse (*La Gazette*, *Midi Libre* et *20 minutes*).

De plus, une réunion publique s'est tenue le 27 juin 2018, en salle Pelloutier à l'Hôtel de Métropole. Cette réunion publique a été annoncée par voie de presse ainsi que sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole a également informé les habitants du périmètre concerné par la distribution, dans les boîtes aux lettres, de cartons d'invitation.

Le registre mis à disposition à l'Hôtel de Ville de Montpellier a consigné six remarques. Deux remarques ont émis un avis sur les variantes, deux sur la nécessité de faire la ligne rapidement dans sa totalité.

Lors de la réunion publique du 27 juin 2018, les citoyens ont pris la parole et donné leur avis sur les scénarii proposés dans le quartier Ovalie et Val de Croze. Il est ressorti une préférence pour le tracé empruntant les rues Pierre Bouyeron et Benezech.

Réunion avec les associations du 6 septembre 2018

Les associations locales concernées dont l'objet social concerne l'urbanisme, le cadre de vie, les transports, ont été invitées également à une réunion publique le 6 septembre 2018 en salle du Conseil à l'Hôtel de Métropole.

Sur les 29 associations invitées, 12 ont répondu présentes. De nombreuses personnes ont pris la parole. Le tracé préférentiel ressorti des réunions publiques précédentes n'a pas fait l'objet d'opposition. Globalement les associations ont souhaité voir le projet avancer rapidement.

Réunion publique du 6 décembre 2018

Cette réunion s'est tenue au GGL stadium dans le quartier Ovalie. Elle a été annoncée par voie de presse ainsi que sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole ; des cartons d'invitation ont également été distribués dans les boîtes aux lettres du périmètre concerné.

Les insertions du tracé privilégié à l'issue de la réunion publique du 26 juin ont été présentées.

Le passage par les rues Bouyeron et Benezech a fait l'objet de contestations nombreuses par le public qui a jugé les impacts du passage du tramway incompatible avec l'usage et la largeur de ces rues actuellement. Les habitants de la rue Bouyeron n'avaient pas pu s'exprimer lors des phases préalables de concertation puisque les immeubles qu'ils habitent sont neufs et ont été livrés à l'été 2018.

A l'issue de cette réunion, la Métropole a proposé de réaliser des études complémentaires sur d'autres tracés.

Réunion publique du 20 janvier 2019

Cette réunion s'est tenue à la maison pour tous Michel Colucci. De nouvelles variantes ont été présentées dans les quartiers Ovalie et Val de Croze :

- Rue de Bugarel / XV de France / Passage du Pas du Loup / Benezech / Rouget de Lisle ;
- Rue de Bugarel / XV de France / Pas du Loup / Vanières / Lavérune ;
- Rue de Bugarel / XV de France / Place de Chine / Rouget de Lisle.

Celle passant par l'avenue du XV de France et la place de Chine présentant plusieurs avantages a été plébiscitée par le public. Ce tracé permet d'être au cœur du quartier prioritaire Val de Croze.

A l'issue de cette réunion, le tracé préférentiel qui ressort des réunions publiques emprunte donc la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, Place de Chine et la rue Rouget de Lisle.

Réunion publique du 14 février 2019

Cette réunion s'est tenue à la salle Pelloutier à l'Hôtel de Métropole.

Sur le tracé préférentiel, les principes d'aménagement ont été présentés rue par rue en définissant l'emplacement des fonctions cycles, piétons, véhicules et tramway ainsi que l'impact foncier du projet. Le public a pu demander des précisions sur les insertions montrées.

Les réunions publiques des 27 juin, 6 septembre et 6 décembre 2018, 20 janvier et 14 février 2019 ont fait l'objet un compte-rendu synthétique consultable sur le site internet de la Métropole : <http://www.montpellier3m.fr/actualite/ligne-5-de-tramway-les-riverains-donnent-leur-avis>. Les présentations faites en réunion y sont également présentes.

Bilan de la concertation

Cette concertation auprès de la population, des associations et des instances concernées, a permis de préciser le tracé privilégié et les partis d'aménagement associés.

Il est possible, en analysant les remarques des populations concernées et en tenant compte de l'avancée des études d'établir la synthèse suivante.

Le passage par la rue Lepic et la traversée de l'EAI sont confirmés jusqu'à la rue des Chasseurs ; le tracé de la DUP initiale sur ce tronçon n'est en conséquence pas modifié.

A la suite, les nombreux échanges organisés avec les habitants lors des différentes réunions de concertation organisées, ont permis de retenir un tracé préférentiel qui emprunte la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon.

Ce tracé répond aux objectifs de la ligne 5 tout en préservant le parc Montcalm et en étant au plus près des quartiers prioritaires.

Ce tracé et les insertions proposées ne font pas débat.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan de la concertation préalable à la modification du tracé de la ligne 5 de tramway ;
- approuver le tracé modifié qui emprunte la rue des Chasseurs, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, l'avenue du XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon ;
- approuver le programme du tracé modifié ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78150-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Rabii YOUSSEF

Transports et Mobilité - Tramway 5ème ligne - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour le dévoiement et le renouvellement de canalisations d'eau potable - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Métropole a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1^{er} juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°M2018-149 du 26 avril 2018, le Conseil a approuvé la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Ligne 5 et par arrêté n°2018-I-638, du 13 juin 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a prorogé la DUP pour 5 ans.

Dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, l'ensemble des voiries concernées par le tracé vont être refaites et les réseaux doivent être déplacés lorsqu'ils sont situés sous la future plate-forme.

Deux feeders d'eau potable de diamètre nominal (DN) 1000 et de diamètre nominal (DN) 1300, datant de 1936 et 1977, se trouvent impactés par le tracé du tramway route de Mende à Montpellier. Il est nécessaire de procéder au dévoiement et au renouvellement de ces réseaux dans le cadre des travaux du tramway, permettant ainsi à la Régie des Eaux de contribuer au renouvellement, au renforcement et à la sécurisation de son réseau primaire.

Dans ce cadre, il s'agit de :

- remplacer et renforcer le DN1000 route de Mende à Montpellier en un DN1300,
- réhabiliter par tubage le DN1300 route de Mende,
- procéder au dévoiement du DN1000 sous la rue Pezet, hors des emprises tramway.

La convention a pour objet d'organiser les modalités de maîtrise d'ouvrage et de financement des dévoiements des feeders d'eau potable DN1000 et DN1300, dans le secteur de la route de Mende à Montpellier, nécessaires au projet de 5^{ème} ligne de tramway.

Dans ce cadre, il a été décidé d'intégrer aux travaux de construction de la 5^{ème} ligne de tramway, la rénovation et le dévoiement des réseaux DN1000 et DN1300 situés route de Mende, rue du Truel, rue du Docteur Pezet et rue Henri Dunant.

Ces opérations étant fortement imbriquées à l'opération tramway conduite par la Métropole, la Régie des Eaux désigne à cet effet la Métropole afin d'en assurer la maîtrise d'ouvrage.

TaM en sa qualité de mandataire de l'opération Ligne 5 prendra en charge la réalisation de l'ensemble des travaux.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 19 652 000 euros HT (valeur juillet 2018), soit 23 582 400 euros TTC. La prise en charge financière de ces travaux étant répartie entre la Métropole et la Régie à hauteur de :

- 11 304 000 euros HT à la charge de la Régie, soit 58%,
- 8 347 000 euros HT à la charge de la Métropole, soit 42%.

La Métropole présentera à la Régie un état des dépenses effectuées accompagné des pièces justificatives correspondantes. Les travaux réalisés seront remboursés par la Régie aux coûts réels toutes taxes comprises.

Le paiement du solde interviendra après réception des travaux, sur production d'un récapitulatif des décomptes généraux et définitifs des marchés et des factures, et des procès-verbaux de réception des travaux.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux pour le dévoiement et le renouvellement de canalisations d'eau potable,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74671-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2019 02 22_ConvL5_TravauxAEPteMende_VF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Transports et Mobilité - Convention de financement de la réalisation du franchissement de l'autoroute déplacée et étude du franchissement de l'autoroute existante avec Autoroutes Sud de France - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre des grands projets d'infrastructures impactant le Sud de la Métropole, dans le secteur de la Mogère et d'Odysseum, afin de rétablir les circulations de part et d'autre de l'autoroute A9 déplacée et d'assurer un accès direct à la gare TGV Montpellier Sud de France. Montpellier Méditerranée Métropole a décidé en 2014, par le biais d'une convention de financement signée par délibération n°12549 du 1^{er} octobre 2014, de prendre en charge le financement intégral de la construction de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute A9 déplacée.

Cet ouvrage de franchissement de l'autoroute A9 déplacée (PS 993) permettant d'accéder à la nouvelle gare Montpellier Sud de France a été construit et remis à Montpellier Méditerranée Métropole en 2017.

Cette convention intégrait également le financement des études relatives à la conception d'un ouvrage de franchissement de l'A709.

Ces deux ouvrages de franchissement de l'infrastructure autoroutière A709 et de l'autoroute A9 déplacée, dont la réalisation a été confiée à Autoroute Sud de France (ASF), concessionnaire de l'autoroute A9 déplacée, s'inscrivent dans le cadre du projet d'Extension de la ligne 1 de tramway entre Odysseum et la gare TGV Montpellier Sud de France.

Afin de poursuivre les études et intégrer le coût des travaux de l'ouvrage de franchissement de l'A709, un avenant n°1 à la convention initiale, signée en novembre 2014, doit être signé par Montpellier Méditerranée Métropole et ASF. Le projet retenu consiste :

- d'une part en la construction en deux phases d'un ouvrage d'art de franchissement de l'autoroute A709, situé à l'Est du PS118 existant ;
- d'autre part en la démolition de l'ouvrage de franchissement de l'A709 existant (PS118).

Cet avenant a pour objet de définir les conditions financières dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole participera à la réalisation de l'ouvrage sur l'A709.

ASF assurera l'ensemble des prérogatives et responsabilités inhérentes à la maîtrise d'ouvrage, à l'exception du financement du projet (études et travaux), dont la charge incombe intégralement à Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet global prévisionnel se monte à 14.6 M€ TTC (études et travaux), ASF est chargée de récupérer la TVA et la Métropole versera le différentiel soit 12.2 M€.

Les travaux seront engagés après accord formel de la Métropole.

Le coût définitif de l'opération sera établi après l'exécution des marchés de travaux, tels qu'éventuellement modifiés dans le cadre d'avenants, et à l'issue de la période de parfait achèvement ; il intégrera tous les coûts afférents dûment justifiés par ASF.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de financement de la réalisation du franchissement de l'autoroute déplacée et d'étude du franchissement de l'autoroute existante,
- solliciter toutes les subventions possibles sur cette opération, notamment dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2023,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190322-75064-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant.doc
- AVENANT SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI

Transports et Mobilité - Parking Circé - Convention relative à l'installation et au raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat mais aussi des communes d'un « réseau d'alerte performant et résistant », constitué de 3 900 sirènes.

Ce nouveau système d'alerte et d'information des populations prévoit notamment l'implantation d'une sirène, propriété de l'Etat, dans le parking Circé, propriété de la Métropole et exploité par la TaM.

Une convention doit par conséquent être signée entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Montpellier et TaM afin notamment de fixer les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, mais également les conditions de l'entretien ultérieur du système afin d'assurer le bon fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

Le coût des opérations d'installation et d'achat du matériel installé est pris intégralement en charge par le Ministère de l'Intérieur.

De son côté, en tant que propriétaire et exploitant du parking sur lequel est implantée la sirène, Montpellier Méditerranée Métropole et TaM s'engagent à fournir le raccordement au réseau électrique et la fourniture en énergie de la totalité des équipements composant la sirène.

La Ville de Montpellier devra assurer les actions de maintenance de premier niveau sur l'ensemble des équipements étatiques composant la sirène.

La convention précise les obligations des parties. Elle est conclue pour trois ans et pourra être reconduite par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention relative à l'installation et au raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget Annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 023 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-75062-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20190219_Convention_Vdef1550570907193.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 22 mars 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

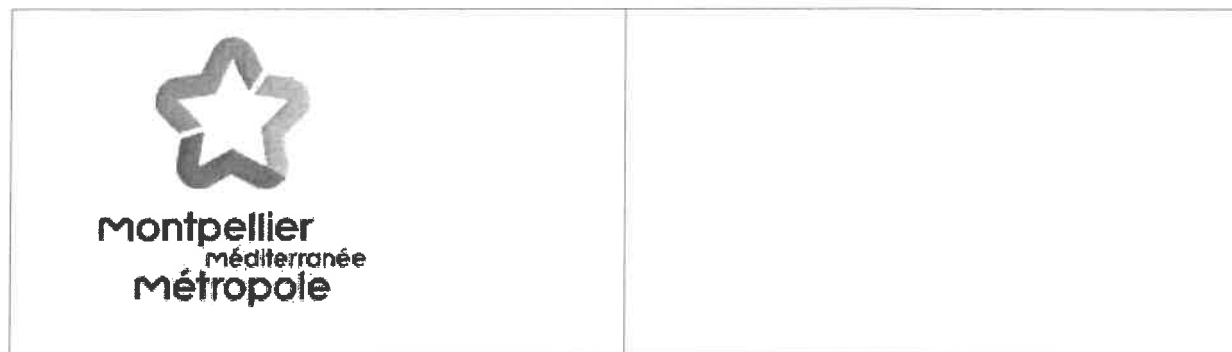
N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2018-889	Décision relative au marché complémentaire n°8.64C de signalisation ferroviaire dans le cadre de la 5ème ligne de tramway - Complément à la délibération n°14390	317
MD2018-942	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°8.881 de réalisation de prestations diverses de reprographie et numérisation dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	319
MD2018-977	Décision relative à l'attribution du marché maîtrise d'œuvre n°3.166 pour les travaux de reprise des revêtements de la plateforme de la 3ème ligne de tramway	321
MD2018-1134	Décision relative au marché n°4897AT17 - RD68 LIEN - Liaison RD610/A9 - Maîtrise d'œuvre - Avenant n°3 - Autorisation de signature	323
MD2018-1167	Décision relative au marché n°M8B0005DE - Action de formation et d'accompagnement d'entreprises innovantes à la levée de fonds privés du Business Innovation Centre (BIC) - CAP ALPHA et CAP OMEGA	325
MD2018-1173	Décision relative au marché n°M8B0042DS de fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole	328
MD2018-1179	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°12 Route de Mende à Montpellier (lots 72/85/393/617/618)	331
MD2018-1189	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°15 - 1445 Route de Mende à Montpellier	333
MD2018-1192	Décision relative à l'attribution d'un marché de prestations de géomètre dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues Mijoulan	336
MD2018-1195	Décision relative au règlement de l'indemnité d'éviction commerciale en vue de la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Restaurant le TRINQUE FOUGASSE - parcelle AS n°12 à Montpellier	338
MD2019-008	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voiries - Lotissement Le Bois du Roue - Lotissement Le Matisse II - Commune de Baillargues	340
MD2019-011	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature de voiries et espaces publics - Commune de Grabels	342
MD2019-013	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise issue du Domaine Public - Pôle Multimodal - Commune de Baillargues	344
MD2019-023	Décision relative à l'acquisition de la parcelle IT 156 boulevard Paul Valéry - Commune de Montpellier	346
MD2019-025	Décision relative à l'acquisition des parcelles BV 79 et BV 89 Carrière de l'Ort commune de Juvignac	348
MD2019-031	Décision relative au marché d'accompagnement des conseils citoyens de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	350
MD2019-035	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 - Parcelle AS14 - 1459 route de Mende à Montpellier	352
MD2019-037	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BP n°3 sise commune de Lattes - Constitution de réserves foncières sur le secteur de Saporta	355
MD2019-039	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AS 126 - Lieudit Cartairade - Commune de Grabels	357

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-045	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AL 4, AL 7, AL 13 et AL 88 auprès de l'ASL des Cardonilles - Chemin de Triquoise - Commune de Montferrier-sur-Lez	359
MD2019-050	Décision relative au marché de travaux pour l'aménagement du Centre d'Art Contemporain (MoCo) à l'hôtel Montcalm - Commune de Montpellier - Lot 6 - Serrurerie	361
MD2019-052	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M8C0001AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à Cournonterral	363
MD2019-057	Décision relative à une mission de Responsable Qualité Externalisée du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole (Cap Alpha-Cap Omega)	365
MD2019-059	Décision relative à un marché subséquent n°M8D5259 - Renouvellement des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, et d'eau potable de la rue des Roudères à Saint Jean de Vedas	368
MD2019-062	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de Madame Sarah MEURICE-PORCHER d'une œuvre de Jean-Michel MEURICE, Pénélope 1, de 1973, teinture et acrylique sur toile, 600 x 250 cm	370
MD2019-064	Décision relative à un marché subséquent n°M8D5264EA - Réhabilitation du réseau des eaux usées dans le secteur "Le Clos" à Clapiers	373
MD2019-066	Décision relative au marché n°2929 S18.03 - Mission de géomètre - Cimetière métropolitain - Site de Grammont - Commune de Montpellier - Phase 1 - Attribution - Autorisation de signature	375
MD2019-068	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Parcelle AL204 - 1600 route de Mende à Montpellier	378
MD2019-069	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Parcelle AN210 - 2441 route de Mende à Montpellier	380
MD2019-074	Décision relative à l'autorisation de déposer une déclaration préalable visant à installer des serres au Domaine de Viviers - Commune de Clapiers	383
MD2019-076	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un lot volume rue des Jasses - Commune de Saint Jean de Védas	385
MD2019-078	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMA DIFFUSION dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez	387
MD2019-082	Décision relative à la désaffectation définitive d'une emprise de 472 m² avenue Val de Montferrand / route de Mende - Commune de Montpellier	389
MD2019-083	Décision relative au marché n°5106AJ18 de prestations de conseils et représentations juridiques- lot 8 "Cassation (Conseil d'État et Cour de Cassation)"	391
MD2019-085	Décision relative à une convention de prêt d'un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692 au bénéfice de l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie	393
MD2019-086	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle des agents de Montpellier Méditerranée Métropole	395
MD2019-087	Décision relative au marché n°4630 DC16 - Entretien des espaces verts dans les bâtiments culturels - Avenant n°1 - Autorisation de signature	397
MD2019-088	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelle AR n° 27p - Commune de Castelnau-le-Lez	399
MD2019-089	Décision relative à l'acquisition de deux parcelles OP 44 et OP 56 rue Joseph Cugnot - Commune de Montpellier	402

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-090	Décision relative au marché n°4107DC15 - Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Lot 2	404
MD2019-092	Décision relative au marché n°M8D5263EA - Renouvellement du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 - Commune de Cournonterral	406
MD2019-093	Décision relative à une convention de mise à disposition gracieuse du théâtre Jérôme Savary de Villeneuve-lès-Maguelone au bénéfice du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole	408
MD2019-094	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	410
MD2019-100	Décision relative au marché n°5065DM18 - Fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des systèmes de fermetures automatiques - Attribution	412
MD2019-101	Décision relative au marché n°5072DM18 - Fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des feux de signalisation et la création de carrefours à feux - Attribution	415
MD2019-106	Décision relative à une convention de partenariat artistique et de mise à disposition gracieuse du Chai du Terral de Saint Jean de Védas au bénéfice du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole	418
MD2019-107	Décision relative au marché n°M8C5248RI18 de fourniture d'un réseau privé virtuel entre différents sites de la Métropole et d'accès internet	420
MD2019-108	Décision relative à la reconduction d'une année de la convention de gestion de service de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier dans le cadre de la compétence "Fontaines- Milieux aquatiques - Barrage du lac des Garrigues"	422
MD2019-109	Jouissance différée dans le cadre de l'acquisition parcelles cadastrées SK n°30, 149 et les parts indivises de la parcelle SK n°31 sises commune de Montpellier - Aménagement du secteur de la Cavallade	424
MD2019-110	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ISOTROPIX dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	426
MD2019-111	Décision relative à la cession de plusieurs Blackberry et d'un lot important de téléphones Nokia/Samsung vieux modèles	428
MD2019-116	Décision relative au marché subséquent n°M8D0014EP - Travaux de renforcement du collecteur d'eaux pluviales situé avenue Saint Lazare et rue du Jeu de Mail des Abbés à Montpellier - Attribution du marché	430
MD2019-119	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AMAPLACE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	432
MD2019-120	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NUMALIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	434
MD2019-122	Décision relative à une convention de groupement de commandes publiques entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses en vue de la passation d'un marché d'assistance pour l'établissement, le suivi et la mise en œuvre de dossiers de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024	436

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-123	Décision relative à une convention de mise à disposition gracieuse d'un espace au sein du complexe "Le Kiasma" par la commune de Castelnau-le-Lez au bénéfice du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	439
MD2019-124	Décision relative à un marché n°5168EA18 - Établissement de dossiers de régularisation administrative des ouvrages hydrauliques en application du décret "Digues" du 12 mai 2015	441
MD2019-125	Décision relative au marché n°M8B0042DS de fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole	444
MD2019-126	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Association LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	447
MD2019-128	Décision modificative de la décision n°MD2019-056 relative à la vente de véhicules réformés de la Régie de collecte	449
MD2019-129	Décision relative à l'agrément de candidature de la société UNC IMMO sur la ZAC Descartes à Lavérune	451
MD2019-131	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées EB n°99 et 131 - Commune de Lattes - Abrogation de la décision n°MD2019-014	453
MD2019-134	Décision relative à une convention temporaire d'occupation entre le CROUS et Montpellier Méditerranée Métropole pour la co-production d'un concert avec le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Autorisation de signature	455
MD2019-135	Décision relative à une convention de mise à disposition gracieuse de locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional au bénéfice de l'association "CHORrespondance"	457
MD2019-139	Décision relative à une convention de mise à disposition gracieuse de locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional au bénéfice de l'association "Chrétiens et Culture"	459
MD2019-140	Décision d'ester en justice "Requête n°1804833-5 TA - Monsieur et Madame RUBAN"	461
MD2019-141	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA00291 CAA - Madame Françoise MEERSSEMAN"	463
MD2019-142	Décision d'ester en justice "Requête n°1806370-3 TA -"	465
MD2019-143	Décision relative à un avenant au marché de travaux n°5119BISDC18 "réfection des sols et de compléments de mobiliers à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau" - lot 5 - Rénovation des sols	467
MD2019-144	Décision d'ester en justice "Requête n°1806400-3 TA "	469
MD2019-145	Décision relative à la convention de groupement de commandes publique pour le marché n°G8D0032RI d'accès internet du siège, hébergement de serveurs et prestations associées	471
MD2019-147	Décision relative au marché n°M8B0041EP - Vélo route 70 de la Loire à la Méditerranée - Maîtrise d'œuvre - Etudes préliminaires - Expertise Faune/Flore - Attribution	473
MD2019-148	Décision d'ester en justice "SARL MESOTECH - Requête n°1803111-4"	475
MD2019-149	Décision relative à un accord-cadre n°5169EA18 - Études hydrauliques pour l'accompagnement des projets d'aménagement	477

N°DECISIONS	TITRES	PAGES
MD2019-153	Décision relative au marché n°M8B0058HP de suivi animation du Programme d'Intérêt Général (PIG) "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" de Montpellier Méditerranée Métropole	480
MD2019-168	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA00513 CAA - SCI MIJOULAN"	482
MD2019-169	Décision relative au programme de formation et d'accompagnement "LANCEMENT"	484
MD2019-170	Décision d'ester en justice "Requête Cour d'Appel de Montpellier - SCI ODYSSEUM PLACE DE FRANCE"	486
MD2019-171	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Icemed - Local 515 rue Alfred Nobel à Montpellier	488
MD2019-177	Décision d'ester en justice "Aire de grand passage de Lattes - Procédure d'expulsion"	490
MD2019-180	Décision d'ester en justice "Requête n°1900631-2 SCI METRO GREEN URBAN"	492
MD2019-181	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)	494
MD2019-183	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA00565 - BARRE Geneviève"	496
MD2019-186	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA00499 CAA MARSEILLE - AIR FRANCE"	498
MD2019-196	Décision d'ester en justice "TA Montpellier - SARL d'une vie à l'autre"	500
MD2019-197	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCA MAM 2 sur la ZAC Parc 2000 - 2ème extension à Montpellier	502
MD2019-207	Décision d'ester en justice "Requête n°1900328-4 TA - Josiane CAURET"	504
MD2019-211	Décision relative à la cession d'un véhicule Citroën C2 immatriculé 678 AGW 34 à réformer pour cause de vétusté - Hôtel des Ventes de Montpellier	506
MD2019-216	Décision d'ester en justice "Requête n°1901365-3 TA - Ressources Humaines"	508



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
complémentaire n°8.64C de signalisation
ferroviaire dans le cadre de la 5ème ligne
de tramway - Complément à la
délibération n°14390**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la délibération n°14390 du 14 décembre 2016 attribuant le marché complémentaire de signalisation ferroviaire n°8.64C à l'entreprise VOSSLOH COGIFER de Reichshoffen (67), pour un montant de 544 360 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 30 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'autoriser TaM à signer les décisions de poursuivre relatives au marché complémentaire de signalisation ferroviaire n°8.64C.

DECIDE

Article 1 : De compléter la délibération n°14390 pour autoriser TaM à signer les décisions de poursuivre, dans le cadre du marché n°8.64C, dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Pierre RICO

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

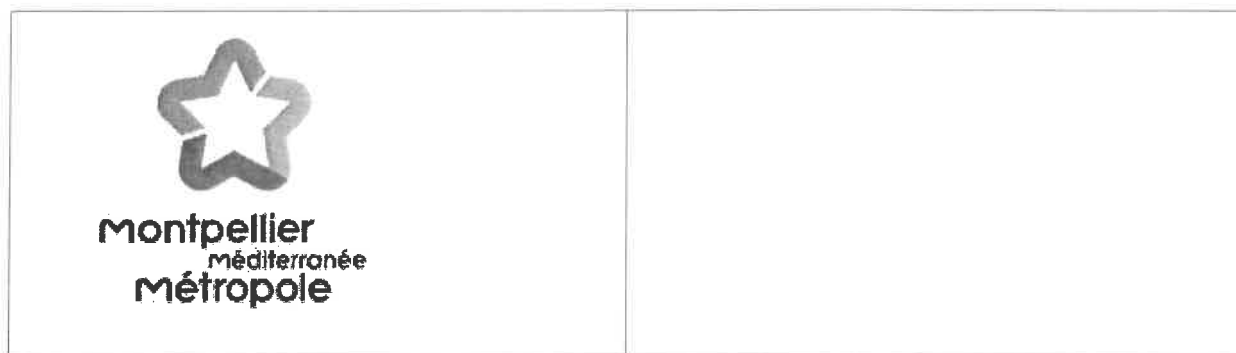
034-243400017-20190101-60598-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°8.881 de réalisation de prestations
diverses de reprographie et numérisation
dans le cadre de la 5ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- **VU** la consultation lancée le 16 mai 2011 selon une procédure négociée en application des articles 144-I-1°, 166 et 169 du Code des Marchés Publics portant sur la réalisation de prestations diverses de reprographie et de numérisation dans le cadre de la ligne 5 de tramway,

- **VU** la délibération n°10529 du Conseil du 29 novembre 2011 autorisant la signature du marché à bons de commande n°8.881 portant sur la réalisation de prestations diverses de reprographie et de numérisation de l'entreprise SUPERPLAN (mandataire) / SUPERPLAN 34 sans montant minimum, ni maximum,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de prendre acte du décalage de planning dans la réalisation de la ligne 5 et de prolonger la durée du marché jusqu'à la réalisation de la 1ère phase consistant dans la poursuite des études et procédures administratives sur le tronçon Nord Girac/Clapiers – Saint Denis à Montpellier et les études de tracés alternatifs au Parc Montcalm par la réalisation d'une DUP modificative,

- **CONSIDERANT** qu'il convient en conséquence de prolonger la durée du marché n°8.881.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°8.881 portant sur la réalisation de prestations diverses de reprographie et de numérisation dans le cadre de la 5^{ème} ligne de tramway ayant pour objet de prolonger la durée du marché jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 est sans incidence financière, les prix des prestations restant inchangés.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

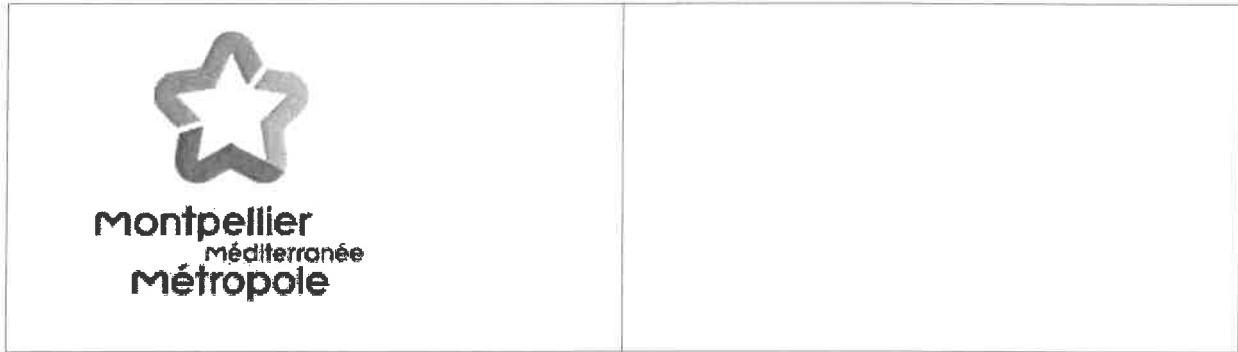
034-243400017-20171231-63231-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
maîtrise d'œuvre n°3.166 pour les travaux
de reprise des revêtements de la plateforme
de la 3ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction dans les domaines des Transports et de la Mobilité à Monsieur Jean-Pierre RICO,
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3^{ème} ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics portant sur le marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de reprise des revêtements de la plateforme de la 3^{ème} ligne de tramway,

Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,

- qu'après analyse, le groupement d'entreprises SERI (mandataire) / ARTELIA Ville et Transport présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du marché n°3.166 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de reprise des revêtements de la plateforme de la 3^{ème} ligne de tramway avec le groupement d'entreprises SERI / ARTELIA Ville et Transport, dont le mandataire est SERI de Montpellier (34). Le marché est passé pour un montant de forfait de rémunération provisoire de 44 000 € HT,

ARTICLE 2 : La dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : D'autoriser, au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

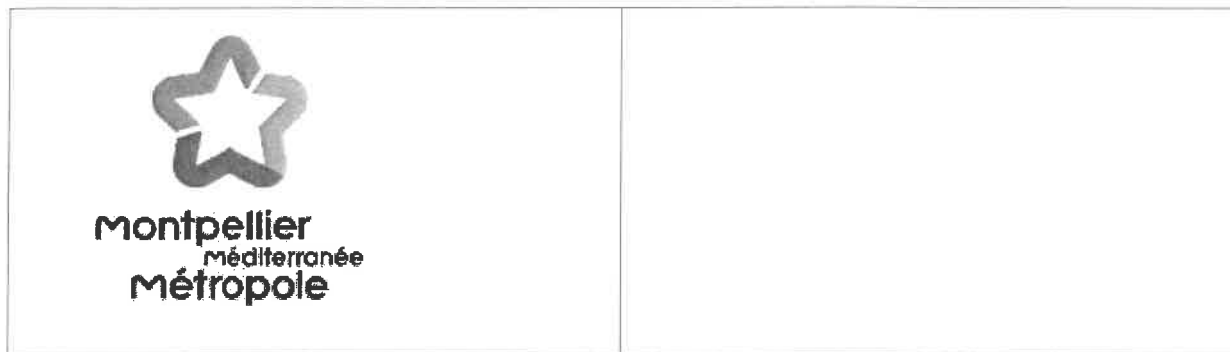
034-243400017-20171231-64341-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4897AT17 -
RD68 LIEN - Liaison RD610/A9 - Maîtrise
d'œuvre - Avenant n°3 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'approbation formulée en Commission d'Appel d'Offres en date du 22 janvier 2019 pour la conclusion de l'avenant n°3 du marché n°4897AT17.

CONSIDERANT :

- que le marché n°4897AT17 relatif à la maîtrise d'œuvre de la réalisation du barreau de liaison RD610/A9 a été conclu par le Département de l'Hérault pour un montant de 414 750 € HT ;
- qu'une suspension des études a eu lieu pendant 3 ans, en lien avec le transfert de compétence à Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que les études préliminaires doivent reprendre et qu'il est donc nécessaire de les réactualiser ;
- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 22 janvier 2019 a émis un avis favorable à la passation de cet avenant,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché n°4897AT17 avec le groupement INGEROP / PEP'S / STRATES avec une incidence financière de 14 050 € HT, (portant le montant du marché à 447 325 € HT, soit, compte tenu d'un précédent avenant de 18 525 € HT, une augmentation de 7.85 % par rapport au montant initial du marché), et une incidence en terme de délai, avec une augmentation de 84 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

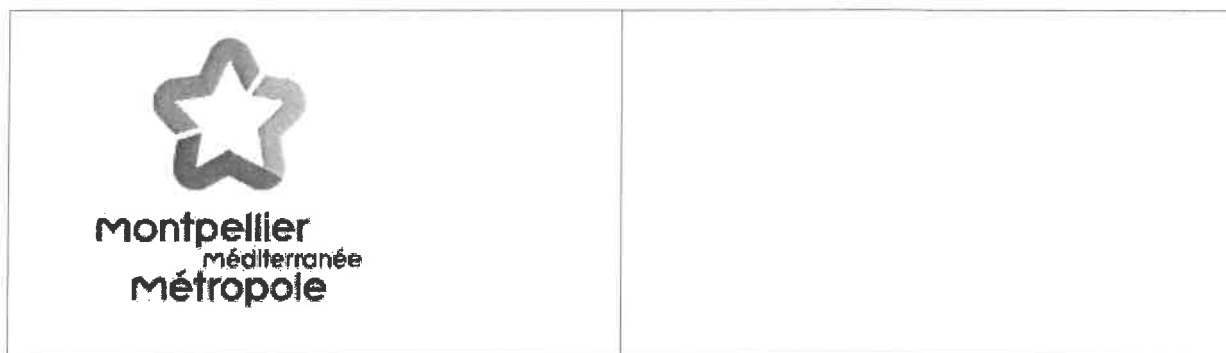
034-243400017-20171231-69175-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8B0005DE - Action de formation et
d'accompagnement d'entreprises
innovantes à la levée de fonds privés du
Business Innovation Centre (BIC) - CAP
ALPHA et CAP OMEGA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs

accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de lancer un programme de formation et d'accompagnement d'entreprises innovantes à la levée de fonds privés au Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 du Code des marchés publics, pour mettre en place cette action.

Ce marché est alloti et comprend deux lots :

Lot 1 : Jump Invest : cette action est destinée à former et accompagner les entreprises innovantes dans leur première levée de fonds, l'objectif est d'accompagner maximum 15 entreprises par an, sous forme d'un accompagnement collectif et individuel des dirigeants en phase de levée de fonds. Le déroulement de l'action est programmé à compter de la date de notification jusqu'au 31/12/2019. En fonction du nombre d'entreprises susceptibles de répondre aux critères de l'action, 4 sessions par an pourraient être organisées avec un **minimum de 2 sessions**.
- Période prévisionnelle de déroulement : de janvier à décembre 2019
- Durée prévisionnelle ou délai d'exécution : 12 mois maximum

Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- **prix 40%**
- **valeur technique au regard du mémoire remis 60% décomposée comme suit :**
 - la compréhension de la demande et l'approche méthodologique (20%)
 - la qualité de l'équipe dédiée à la mission, leurs compétences, expériences professionnelles et la maîtrise des problématiques en matière d'accompagnement à la levée de fonds auprès d'investisseurs en capital-risque et coaching (30%)
- l'expertise et les références significatives dans le domaine requis pour répondre à ce marché (10%).

Qu'après analyse, l'entreprise **DOWEL** 120 rue de Thor- 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lot 2 : Montpellier Capital Risque : Action de coaching et d'animation pour rencontre entreprises investisseurs :

Le déroulement de l'action est programmé à compter de la date de notification jusqu'au 30/06/2019.

- Période prévisionnelle de déroulement : de janvier à juin 2019
- Durée prévisionnelle ou délai d'exécution : 6 mois maximum

Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- **prix 40%**
- **valeur technique au regard du mémoire remis 60% décomposée comme suit :**
 - la compréhension de la demande et l'approche méthodologique (20%)
 - la qualité de l'équipe dédiée à la mission, leurs compétences, expériences professionnelles et la maîtrise des problématiques en matière d'accompagnement à la levée de fonds auprès d'investisseurs en capital-risque et coaching (30%)
- l'expertise et les références significatives dans le domaine requis pour répondre à ce marché (10%).

Qu'après analyse, l'entreprise **IN EXTENSO Innovation Croissance** - 2000 rue des Lucioles les Algorithmes, le Thalès B – 06410 BIOT-SOPHIA ANTIPOLIS - présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1:

Pour le lot n°1 :

D'attribuer le marché **Jump'Invest** à l'entreprise **DOWEL**, pour un montant total de dix-huit mille sept cents euros HT (18 700,00 € HT) pour 4 sessions soit vingt-deux mille quatre cent quarante euros TTC (22 440,00 € TTC). Etant précisé, qu'en fonction du nombre d'entreprises susceptibles de répondre aux critères de l'action, un minimum incompressible de 2 sessions sera organisé, comme stipulé dans le marché. Le montant de chaque session s'élève à quatre mille six cent soixante-quinze euros (4 675,00 € HT), soit cinq mille six cent dix euros (5 610,00 € TTC).

Pour le lot n°2 :

D'attribuer le marché **Montpellier Capital Risque** à l'entreprise **IN EXTENSO**, pour un montant total de dix-neuf mille trois cent cinquante euros HT (19 350 € HT), soit vingt-trois mille deux cent vingt euros TTC (23 220 € TTC).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

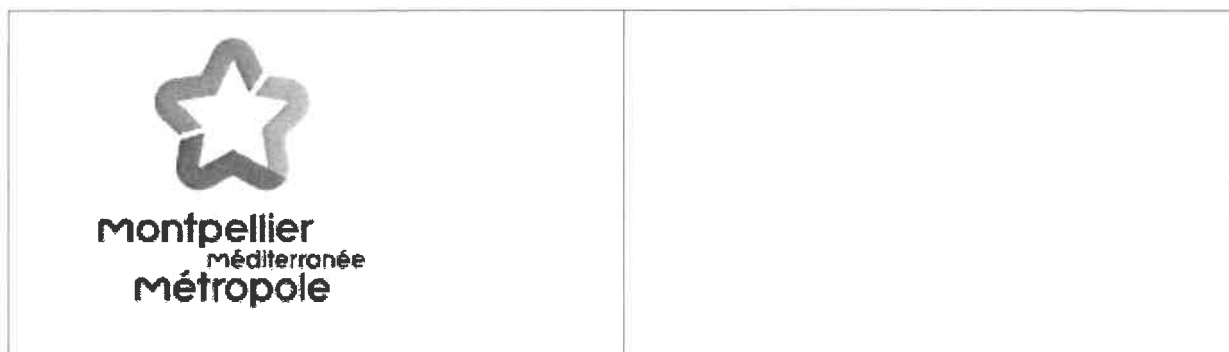
034-243400017-20190101-70515-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M8B0042DS
de fourniture de produits horticoles pour
l'entretien du patrimoine sportif de
Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU le rapport d'analyse des offres du 14 décembre 2018,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, comportant trois lots, accord-cadre à bons de commande avec maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée d'un an,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - le prix des prestations, au regard du bordereau des prix unitaires et du détail quantitatif estimatif (60%) ;
 - la valeur technique, au regard du mémoire technique (40%),
- qu'après analyse, la société Touchat, sise au 251, route de Baillargues, à Mauguio (34 130), présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1 « fourniture d'engrais, de liquides racinaires et de semences »,
- qu'après analyse, la société SOUFFLET VIGNE, sise « Le Pont rouge », CS 20125 Limas, à Villefranche-sur-Saône (69 654), présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n° 2 « fourniture de stimulants, produits homologués matières fertilisantes et supports de cultures, et engrais foliaires spécifiques »,
- qu'après analyse, l'entreprise TOUCHAT, sise au 251, route de Baillargues, à Mauguio (34 130), présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n° 3 « fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif ».

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n°1 du marché n°M8B0042DS « fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société TOUCHAT, pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT,

D'attribuer le lot n°2 du marché n°M8B0042DS « fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société SOUFFLET VIGNE, pour un montant maximum annuel de 20 000 € HT,

D'attribuer le lot n°3 du marché n°M8B0042DS « fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société TOUCHAT, pour un montant maximum annuel de 10 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 933,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

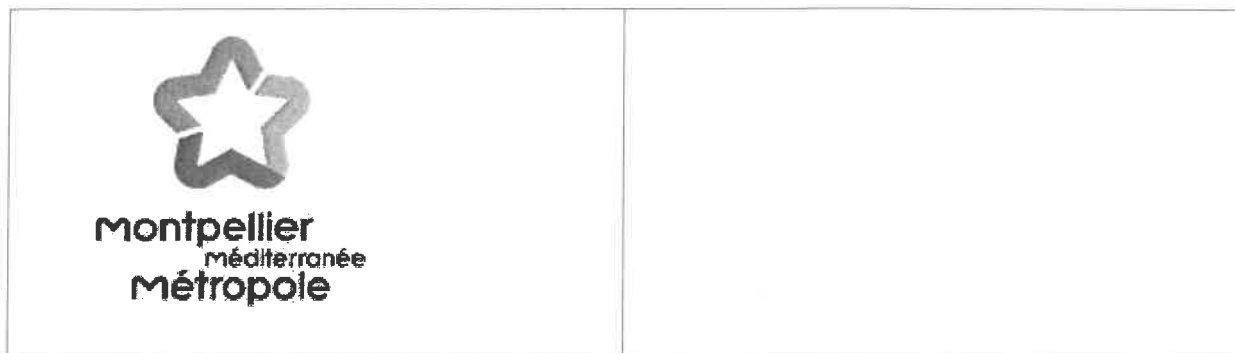
034-243400017-20171231-70259-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS n°12 Route de Mende à
Montpellier (lots 72/85/393/617/618)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que les lots n°72 / 85 / 393 / 617 / 618 au sein de la copropriété La Radieuse, située au 1581 route de Mende à Montpellier et cadastrée section AS n°12, appartenant à la SCI TRUC MUCHE, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les lots n°72 / 85 / 393 / 617 / 618 au sein de la copropriété La Radieuse, située au 1581 route de Mende à Montpellier et cadastrée section AS n°12, appartenant à la SCI TRUC MUCHE.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 220 800,00 € (DEUX CENT VINGT MILLE HUIT CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

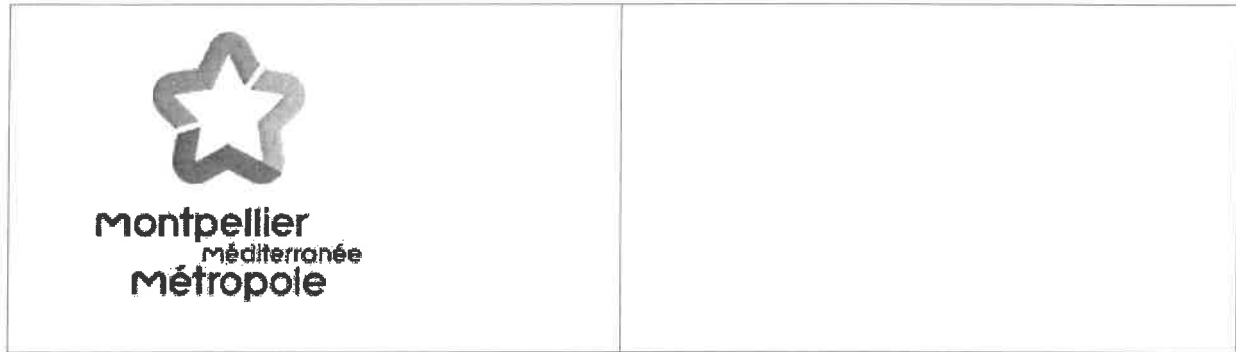
034-243400017-20190101-70510-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS n°15 - 1445 Route de Mende
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 69 m² du bien immobilier situé au 1445, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°15 et appartenant à la SCI « LES OLIVIERS ROMAINS », sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AS n°15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 69m² du bien immobilier (terrain en nature de voirie et parking) situé au 1445, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°15 et appartenant à la SCI « LES OLIVIERS ROMAINS ».

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 147 200,00 € (CENT QUARANTE SEPT MILLE DEUX CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI « LES OLIVIERS ROMAINS » dont le siège est à MONTPELLIER (34090) – 6, impasse du Hameau de Montmaur, représentée par Monsieur Alain BLAISE et Madame Marie-Christine BLAISE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant de la SCI LES OLIVIERS ROMAINS.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

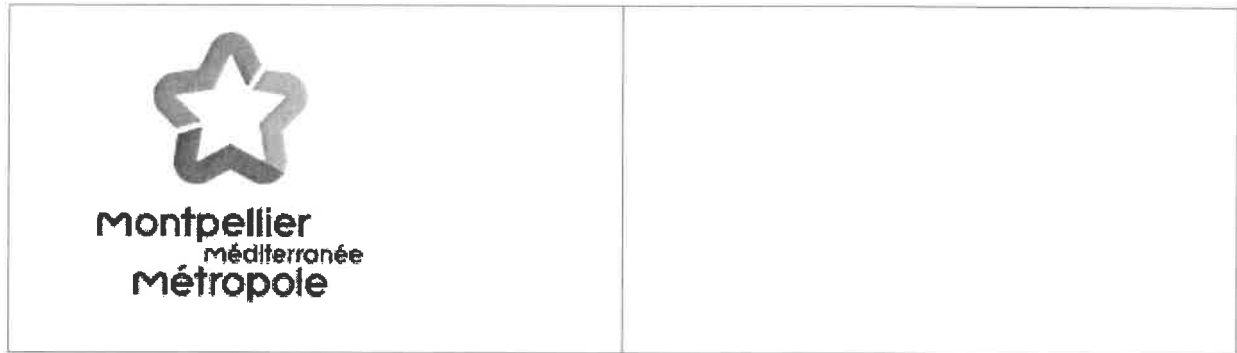
034-243400017-20190101-70735-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'un
marché de prestations de géomètre dans le
cadre des études préalables à
l'aménagement des sites Naussargues
Mijoulan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans les domaines des « Relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement, et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain » ;
- VU la convention de mandat en date du 25 janvier 2018 au bénéfice de la SA3M.

CONSIDERANT :

- Qu'il convient de disposer d'une prestation de géomètre dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues /Mijoulan sur les communes de Juvignac et Saint-Georges d'Orques.
- Qu'une consultation en procédure adaptée ouverte, avec faculté de négociation avec les 3 meilleures offres économiquement les plus avantageuses a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 sous la forme d'un marché d'accord cadre à bons de commande pour une durée de 24 mois.
- Qu'au vu des offres initiales, le mandataire a décidé de mettre en œuvre une négociation avec les 3 offres reçues.
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants : valeur technique pour 60 % appréciée sur les moyens affectés à la réalisation de la mission, la méthode proposée, un cas pratique et les délais de réalisation des missions, et le critère prix pour 40 %.
- Qu'après analyse, le Cabinet SIRAGUSA, sis 1025, rue Henri Becquerel à Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché prestation de géomètre dans le cadre des études préalables à l'aménagement des sites Naussargues /Mijoulan sur les communes de Juvignac et Saint-Georges d'Orques au Cabinet SIRAGUSA, pour un montant de 39 971 € HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Gilbert PASTOR**

Publiée le : 07/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

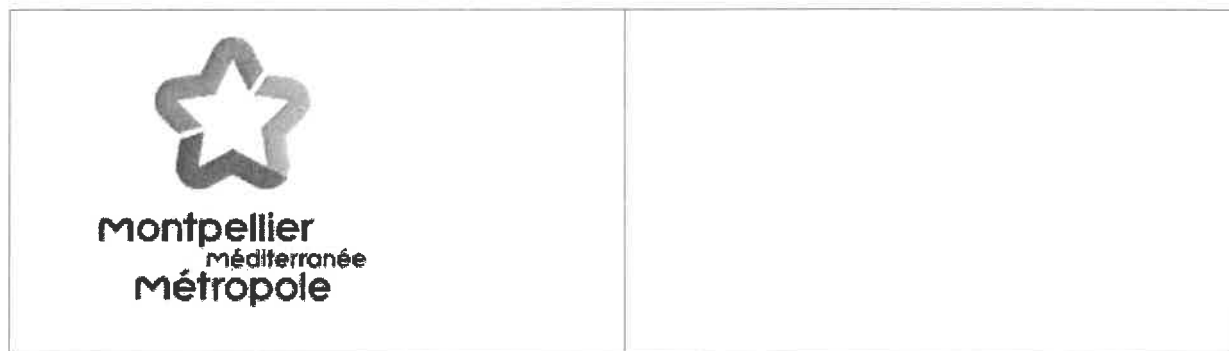
034-243400017-20171231-70794-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/02/19

Réception en Préfecture : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au règlement de
l'indemnité d'éviction commerciale en vue
de la réalisation de la 5ème ligne de
tramway - Restaurant le TRINQUE
FOUGASSE - parcelle AS n°12 à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité,
- VU les délégations accordées au Président par délibération du Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023

CONSIDERANT :

- que l'acquisition d'une partie de bâtiment sur l'assiette de la copropriété La Radieuse, située au 1 581, route de Mende à Montpellier et cadastrée section AS n° 12, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence la Radieuse et à Monsieur KOPRIVICA, nécessaire à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, induit la cessation d'activité commerciale exercée par leur locataire, la SARL LE JOGGING (Restaurant le TRINQUE FOUGASSE),
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'éviction commerciale de ladite société,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole devant acquérir une partie de bâtiment sur l'assiette de la copropriété La Radieuse, située au 1 581, route de Mende à Montpellier et cadastrée section AS n° 12, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence la Radieuse et à Monsieur KOPRIVICA, alloue à leur locataire la SARL LE JOGGING (Restaurant le TRINQUE FOUGASSE) une indemnité d'éviction forfaitaire et définitive couvrant l'ensemble des préjudices subis par ce dernier du fait de l'éviction de son restaurant.

ARTICLE 2 : Le montant de l'indemnité d'éviction forfaitaire et définitive désignée à l'article 1 ci-dessus est fixé à 1 706 400,00 € (UN MILLION SEPT CENT SIX MILLE QUATRE CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : La convention d'éviction commerciale est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

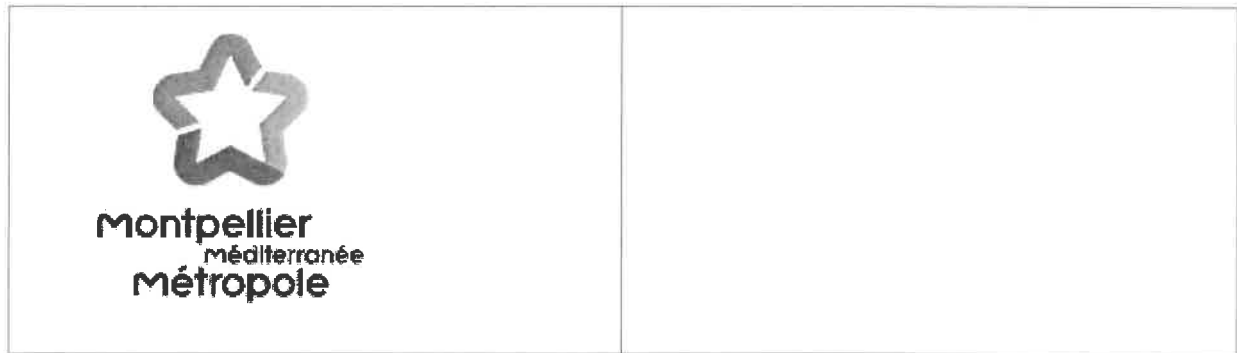
034-243400017-20190101-70900-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voiries - Lotissement
Le Bois du Roue - Lotissement Le Matisse
II - Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de la « Voirie et espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs »,
- VU la demande de rétrocession de parcelles en nature de voies formulée par GGL Groupe, afin de permettre le classement dans le domaine public de la Métropole, des emprises de voirie intégrées dans deux lotissements « Le Bois du Roue » et « Le Matisse II » sur la commune de Baillargues,
- VU l'avis favorable du Pôle Cadoule-Bérange et de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement en date du 13 Décembre 2018, sur le classement de ces emprises dans le domaine public,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries situées dans les lotissements « Le Bois du Roue » et « Le Matisse II » sur la commune de Baillargues.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe les parcelles AO 263 (266 m²), AO 264 (371 m²), AO 265 (358 m²), AO 268 (112 m²) situées dans le lotissement « Le Bois du Roue » et les parcelles cadastrées AM 384 (498 m²), AM 387 (81 m²) et AM 388 (244 m²) en nature de voirie dans le lotissement « Le Matisse II » sur la commune de Baillargues, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

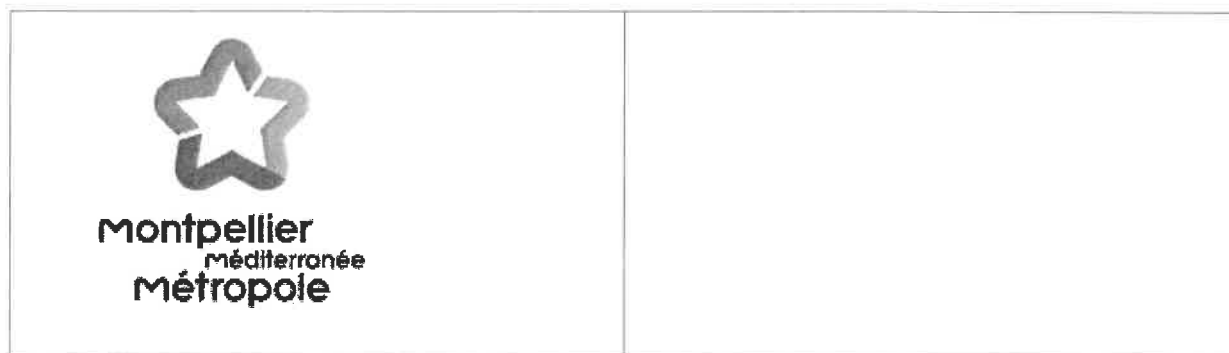
034-243400017-20190101-71004-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature de voiries et espaces
publics - Commune de Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de la « Voirie et espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs »,
- VU la demande de rétrocession de parcelles en nature de voies et espaces publics (parkings) sur la commune de Grabels, formulée par GGL Groupe, afin de permettre le classement de ces emprises dans le domaine public de la Métropole,
- VU l'avis favorable du Pôle Piémonts-Garrigues et de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies et d'espaces publics situées rue de la Mosson et rue Edouard Branly à Grabels.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe les parcelles AZ 204 (52 m²), AZ 224 (396 m²), AE 75 (84 m²), et AE 158 (8 m²), situées sur la commune de Grabels, en nature de voirie, de voies et d'espaces publics (parkings) en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

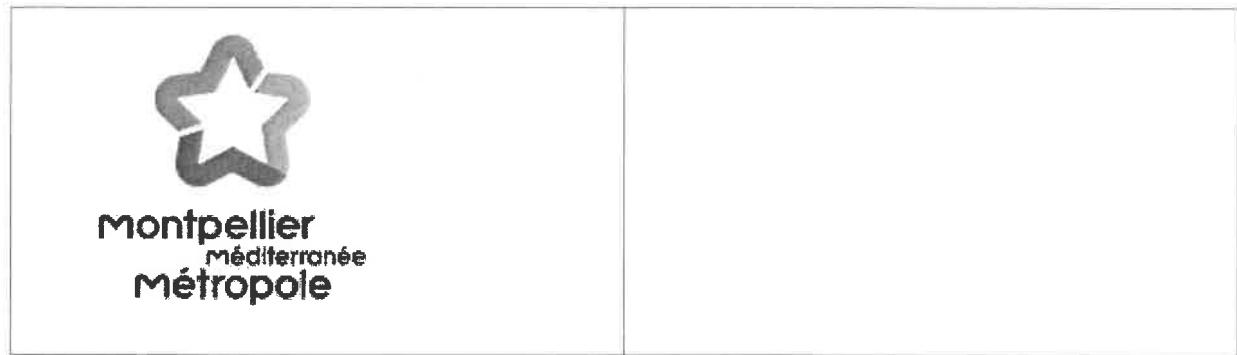
034-243400017-20190101-71028-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise issue du
Domaine Public - Pôle Multimodal -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-1-1361 du 27 décembre 2016 portant constatation du transfert des routes départementales de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- VU les travaux d'aménagement du Pôle Multimodal sur la commune de Baillargues et ses incidences sur les différentes propriétés foncières,

CONSIDERANT :

- qu'à la suite de la réalisation du pont-rail proche du Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues et à l'aménagement de la nouvelle voie de connexion, plusieurs emprises de voies ne sont plus affectées à l'usage du public et ont été désaffectées et déclassées par décision du 27 décembre 2018,
- la nécessité de constater également la désaffectation du domaine public de l'emprise DP 11 d'une superficie de 23 m² environ à extraire du domaine public, afin de prononcer son déclassement et de l'intégrer au domaine privé de la Métropole,
- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur, dans la mesure où de nouvelles voies ont été aménagées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait du domaine public de l'emprise DP 11, d'une superficie de 23 m² environ située ancienne RD 26 à Baillargues, à savoir un ancien tronçon de voie.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de cette emprise située ancienne RD 26 à Baillargues et l'intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

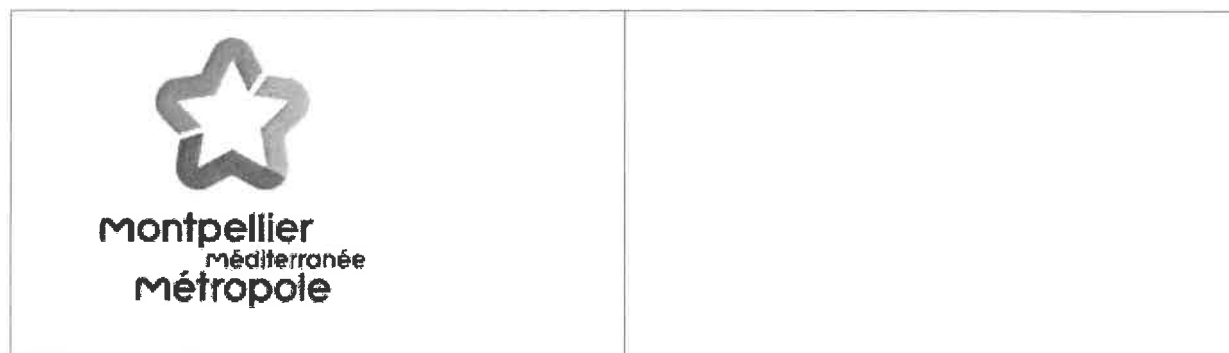
034-243400017-20190101-71182-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle IT 156 boulevard Paul Valéry -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la demande de la société Nexity Immobilier Résidentiel, (SCI Montpellier Paul Valéry) par courrier en date du 14 décembre 2018 souhaitant céder la parcelle IT 156 boulevard Paul Valéry au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le découpage cadastral créant la parcelle IT 156 d'une contenance de 53 m² au droit de l'opération immobilière menée par Nexity Immobilier, résidence Les Lucioles,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette parcelle d'une emprise de 53 m² permettant l'élargissement du cheminement piéton accédant au collège Marcel Pagnol par l'allée Honoré de Balzac.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Nexity Immobilier la parcelle IT 156 d'une superficie de 53 m² située boulevard Paul Valéry / allée Honoré de Balzac à Montpellier, afin d'élargir le cheminement piéton au droit de l'opération immobilière.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie au prix d'un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : L'acte notarié constatant le transfert de propriété sera rédigé aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

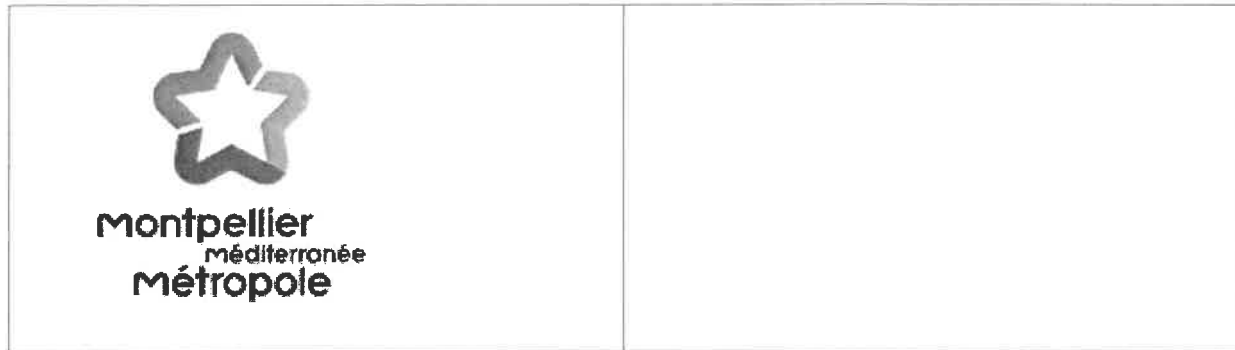
034-243400017-20190101-71474-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles BV 79 et BV 89 Carrière de l'Ort
commune de Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord de la SCCV Les Bains (M&A Promotion) par courrier en date du 21 décembre 2018 pour céder les parcelles BV 79 d'une superficie de 1057 m² et BV 89 d'une superficie de 171 m² situées Carrière de l'Ort sur la commune de Juvignac,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles en nature de voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCCV Les Bains, les parcelles BV 79 d'une superficie de 1057 m² et BV 89 d'une superficie de 171 m² situées Carrière de l'Ort sur la commune de Juvignac.

ARTICLE 2 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : l'acquisition est consentie à un euro (1€) pour tout prix, avec dispense de paiement compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Maître DAUDET, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

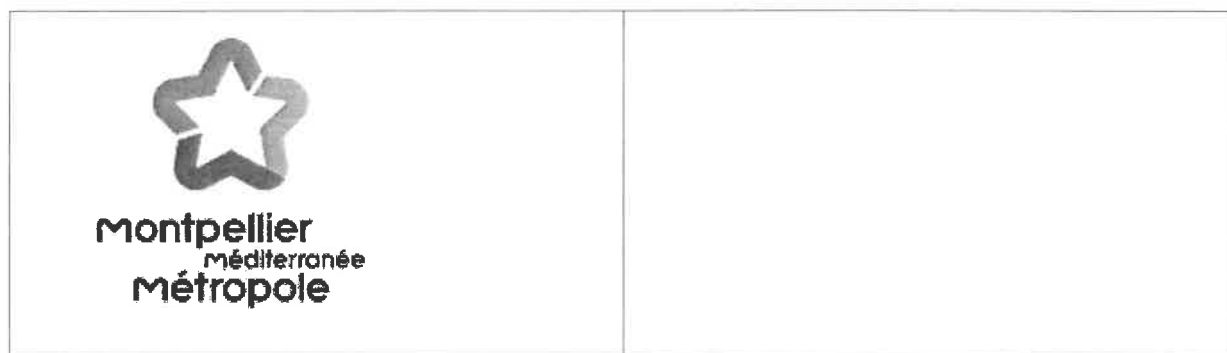
034-243400017-20190101-71490-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Politique de la Ville

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché
d'accompagnement des conseils citoyens de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans le domaine de la « Cohésion sociale ; Politique de la ville ; Lutte contre les discriminations ; Insertion par l'emploi ; Aires d'accueil des gens du voyage ; Gestion des temps ; Accessibilité et handicap » ;
- **Considérant** l'avis d'appel public à concurrence publié le 3 août 2018 concernant le marché n°M8B5238RH et l'analyse des offres ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'aider les conseils citoyens à s'inscrire dans leur mission en leur apportant un appui méthodologique et un accompagnement ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché de prestations intellectuelles (dont une partie fera l'objet d'un accord cadre à bons de commande) pour une durée maximale de 12 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique – 60% / Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise LA FABRIQUE PARTICIPATIVE, 6 rue de l'Imprimerie – 34 000 Montpellier présente l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Accompagnement des conseils citoyens de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise LA FABRIQUE PARTICIPATIVE, pour un montant de 12 900 euros HT au titre du DPGF et d'un montant unitaire d'intervention à la demi-journée de 600 euros HT sans toutefois dépasser un montant total de marché de 33 333 euros HT, dont un seuil maximal des prestations à prix unitaire fixé à 20 000 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2019

Signé.

Madame la Vice-Présidente

Annie YAGUE

Publiée le : 07/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

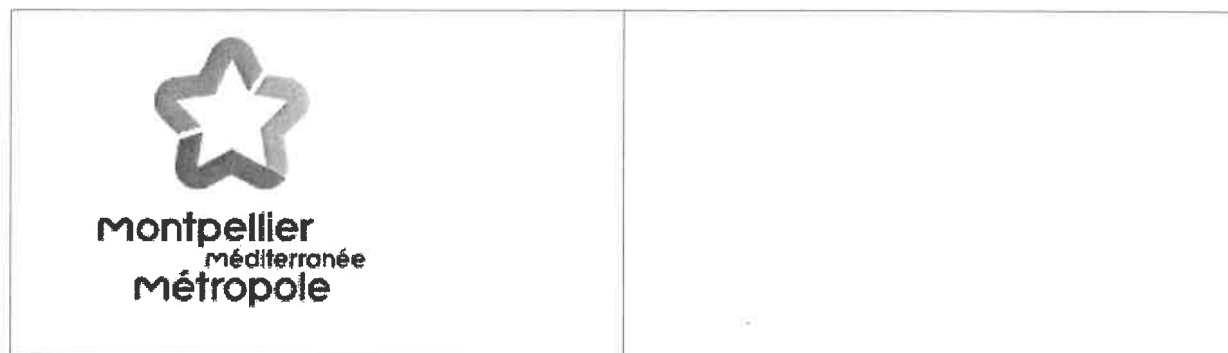
034-243400017-20190101-71837-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/02/19

Réception en Préfecture : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 - Parcelle
AS14 - 1459 route de Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

CONSIDERANT :

- que 67 m² du bien immobilier situé au 1459, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°14 appartenant à la SCI « 4M MONTPELLIER CASTRIES », sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite emprise ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AS n°14 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 67 m² du bien immobilier (terrain en nature d'espaces verts et voie d'accès) situé au 1459, route de Mende à Montpellier, cadastré section AS n°14 appartenant à la SCI « 4M MONTPELLIER CASTRIES ».

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 41 400.00 € (QUARANTE ET UN MILLE QUATRE CENTS EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI « 4M MONTPELLIER CASTRIES » dont le siège est à MONTPELLIER (34090) – 446, Avenue du Vert Bois, représentée par Madame Marianne BERGER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI 4 M MONTPELLIER CASTRIES.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

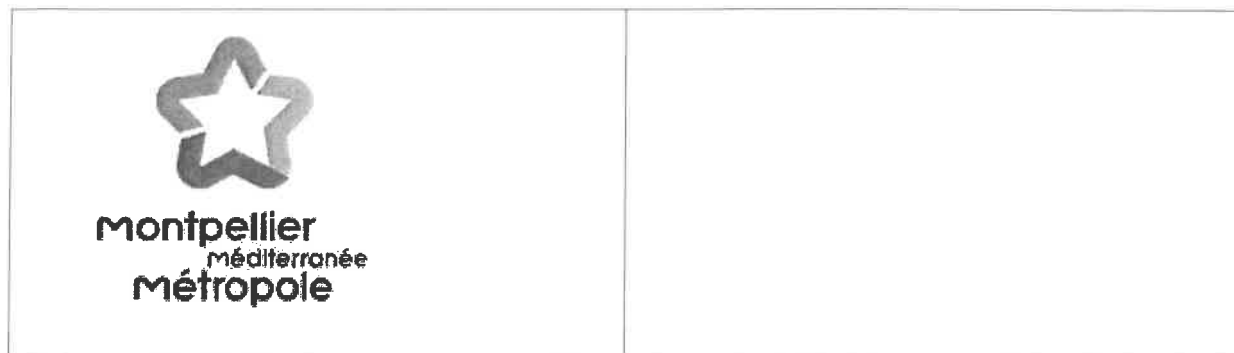
034-243400017-20190101-72035-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BP n°3 sise commune de
Lattes - Constitution de réserves foncières
sur le secteur de Saporta**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature des traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la convention-cadre de partenariat signée entre Montpellier Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et la SAFER Languedoc-Roussillon, devenue SAFER Occitanie, en date du 22 octobre 2010,
- VU la validation de l'attribution à Montpellier Méditerranée Métropole, par le comité de la SAFER du 26 octobre 2018, de la parcelle cadastrée BP3, sise commune de Lattes, d'une superficie cadastrale de 2 643 m², moyennant le prix de 13 215 € majoré des frais de traitement de la SAFER d'un montant de 792 € toutes taxes comprises,
- VU la promesse de vente consentie le 27 novembre 2014 par les consorts SALA-PEREZ, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour la cession de ladite parcelle,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette parcelle afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès des consorts SALA-PEREZ, par substitution à la SAFER, la parcelle en nature de terre, cadastrée BP n°3, sise commune de Lattes, d'une superficie de 2 643 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 13 125 € (treize mille deux cent quinze euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais de gestion et d'acte de la SAFER d'un montant de 792 € (sept cent quatre-vingt douze euros) TTC et de notaire à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

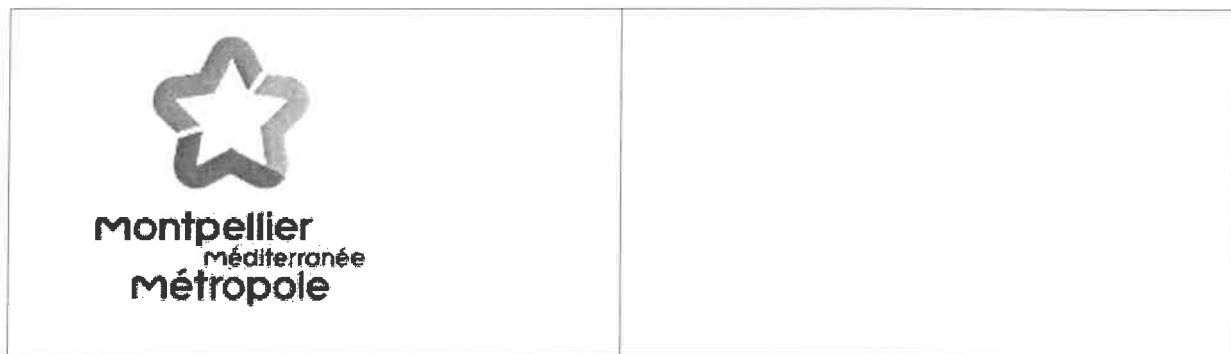
034-243400017-20190101-72166-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AS 126 - Lieudit Cartairade -
Commune de Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine de « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme» ;

- VU la promesse de cession concernant la parcelle AS 126 sur la commune de Grabels, consentie le 27 décembre 2018 par Madame KOVACSIK Roselyne ;

- **CONSIDERANT** qu'à la suite des travaux d'élargissement de la RD 127, des aménagements en bordure du cours d'eau avec construction d'enrochements en béton sont nécessaires afin d'éviter les inondations.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle AS 126 d'une superficie de 859 m², Lieudit Cartairade à GRABELS auprès de Madame Roselyne KOVACSIK.

ARTICLE 2 : L'acquisition est réalisée au prix de 7 euros /m² soit un montant total de 6 013 €.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

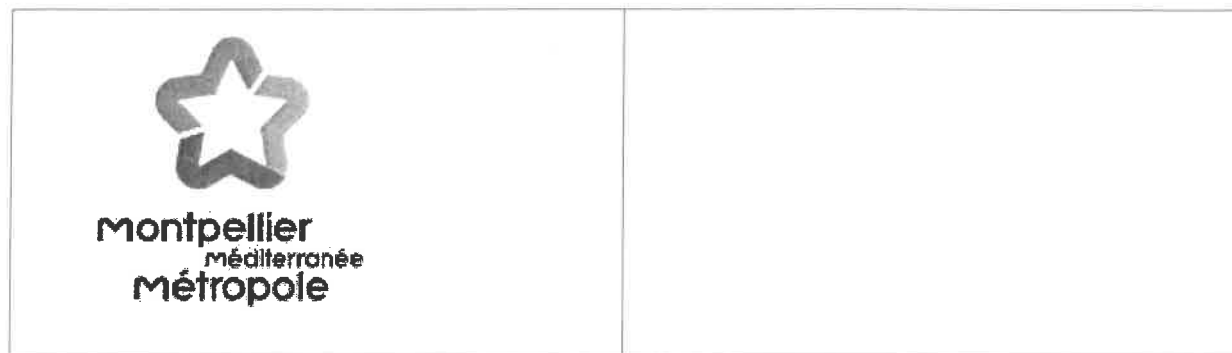
034-243400017-20190101-72151-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/02/19

Réception en Préfecture : 05/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AL 4, AL 7, AL 13 et
AL 88 auprès de l'ASL des Cardonilles -
Chemin de Triquoise - Commune de
Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'ASL les Cardonilles en date du 26 avril 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées AL 4, AL 7, AL 13 et AL 88 situées chemin de Triquoise à Montferrier-sur-Lez, afin de régulariser la propriété foncière de ces parcelles déjà aménagées en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL les Cardonilles, représentée par son Président, les parcelles cadastrées AL 4 (47 m²), AL 7 (752 m²), AL 13 (822 m²) et AL 88 (374 m²), situées chemin de Triquoise à Montferrier-sur-Lez, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

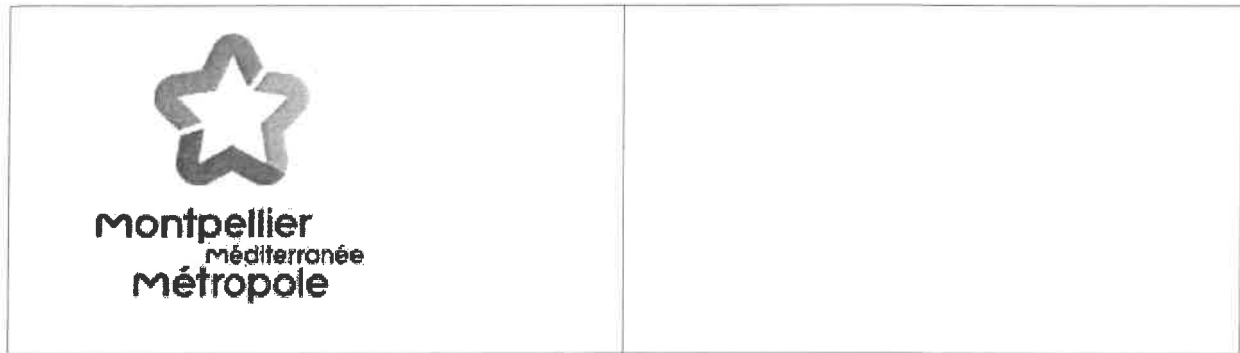
034-243400017-20190101-72183-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché de travaux
pour l'aménagement du Centre d'Art
Contemporain (MoCo) à l'hôtel Montcalm
- Commune de Montpellier - Lot 6 -
Serrurerie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du MoCo Musée de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13898 du 30/06/2016,

CONSIDERANT :

- que la construction du MoCo Musée situé sur la commune de Montpellier requiert la passation de marchés de travaux;
- qu'une procédure pour le lot 6 « serrurerie » a été lancée conformément à l'article 30.1.2 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans mise en concurrence ni publicité ;
- que cette procédure négociée sans mise en concurrence fait suite à 2 procédures infructueuses faute d'offres reçues dans les délais ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique, 60% ; prix, 40% ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 11 décembre 2018 a choisi l'offre de la société TECHNICFER, sise 150 rue du Mas Bringaud, BP 95592- 34 071 Montpellier Cedex 3.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de travaux pour la réalisation du Centre d'Art Contemporain – lot 6 « serrurerie » - à la société TECHNICFER pour un montant de 64 244 € HT. Ce marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 11 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 07/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

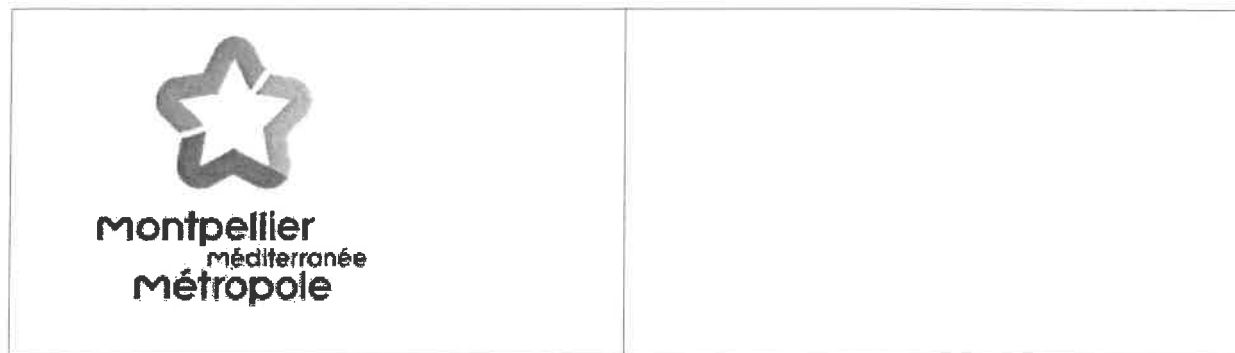
034-243400017-20190101-72270-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/02/19

Réception en Préfecture : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M8C0001AT relatif aux
travaux d'aménagement de l'avenue Jean
Jaurès à Cournonterral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du "plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs" » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à Cournonterral ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 5023AT17 – Lot 3 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée maximum de 2 mois et demi, période de préparation de 30 jours incluse.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 50 % ;
 - Valeur technique pondérée à 50 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M8C0001AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à Cournonterral à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE Agence Saint-Jean-de-Védas pour un montant de 169 542,80 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 2 mois et demi, période de préparation de 30 jours incluse.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

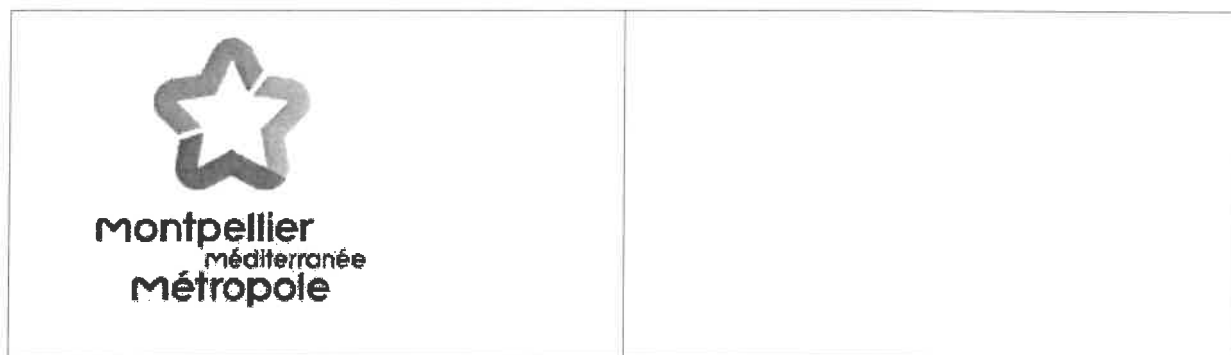
034-243400017-20190101-72344-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une mission de
Responsable Qualité Externalisée du BIC
de Montpellier Méditerranée Métropole
(Cap Alpha-Cap Omega)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de lancer un marché pour la mission de Responsable Qualité Externalisée et mettre en place et entretenir la dynamique du Système Qualité (SQ) du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 du Code des marchés publics, pour mettre en place cette action.
- que ce marché à procédure adaptée est passé en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le déroulement de l'action est programmé à compter de la notification jusqu'en décembre 2019. Le marché pouvant être reconduit par période successive de 12 mois (soit 2 périodes de reconduction conformément à l'Article 2 du Règlement de Consultation). Ensuite, chaque reconduction du marché se fera à échéance de la précédente jusqu'en décembre 2021.

Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- prix 40%

- le critère de la **valeur technique (60% de la note)** sera appréciée au regard du mémoire technique en tenant compte des éléments suivants :

- approche méthodologique développée par le candidat (20%)
- expérience et la maîtrise des problématiques en matière de qualité norme NF248 et NF X50-770, ainsi que le système de management qualité (20%),
- niveau de qualification (20%) (diplômes, expérience significative de RQE).

- Qu'après analyse, l'entreprise Gaële POIRRIER - 6 allée du Roc - 34980 Saint-Clément-de-Rivière, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de Responsable Qualité Externalisée à l'entreprise de Gaële POIRRIER, pour un montant total de trente-sept mille six cents euros HT (37 600,00 € HT) pour 3 ans (2019, 2020 et 2021) soit quarante-cinq mille cent vingt euros TTC (45 120,00 € TTC), décomposé comme suit :

- Pour l'année 2019 : treize mille six cents euros HT (13 600,00 € HT), soit seize mille trois cent vingt euros TTC (16 320,00 € TTC)
- Pour l'année 2020 : onze mille deux cents euros HT (11 200,00 € HT), soit treize mille quatre cent quarante euros TTC (13 440,00 € TTC)
- Pour l'année 2021 : douze mille huit cents euros H.T. (12 800,00 € HT), soit quinze mille trois cent soixante euros TTC (15 360,00 € TTC)

Le marché pouvant être reconduit par période successive de 12 mois (soit 2 périodes de reconduction).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

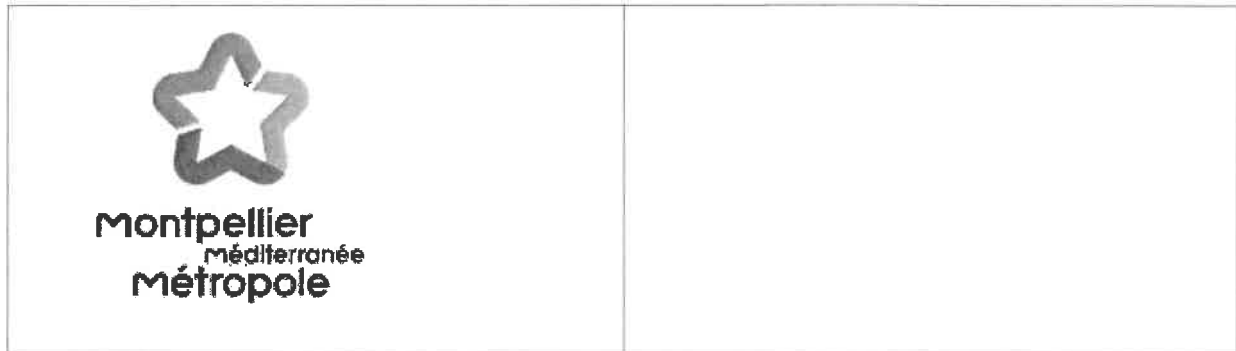
034-243400017-20190101-72599-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché subséquent
n°M8D5259 - Renouvellement des réseaux
d'eaux usées, d'eaux pluviales, et d'eau
potable de la rue des Roudères à
Saint Jean de Vedas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu ;

- que le renouvellement des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, et d'eau potable de la rue des Roudères à Saint Jean de Vedas est nécessaire;

- qu'une procédure de marché subséquent a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix unitaires pour une durée maximale d'exécution de la tranche ferme de 20 semaines comprenant la période de préparation de 4 semaines et une durée maximale d'exécution pour la tranche optionnelle de 16 semaines comprenant la période de préparation de 4 semaines ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 8 janvier 2019 a été informée du choix du groupement EHTP/MALET sis route de Vauguières - La Mogère – RD 172 34130 MAUGUIO présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M8D5259 - Renouvellement des réseaux d'eaux usées, d'eaux pluviales, et d'eau potable de la rue des Roudères à Saint Jean de Vedas au groupement EHTP/MALET sis route de Vauguières - La Mogère – RD 172 34130 MAUGUIO pour un montant estimatif de 999 784,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification pour la tranche ferme et par ordre de service pour la tranche optionnelle 1. Le délai d'exécution de la tranche ferme est de 18 semaines comprenant la période de préparation de 4 semaines, et celui de la tranche optionnelle est de 10 semaines comprenant la période de préparation de 4 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

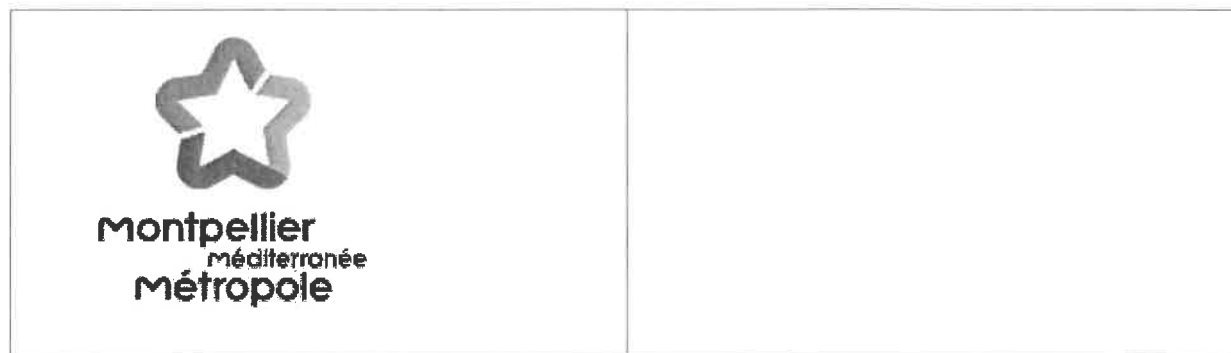
034-243400017-20190101-72614-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit de Madame Sarah MEURICE-
PORCHER d'une œuvre de Jean-Michel
MEURICE, Pénélope 1, de 1973, teinture
et acrylique sur toile, 600 x 250 cm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

CONSIDERANT :

- que la précédente décision n°D2017-832 relative au dépôt provisoire et gratuit de Monsieur Jean-Michel MEURICE d'une de ses œuvres « *Pénélope 1* » de 1973 est retirée compte-tenu du courrier du 28 mars 2018 de ce dernier informant Montpellier Méditerranée Métropole du transfert de propriété de cette œuvre en faveur de sa fille Madame Sarah MEURICE-PORCHER.

- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Compte-tenu du transfert de propriété de l'œuvre de Jean-Michel MEURICE, « *Pénélope 1* », de 1973, Montpellier Méditerranée Métropole retire la décision n°D2017-832.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec Madame Sarah MEURICE-PORCHER une convention de dépôt relative au dépôt de l'œuvre de Jean-Michel MEURICE, « *Pénélope 1* », de 1973, teinture et acrylique sur toile, 600 x 250 cm en vue de son exposition au département des peintures du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Ce dépôt prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. Le dépositaire s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement, sauf en cas de force majeure et en informant le déposant. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 4 : Le dépôt est consenti pour une durée de cinq ans, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 5 : L'œuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité. A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 6 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où serait reproduite l'œuvre en dépôt.

ARTICLE 7 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le contrat visé à l'article 2, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-72743-AU-1-1

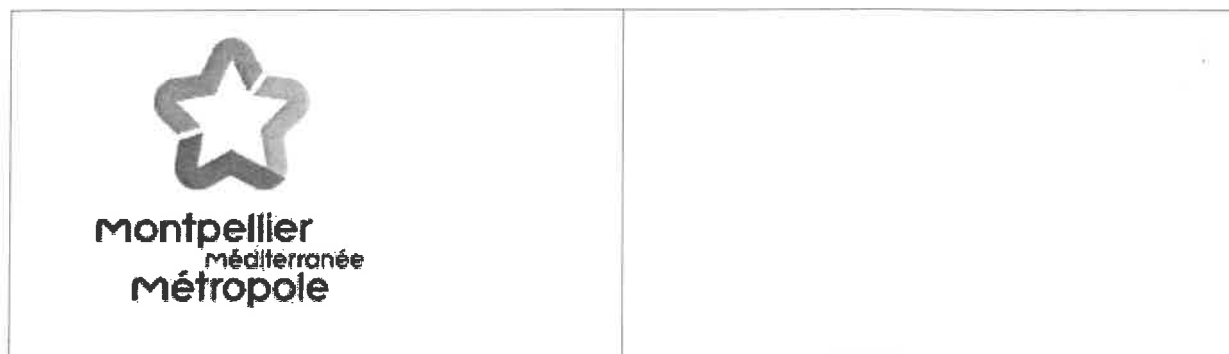
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché subséquent
n°M8D5264EA - Réhabilitation du réseau
des eaux usées dans le secteur "Le Clos" à
Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu ;

- que la réhabilitation du réseau des eaux usées dans le secteur "Le Clos" à Clapiers est nécessaire ;
- qu'une procédure de marché subséquent a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix unitaires, avec une tranche ferme et une tranche optionnelle, et pour une durée de tranche ferme maximale de 26 semaines comprenant la période de préparation de 6 semaines, et une durée de tranche optionnelle maximale de 14 semaines comprenant la période de préparation de 4 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 8 janvier 2019 a été informée du choix du groupement SADE/RAZEL BEC sis Zone Industrielle 820 rue de la Marbrerie – BP 33 34741 VENDARGUES comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M8D5264EA - Réhabilitation du réseau des eaux usées dans le secteur "Le Clos" à Clapiers au groupement SADE/RAZEL BEC sis Zone Industrielle 820 rue de la Marbrerie – BP 33 34741 VENDARGUES pour un montant de montant estimatif de 861 973,32 euros HT pour la tranche ferme et de 1 160 727,07 euros HT pour la tranche ferme + la tranche optionnelle. Le marché prend effet à compter de sa notification pour la tranche ferme et par ordre de service pour la tranche optionnelle 1.
Sa durée est de 24 semaines la tranche ferme comprenant la période de préparation de 6 semaines et de 13 semaines comprenant la période de préparation de 4 semaines pour la tranche optionnelle1.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

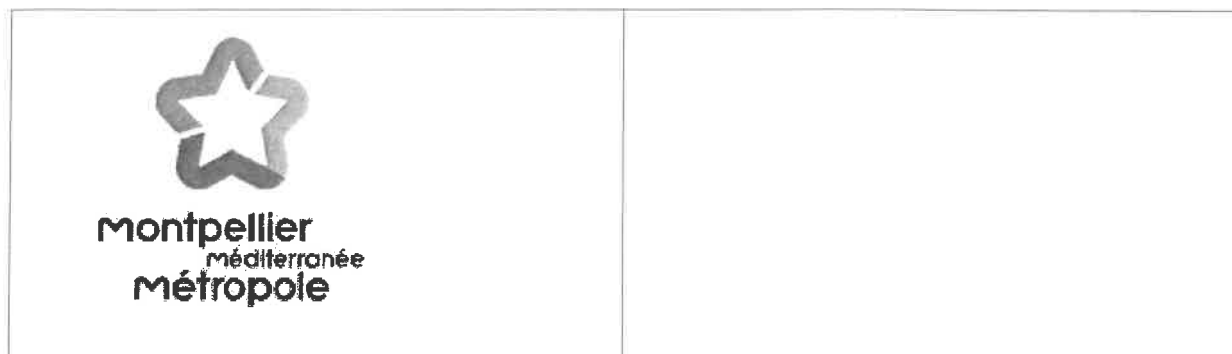
034-243400017-20190101-72800-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2929 S18.03
- Mission de géomètre - Cimetière
métropolitain - Site de Grammont -
Commune de Montpellier - Phase 1 -
Attribution - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;
- VU la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain » ;

- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'intégrer la mission de géomètres pour la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;

- qu'une procédure adaptée ouverte avec faculté de négociation a été lancée le 20 novembre 2018 conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 sous la forme d'un accord-cadre unique pour une durée de quarante-huit (48) mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix de la prestation (50%)
- Valeur technique (35%)
- Délais (15%)

- qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport du 7 janvier 2019, le candidat CABINET SIRAGUSA sis Parc Club du Millénaire, Bat 4, 1025 rue Henri Becquerel – 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°2929 S18.03 à bons de commande pour la mission de géomètre en vue de la conception et de la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier au prestataire CABINET SIRAGUSA, pour un montant estimatif de 30 201 € HT. L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum (sans minimum) en valeur de 190 000 € HT et les bons de commande pourront être émis pendant la durée de l'accord-cadre qui est de quatre ans à compter de la date de notification au prestataire.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

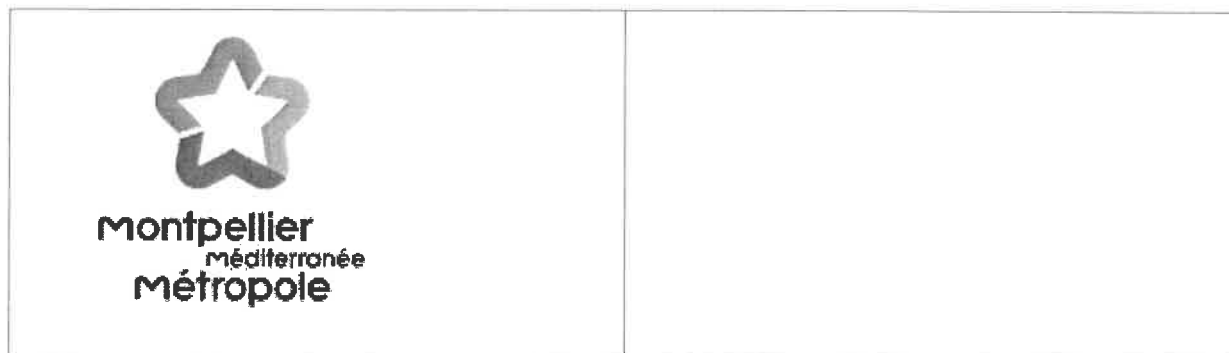
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 févr. 2019

**Signé.
Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL**

Publiée le : 20/02/19
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-72921-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 20/02/19
Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la 5ème ligne de
tramway - Parcelle AL204 - 1600 route de
Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5ème ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway et le bouclage de la 4ème ligne au profit de la Métropole puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 de prorogation de la DUP pour une durée de 5 ans soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU la décision n°MD2018-894 du 27 décembre 2018 relative à une acquisition foncière ;

CONSIDERANT :

- que 60 m² du bien immobilier situé au 1600 route de Mende à Montpellier, cadastré section A1 n°204 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Paul Valéry, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite parcelle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°MD2018-894 est abrogée suite à erreurs matérielles.

ARTICLE 2 : D'autoriser la Métropole à acquérir 60 m² du bien immobilier (terrain en nature de voirie et trottoir) situé au 1600 route de Mende à Montpellier, cadastré section AL n°204 appartenant au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Paul Valéry.

ARTICLE 3 : le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 2 ci-dessus est fixé à 1 440,00 euros (mille quatre cents quarante euros), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 4 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 2 est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la délibération n°9943 du 26 janvier 2011, approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 2 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Paul Valéry et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la signature de la convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 2 ci-dessus, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15 févr. 2019


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

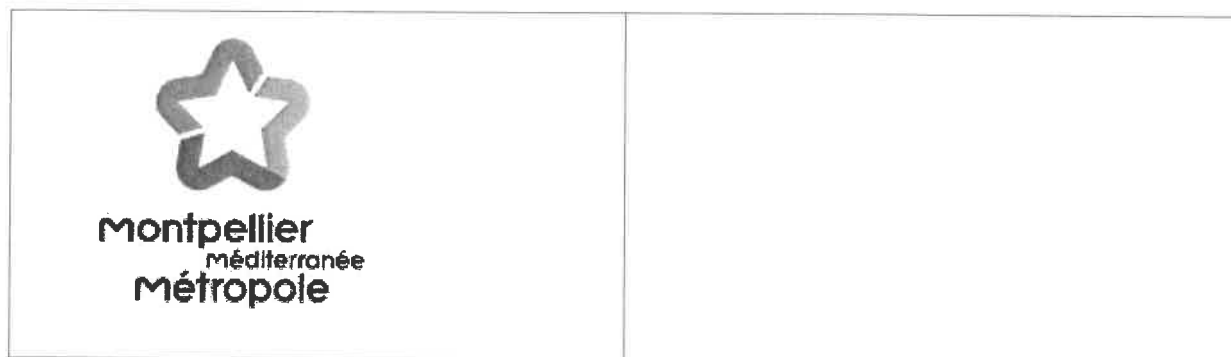
034-243400017-20190101-73024-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de
tramway - Parcelle AN210 - 2441 route de
Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des « Transports et de la Mobilité » ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway et le bouclage de la 4^{ème} ligne au profit de la Métropole puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 de prorogation de la DUP pour une durée de 5 ans soit jusqu'au 27 août 2023 ;

- VU la décision n°MD2018-1123 du 27 décembre 2018 relative à une acquisition foncière ;

CONSIDERANT :

- que le bien immobilier situé, lieu-dit « 2441, Route de Mende » à Montpellier constitué d'une emprise de terrain de 400 m² en nature de talus (friche) et de parking à détacher d'un plus grand corps de 3370 m² cadastré section AN n° 210 et appartenant au Syndicat dénommé « SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LE MARIVAUX » est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipée de ladite parcelle,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur la parcelle AN n°210.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°MD2018-1123 est abrogée suite à erreurs matérielles.

ARTICLE 2 : La Métropole est autorisée à acquérir le bien immobilier situé au lieu-dit « 2441, Route de Mende » à Montpellier constitué d'une emprise de terrain de 400 m² en nature de talus (friche) et de parking à détacher d'un plus grand corps de 3370 m² cadastré section AN n° 210 et appartenant au Syndicat dénommé « SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE LE MARIVAUX ». Le document d'arpentage est en cours de réalisation par le géomètre.

ARTICLE 3 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 2 ci-dessus est fixé à 31 400,00 euros (trente et un mille quatre cents euros), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 4 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la délibération n°9943 du 26 janvier 2011, approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 2 ci-dessus est consentie à titre gratuit ; elle prend effet à compter de sa signature par un représentant du Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Le Marivaux dont le siège est à Montpellier (34090) représenté par M. VOISIN Guillaume, syndic de copropriété au sein du cabinet BILAN PATRIMOINE, demeurant Résidence Alcyone – 23, Avenue Roger SALENGRO – 34170 CASTELNAU-LE-LEZ et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 6 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 2 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la délibération n°9943 du 26 janvier 2011, approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 2 ci-dessus est consentie à titre gratuit ; elle prend effet à compter de sa signature par le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE « LE MARIVAUX » dont le siège est à MONTPELLIER (34090) – 42, avenue du Pic Saint Loup, représenté par M. VOISIN Guillaume, syndic de copropriété au sein du cabinet BILAN PATRIMOINE, demeurant Résidence Alcyone – 23, Avenue Roger SALENGRO – 34170 CASTELNAU-LE-LEZ et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 8: La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 2 ci-dessus est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

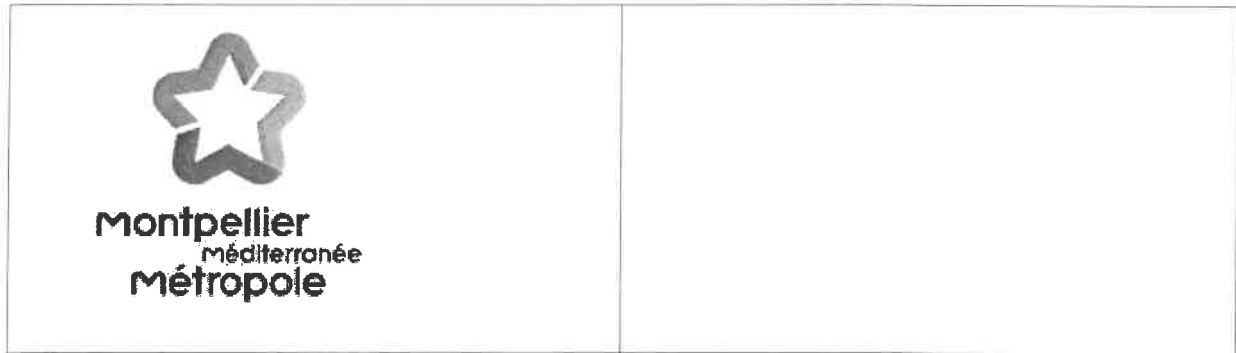
034-243400017-20190101-73034-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'autorisation de
déposer une déclaration préalable visant à
installer des serres au Domaine de Viviers -
Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir, et de déclaration préalable,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU le bail rural à long terme en date du 11 mars 2013 venant à terme le 31 mai 2030, consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la société TERRACOOPA, représentée par son gérant Monsieur Joseph LE BLANC, au domaine de Viviers situé lieudit La Plaine de Grattes, Le Plan des Masques sur la commune de Clapiers, parcelles cadastrées section BB 74, BB 68, BB 38, BB 45, BB 46, BB 64, d'une contenance de 8 ha 88 a 12 ca,

CONSIDERANT :

- que la société TERRACOOPA, titulaire d'un bail rural à long terme au domaine de Viviers, exploite ce domaine, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que la société TERRACOOPA souhaite déposer une déclaration préalable en vue d'installer des serres agricoles liées à son exploitation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire du domaine de Viviers, autorise la société TERRACOOPA à déposer une déclaration préalable en vue d'installer des serres agricoles liées à son exploitation, située sur la commune de Clapiers, lieudit La Plaine de Grattes, Le Plan des Masques cadastré section BB 74, BB 68, BB 38, BB 45, BB 46, BB 64, d'une contenance de 08 ha 88 a 12 ca.

ARTICLE 2 : Cette autorisation n'engage en rien le propriétaire sur l'instruction de la demande déposée.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

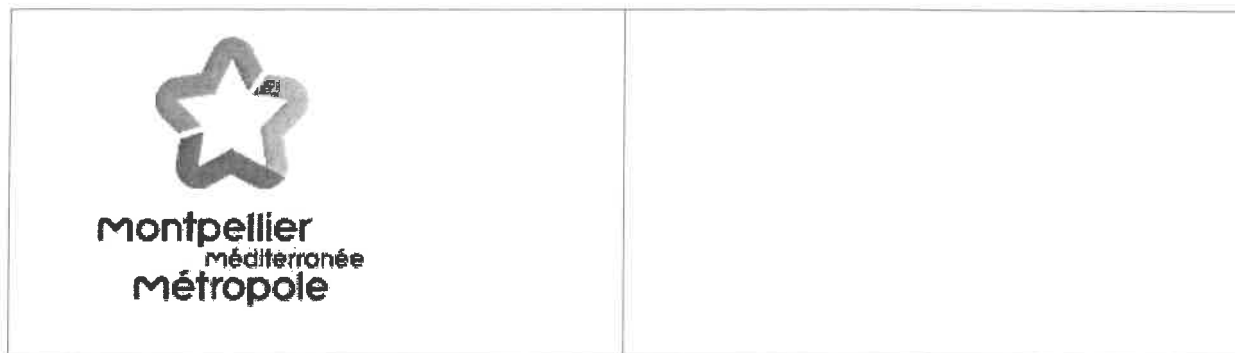
034-243400017-20190101-73152-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'un lot
volume rue des Jasses - Commune de Saint
Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Jean de Védas n°2015-217 en date du 17/12/2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-828 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou parties de voirie métropolitaines,

CONSIDERANT :

- la nécessité de déclasser un lot volume situé au-dessus de voie publique, rue des Jasses à Saint Jean de Védas, avant de pouvoir le céder pour permettre la création d'une passerelle privée reliant la clinique Saint Jean au Pôle médical,

- que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public dans la mesure où il s'agit d'un lot-volume aérien au-delà des cotes nécessaires à la circulation publique, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation d'un lot volume V2, au-dessus de la rue des Jasses à Saint Jean de Védas, d'une superficie de 109 m², à partir de la cote NGF 33.20 et jusqu'à la cote NGF 46.89 selon les plans du géomètre-expert fournis.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'un lot volume V2 au-dessus de la rue des Jasses à Saint-Jean de Védas, d'une superficie de 109 m², à partir de la cote NGF 33.20 jusqu'à la cote NGF 46.89.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité pour numéroté ce lot volume intégré au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

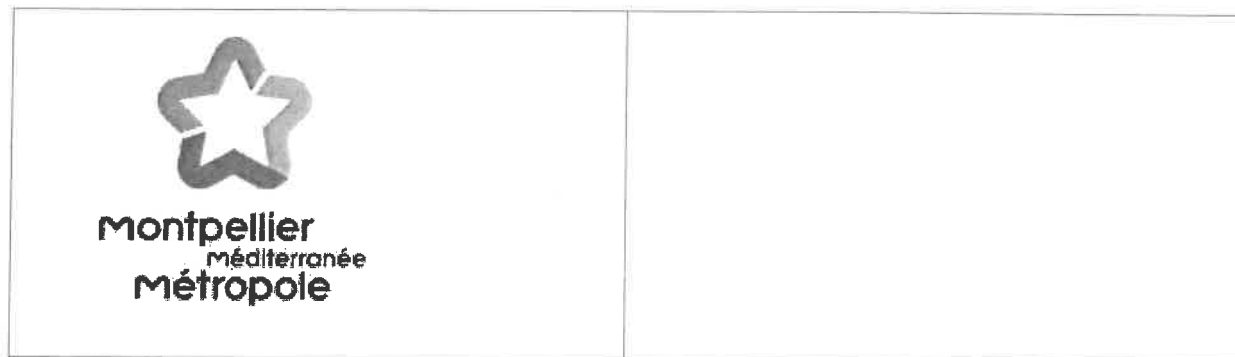
034-243400017-20190101-73204-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SMA
DIFFUSION dans les Ateliers Relais de
Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais de Prades-le-Lez : la société SMA DIFFUSION, représentée par Madame Sylvie MULLIEZ est une plateforme de stockage et d'expédition.
Elle est candidate à la location du lot A04 de 112.50 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 4 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SMA DIFFUSION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

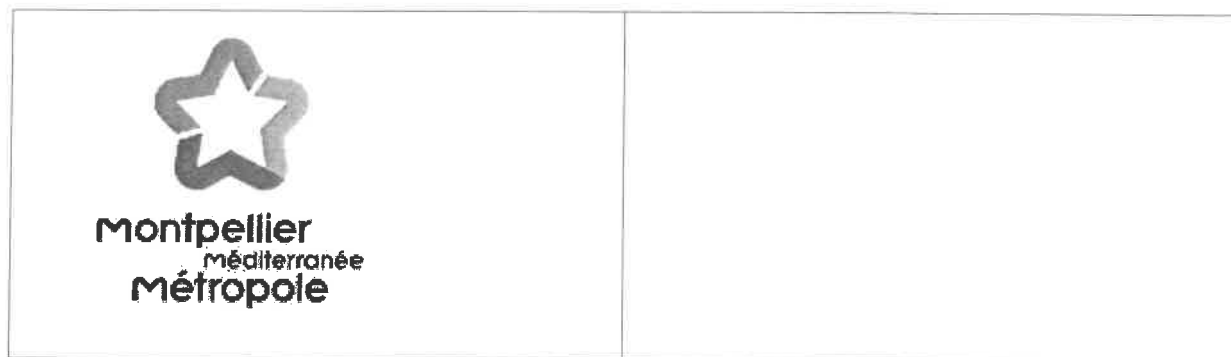
034-243400017-20190101-73273-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/02/19

Réception en Préfecture : 05/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation
définitive d'une emprise de 472 m² avenue
Val de Montferrand / route de Mende -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la décision D 2017-516 en date du 29 juin 2017 relative au déclassement d'une emprise de 472 m² avenue du Val de Montferrand / route de Mende – commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT :**
 - que la décision D2017-516 en date du 29 juin 2017 portant déclassement du domaine public, prévoit une désaffectation a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter du 29 juin 2017,
 - que la fonction de circulation publique n'est plus assurée sur ce secteur, l'accès au public étant interdit, le site comportant une occupation privative liée à des dépôts de matériaux et engins de travaux.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation définitive d'une emprise de 472 m² nouvellement cadastrée AY 258 route de Mende à Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole confirme que cette emprise désaffectée et déclassée du domaine public est bien intégrée au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

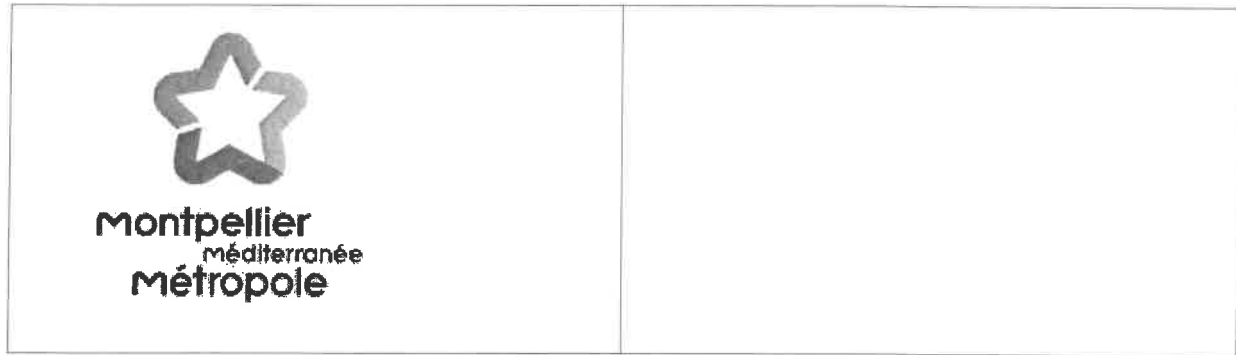
034-243400017-20190101-73418-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Etudes Juridiques Documentation et Archives

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5106AJ18
de prestations de conseils et
représentations juridiques- lot 8
"Cassation (Conseil d'État et Cour de
Cassation)"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'« Administration générale, Contentieux, et Affaires juridiques et Protocole » ;

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 76 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande, sans minimum ni maximum pour une durée d'un an reconductible trois fois,
- que ce marché a été divisé en 8 lots dont les 7 premiers ont été attribués par la décision n°MD2018-1093 du 14 janvier 2019,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique au regard du mémoire technique 80% et Prix des prestations au regard du coût horaire figurant dans l'acte d'engagement 20%,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 27 novembre 2018 a classé les offres et choisi les entreprises présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5106AJ18 de prestations de conseil et de représentation juridiques lot n°8 Cassation (conseil d'Etat et Cour de Cassation) à la SCP LYON CAEN THIRIEZ sise 75007 PARIS pour un cout horaire de 150 € HT. Le marché prend effet à compter du 1^{er} janvier 2019 ou à sa notification si celle-ci est ultérieure. Le marché est reconductible trois fois un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer le marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD**

Publiée le : 11/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

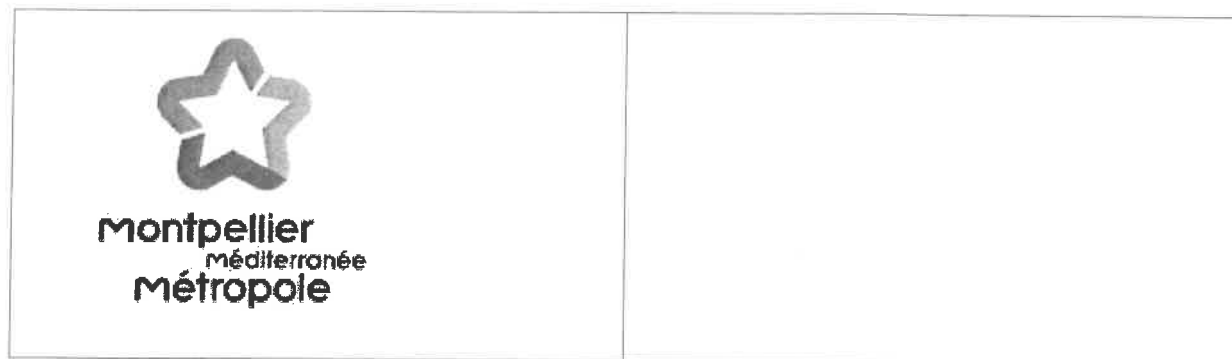
034-243400017-20190101-73440-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/02/19

Réception en Préfecture : 11/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
d'un violon réalisé par Giovanni Baptista
Rogeri en 1692 au bénéfice de l'association
Opéra Orchestre National de Montpellier
Occitanie**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur en 2014 d'un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692,
- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre et consolider le partenariat établi avec l'Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO),

- que le prêt du violon susmentionné à un musicien de l'orchestre de l'OONMO est de nature à favoriser la mise en oeuvre des objectifs de l'OONMO, et à renforcer le lien partenarial entre l'OONMO et Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de prêt du violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692, acquis par Montpellier Méditerranée Métropole en 2014, est conclue avec l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie.

ARTICLE 2 : Cette convention est conclue à titre gratuit, pour une durée de trois ans, renouvelable trois fois pour la même durée, par tacite reconduction.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Bernard TRAVIER

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

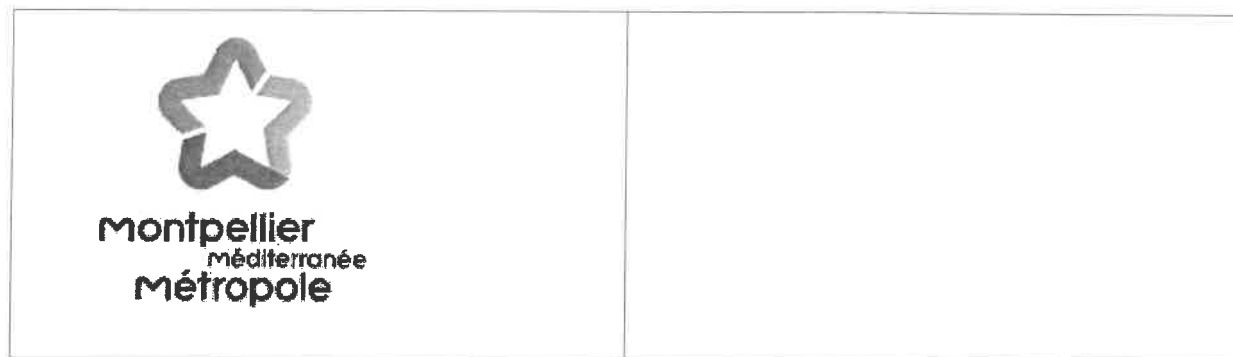
034-243400017-20190101-73564-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine
public entre Montpellier Méditerranée
Métropole et le Comité d'Action Sociale,
Sportive et Culturelle des agents de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaire du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a construit et aménagé des espaces dédiés à la convivialité de son personnel au sein de ses différents établissements. Ces espaces affectés à un service public relèvent des dépendances du domaine public, ils ont été spécialement aménagés afin de recevoir des distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires,

- que ces dépendances du domaine public peuvent dès lors être occupées et gérées par une personne privée en charge des activités sociales et culturelles d'une personne publique afin qu'elle y développe des activités compatibles avec l'affectation du lieu.
- les activités menées par le Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle (CASSC) de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation temporaire du domaine public avec le Comité d'Action Sociale, Sportive et Culturelle.

ARTICLE 2 : La convention détermine les modalités d'occupation sur un ensemble d'espaces aménagés par Montpellier Méditerranée Métropole et dédiés à la convivialité de son personnel dans ses différents établissements. Les espaces concernés sont listés en annexe de la présente convention.

ARTICLE 3 : La convention est consentie à titre gracieux pour une durée de 4 ans à compter du 20 mars 2019. Le bénéficiaire versera annuellement la somme forfaitaire de 2 500 euros TTC au titre de remboursement des fluides.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 05/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

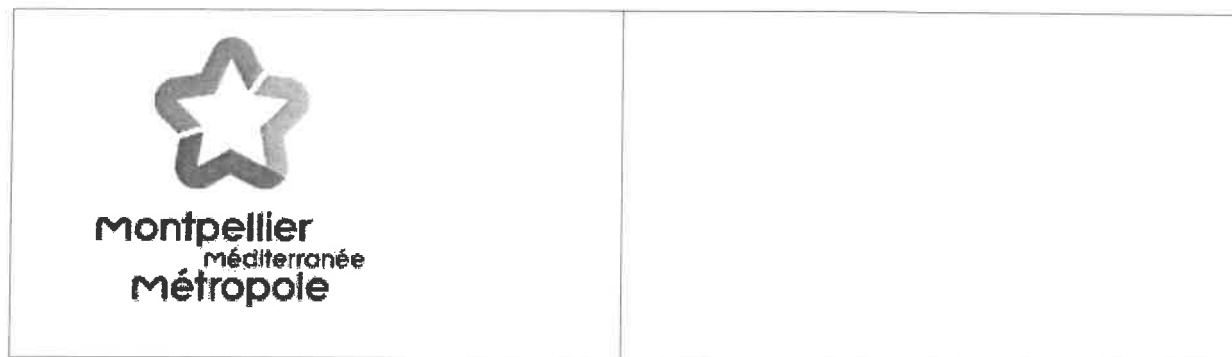
034-243400017-20190101-73563-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/02/19

Réception en Préfecture : 05/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4630 DC16 -
Entretien des espaces verts dans les
bâtiments culturels - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la décision n°2017-229 attribuant le marché du marché entretien des espaces verts des bâtiments culturels à l'entreprise BRL EN – ZAC Aéroportuaire - MAUGUIO, pour un montant maximum de 60 000 € HT par an et pour une durée de 1 an reconductible 2 fois ;

- VU les articles 139.3° et 140.I du décret 2016-360 du 25 mars 2016 en vertu desquels le présent avenant est passé,

CONSIDÉRANT :

- que des prestations non prévues à la date de conclusion du marché ont été effectuées sur le site du Domaine d'O (transféré au 1^{er} janvier 2018) et que le montant maximum au titre de l'année 2 du marché a été atteint.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché d'entretien des espaces verts dans les bâtiments culturels à l'entreprise BRL EN ZAC Aéroportuaire - MAUGUIO, avenant qui porte sur une modification des montants maximums annuels pour les 2^{ème} et 3^{ème} années du marché :

- **Année 1 :** inchangée

- **Année 2 :** 80 000 € HT maximum annuel

- **Année 3 :** 40 000 € HT maximum annuel

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 févr. 2019

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Bernard TRAVIER

Publiée le : 12/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

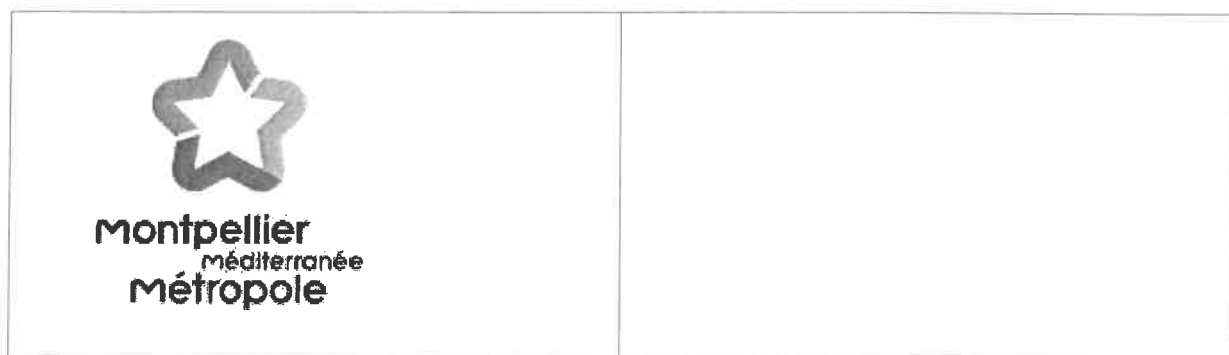
034-243400017-20190101-73649-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/02/19

Réception en Préfecture : 12/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Parcelle AR n° 27p -
Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs

accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme.» ;

- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Castelnau-le-Lez approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 29 juin 2007 ;

- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 26 mai 2016 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Castelnau-le-Lez correspondant aux périmètres des Zones d'Aménagement Différé (ZAD) devenues caduques ;

- Vu la délibération du Conseil de Métropole en date du 19 juillet 2018 approuvant l'arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé ;

- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 19 octobre 2018, envoyée par Monsieur et Madame BARDY Bernard, reçue en Mairie de Castelnau-le-Lez le 29 octobre 2018 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 5 novembre 2018, concernant une partie de la parcelle cadastrée AR n° 27, d'une emprise totale de 6 200 m², à usage de terrains de tennis et un pavillon à usage d'habitation située sur la Commune de Castelnau-le-Lez, au lieudit 840 Chemin Clos de l'Armet, au prix de 2 728 000 euros plus une commission d'agence d'un montant de 136 400 euros TTC à la charge de l'acquéreur, en valeur occupée ;

- VU la demande de visite du bien et communication de pièces en date du 24 décembre 2018 envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, reçue par les époux BARDY le 26 décembre 2018 ;

- VU l'avis de France domaine ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que cette parcelle située en zone OAUb au Plan Local d'Urbanisme de la commune de Castelnau-le-Lez correspond à une zone mixte réservée pour une urbanisation future dans l'attente de l'établissement d'un projet d'aménagement d'ensemble et de la réalisation des équipements nécessaires ;

- que l'acquisition de cette parcelle, est nécessaire, en vue de constituer une réserve foncière afin de mettre en œuvre un projet urbain conformément à l'article L 300 -1 du Code de l'urbanisme.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, d'une partie de la parcelle cadastrée AR n° 27p, pour une emprise de 6 200 m², à usage de terrains de tennis et un pavillon à usage d'habitation, occupés, située sur la Commune de Castelnau-le-Lez, au lieudit 840 Chemin Clos de l'Armet, auprès de Monsieur et Madame BARDY Bernard domiciliés à CASTELNAU-LE-LEZ.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 588 000 euros plus une commission d'agence de 136 400 euros TTC dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

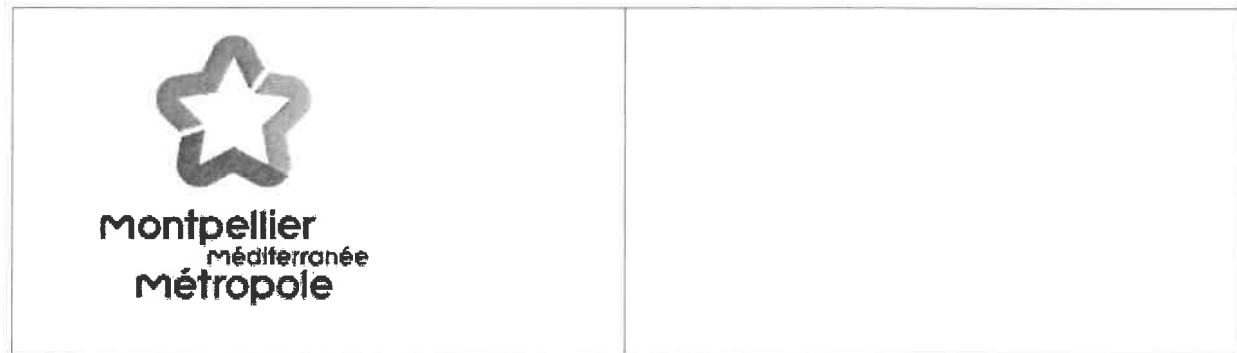
034-243400017-20190101-73620-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de deux
parcelles OP 44 et OP 56 rue Joseph
Cugnot - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la demande de l'organisme « ICF Habitat Sud-Est Méditerranée » par l'intermédiaire de son notaire, sollicitant la régularisation foncière des emprises aménagées pour les besoins du tramway ligne 2,

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées OP 44 de 958 m² et OP 56 de 53 m² situées rue Joseph Cugnot à Montpellier, en vue de régulariser les emprises foncières utilisées dans le cadre de la ligne 2 du tramway, et intégrées dans l'espace public,
- que ces deux emprises sont déjà aménagées en trottoir et espace public derrière l'arrêt « Saint Cléophas » sur la ligne 2 du tramway.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès d'ICF Habitat Sud-Est Méditerranée les deux parcelles cadastrées OP 44 et OP 56 situées rue Joseph Cugnot sur la commune de Montpellier, soit une superficie totale de 1011 m², afin de régulariser les emprises foncières utilisées dans le cadre de la ligne 2 du tramway.

ARTICLE 2 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie au prix d'un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : L'acte notarié constatant le transfert de propriété sera rédigé aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 févr. 2019


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 05/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

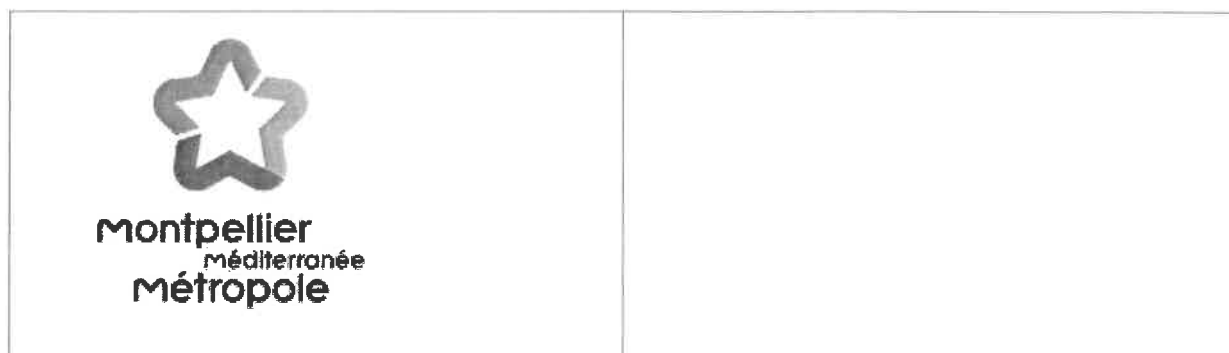
034-243400017-20190101-73654-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05/02/19

Réception en Préfecture : 05/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4107DC15 -
Maîtrise d'œuvre relative aux travaux de
mise en accessibilité des bâtiments
culturels de Montpellier Méditerranée
Métropole - Avenant n°1 - Lot 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la délibération N°13385 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Chamard et Faudet – Av. L. Pasteur - Pérols pour un montant de 118 527,75 euros HT pour le lot 2 et pour une durée de 72 mois y compris la période de garantie de parfait achèvement ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de transférer les missions PRO/DCE ACT de la phase étude du lot 2 hormis pour le bâtiment Agora, de l'agence d'architecture Charmard et Faudet – Av. L. Pasteur – Pérols à son cotraitant ACCEO – av. des platanes – Lattes.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise Chamard et Faudet – Av. L. Pasteur - Pérols, avenant qui propose une nouvelle répartition de la décomposition du prix global et forfaitaire pour chaque bâtiment du lot 2 à l'exception de l'Agora de la Danse, sans incidence financière sur le montant total du lot.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

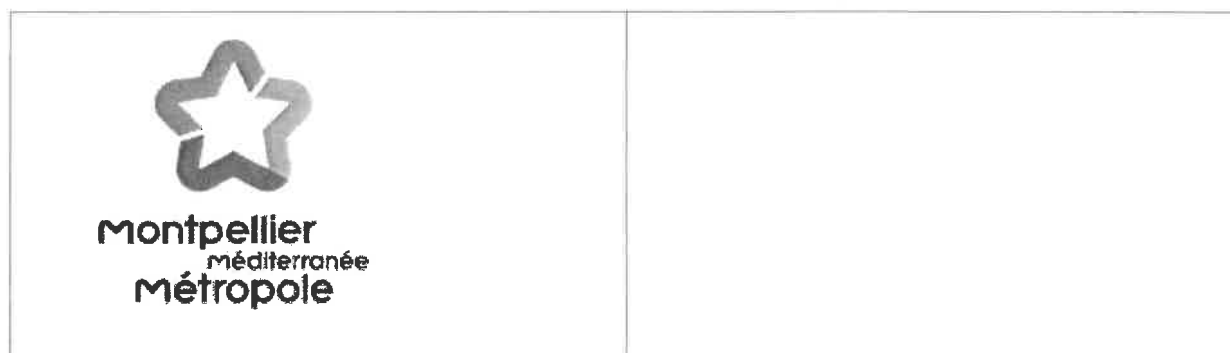
034-243400017-20190101-73705-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8D5263EA - Renouvellement du
réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai
1945 - Commune de Cournonterral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

CONSIDERANT :

- qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu ;

- que le renouvellement du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché subséquent pour une durée d'exécution de 4,6 mois dont une période de préparation du chantier de 20 jours ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 20 décembre 2018 a été informée du choix du groupement SCAM (mandataire) / FAURIE sis 825 Avenue de la Cresse St Martin- 34660 COURNONSEC présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8D5263EA - Renouvellement du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Cournonterral au groupement SCAM (mandataire) / FAURIE sis 825 Avenue de la Cresse St Martin- 34660 COURNONSEC, pour un montant estimatif de 516 900,92 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution est de 4,6 mois et comprend une période de préparation du chantier de 20 jours.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

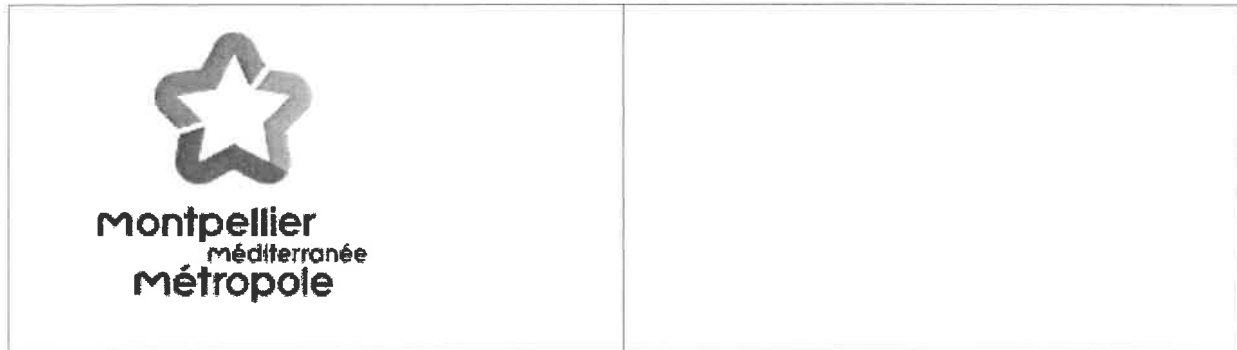
034-243400017-20190101-73792-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de mise
à disposition gracieuse du théâtre Jérôme
Savary de Villeneuve-lès-Maguelone au
bénéfice du Conservatoire à Rayonnement
Régional de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT la nécessité de permettre au professeurs du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'espaces et de partenariats de qualité dans le cadre de leurs pratiques artistiques et pédagogiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition gracieuse du Théâtre Jérôme Savary par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone au profit du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est conclue, en vue de la programmation d'un concert des professeurs du Conservatoire.

ARTICLE 2 : Les répétitions auront lieu le lundi 11 février de 10h à 13h et de 14h à 18h, au Théâtre Jérôme Savary, 235, Bd des Moures à Villeneuve-lès-Maguelone. Le concert intitulé, « De Bach à l'improvisation », est programmé le mardi 12 février 2019 à 20h30. Les professeurs seront présents à compter de 16h.

ARTICLE 3 : La convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature et jusqu'au 13 février 2019 à 13h.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

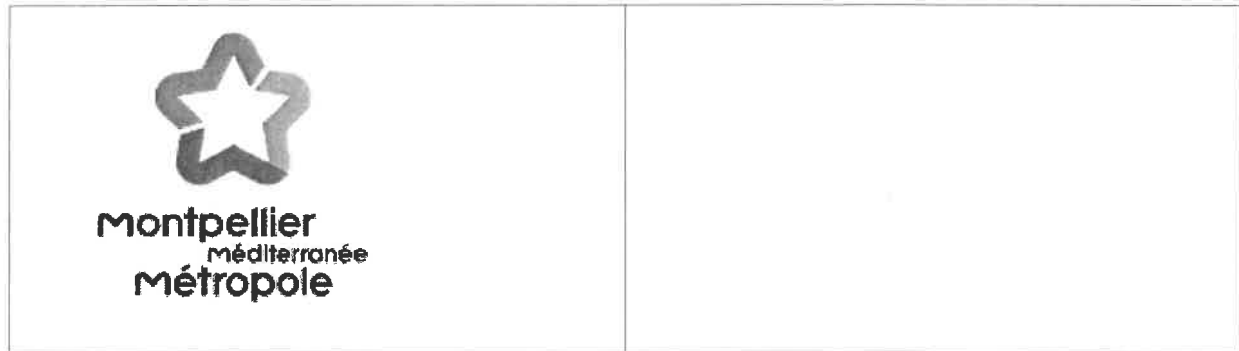
034-243400017-20190101-73814-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
COLCOM au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs

accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 22 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société COLCOM pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 22 février 2018,

CONSIDERANT :

- que la convention précitée arrive à échéance et que la société COLCOM n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COLCOM pour une période de six mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COLCOM pour la surface de 94,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 494,33 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/02/19

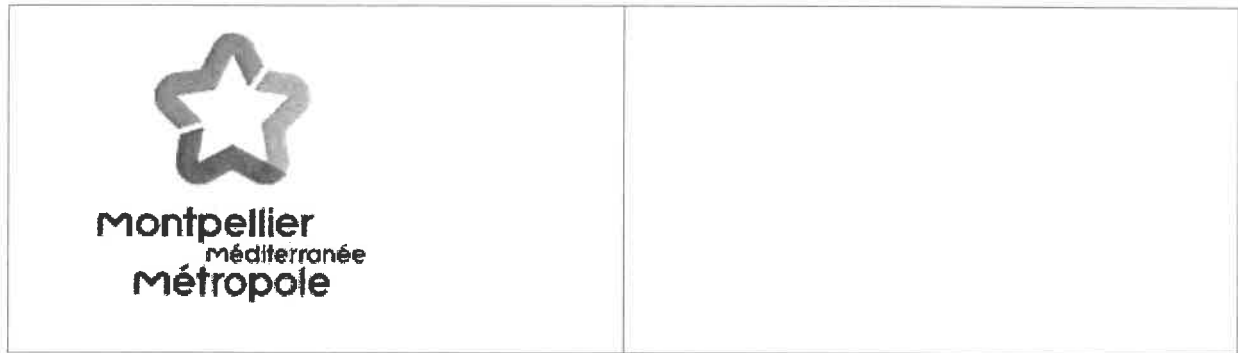
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-73815-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°5065DM18 -
Fournitures et d'équipements pour la
maintenance du parc existant des systèmes
de fermetures automatiques - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité » ;
- VU les budgets primitifs 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de la mission de gestion des systèmes de fermetures automatiques assurée par la direction des Mobilités, il est nécessaire de confier à des entreprises spécialisées la fourniture du matériel nécessaire à la maintenance du parc existant ;
- qu'un marché de fournitures a été lancé en application articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- que la consultation avait pour objet la fourniture d'équipement et de pièces détachées, définies dans deux lots techniques :
 - Lot 1 : Pièces détachées pour bornes électriques existantes type CITINNOV ou équivalente
 - Lot 2 : Pièces détachées pour la maintenance des barrières Aximum ou équivalente
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
 - Valeur technique 40 %
 - Prix des prestations 60 %
- que la commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa séance du 18 décembre 2018, a choisi pour l'accord-cadre à bons de commande n°5065DM18, après analyse, les entreprises suivantes, présentant l'offre économiquement avantageuse, au regard des critères posés dans le règlement de la consultation :
 - Lot 1 : CITINNOV sise à CHATEAURENARD
 - Lot 2 : AXIMUM sise à VILLENAVE D'ORNON.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5065DM18 de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des systèmes de fermetures automatiques aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : CITINNOV (candidat seul) sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 25 000 € HT et un montant maximum de 700 000 € ;
- Lot 2 : AXIMUM (candidat seul) sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 1 000 € HT et un montant maximum de 100 000 € ;

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2: De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**

Publiée le : 12/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

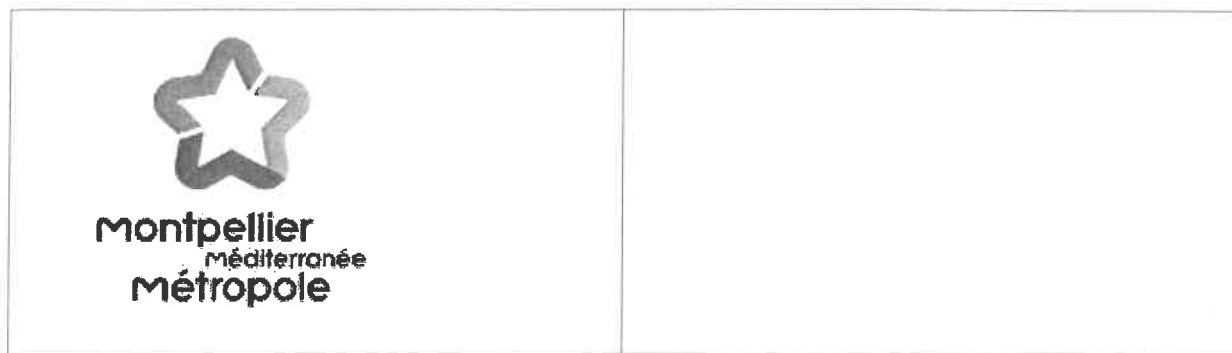
034-243400017-20190101-73855-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/02/19

Réception en Préfecture : 12/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5072DM18 -
Fournitures et d'équipements pour la
maintenance du parc existant des feux de
signalisation et la création de carrefours à
feux - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité » ;
- VU les budgets primitifs 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de la mission de gestion des feux de signalisation assurée par la direction des Mobilités, il est nécessaire de confier à des entreprises spécialisées la fourniture du matériel nécessaire à la maintenance du parc existant des feux de signalisation et la création de carrefour à feux ;

- qu'un marché de fournitures a été lancé en application articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;

- que la consultation avait pour objet la fourniture d'équipement et de pièces détachées, définies dans neuf lots techniques :

- lot 1 : Supports de feux tricolores ;
- lot 2 : Détecteurs ;
- lot 3 : Contrôleurs de feux pour carrefours neufs ;
- lot 4 : Contrôleurs de feux type MAESTRO ou équivalent ;
- lot 5 : Matériel de visualisation tricolore pour carrefours à feux ;
- lot 6 : Contrôleurs de feux TRAFFY III ou équivalent ;
- lot 7 : Matériels sonore pour figurines piétons ;
- lot 8 : Détecteurs spécificités TRAM-BUS type 3M ou équivalent ;
- lot 9 : Rack multi détecteurs et cartes ;
-

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:

- Valeur technique 40 %
- Prix des prestations 60 % ;

- que la commission d'appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole, dans sa séance du 18 décembre 2018, a choisi pour l'accord-cadre à bons de commande n°5072DM18, après analyse, les entreprises suivantes, présentant l'offre économiquement avantageuse, au regard des critères posés dans le règlement de la consultation :

- lot 1 : PETITJEAN AL BABTAIN France ;
- lot 2 : CAPSYS ;
- lot 3 : FARECO ;
- lot 4 : AXIMUM Produits Electroniques ;
- lot 5 : LACROIX TRAFIC ;
- lot 6 : LACROIX TRAFIC ;
- lot 7 : PHITECH ;
- lot 8 : CAPSYS ;
- lot 9 : CAPSYS ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5072DM18 de fournitures et d'équipements pour la maintenance du parc existant des feux de signalisation et la création de carrefour à feux aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : PETITJEAN AL-BABTAIN France SAS, 52 Avenue Marechal Leclerc CS60010S, 10121 Saint-André-Les vergers, Siret n°539 985 465 000 19 sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 300 000 € ;

- Lot 2 : CAPSYS (candidat seul), Société retenue, CAPSYS S.A.S, Parc Technologique des fontaines, 38190 Bernin, Siret n°381 128 859 00034, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 1 000 € HT et un montant maximum de 250 000 € ;

- Lot 3 : FARECO S.A.S, 250 avenue des grésillons 92601 Asnières-sur-Seine, Siret n°409 684 859 00096 sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 500 € HT et un montant maximum de 450 000 € ;

- Lot 4 : AXIMUM produits électroniques, 17 Avenue Roger Lapébie – Z.I. Chanteloiseau, 33140 Villenave d'Ornon, Siret n°383 765 799 00085, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 15 000 € HT et un montant maximum de 400 000 € ;

- Lot 5 : LACROIX TRAFFIC, Siège Social : 8 rue impasse du Bourrelier 44800 Saint-Herblain, Siret n°443 342 746 00015 ; Agence : 1^{ère} avenue 11^{ème} rue BP525 06516 Carros, Siret n°443 342 746 00031, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 500 000 € ;

- Lot 6 : LACROIX TRAFIC, Siège Social : 8 rue impasse du Bourrelier 44800 Saint-Herblain, Siret n°443 342 746 00015, Agence : 1^{ère} avenue 11^{ème} rue BP525 06516 Carros, Siret n°443 342 746 00031, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 15 000 € HT et un montant maximum de 400 000 € ;

- Lot 7 : PHITECH SAS, 6 allée Pelletier Doisy, 54600 Villers-lès-Nancy, Siret n°449 776 954 00017, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum de 150 000 € ;

- Lot 8 : CAPSYS S.A.S, Parc Technologique des fontaines, 38190 Bernin, Siret n°381 128 859 00034, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 2 000 € HT et un montant maximum de 150 000 € ;

- Lot 9 : CAPSYS S.A.S, Parc Technologique des fontaines, 38190 Bernin, Siret n°381 128 859 00034, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 1 000 € HT et un montant maximum de 150 000 €.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de sa notification jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO**

Publiée le : 18/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

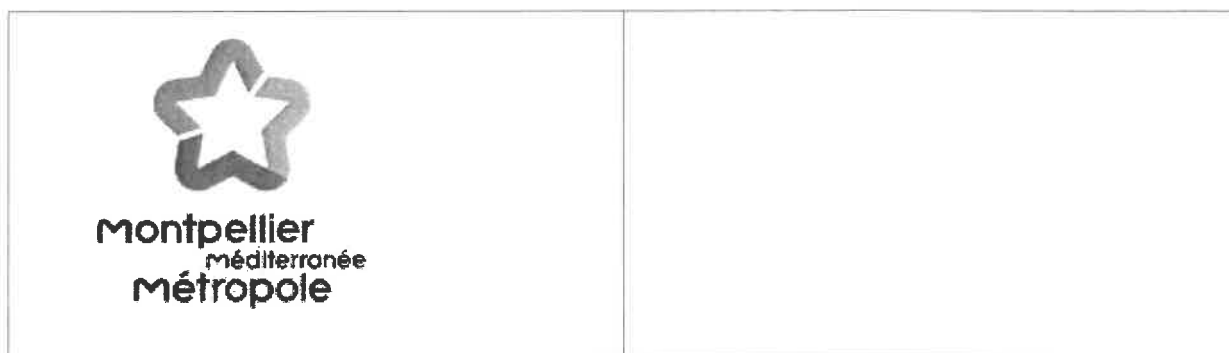
034-243400017-20190101-73863-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/02/19

Réception en Préfecture : 18/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
partenariat artistique et de mise à
disposition gracieuse du Chai du Terral de
Saint Jean de Védas au bénéfice du
Conservatoire à Rayonnement Régional de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de sa programmation artistique et culturelle, le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) organise des concerts, spectacles de danse, master-class etc., et sollicite dans ce cadre l'autorisation d'occuper la salle de spectacle du Théâtre Le Chai du Terral à Saint Jean de Védas.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition gracieuse de la salle de spectacle du Chai du Terral, par la commune de Saint Jean de Védas et au bénéfice du CRR, est établie pour l'année 2019.

ARTICLE 2 : La mise à disposition de l'espace du Chai du Terral est autorisée lors d'une date en février 2019, ainsi que le dimanche 24 mars 2019, du mardi 16 au samedi 20 avril 2019, et le samedi 20 avril 2019.

ARTICLE 3 : Les rémunérations des techniciens du Chai du Terral mis à disposition lors des manifestations précitées seront à la charge du CRR.

ARTICLE 4 : : La convention de mise à disposition gracieuse entrera en vigueur à compter de la date de sa signature et prendra fin le samedi 20 avril à l'issue du spectacle.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

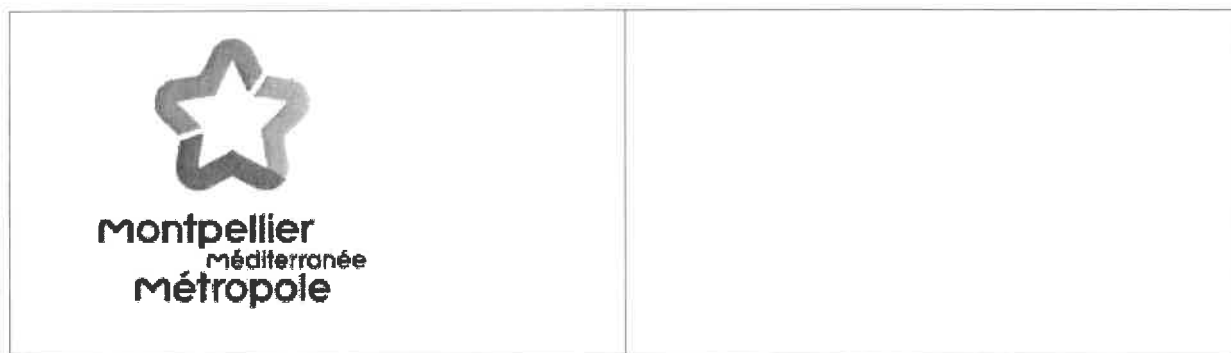
034-243400017-20190101-73967-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8C5248RI18 de fourniture d'un réseau
privé virtuel entre différents sites de la
Métropole et d'accès internet**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite interconnecter ses différents sites avec pour objectifs principaux le partage d'applicatifs, le partage d'un accès internet mutualisé et sécurisé, l'établissement de communications sécurisées ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes et avec un opérateur économique, en application des articles 78 et 80 du décret susvisé, pour une durée de 1 an à compter de sa notification, reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 – prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif (40 %)
 - 2 – valeur technique, au regard du mémoire technique (60 %) ;
- qu'après analyse, l'entreprise NETIWAN, 1025 rue Henri Becquerel, Parc club le millénaire – bat 14, 34000 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse et d'un niveau de qualité nécessaire à l'exécution du marché ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8C5248RI18 de fourniture d'un réseau privé virtuel entre différents sites de la métropole et d'accès internet de Montpellier, Méditerranée Métropole à l'entreprise NETIWAN, sans seuil minimum et avec un seuil maximum annuel de 39 000 euros HT, soit 156 000 euros HT sur la durée totale du marché de un an reconductible de manière tacite trois fois par période de un an. Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

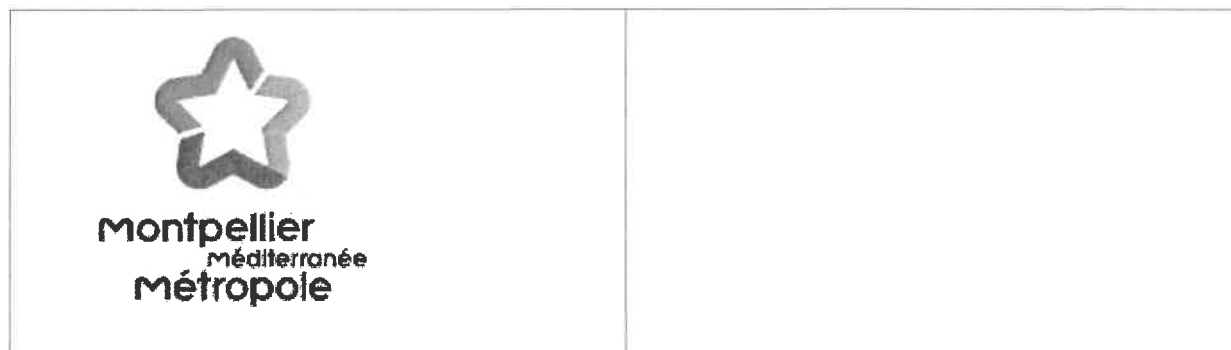
034-243400017-20190101-73971-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la reconduction d'une
année de la convention de gestion de
service de Montpellier Méditerranée
Métropole au bénéfice de la commune de
Montpellier dans le cadre de la compétence
"Fontaines- Milieux aquatiques - Barrage
du lac des Garrigues"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 septembre, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil relative aux délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base des conventions types adoptées par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°13157 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions et de gestion de services,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE dans le domaine des Ressources Humaines,

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la continuité des missions sur la commune de Montpellier, d'entretien des fontaines dans les parcs et jardins, d'entretien et d'aménagement des cours d'eau, d'entretien, d'aménagement et de surveillance du barrage du lac des Garrigues, et notamment les travaux de mise en conformité du barrage du lac des Garrigues prescrit par arrêté préfectoral n°2012-01-2454.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention de gestion de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier approuvée par décision D2016-831 du 21 février 2017 est prolongée d'une année supplémentaire conformément aux dispositions de son article 2.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Régine ILLAIRE

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

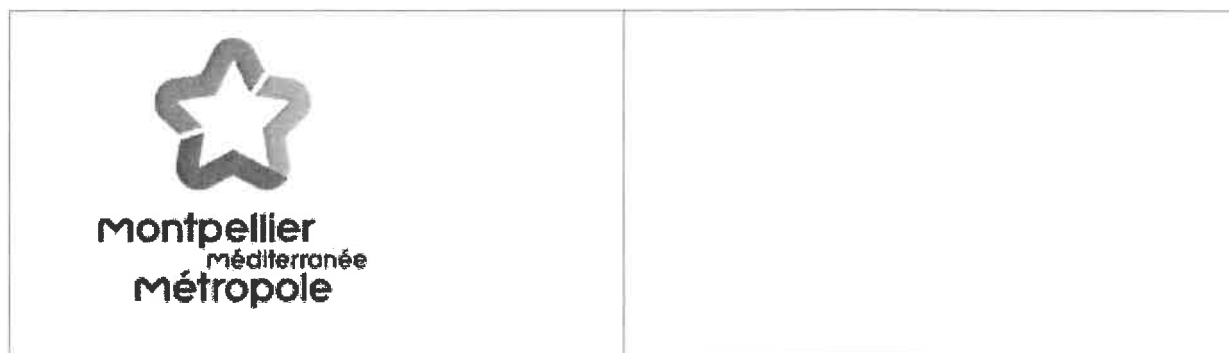
034-243400017-20190101-74060-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Jouissance différée dans le cadre de
l'acquisition parcelles cadastrées SK n°30,
149 et les parts indivises de la parcelle SK
n°31 sises commune de Montpellier -
Aménagement du secteur de la Cavalade**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indenités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, l'Enseignement supérieur, la Recherche et Innovation, la French Tech et l'Artisanat ; la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, ainsi que les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ;

- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 12 octobre 2018 par Monsieur Paul VIEU, portant sur les parcelles cadastrées SK n°30, d'une superficie cadastrale de 25 m², n°149, d'une superficie cadastrale de 3 192 m² et les droits indivis lui appartenant attachés à la parcelle SK n°31 sises commune de Montpellier, moyennant un prix de 386 200 € toutes indemnités confondues ;

- VU l'avis des services de France Domaine en date du 24 septembre 2018 ;

- VU la décision d'acquisition n° MD2018-946 relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SK n°30, 149 et les parts indivises de la parcelle SK n°31, sises commune de Montpellier – Aménagement du secteur de la Cavallade

- **CONSIDERANT** la demande de Monsieur Paul VIEU, propriétaire des parcelles ci-dessus mentionnées, de pouvoir garder la jouissance de sa maison d'habitation située sur la parcelle cadastrée SK n°149, durant un délai de 2 mois à compter de la signature de l'acte notarié afin de pouvoir organiser son départ des lieux.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur Paul VIEU à garder la jouissance de la maison d'habitation située sur la parcelle cadastrée SK n°149, sise commune de Montpellier, durant un délai de 2 mois à compter de la signature de l'acte notarié.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prendra la jouissance de la maison d'habitation située sur la parcelle SK n°149, sise commune de Montpellier, au terme du délai susmentionné.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte authentique d'acquisition des parcelles visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

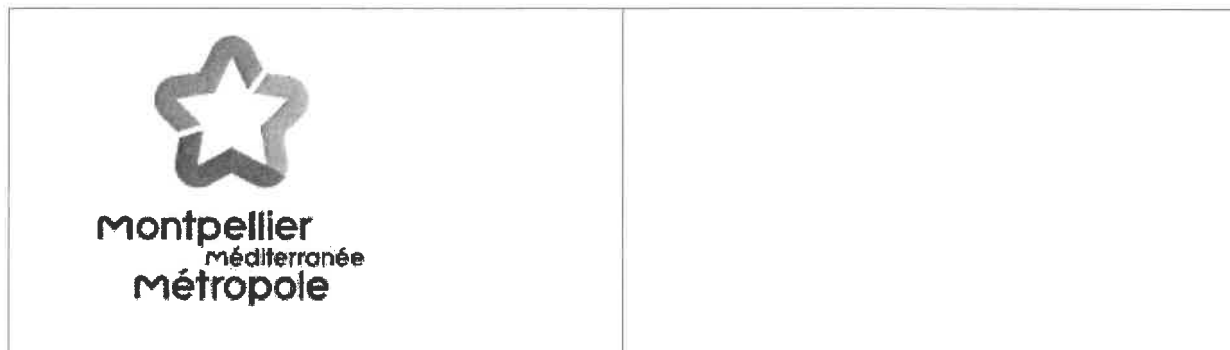
034-243400017-20190101-74045-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ISOTROPIX
dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société ISOTROPIX, représentée par Monsieur Sam ASSADIAN est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciels.
Elle est candidate à la location des lots 3.4 et 3.9 de 229.60 m² à compter du 08/02/2019
L'entreprise projette un effectif de 25 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ISOTROPIX ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

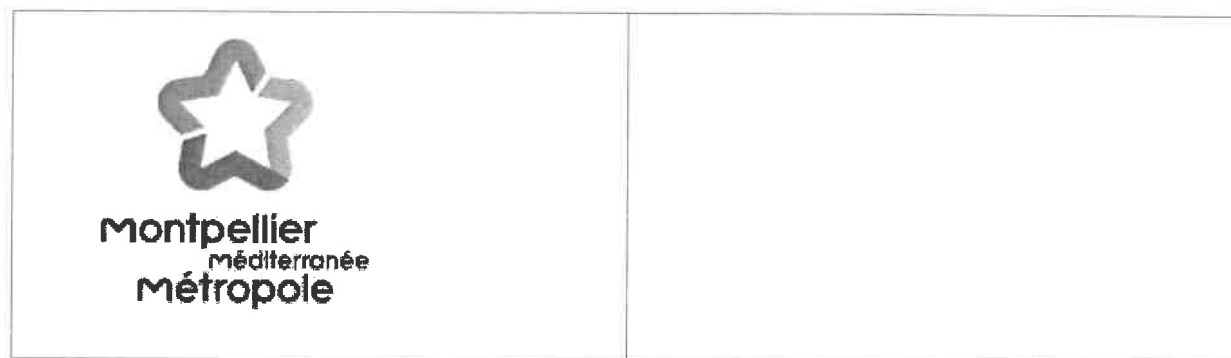
034-243400017-20190101-74117-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Énergie et Télécom

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession de plusieurs
Blackberry et d'un lot important de
téléphones Nokia/Samsung vieux modèles

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver plusieurs téléphones Blackberry ainsi qu'un lot de téléphones Nokia/Samsung vieux modèles.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier cède pour être vendus aux enchères plusieurs Blackberry et un lot important de téléphones Nokia/Samsung vieux modèles à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix des cessions résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

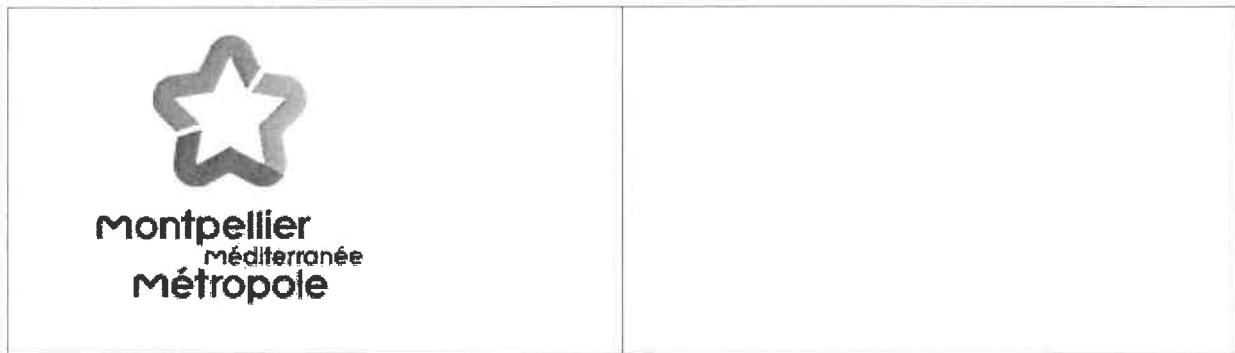
034-243400017-20190101-74317-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Pluvial Urbain

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M8D0014EP - Travaux de renforcement
du collecteur d'eaux pluviales situé avenue
Saint Lazare et rue du Jeu de Mail des
Abbés à Montpellier - Attribution du
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « la Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs » ;
- VU la décision n°2018-366 relative à l'attribution de l'accord cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- que des travaux de renforcement du collecteur d'eaux pluviales situé avenue St Lazare et rue du Jeu de Mail des Abbés à Montpellier sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 55%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
 - Délai : 5%
- que la commission d'appel d'offres lors de sa séance en date du 22 janvier 2019 a :
 - été informée du choix de l'entreprise EIFFAGE Route Méditerranée Agence de Montpellier sise RD613 – CS 30004 – Lieu-dit le Devès à Saint Jean de Védas comme présentant l'offre la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M8D0014EP de travaux de renforcement du collecteur d'eaux pluviales situé avenue St Lazare et rue du Jeu de mail des Abbés à Montpellier à l'entreprise EIFFAGE Route Méditerranée pour un montant de 386 911,35 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 110 jours calendaires.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

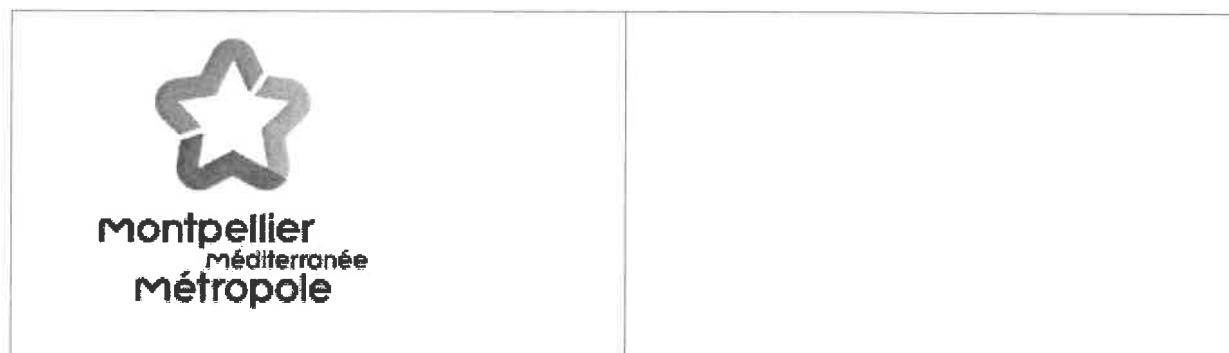
034-243400017-20190101-74366-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
AMAPLACE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs

accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,

- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société AMAPLACE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 10 septembre 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société AMAPLACE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société AMAPLACE pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 juillet 2019.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AMAPLACE pour la surface de 37,30 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 553,90 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer l'avenant visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

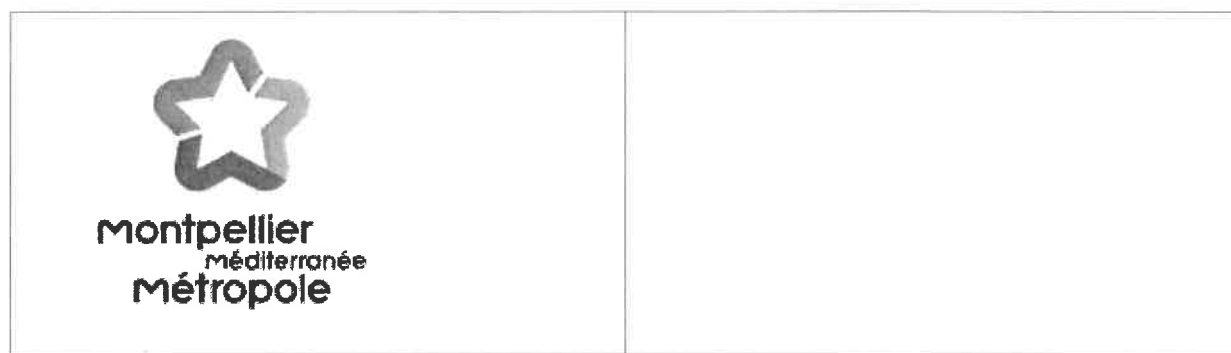
034-243400017-20190101-74463-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
NUMALIS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs

accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme »,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 21 décembre 2015 passée entre la Métropole et la société NUMALIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 7 mars 2018,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société NUMALIS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NUMALIS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NUMALIS pour la surface de 92,72 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 278,60 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

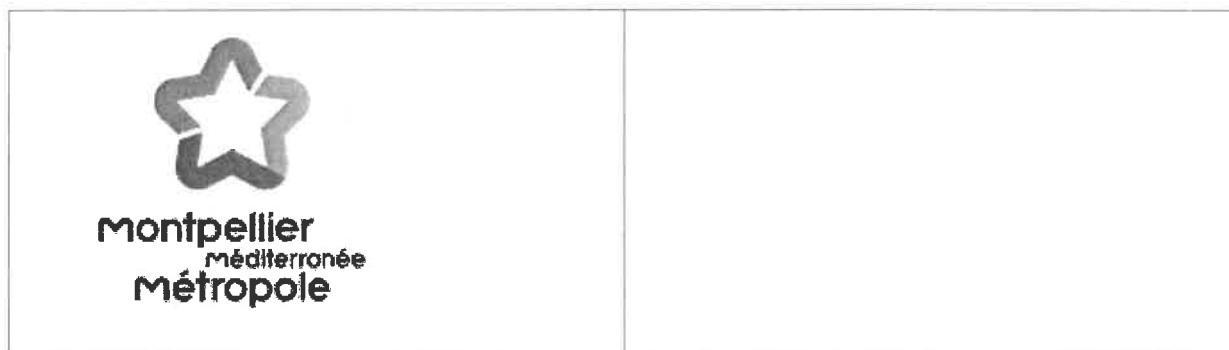
034-243400017-20190101-74466-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes publiques
entre Montpellier Méditerranée Métropole,
Sète Agglopôle Méditerranée et la
Communauté de Communes de Millau
Grands Causses en vue de la passation
d'un marché d'assistance pour
l'établissement, le suivi et la mise en œuvre
de dossiers de candidature pour les sites
d'accueil des délégations sportives aux
Jeux Olympiques et Paralympiques 2024**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visées à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

CONSIDERANT :

- que les Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 impliquent de mobiliser l'ensemble du territoire national, et notamment de projeter l'installation de « bases arrières » qui pourraient accueillir les entraînements des différentes délégations nationales participant à cette Olympiade,
- que les territoires de Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses disposent d'équipements sportifs et de sites naturels et maritimes remarquables particulièrement adaptés à la pratique de nombreux sports olympiques,
- qu'associer ces trois territoires complémentaires en termes d'infrastructures sportives, d'équipements hôteliers, de sites d'entraînement et de préparation physique existants serait un atout pour présenter une ou plusieurs candidatures, optimisées et adaptées au niveau d'exigence attendu par le comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024,
- la nécessité de passer une convention constitutive de groupement de commandes publiques, en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses, en vue de la passation d'un marché relatif à « l'assistance pour l'établissement, le suivi et la mise en œuvre de dossiers de candidature pour les sites d'accueil des délégations sportives aux Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 », au terme d'une procédure commune de passation et d'attribution du marché public lancée pour le compte des membres du groupement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et la Communauté de Communes de Millau Grands Causses.

ARTICLE 2 : Que le présent groupement est composé de Montpellier Méditerranée Métropole, de Sète Agglopôle Méditerranée et de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses, Montpellier Méditerranée Métropole étant désignée comme coordonnatrice du groupement.

ARTICLE 3 : De dire que cette convention est conclue jusqu'à la complète exécution du marché, y compris le cas échéant la tranche optionnelle.

ARTICLE 4 : D'autoriser à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

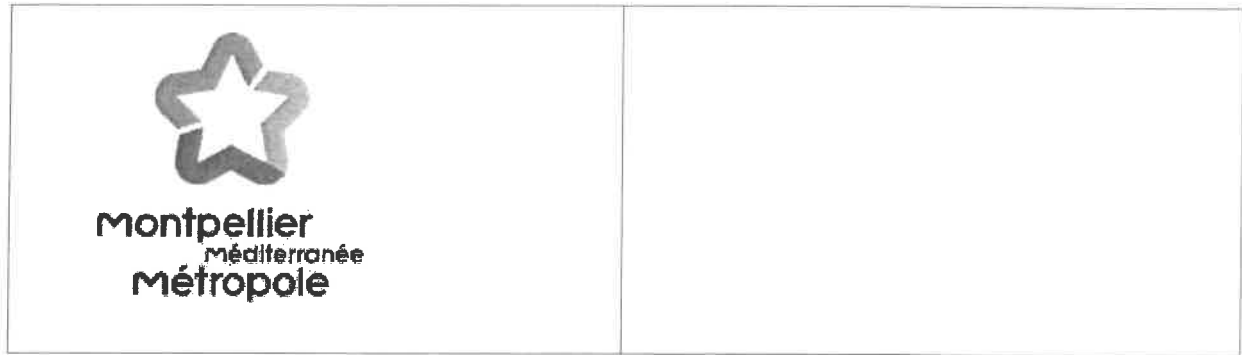
034-243400017-20190101-74499-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition gracieuse d'un espace au sein
du complexe "Le Kiasma" par la
commune de Castelnau-le-Lez au bénéfice
du Conservatoire à Rayonnement Régional
de Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupations temporaires de terrains publics ou privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de sa programmation artistique et culturelle, le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) organise des concerts, spectacles de danse, master-class etc., et a sollicité à ce titre l'autorisation d'occuper l'auditorium Maurice Ravel du complexe polyvalent « Le Kiasma », situé à Castelnau-le-Lez.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition gracieuse, par la commune de Castelnau-le-Lez et au bénéfice du CRR, de l'auditorium Maurice Ravel situé au sein du complexe polyvalent « Le Kiasma », est établie pour permettre le déroulement du concert de l'Orchestre d'Harmonie du CRR et de l'Université Paul Valéry Montpellier III.

ARTICLE 2 : La mise à disposition de l'espace précité est autorisée le dimanche 3 février 2019 de 9h00 à 23h00.

ARTICLE 3 : Les rémunérations des techniciens mis à la disposition lors de la manifestation seront à la charge de l'Université Paul Valéry Montpellier III, conformément aux termes de la convention établie entre les parties.

ARTICLE 4 : La convention de mise à disposition gracieuse prendra fin le dimanche 3 février à l'issue du concert.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

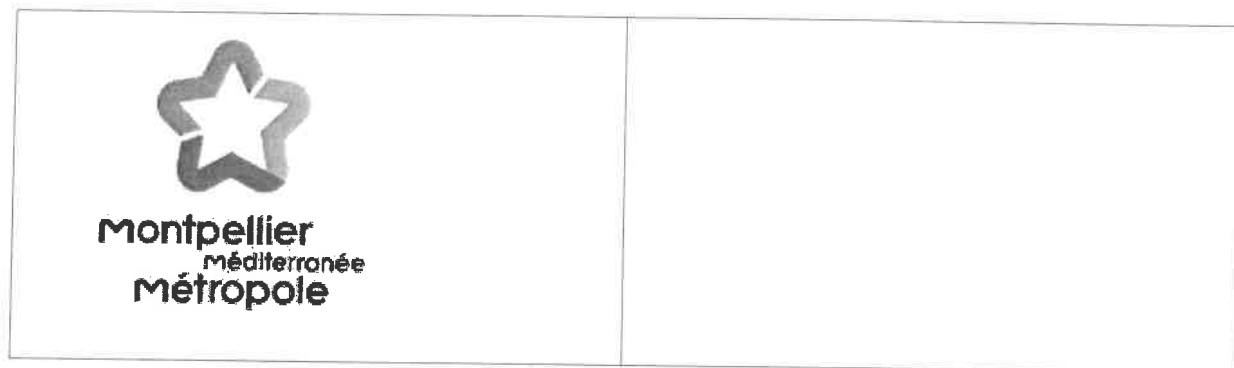
034-243400017-20190101-74510-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/02/19

Réception en Préfecture : 04/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°5168EA18
- Établissement de dossiers de
régularisation administrative des ouvrages
hydrauliques en application du décret
"Digues" du 12 mai 2015**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole assure depuis le 1er janvier 2018 la compétence GEMAPI et assure la gestion des ouvrages de protection contre les inondations ;
- qu'à la suite du décret n°2015-526 du 12 mai 2015 imposant qu'un système d'endiguement ou un aménagement hydraulique doive obtenir une autorisation administrative et que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite être accompagnée dans cette procédure d'autorisation des ouvrages ;
- que l'établissement de dossiers de régularisation administrative des ouvrages hydrauliques en application du décret « digues » du 12 mai 2015 est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et de l'article 77 relatif aux marchés à tranches sous la forme d'un marché à procédure adaptée à prix forfaitaire, pour une durée prévisionnelle d'exécution pour la tranche ferme de 1 an à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer les études de la phase concernée et pour la tranche optionnelle 1 d'un an à compter de son affermissement ainsi que pour la tranche optionnelle 2 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise Antea France sise Parc d'activité de l'aéroport - 180 impasse John Locke 34470 PEROLS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5168EA18 - Établissement de dossiers de régularisation administrative des ouvrages hydrauliques en application du décret "Digues" du 12 mai 2015 à l'entreprise Antea France sise Parc d'activité de l'aéroport - 180 impasse John Locke 34470 PEROLS, pour un montant de 121 000 euros HT. Le délai prévisionnel d'exécution du marché pour la tranche ferme est de 1 an, pour la tranche optionnelle 1 d'un an à compter de son affermissement ainsi que pour la tranche optionnelle 2. Le marché démarre à compter de la date fixée par ordre de service.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

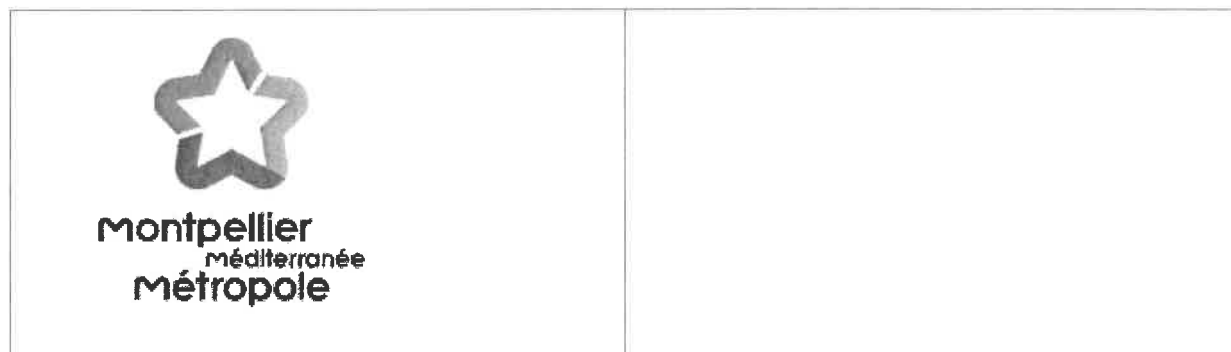
034-243400017-20190101-74590-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M8B0042DS
de fourniture de produits horticoles pour
l'entretien du patrimoine sportif de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en tant que Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- VU le rapport d'analyse des offres du 14 décembre 2018,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer la fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, comportant trois lots, accord-cadre à bons de commande avec maximum passé en application des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée d'un an,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - le prix des prestations, au regard du bordereau des prix unitaires et du détail quantitatif estimatif (60%) ;
 - la valeur technique, au regard du mémoire technique (40%),
- qu'après analyse, la société Touchat, sise au 251, route de Baillargues, à Mauguio (34 130), présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1 « fourniture d'engrais, de liquides racinaires et de semences »,
- qu'après analyse, la société SOUFFLET VIGNE, sise « Le Pont rouge », CS 20125 Limas, à Villefranche-sur-Saône (69 654), présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n° 2 « fourniture de stimulants, produits homologués matières fertilisantes et supports de cultures, et engrais foliaires spécifiques »,
- qu'après analyse, l'entreprise TOUCHAT, sise au 251, route de Baillargues, à Mauguio (34 130), présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n° 3 « fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif ».

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n°1 du marché n°M8B0042DS « fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société TOUCHAT, pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT.

D'attribuer le lot n°2 du marché n°M8B0042DS « fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société SOUFFLET VIGNE, pour un montant maximum annuel de 20 000 € HT.

D'attribuer le lot n°3 du marché n°M8B0042DS « fourniture de produits horticoles pour l'entretien du patrimoine sportif de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société TOUCHAT, pour un montant maximum annuel de 10 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER**

Publiée le : 01/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

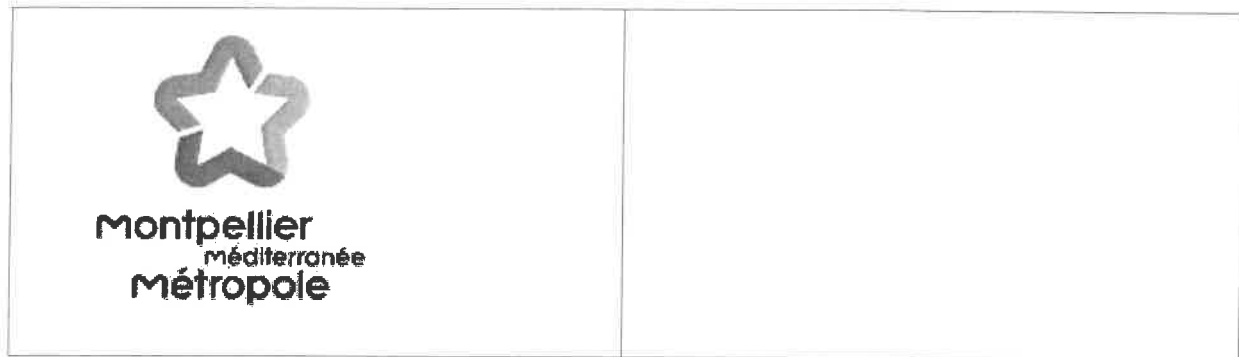
034-243400017-20190101-74543-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/02/19

Réception en Préfecture : 01/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de l'Association LABSUD
dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : l'Association LABSUD, représentée par son Président Monsieur Yann LEFEBVRE a pour activité la fabrication numérique.
Actuellement locataire du lot B12 représentant 272.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2019.

- Le Fablab Labsud créé en novembre 2012, est un outil d'Open Innovation au service des mondes professionnel, académique et grand public. Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition gracieusement auprès de l'association des locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire depuis janvier 2014. La mise à disposition de ces locaux a permis à l'association de connaître un essor certain, en adéquation avec son ambition.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association LABSUD ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention d'occupation temporaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

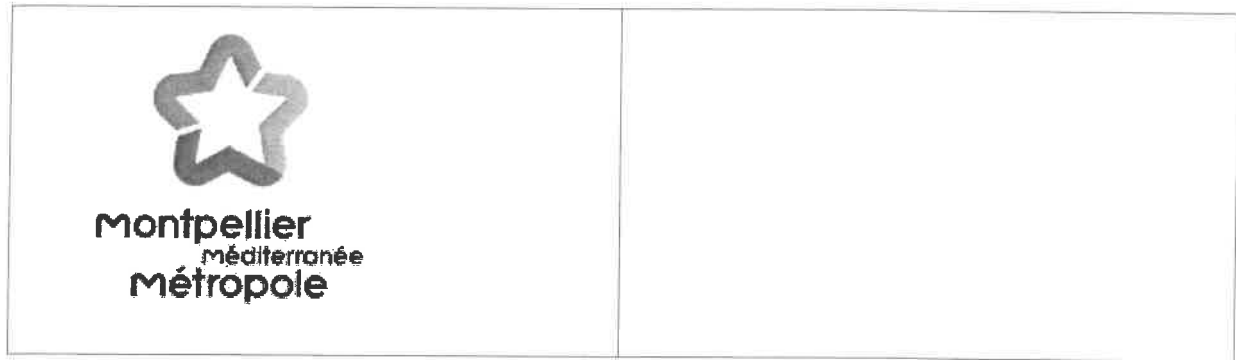
034-243400017-20190101-74577-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision
n°MD2019-056 relative à la vente de
véhicules réformés de la Régie de collecte**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et des biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine « Prévention et Valorisation des déchets et propreté de l'espace public » ;
- **CONSIDERANT** que l'avarie subie par le véhicule BQ619ZF impose sa vente en lieu et place du véhicule BQ711ZF dont la vente a fait l'objet de la décision n°MD2019-056.

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'engin immatriculé BQ619ZF est cédé à la société Languedoc Matériels – 7 rue des carriettes – 34130 MUDAISSON, en lieu et place du véhicule BQ711ZF dont la cession était actée par la décision n°MD2019-056.

ARTICLE 2 : La vente du véhicule BQ619ZF est conclue pour un montant de 1 000 €. Cette somme vient se substituer à celle de 4 000 € prévue pour la vente du véhicule BQ711ZF.

ARTICLE 3 : Toutes les autres ventes prévues dans la décision n°MD2019-056 restent inchangées.

ARTICLE 4 : Autoriser toute personne ayant délégation à signer le certificat de cession de l'engin et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

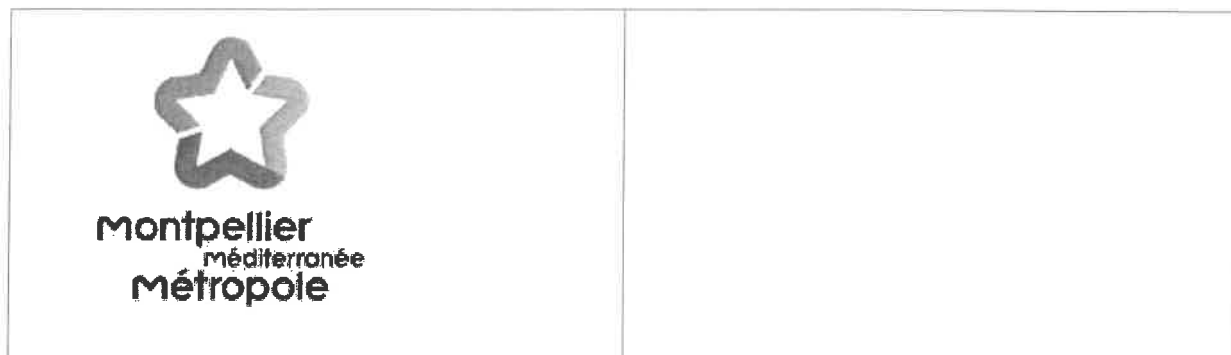
034-243400017-20190101-74591-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société UNC IMMO sur
la ZAC Descartes à Lavérune**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des relations internationales, du tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain ;

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC DESCARTES à Lavérune : la société UNC IMMO est candidate à l'acquisition du lot 6 de 4 673 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, ateliers et entrepôts de 982.63 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 337 m². L'utilisateur final sera la société TREAM MONTPELLIER pour une activité de négoce de gros en matériel électrique. Les sociétés prévoient un effectif de 9 personnes à 3 ans ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société UNC IMMO ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

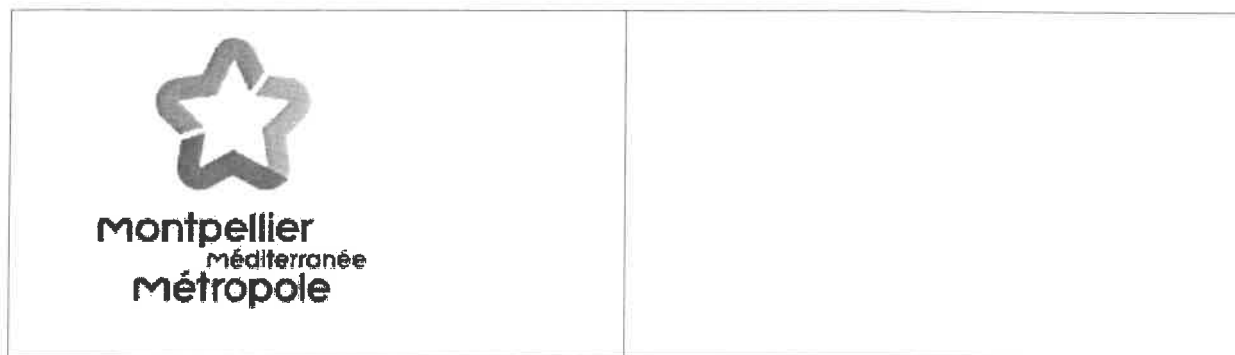
034-243400017-20190101-74587-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées EB n°99 et 131 -
Commune de Lattes - Abrogation de la
décision n°MD2019-014**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « de la Prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques » ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2016-I-806 en date du 10 août 2016 prorogeant la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de la basse vallée du Lez ;

- VU le projet d'acte par lequel l'Indivision DE MALBOSC s'engage à céder gratuitement à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles cadastrées EB n°99, d'une superficie de 958 m² et EB n°131, d'une superficie de 55 m², situées lieudit Tournefort à Lattes ;

CONSIDERANT

- que la décision MD2019-014 doit être abrogée, en raison d'une erreur de superficie cadastrale
- que ces parcelles sont nécessaires à la réalisation des travaux de protection contre les inondations dans la basse vallée du Lez, et notamment au renforcement des digues du Lez à Lattes,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision MD2019-014 en date du 18 janvier 2019 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Indivision DE MALBOSC les parcelles cadastrées EB n°99, d'une superficie de 958 m² et EB n°131, d'une superficie de 55 m², situées lieudit Tournefort à Lattes.

ARTICLE 3 : L'acquisition interviendra à titre gratuit, la Métropole s'engage à régler les cotisations 2018 et à venir de l'association syndicale autorisée de la Plombade et des Marchands ayant son siège à Lattes, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 févr. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

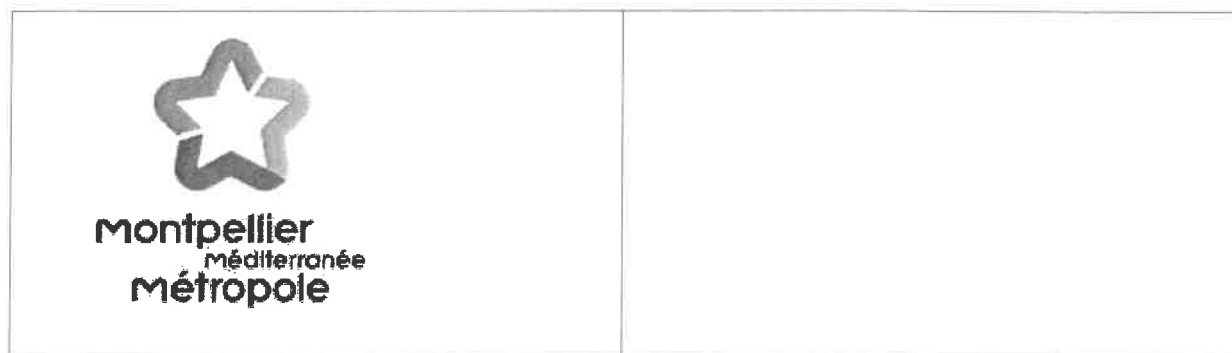
034-243400017-20190101-74685-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14/02/19

Réception en Préfecture : 14/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
temporaire d'occupation entre le CROUS
et Montpellier Méditerranée Métropole
pour la co-production d'un concert avec le
Conservatoire à Rayonnement Régional
(CRR) - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de permettre aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole de disposer d'espaces et de partenariats de qualité dans le cadre de leurs pratiques artistiques et pédagogiques.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est établie pour la mise à disposition par le CROUS pour le CRR, d'un espace pour un concert des élèves du CRR, intitulé « Concert hommage à David BOWIE » qui se déroulera au Trioletto, 75 rue Augustin Fliche, à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le CRR, assumera la responsabilité artistique de l'évènement, le personnel attaché au projet ainsi que l'élaboration des supports de communication.

ARTICLE 3 : Le CROUS, mettra gracieusement à disposition la salle du Trioletto avec tous les équipements techniques nécessaires du 19 février à 11h au 22 février 2019 à 8h00. Il prendra à sa charge l'édition de la billetterie, les personnels nécessaires à la technique, et deux agents de sécurité pour le soir du concert.

ARTICLE 4 : La convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature et prendra fin le vendredi 22 février après la reprise du matériel par le CRR .

ARTICLE 5: Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

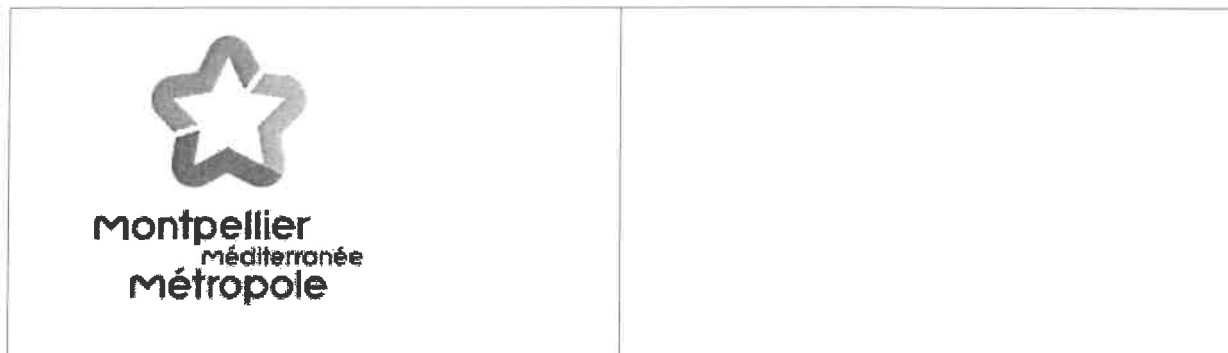
034-243400017-20190101-74874-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition gracieuse de locaux du
Conservatoire à Rayonnement Régional au
bénéfice de l'association
"CHORrespondance"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que, dans le cadre de ses activités chorales, l'association « CHORrespondance » a sollicité la mise à disposition de locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) pour l'organisation de répétitions ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition de locaux du CRR est conclue avec l'association « CHORrespondance ».

ARTICLE 2 : Le CRR mettra à disposition de l'association, à titre gracieux, l'espace du CRR de Cournonterral du 2 au 4 février 2019 de 9h30 à 20H00, les 9 et 10 mars 2019 de 9h30 à 20H00, les 11 et 12 mai 2019 de 9h30 à 20H00, les 6 et 7 juillet 2019 de 9h30 à 20H00, et l'espace du CRR situé au sein de la médiathèque F. Giroud de Castries les 7 et 8 mars 2019.

ARTICLE 3 : L'association « CHORrespondance », s'engage à respecter le règlement applicable dans les locaux précités et à les remettre en état après chaque répétition pour permettre leur occupation par d'autres utilisateurs dans des conditions optimales.

ARTICLE 4 : La convention de mise à disposition gracieuse entrera en vigueur à compter de la date de sa signature et prendra fin le dimanche 7 juillet 2019 à l'issue de la dernière répétition.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 11/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

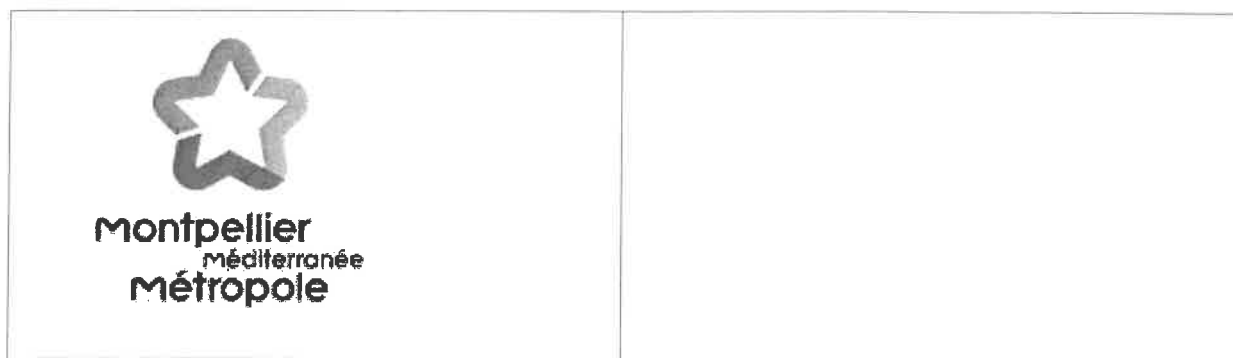
034-243400017-20190101-74897-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/02/19

Réception en Préfecture : 11/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition gracieuse de locaux du
Conservatoire à Rayonnement Régional au
bénéfice de l'association "Chrétiens et
Culture"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que l'association « Chrétiens et Cultures » a sollicité la mise à disposition de locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional afin de pouvoir y organiser une conférence dans le cadre du 20^{ème} Festival interrégional de musiques sacrées,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de mise à disposition d'espace du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est conclue avec l'association « Chrétiens et Cultures », pour l'organisation d'une conférence dans le cadre du 20^{ème} Festival interreligieux de musiques sacrées.

ARTICLE 2 : Cette mise à disposition est consentie, à titre gracieux, le jeudi 21 février de 18h à 21h, pour l'accueil de la conférence intitulée « Musique et Spiritualité », qui sera donnée par Mme Gisèle Clément, professeure à l'Université Paul Valéry Montpellier III, et concerne la salle Edgard Varèse, sise à l'espace Candolle, 3 rue de Candolle, à Montpellier.

ARTICLE 3 : L'association « Chrétiens et Cultures » s'engage à respecter le règlement applicable dans les locaux précités et à le remettre en état après son occupation.

ARTICLE 4 : La convention prendra fin le jeudi 21 février au plus tard à 21h.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 11/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

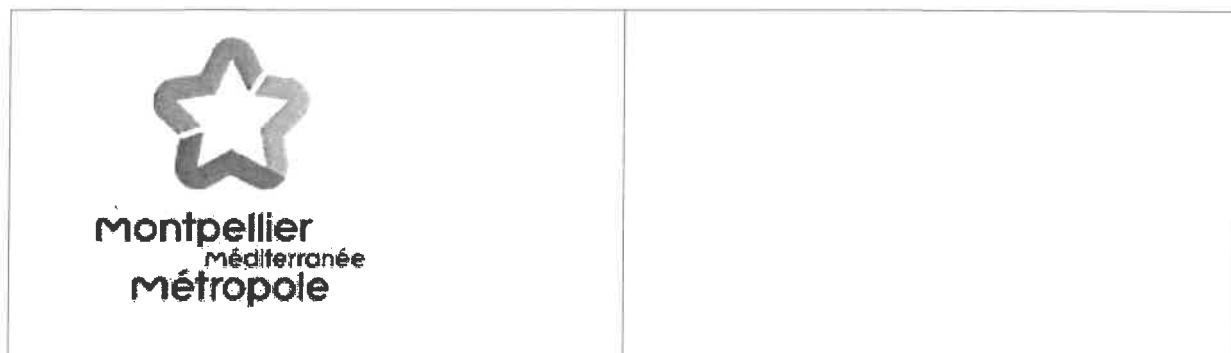
034-243400017-20190101-75012-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/02/19

Réception en Préfecture : 11/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1804833-5 TA - Monsieur et Madame
RUBAN"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1804833-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 octobre 2018 par Monsieur et Madame RUBAN tendant à la réinstallation d'une colonne à papier à proximité du lotissement des Aiguelongues à Montpellier.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête de Monsieur et Madame RUBAN n°1804833-5.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 07/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

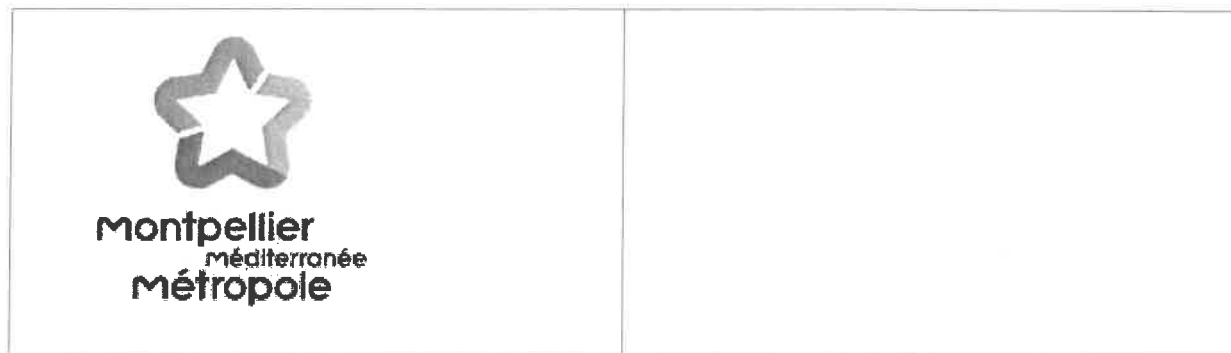
034-243400017-20190101-75021-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/02/19

Réception en Préfecture : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA00291 CAA - Madame Françoise
MEERSSEMAN"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête en appel n°19MA00291 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 21 janvier 2019 déposée par Madame Françoise MEERSSEMAN contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1704609 du 22 novembre 2018 rejetant sa demande d'annulation de la délibération du 29 mars 2017 par laquelle le conseil de Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la modification n°11 du plan local d'urbanisme de la commune de Montpellier, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux et à titre subsidiaire, cette modification du plan local d'urbanisme en tant qu'elle reclasse les parcelles cadastrées section CH n°24 ET 168, en zone 2U1-9W.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA00291 par Madame Françoise MEERSEMAN le 21 janvier 2019.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 07/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

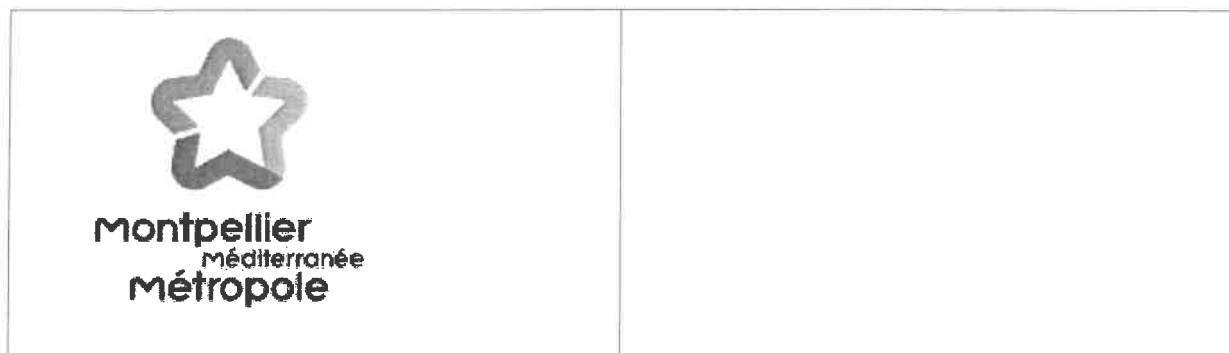
034-243400017-20190101-75024-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/02/19

Réception en Préfecture : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1806370-3 TA -"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1806370-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 décembre 2018 par Madame Djamila BENATOU agent de Montpellier Méditerranée Métropole contre la décision du 29 octobre 2018, notifiée le 30 octobre 2018, de Monsieur le Directeur de l'administration des ressources humaines rejetant son recours gracieux du 25 septembre 2018 à l'encontre de la décision du 6 août 2018 fixant la date de consolidation de la rechute du 17 octobre 2016 de son accident de service du 2 juillet 2008 à la date du 27 avril 2018 avec un taux d'IPP de 17 % dont 7% d'état antérieur.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1806370-3 le 27 décembre 2018 par Madame Djamila BENATTOU.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 07/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

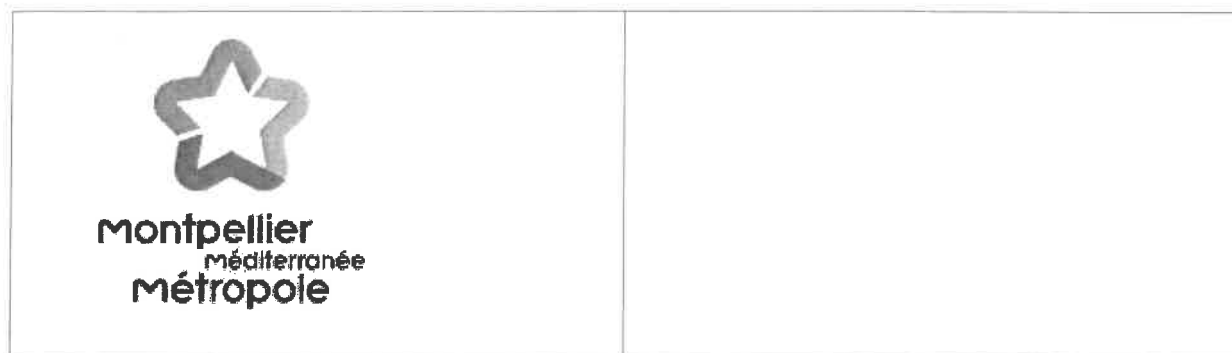
034-243400017-20190101-75030-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/02/19

Réception en Préfecture : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant au marché
de travaux n°5119BISDC18 "réfection des
sols et de compléments de mobiliers à la
médiathèque Jean-Jacques Rousseau" -
lot 5 - Rénovation des sols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 en date du 12 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;
- VU la décision n°MD2018-490 attribuant le marché n°5119DC18 de travaux de réfection des sols et de complément mobilier à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, à l'entreprise ST GROUPE en ce qui concerne le lot 5, Rénovation des sols, pour un montant de 66.676,50 euros HT et une durée de 4 mois à compter de la notification.

CONSIDERANT :

- que le support de sol de la ludothèque, découvert après arrachage des anciens revêtements, nécessite un ragréage supplémentaire afin de recevoir dans de bonne condition le nouveau revêtement plastique,
- que ces prestations complémentaires non prévues nécessitent la conclusion d'un avenant au marché initial.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°5119DC18 de travaux de réfection des sols et de complément mobilier à la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, lot 5 « rénovation des sols », avec l'entreprise ST GROUPE sise à BOISSERON, d'un montant de 1.925 euros HT, soit 2,89% du montant marché initial, portant le montant total du marché à 68 601,50 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

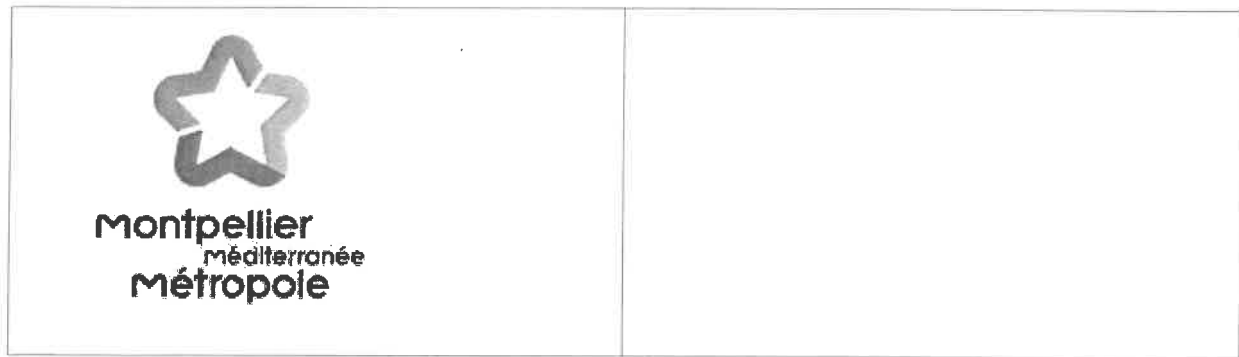
034-243400017-20190101-75037-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1806400-3 TA "**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1806400-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 décembre 2018 par Madame Marie-Claude MORENO, agent de Montpellier Méditerranée Métropole, contre la décision en date du 26 octobre 2018, notifiée le 29 octobre 2018, par laquelle le Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole a rejeté, après avis de la Commission Administrative Paritaire, sa demande de révision d'entretien professionnel afférent à l'année 2017.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1806400-3 le 28 décembre 2018 par Madame Marie-Claude MORENO.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 07/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

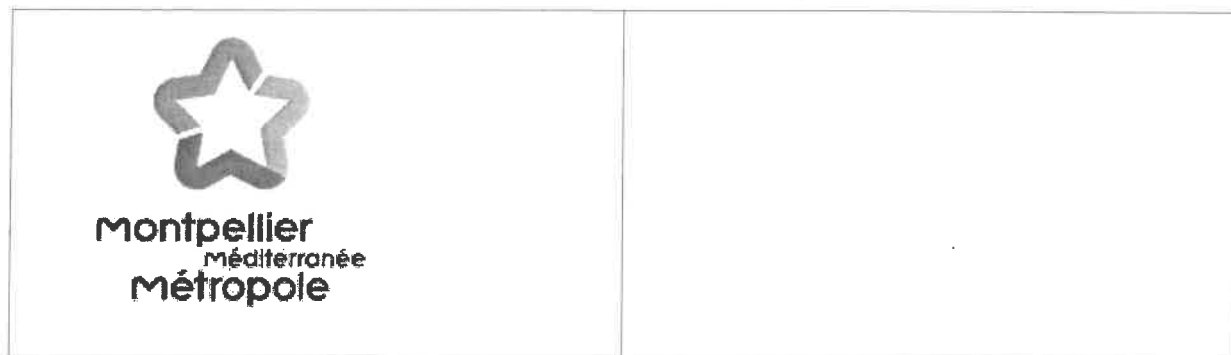
034-243400017-20190101-75041-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/02/19

Réception en Préfecture : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
groupement de commandes publique pour
le marché n°G8D0032RI d'accès internet
du siège, hébergement de serveurs et
prestations associées**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT :

- la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics (article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics), à se regrouper dans le cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- le souhait de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché d'accès internet du siège, hébergement de serveurs et prestations associées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché d'accès internet du siège, hébergement de serveurs et prestations associées, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement, au sens de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, chaque collectivité étant chargée de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

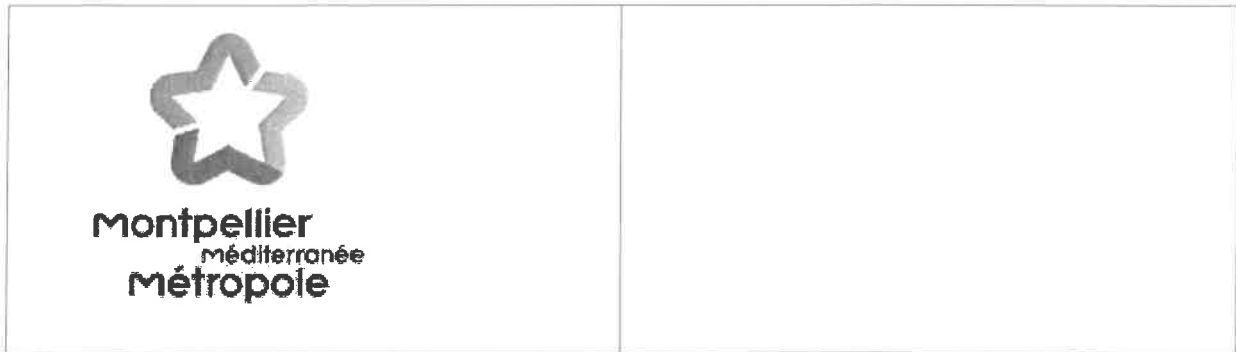
034-243400017-20190101-75045-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M8B0041EP
- Vélo route 70 de la Loire à la
Méditerranée - Maîtrise d'œuvre - Etudes
préliminaires - Expertise Faune/Flore -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- que les études préalables à l'aménagement de la vélo route n°70 « de la Loire à la Méditerranée » sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole sont nécessaires.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire de prestations intellectuelle pour une durée de 2 mois.
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations : 40 %
 - Valeur technique de l'offre : 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise INGEROP Conseil et Ingénierie, Espace Concorde, 120 impasse Jean Baptiste SAY – 34470 PÉROLS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8B0041EP « Vélo route 70 de la Loire à la Méditerranée – Maîtrise d'œuvre : études préliminaires – Expertise faune/flore » à l'entreprise INGEROP Conseil et Ingénierie, pour un montant de 37 400 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer. Sa durée d'exécution est de 2 mois.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerrané Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

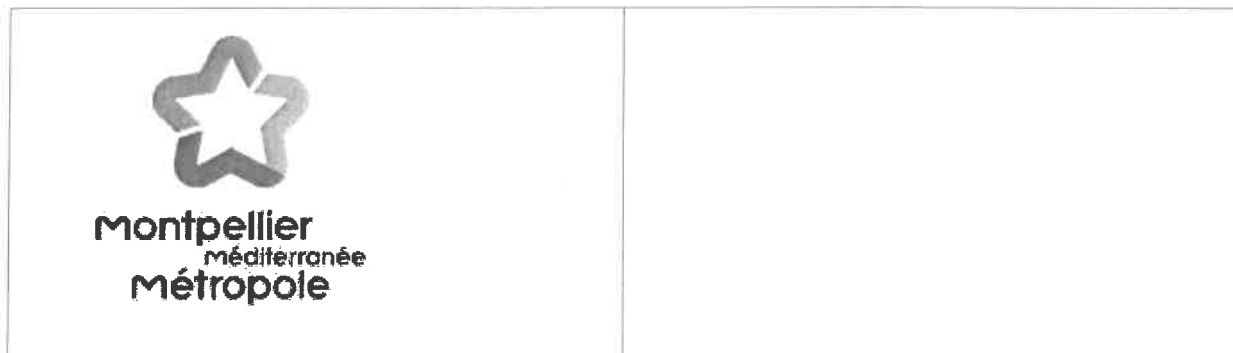
034-243400017-20190101-75053-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "SARL
MESOTECH - Requête n°1803111-4"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1803111-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 juin 2018 par la société MESOTECH sollicitant que soit déclarée irrégulière et infondée la résiliation du marché de fourniture "installation et maintenance d'un logiciel de gestion du service public d'assainissement non collectif" et tendant à la condamnation de Montpellier Méditerranée Métropole à verser à la société MESOTECH le paiement des sommes qui lui sont dues à savoir 17 853,75 euros dans le cadre de l'exécution du dit marché.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1803111-4 par la Société MESOTECH.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 07/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

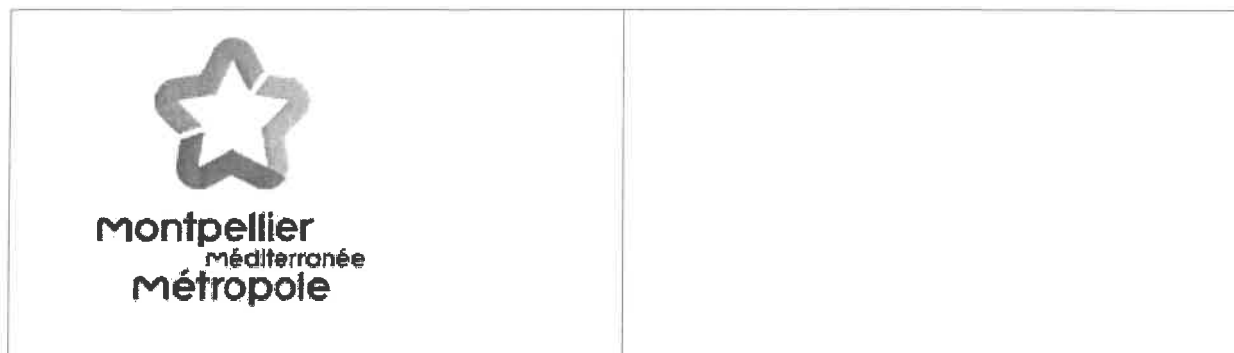
034-243400017-20190101-75100-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07/02/19

Réception en Préfecture : 07/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un accord-cadre
n°5169EA18 - Études hydrauliques pour
l'accompagnement des projets
d'aménagement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole doit maîtriser les risques inondations afin d'adopter des prescriptions d'urbanisme adaptées ;
- que des études hydrauliques pour l'accompagnement des projets d'aménagement sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché accord-cadre avec 3 titulaires pour une durée de 2 ans à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif n°1 et n°2 : 40% ;
- qu'après analyse, les entreprises :
 1. le groupement INGEROP (mandataire) / GEORIVES - sis Domaine du Petit Arbois - Pavillon Laennec - BP 20056 - 13545 AIX EN PROVENCE cedex 04
 2. la société ANTEAGROUP sise Parc d'activité de l'aéroport - 180 impasse John Locke - 34470 PEROLS,
 3. la société SAFEGE sise La Bruyère 2000 – Bât 1 - Zone du Millénaire - 650 rue Henri Becquerel - CS 79542 - 34961 MONTPELLIER Cedex 2,présentent les offres économiquement les plus avantageuses.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n°5169EA18 - Études hydrauliques pour l'accompagnement des projets d'aménagement à 3 opérateurs :

- le groupement INGEROP (mandataire) / GEORIVES - sis Domaine du Petit Arbois - Pavillon Laennec - BP 20056 - 13545 AIX EN PROVENCE cedex 04,
- la société ANTEAGROUP sise Parc d'activité de l'aéroport - 180 impasse John Locke - 34470 PEROLS,
- la société SAFEGE sise La Bruyère 2000 - Bât 1 - Zone du Millénaire - 650 rue Henri Becquerel - CS 79542 - 34961 MONTPELLIER Cedex 2,

pour un montant de commandes avec un seuil minimum de 50 000 euros HT et maximum de 200 000 euros HT.

L'accord-cadre est conclu pour une période de 2 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Jean-Marc LUSSET

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

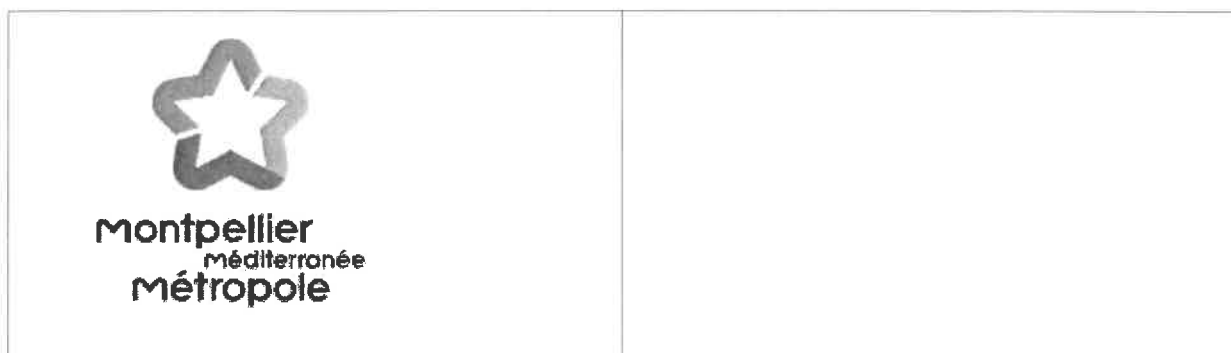
034-243400017-20190101-75151-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8B0058HP
de suivi animation du Programme
d'Intérêt Général (PIG) "Rénover pour un
Habitat Durable et Solidaire" de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SÉGURA, dans le domaine du « Logement » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'accompagner les propriétaires occupants et bailleurs, dans le montage des dossiers de subvention de Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'Anah et sur fonds propres,

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 5 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif et du DPGF (40%),
 - Valeur technique au regard du mémoire remis (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise SAS URBANIS 188 allée de l'Amérique Latine 30900 NIMES présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de suivi animation du programme d'intérêt général (PIG) « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire » à l'entreprise URBANIS, pour un montant de 89 520 euros HT.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 févr. 2019

Signé.

**Monsieur le Vice-Président délégué
Noël SEGURA**

Publiée le : 25/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

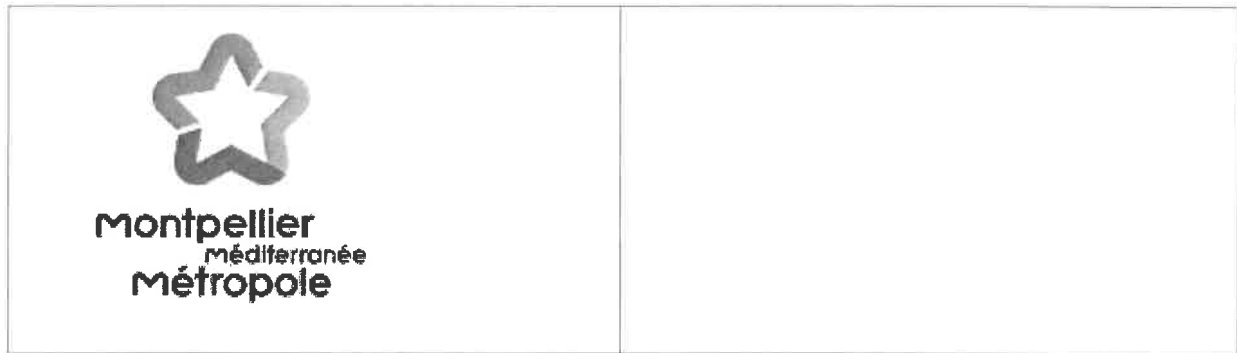
034-243400017-20190101-75438-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/02/19

Réception en Préfecture : 25/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA00513 CAA - SCI MIJOULAN"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** la requête n°19MA00513 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 4 février 2019 par la SCI Mijoulan contre le jugement du Tribunal Administratif n°1700085 du 6 décembre 2018 rejetant sa demande d'annulation de la délibération du 30 juin 2016 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a créé une ZAD sur le secteur de "'Naussargues-Bel Air'" ensemble, la décision implicite du 19 novembre 2016 ayant rejeté le recours gracieux formé par la SCI Mijoulan",
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts Près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°1700085 le 6 décembre 2018 par la SCI Mijoulan.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019


Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

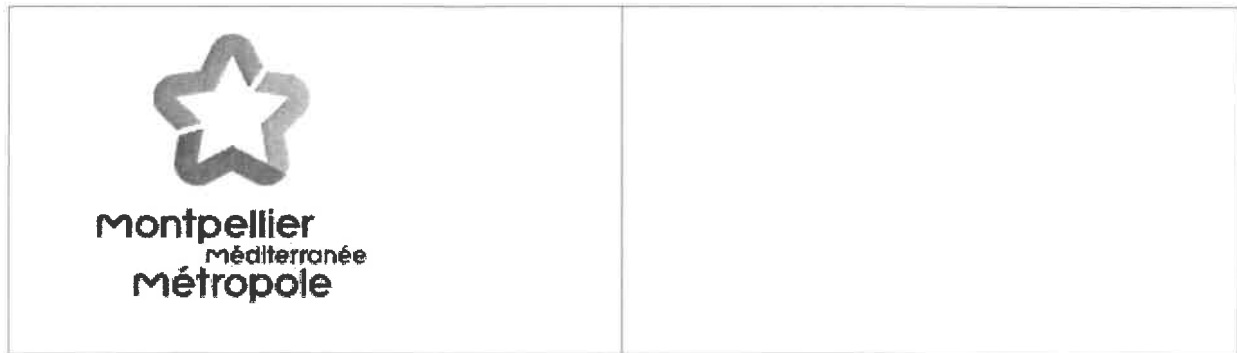
034-243400017-20190101-75801-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au programme de
formation et d'accompagnement
"LANCEMENT"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de lancer une action de formation et d'accompagnement intitulée « Programme Lancement » pour accompagner des jeunes entreprises innovantes à fort potentiel dans leurs problématiques de croissance commerciale au Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 du Code des marchés publics, pour mettre en place cette action.

Le déroulement de l'action est programmé à compter de la date de notification jusqu'au 31/12/2019.

- Période prévisionnelle de déroulement : de février à décembre 2019
- Durée prévisionnelle ou délai d'exécution : 12 mois maximum

Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- **Prix 40%**
- **Valeur technique au regard du mémoire remis 60% décomposée comme suit :**
- La compétence et l'expérience de l'expert en matière de jeune entreprise innovante (**15%**)
- Le niveau de qualification (**15%**)
- Le contenu (**30%**)

- qu'après analyse, l'entreprise **MARKET SOLUTIONS CONSULTING**, 21 chemin de la Colomière, 31120 Lacroix-Falgarde, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché **Lancement** à l'entreprise **MARKET SOLUTIONS CONSULTING**, pour un montant total de vingt-quatre mille quatre cents euros H.T. (24 400,00 € HT) soit vingt-neuf mille deux cent quatre-vingt euros TTC (29 280,00 € TTC).

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

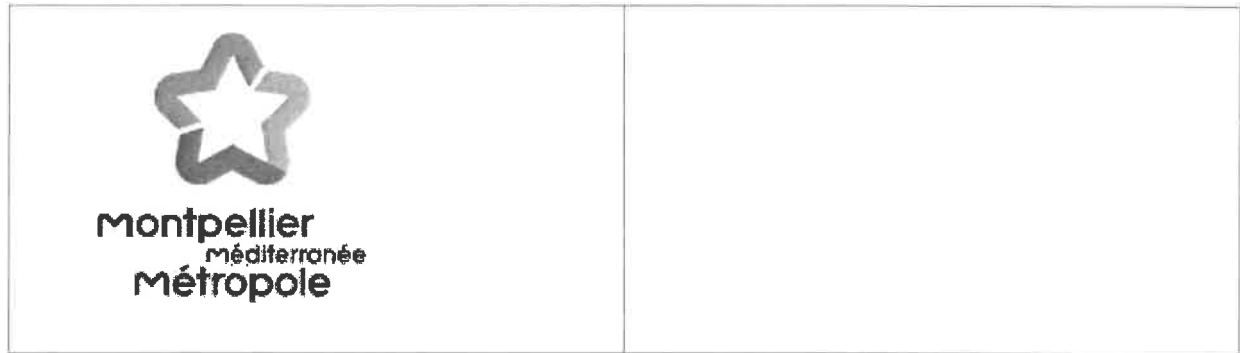
034-243400017-20190101-75842-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'estimer en justice "Requête Cour
d'Appel de Montpellier - SCI ODYSSEUM
PLACE DE FRANCE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'avis de déclaration d'Appel près la Cour d'Appel de Montpellier reçu le 29 janvier 2019 déposé par la SCI ODYSSEUM PLACE DE FRANCE à l'encontre du jugement RG n°17/04163 rendu le 10 janvier 2019 par le Tribunal de Grande Instance de Montpellier rejetant sa demande d'annulation d'un avis des sommes à payer d'un montant de 198 277 euros correspondant au règlement de la redevance spéciale de la collecte des déchets économiques assimilables aux déchets ménagers pour l'année 2016,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'appel de Montpellier suite à l'avis de déclaration d'Appel reçu le 29 janvier 2019 déposé par la SCI Odysseum Place de France.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

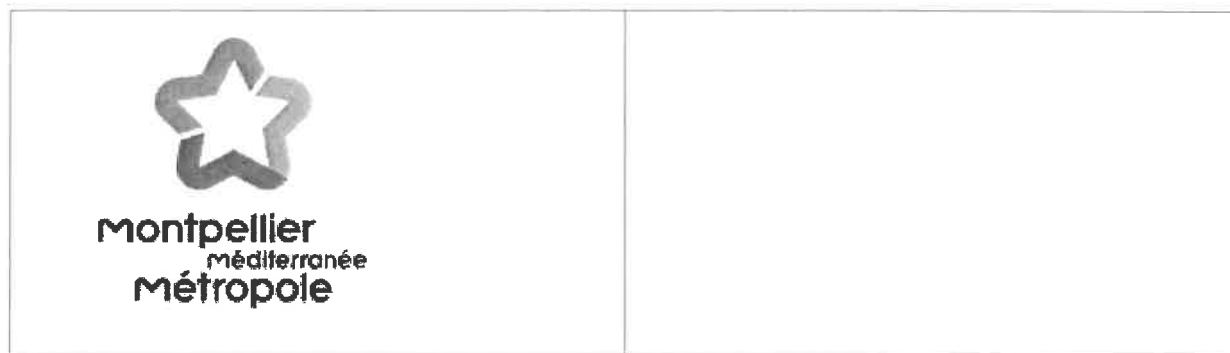
034-243400017-20190101-75841-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
Icemed - Local 515 rue Alfred Nobel à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, souhaite participer au développement de la filière santé médicale,
- que la société ICEMED, dont le siège social est situé Le Minos, 55 impasse Mac Gaffey, 34 000 Montpellier, a pour activité le développement et la commercialisation d'appareils médicaux,
- que le contrat en cours arrive à échéance et qu'il convient de la renouveler pour que la société ICEMED puisse continuer son activité.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de location est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS ICEMED.

ARTICLE 2 : Le contrat porte sur un local d'environ 52m², propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et situé au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire à Montpellier (34 070).

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une période de 2 ans à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour un loyer annuel de 4 581,81 euros HT, (T.V.A. au taux de 20% en vigueur en sus), soit un total de 5 498,17 euros TTC par an hors charges.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

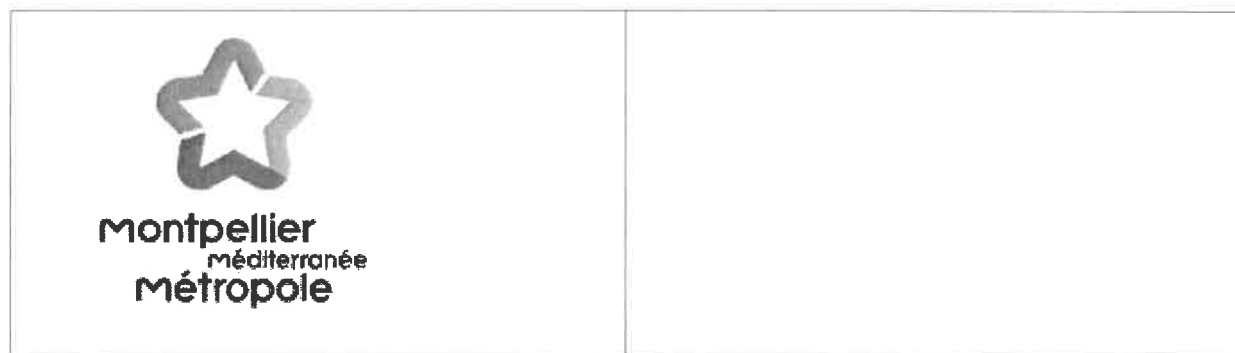
034-243400017-20190101-75863-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'estimer en justice "Aire de grand
passage de Lattes - Procédure d'expulsion"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** l'occupation sans autorisation de l'Aire de Grand passage située sur la commune de Lattes par un groupe de gens du voyage,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation l'Aire de Grand passage située sur la commune de Lattes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

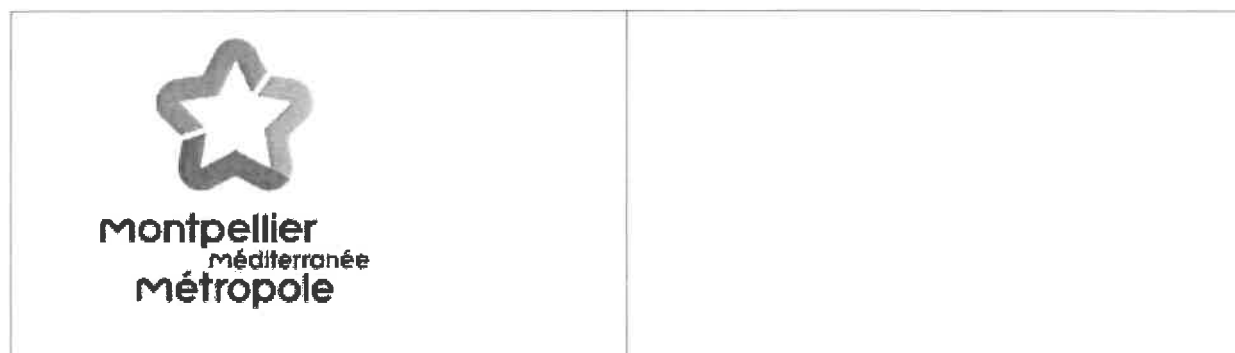
034-243400017-20190101-76031-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1900631-2 SCI METRO GREEN
URBAN"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1900631-2 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 février 2019 par la SCI METRO GREEN URBAN tendant à la décharge totale de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères "TEOM" pour les années 2016 et 2017 de l'immeuble situé 181 place Ernest Granier à Montpellier.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 février 2019 par la SCI METRO GREEN URBAN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

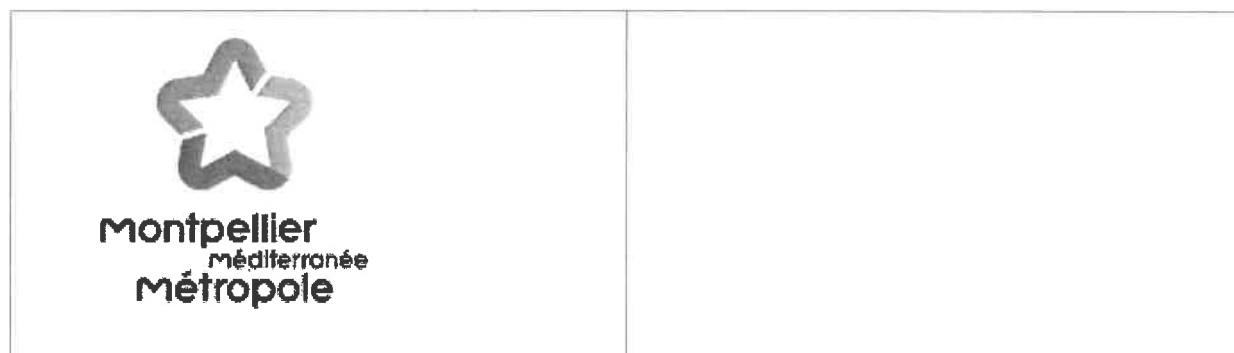
034-243400017-20190101-76085-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Transition Energétique et Ecologique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Agence Locale de l'Energie
et du Climat (ALEC)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle autorisant le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA dans le domaines des Finances ;

-CONSIDERANT que la Métropole inscrit, depuis plusieurs années, son action dans une démarche de développement durable et, aux côtés de la ville de Montpellier, de la Région et de l'ADEME, elle a soutenu la création de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC). Elle en a approuvé les statuts par délibérations n°7913 du 2 octobre 2007 et n°14714 du 28 juin 2017. L'Agence Locale pour l'Energie et le Climat (ALEC) a pour mission de mettre en place un réseau d'échanges entre tous les partenaires intervenant dans le domaine de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables en positionnant ses actions de manière complémentaire aux opérations de sensibilisation déjà menées auprès des collectivités locales : rôle de conseil et d'accompagnement dans la maîtrise des consommations d'énergie. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son adhésion à l'association dont le montant pour l'année 2019 s'élève à 1 851 €.

D E C I D E

ARTICLE 1 : de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC).dont le montant de la cotisation 2019 s'élève à 1 851 €.

ARTICLE 2 : Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 févr. 2019

Signé.

Monsieur le Vice-Président délégué

Max LEVITA

Publiée le : 20/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

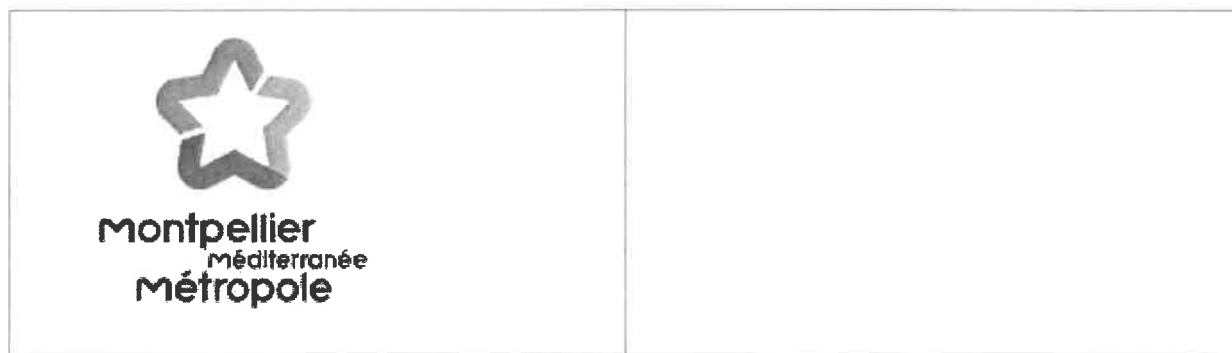
034-243400017-20190101-76259-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/02/19

Réception en Préfecture : 20/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA00565 - BARRE Geneviève"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°19MA00565 déposée le 5 février 2019 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Madame BARRE Geneviève contre le jugement du Tribunal Administratif du 6 décembre 2018 rejetant sa demande d'annulation de la délibération du 24 novembre 2016 par laquelle le conseil de Métropole a approuvé la modification n°5 du PLU de la commune de Saint Georges d'Orques.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA00565 le 5 février 2019 par Madame BARRE Geneviève.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

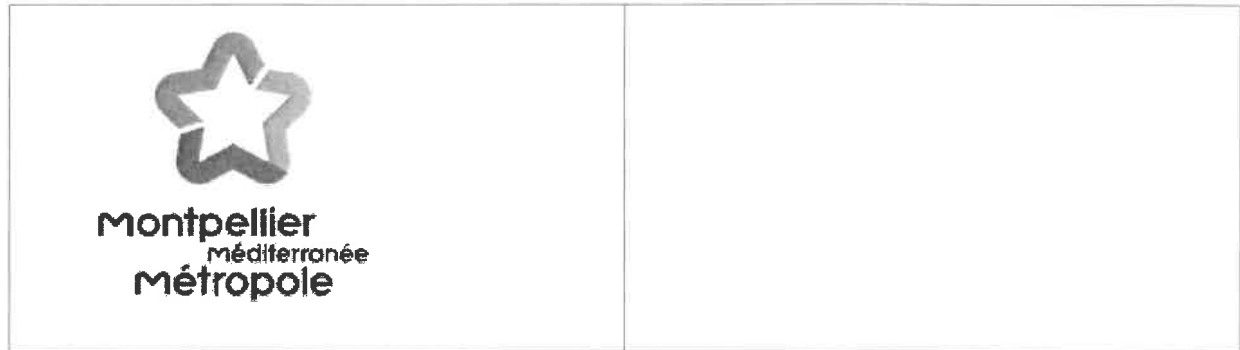
034-243400017-20190101-76278-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA00499 CAA MARSEILLE - AIR
FRANCE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°19MA00499 en date du 1er février 2019 déposée par Air France près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1700454 du 3 décembre 2018 rejetant sa demande d'annulation de la convention conclue le 5 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association de Promotion des flux touristiques et économiques (APFTE) définissant l'objet, les modalités de versement et les conditions d'utilisation de la subvention accordée à l'Association,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA00499 le 1er février 2019 par Air France.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « PARME Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 15/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

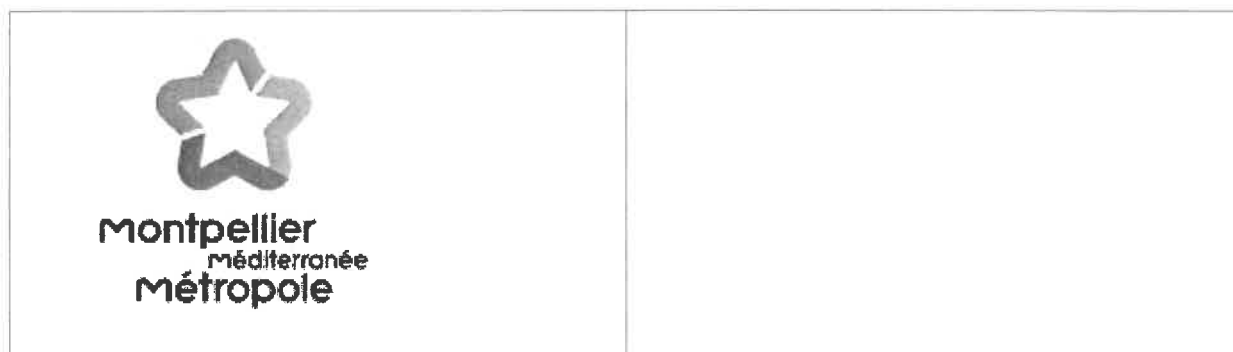
034-243400017-20190101-76350-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/19

Réception en Préfecture : 15/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "TA Montpellier
- SARL d'une vie à l'autre"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU les erreurs de conception lors de la rédaction du dossier de consultation des entreprises du marché de Maîtrise d'oeuvre n°2012-34 conclu entre la commune de Saint Jean de Védas et la SARL "d'une vie à l'autre" puis transféré à Montpellier Méditerranée Métropole et relatif à la réfection et l'aménagement de voiries avenue Clémenceau et espaces publics attenants sis sur la commune de Saint Jean de Védas.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier contre la SARL « d'une vie à l'autre » tendant à obtenir indemnisation.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

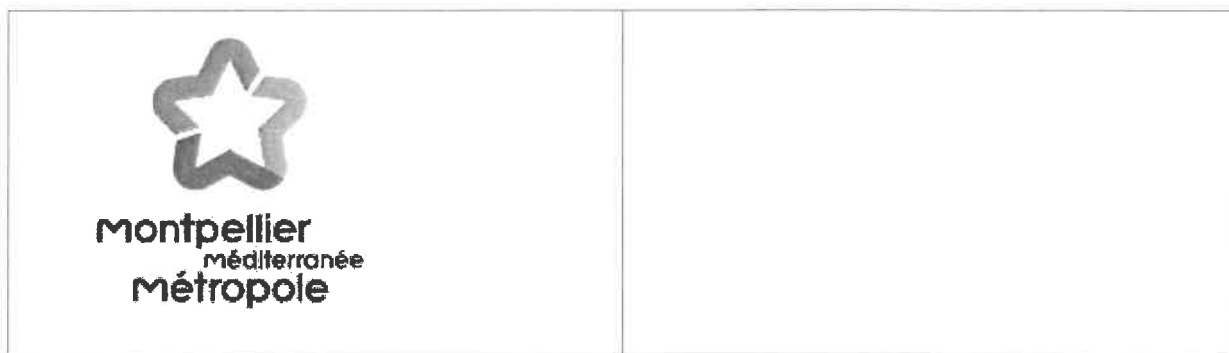
034-243400017-20190101-76693-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SCA MAM 2 sur
la ZAC Parc 2000 - 2ème extension à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension à Montpellier : la SCA MAM 2, représentée par Madame Catherine SOLER GAY, est candidate à l'acquisition du lot 7 de 1 645 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, atelier et stockage de 1 697 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 700 m². L'utilisateur final sera le GROUPE VALECO (énergies renouvelables). La société projette un effectif de 50 emplois à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SCA MAM 2 ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

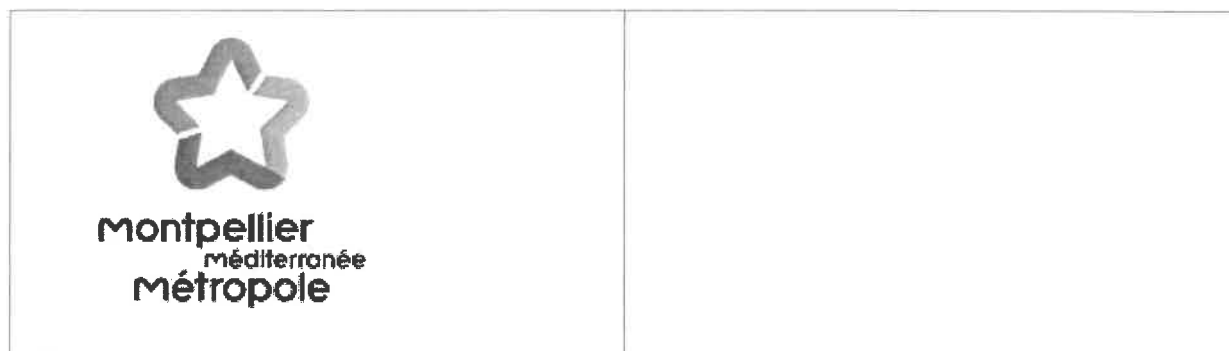
034-243400017-20190101-76722-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1900328-4 TA - Josiane CAURET"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1900328-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 janvier 2019 par Madame Josiane CAURET tendant à obtenir indemnisation pour préjudice subi consécutivement à une chute dont elle a été victime, rue Sainte Sara à Montpellier, le 26 novembre 2016,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1900328-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 janvier 2019 par Madame Josiane CAURET.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats AUDOUIN.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

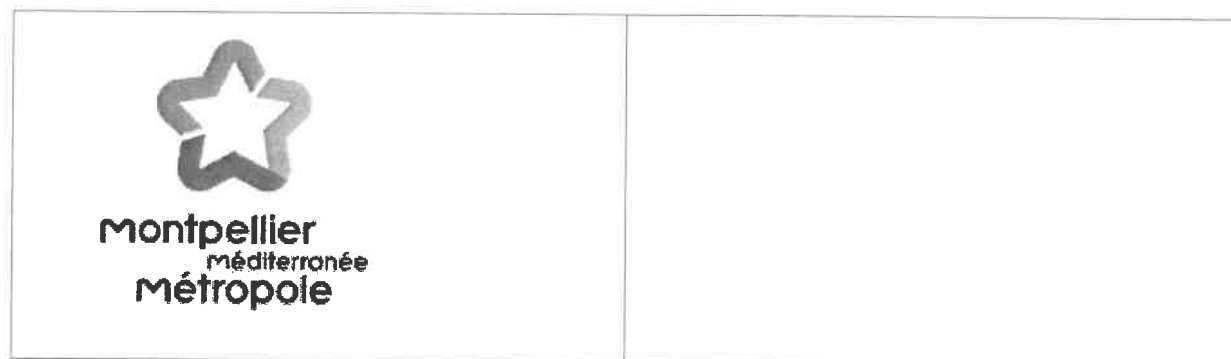
034-243400017-20190101-77003-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'un véhicule
Citroën C2 immatriculé 678 AGW 34 à
réformer pour cause de vétusté - Hôtel des
Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën C2 immatriculé 678 AGW 34,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le véhicule Citroën C2 immatriculé 678 AGW 34 est réformé pour cause de vétusté et cédé à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

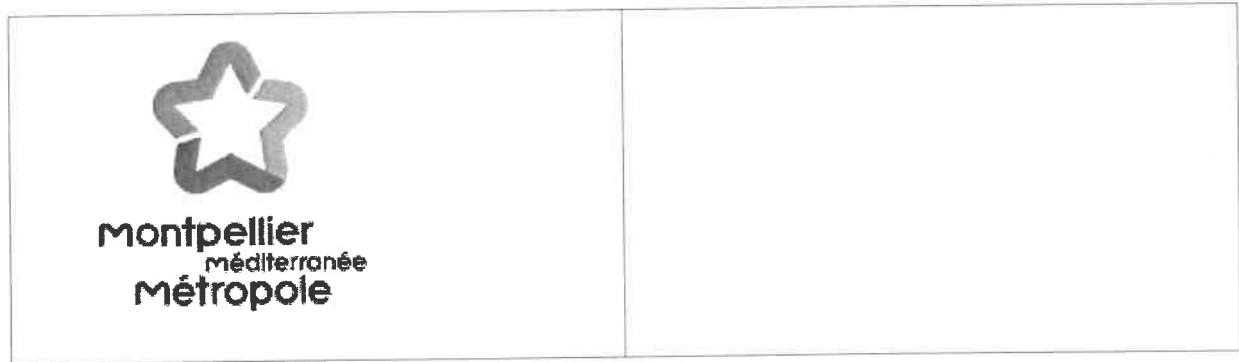
034-243400017-20190101-76999-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1901365-3 TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête en référé n°1900736-8 le 14 février 2019 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Djamila BENATTOU, agente de Montpellier Méditerranée Métropole, tendant à la désignation d'un expert consécutivement à un accident de service dont elle a été victime le 2 juillet 2008.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1900736-8 le 14 février 2019 par Madame Djamila BENATTOU.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 févr. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 22/02/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-77100-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/02/19

Réception en Préfecture : 22/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES
REGLEMENTAIRES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES
MARS 2019

N°ARRETES	TITRE	PAGE
MAR2019-0110	Arrêté relatif à la procédure de délégation de service public n° M8D0028JM concernant l'attribution des sous traités d'exploitation des lots 1, 2,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Déclaration sans suite	512
MAR2019-0115	Monsieur Fabien ABERT - Conseiller Métropolitain délégué à la Préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers dans le cadre de la planification et de l'aménagement du territoire	514
MAR2019-0124	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes	516
MAR2019-0125	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols	518
MAR2019-0126	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	520
MAR2019-0129	Délégations de signature relatives au Département Développement Économique, Emploi et Insertion (DDEEI)	522
MAR2019-0130	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de de Montpellier - Immeuble sis 3 rue de l'Argenterie - Parcelle HT 20	527
MAR2019-0131	Représentation de M. le Président au sein de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF)	530
MAR2019-0133	ARRETE DE PERIL ORDINAIRE - Commune de Montpellier - Immeuble sis 78 cour Jacques Thibaud - Résidence Château LEVAT Bâtiment 2-Hirondelle - Parcelle CE 155	532
MAR2019-0135	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de MONTPELLIER - Immeuble sis 47 Avenue de Toulouse Parcelle E049 - INTERDICTION D'HABITER	535
MAR2019-0139	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	538



Direction de l'Action Territoriale

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté relatif à la procédure de délégation
de service public n° M8D0028JM
concernant l'attribution des sous traités
d'exploitation des lots 1, 2,3 et 4 sur le
territoire de la commune de Villeneuve-lès-
Maguelone - Déclaration sans suite**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relatives aux contrats de concession ;
- **VU** le décret n°2016-86 du 1er février 2016, relatifs aux contrats de concession;

CONSIDERANT:

- **qu'une** procédure de délégation de service public n° M8D0028JM concernant l'attribution des sous traités d'exploitation des lots 1, 2,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone est lancée selon les dispositions des articles L 1411-1 et suivants et R 1411 -1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, relatifs aux contrats de concession,
- **que** les délais d'instruction de la procédure de délégation de service public, les délais de consultation des différents services de l'Etat pour l'attribution de ces sous-concessions, et les délais d'instruction des permis de construire à l'issue de la procédure ne permettent pas leur attribution avant la période estivale 2019 comme l'envisage le contrat prévu, alors qu'il est nécessaire que le domaine public maritime sous concession soit exploité dès le début de l'été pour assurer la continuité du service public,

- **que** les intempéries du mois de mars 2018 ont fortement modifié le trait de côte au niveau de la plage dite du Pilou, conduisant à mener une réflexion sur le repositionnement partiel de lots de plage objets de la procédure de délégation de service public,

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de passation de la délégation de service public n°M8D0028JM «délégation de service public concernant l'attribution des sous traités d'exploitation des lots 1, 2,3 et 4 sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone» est déclarée sans suite pour un motif d'intérêt général tenant au respect des délais légaux impartis au regard de l'instruction du dossier de délégation de service public, des diverses consultations auprès des services de l'Etat, ainsi que le respect des délais d'instruction des permis de construire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 12/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-74071-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/03/19

Réception en Préfecture : 12/03/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Fabien ABERT
Conseiller métropolitain
délégué à la Préservation des espaces
naturels, agricoles et forestiers dans le
cadre de la planification et de
l'aménagement du territoire**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-18, L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et Innovation, de la French Tech et l'Artisanat et de la Planification urbaine;
- VU la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Fabien ABERT.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Fabien ABERT reçoit délégation à la Préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers dans le cadre de la planification et de l'aménagement du territoire auprès de Madame Chantal MARION, Vice-présidente. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-74732-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/19

Réception en Préfecture : 06/03/19

Notifié le : 07/03/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 ; et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes approuvé le 12 mars 2009, modifié le 28 juin 2010, modifié le 14 avril 2011, modifié le 03 mai 2012, révisé le 03 mai 2012, révisé le 19 septembre 2013, modifié le 16 décembre 2015, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 22 mars 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 05 octobre 2018, mis à jour le 10 décembre 2018 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°Del2018-0217 du conseil municipal de la Commune de Lattes en date du 27 novembre 2018, instaurant un périmètre d'études sur le secteur « Est de Maurin », au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Lattes est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre d'étude instauré sur le secteur « Est de Maurin ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Lattes (Avenue de Montpellier - 34970 LATTES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Lattes.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Lattes sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 mars 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 22/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-79457-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/03/19

Réception en Préfecture : 22/03/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.212-1 à L.212-5, R.153-18, R.212-1 à R.212-6, et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Pérols approuvé le 23 janvier 2007, mis à jour le 29 septembre 2009, mis à jour le 28 octobre 2009, modifié le 14 octobre 2010, modifié le 06 octobre 2011, modifié le 08 mars 2012, modifié le 16 décembre 2013, modifié le 25 février 2014, mis en compatibilité le 06 mars 2014, modifié le 16 juillet 2014, modifié le 16 décembre 2015, modifié le 14 février 2016, modifié le 25 octobre 2016, modifié le 20 septembre 2018 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU l'arrêté préfectoral DDTM34 n°2019-01-10041 en date du 22 janvier 2019 portant création d'une zone d'aménagement différé dénommée « Le Méjean » sur la Commune de Pérols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols est mis à jour pour reporter en annexe l'arrêté préfectoral susvisé, portant création de la zone d'aménagement différé dénommée « Le Méjean ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Pérols (Place Carnot - 34473 PEROLS) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Pérols.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Pérols sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 mars 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 22/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-79771-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/03/19

Réception en Préfecture : 22/03/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 03 septembre 2018, mis à jour le 22 octobre 2018 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;

- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la délibération n°M2019-21 du Conseil de Métropole en date du 31 janvier 2019 instaurant un périmètre d'étude au niveau du quartier « Mosson » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre d'étude au niveau du quartier « Mosson ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 mars 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 22/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-80577-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/03/19

Réception en Préfecture : 22/03/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département Développement Économique,
Emploi et Insertion (DDEEI)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Développement Economique, Emploi et Insertion (DDEEI) est composé des directions suivantes :

- La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE)
- La Direction Attractivité, Tourisme et Relations internationales (DATRI)

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE) est composée des services suivants :

- Administration et Finances
- Marketing, réseaux et animation
- Unité BIC- Création entreprises innovantes

- Unité implantation
- Accélérateur de croissance dont l'Unité Emploi et Insertion.

Monsieur Emmanuel THOMAS, directeur de l'Economie et de l'Emploi à compter du 1^{er} avril 2019, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUILLERMO, directeur de projets et directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Emmanuel THOMAS et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 : Monsieur José SANTANA, responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité et, en cas d'absence des autres chefs de service, pour l'ensemble des services de la Direction de l'Economie et de l'Emploi :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 : Madame Chantal DUMAS, responsable du service Marketing, réseaux et animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal DUMAS, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal DUMAS et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal DUMAS, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 : Madame Isabelle PREVOT, responsable de l'Unité BIC- Création entreprises innovantes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOT, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOT, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Benoit ILLINGER, responsable de l'Unité implantation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoit ILLINGER, la délégation ci-dessus est accordée Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoit ILLINGER et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoit ILLINGER, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-5 : Le responsable du service Accélérateur de croissance (poste vacant) dont l'Unité Emploi et Insertion reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Accélérateur de croissance, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sabrina GUARRERA, responsable de l'Unité Emploi et Insertion.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance et de Madame Sabrina GUARRERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel GUILLERMO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance, de Madame Sabrina GUARRERA, et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Emmanuel THOMAS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance, de Madame Sabrina GUARRERA, de Monsieur Emmanuel GUILLERMO et de Monsieur Emmanuel THOMAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 3 : Madame Sophie SALELLES, Directrice de cabinet, Directrice par intérim de l'Attractivité, du Tourisme et des Relations Internationales (DATRI) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie SALELLES, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-80656A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/03/19

Réception en Préfecture : 28/03/19

Notifié le : 28/03/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE
Commune de de Montpellier
Immeuble sis 3 rue de l'Argenterie
Parcelle HT 20

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- **VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- **VU** l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- **VU** l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- **VU** l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la lettre d'information adressée au syndic de la copropriété, 136 Synergie Immobilière demeurant 136 avenue de Palavas (34000), lui signalant les désordres sur le bâtiment sis 3 rue de l'Argenterie (parcelle HT 20), susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ;
- **VU** les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de Jacques PUCH, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 27 février 2019, afin de lever tout péril ;
- **VU** la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;
- **Considérant** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 3 rue de l'Argenterie (34000) concernant le sous-sol et l'escalier entre le 1^{er} et le 2^{ème} étage ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété 136 Synergie Immobilière demeurant 136 avenue de Palavas (34000) devra dans un délai de **4 mois** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- interdiction de l'accès au sous-sol,
- arrêt des travaux dans l'immeuble et interdictions de manifestations festives, tant que l'étude relative aux causes des désordres n'est pas rendue,
- réaliser une étude structurelle des murs et de la structure de l'escalier pour déterminer les causes des désordres et préconiser les réparations à mener,
- réaliser les travaux de réparation selon les prescriptions de l'étude par des hommes de l'art.

ARTICLE 2 : Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété 136 Synergie Immobilière, mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Si le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

ARTICLE 4 : En application de l'article L.511-2 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté et si les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, seront redevables du paiement d'une astreinte administrative exigible dans les conditions prévues à l'article L.543-1 du même code.

Sans attendre l'expiration du délai de mise en demeure, il sera procédé à l'encontre syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à l'application d'une astreinte administrative de 200 €, par jour et par lot, définie selon l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des conséquences de la non-exécution, majorée de 20 % chaque mois jusqu'au constat par un agent compétent des services de la Métropole, selon les article R511-15 à R511-20 du code de la construction et de l'habitat.

Le Syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, ou les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 19 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 26/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-80862-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/03/19

Réception en Préfecture : 19/03/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation de M. le Président au sein
de la Commission Départementale de la
Préservation des Espaces Naturels
Agricoles et Forestiers (CDPENAF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;
- VU le décret n° 2015-644 du 9 juin 2015 fixant la composition de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) ;
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Fabien ABERT ;
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté n° MAR2018-0157 du 16 mai 2018 portant représentation du Président au sein de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ;
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la CDPENAF, peut désigner une personne appelée à le représenter ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° MAR2018-0157 du 16 mai 2018 est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Fabien ABERT, Conseiller métropolitain, pour représenter le Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la CDPENAF. Dans ce cadre, Monsieur Fabien ABERT est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien ABERT, la délégation définie à l'article 2 est accordée dans les mêmes conditions à Madame Chantal MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour représenter le Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la CDPENAF. Dans ce cadre, Madame Chantal MARION, est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 4 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 26 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-81389A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/03/19

Réception en Préfecture : 28/03/19

Notifié le : 28/03/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL ORDINAIRE
Commune de Montpellier
Immeuble sis 78 cour Jacques Thibaud
Residence Château LEVAT Bâtiment 2-
Hirondelle
Parcelle CE 155

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015,
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11,
- VU l'article L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du Code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le courrier en date du 21/01/2019 du Syndic Ethigestion signalant un désordre sur la charpente de l'immeuble sis 78 cour Thibaud à Montpellier (34000), parcelle CE 155,
- VU le courrier en date du 06/02/2019 de mise en œuvre de procédure de péril imminent, demandant à la Présidente du Tribunal Administratif, la nomination d'un expert,

-VU les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de M. Puch, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 10/02/2019, afin de lever tout péril,

-VU qu'en date du 13/02/2019, le Syndic Ethigestion a pris des mesures conservatoires en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique,

- **CONSIDERANT** que les mesures conservatoires prises ont pallié l'imminence du péril, il convient d'engager une procédure de péril ordinaire afin d'écarter définitivement tout danger pour les occupants et sauvegarder la sécurité publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires et le syndic de copropriété représenté par Ethigestion, demeurant à 222, Place Ernest Granier, Arche Jacques Cœur, 34000 Montpellier, devra, dans un délai de **8 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, effectuer les travaux de réparation suivants, du bâtiment susvisé :

1°) – Réfection complète de la charpente selon les règles de l'art et après dimensionnement par calcul selon les règles en vigueur,

2°) – Surveillance régulière de la stabilité de l'étalement jusqu'à la réfection complète de la charpente.

ARTICLE 2 : Faute pour le syndicat de copropriété et les copropriétaires d'avoir réalisé les travaux prescrits à l'article 1 du présent arrêté et après mise en demeure restée sans effet, il y sera procédé d'office à ses frais, ou à ceux de ses ayants droit.

Le syndicat de copropriété et les copropriétaires ou leurs ayants droits, tient à disposition des services de la mairie tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 3 : En application de l'article L.511-2 du code de la construction et de l'habitation, à l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté et si les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, le syndicat de copropriété et les copropriétaires seront redevables du paiement d'une astreinte administrative exigible dans les conditions prévues à l'article L.543-1 du même code.

Sans attendre l'expiration du délai de mise en demeure, il sera procédé à l'encontre du syndicat de copropriété et des copropriétaires, à l'application d'une astreinte administrative de 200 €, par jour et par lot, définie selon l'ampleur des mesures et travaux prescrits et des conséquences de la non-exécution, majorée de 20 % chaque mois jusqu'au constat par un agent compétent des services de la Métropole, selon les articles R511-15 à R511-20 du code de la construction et de l'habitat.

ARTICLE 4 : La mainlevée du présent arrêté de péril ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la Métropole de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié au syndic de copropriété et aux copropriétaires. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 20 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 26/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-81551-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/03/19

Réception en Préfecture : 20/03/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de MONTPELLIER
Immeuble sis 47 Avenue de Toulouse
Parcelle E049
INTERDICTION D'HABITER

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015,
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11,
- VU l'article L 5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du Code de justice administrative,
- VU l'arrêté n°53/19 de police générale de danger immédiat de sécurité publique avec interdiction d'habiter, pris le 27/02/2019,
- Vu l'arrêté de fermeture administrative pris le 27/02/2019,
- VU le rapport dressé par Monsieur Blanco expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 11/03/2019, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,
- VU l'avertissement envoyé à Madame Annie TRACOL demeurant à 358 chemin du Puech Saint-Peyre à CASTELNAU LÉ LEZ (34170) et Monsieur Bruno JOURDAN demeurant rue Front du Tarn à GORGES-DU-TARN-CAUSSES (48210), propriétaires de l'immeuble sis 47 avenue de Toulouse, parcelle cadastrée EO 49,

- **CONSIDERANT** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 47 avenue de Toulouse, concernant tout le bâtiment,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les propriétaires Madame Annie TRACOL demeurant à 358 chemin du Puech Saint-Peyre à CASTELNAU LE LEZ (34170) et Monsieur Bruno JOURDAN demeurant rue Front du Tarn à GORGES-DU-TARN-CAUSSES (48210), devront dans un délai de **8 jours** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- barrière adaptée à mettre en place devant la façade de l'avenue de Toulouse avec signalisation après soutien de la façade ;
- diagnostic à faire réaliser par un bureau d'études structures avec vérification de la stabilité du mur pignon et préconisation d'une confortation conservatoire sur toute sa hauteur.

ARTICLE 2 : Faute pour les propriétaires mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **tous les logements et locaux, de l'immeuble doivent être entièrement évacués de leurs occupants immédiatement.** Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4 : Les propriétaires doivent avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants en application des articles L.521-1 et L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour les propriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais des propriétaires.

ARTICLE 5 : Les propriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L 521-1 à L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non-respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6 : Si les propriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Les propriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales.

Montpellier, le 20 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 26/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-81644-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/03/19

Réception en Préfecture : 20/03/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département des Services Publics de
l'Environnement et des Transports
(DSPET)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé des directions suivantes :

- Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction de l'Action Territoriale (DAT)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services suivants :

- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion
- Pôle Territorial de Montpellier
- Etudes Voiries urbaines
- Pluvial urbain
- Eclairage public
- Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur adjoint et responsable du service de Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : Monsieur Denis CRETIER, responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, chef de service adjoint, responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Etudes Voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-6 : Monsieur Stéphane PIC, responsable du service Etudes et Conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services suivants :

- Exploitation des services de déplacement
- Gestion multimodale des déplacements

Monsieur Karim OUNOUGHI, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, Directrice Adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Le service Gestion Multimodale des Déplacements est composé des unités suivantes :

- Gestion Patrimoine Feux/Tunnels/Contrôle d'accès
- PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque)
- Déplacements

ARTICLE 3-2-1 : Monsieur Hervé VEBER, responsable de l'unité Gestion Patrimoine Faux Tunnels Contrôle d'accès, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-2-2 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGH.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-2-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable de l'unité Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGH.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGH, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Monsieur Christophe DELIGNY, directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement à compter du 1^{er} février 2019, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage
- Gestion intégrée de l'eau
- Maitrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Madame Christine PELLEGRINI, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services suivants :

- Service Ressources Transversales
- Pôle territorial Cadoule et Bérange
- Pôle territorial Littoral
- Pôle territorial Piémont et Garrigues
- Pôle territorial Plaine ouest
- Pôle territorial Vallée du Lez
- Réseaux structurants

Monsieur Thierry ALIS, directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Simon BIRR, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Monsieur Simon BIRR, directeur adjoint et responsable du service Ressources Transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER et Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER, Didier BORIE et Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Eric LAUER, Didier BORIE, Simon BIRR et Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER et Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER, Patrick ARNAU et Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe MAUGER, Patrick ARNAU, Simon BIRR et Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-5 : Monsieur Pierre DABOSI, responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;

- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Victor GALAMBA, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Pierre DABOSI et Victor GALAMBA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Pierre DABOSI, Victor GALAMBA et Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-6 : Monsieur David TOURNIER, responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Magalie REY, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et Madame Magalie REY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs David TOURNIER et Simon BIRR et de Madame Magalie REY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-7 : Monsieur Thomas COMTE, responsable des Réseaux structurants, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour les actes relevant de son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses actes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de ses actes :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 25 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant des voies métropolitaines situées hors agglomération ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées hors agglomération.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de l'Aménagement et de la gestion de la voirie.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 8 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 28/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-81791A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28/03/19

Réception en Préfecture : 28/03/19

Notifié le : 28/03/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES
INDIVIDUELS

PARTIE IV - SOMMAIRE
ARRETES INDIVIDUELS
MARS 2019

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2019-0041	Représentation de M. le Président - CDAC du 21 mars 2019	560



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Représentation de M. le Président CDAC du 21 mars 2019

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la qualité de Conseiller métropolitain de Monsieur Fabien ABERT ;
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le jeudi 21 mars 2019 à 15h00 et 15h45.

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Fabien ABERT, Conseiller de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Chantal MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole chargée du SCoT, pour siéger et voter à la CDAC qui se réunira en préfecture de l'Hérault, place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, salle Philippe Lamour, le jeudi 21 mars 2019 pour les deux projets suivants :

- 15h00 : examen de la demande d'une extension de 247 m² pour la création d'une terrasse dans l'espace restauration du magasin Ikea à Montpellier, portant la surface totale de ce dernier à 16 377m² ;
- 15h45 : création d'un commerce spécialisé dans l'équipement automobile et d'un atelier de réparation « Carter Cash » à Castelnau-le-Lez, d'une surface de vente de 690 m².

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 20 mars 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 20/03/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-81654-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/03/19

Réception en Préfecture : 20/03/19

Notifié le : 20/03/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

